

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE DUCHÉ DE REIMS PREMIÈRE PAIRIE DE FRANCE

aux derniers siècles de la Monarchie

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 27 mai 1944, à 14 heures

PAR

Georges BOURGEOIS

Président : M. PETOT, Professeur.

Suffragants { *M. OLIVIER-MARTIN, Professeur.*
 { *M. LE BRAS, Professeur.*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

—
1944

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Nom du Candidat : **BOURGEOIS.**

Prénom : **Georges.**

Date de la soutenance :

Numéro d'ordre :

1

BOURGEOIS (Georges). — Le duché de Reims, première pairie de France, aux derniers siècles de la Monarchie. — *Paris, Jouve et C^{ie}, édit., 1944, in-8°, 208 p. + 1 dépl.*

(*Th. de Droit. Paris, 1944, n°*).

2

BOURGEOIS (Georges). — Le duché de Reims, première pairie de France, aux derniers siècles de la Monarchie. — *Paris, Jouve et C^{ie}, édit., 1944, in-8°, 208 p. + 1 dépl.*

(*Th. de Droit. Paris, 1944, n°*).

3

BOURGEOIS (Georges). — Le duché de Reims, première pairie de France, aux derniers siècles de la Monarchie. — *Paris, Jouve et C^{ie}, édit., 1944, in-8°, 208 p. + 1 dépl.*

(*Th. de Droit. Paris, 1944, n°*).

4

BOURGEOIS (Georges). — Le duché de Reims, première pairie de France, aux derniers siècles de la Monarchie. — *Paris, Jouve et C^{ie}, édit., 1944, in-8°, 208 p. + 1 dépl.*

(*Th. de Droit. Paris, 1944, n°*).

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE DUCHÉ DE REIMS PREMIÈRE PAIRIE DE FRANCE

aux derniers siècles de la Monarchie

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 27 mai 1944, à 14 heures

PAR

Georges BOURGEOIS

Président : M. PETOT, Professeur.

Suffragants { *M. OLIVIER-MARTIN, Professeur.*
 { *M. LE BRAS, Professeur.*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1944

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les Thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



LE DUCHÉ DE REIMS

PREMIÈRE PAIRIE DE FRANCE

AUX DERNIERS SIÈCLES DE LA MONARCHIE

INTRODUCTION

Les institutions naissent, conformes aux aspirations des groupements humains, et, sous la contrainte du temps, se modifient au point de disparaître lorsqu'elles trahissent les exigences qu'elles avaient pour but de traduire, mais des éléments anciens se fondent en des formes plus jeunes pour que s'élaborent des institutions nouvelles. Phases de composition et de dissociation alternent : les ensembles sociaux s'intègrent, se dissocient, puis se recomposent.

Il fallait que la lourde structure de l'empire romain se fût effondrée pour que l'organisation médiévale s'instaurât et que l'anarchie impériale se recomposât en domaines féodaux. On vit s'élever une immense pyramide, ingénieux assemblage de fiefs engrenés. Pays et cités trouvaient une harmonieuse cohésion sous la forme renouvelée de duchés, de comtés ou de baronnies... Mais les nécessités sociales auxquelles la féodalité devait son existence et sa légitimité s'évanouirent. La dissociation accomplit son œuvre et dessina les circonscriptions administratives départementales. La Révolution vint précipiter le travail entrepris. De nos jours, les groupements humains fondamentaux tentent une recomposition régionale. L'oscillation se poursuit.

Vers 233 les premiers Francs paraissent aux frontières de l'empire. Les invasions barbares apportent, avec la fin

de la prospérité romaine, la ruine de la civilisation la plus brillante que l'antiquité eût connue. Saint-Sixte, venu en mission à Reims aux environs de 260, y fixe son siège. Alors que les institutions impériales s'écroulent, l'Eglise demeure. Il fallait un chef qui réunit autour de lui les hommes et les forces nécessaires à la vie du pays rémois. Ce fut l'archevêque. Au ix^e siècle, il succéda au comte franc. Sa double personnalité se précisait, spirituelle et temporelle. Ce dernier caractère fit du prélat un baron féodal qui jugeait, gouvernait et guerroyait comme les seigneurs laïques, ses égaux. Aussi puissant à l'origine que le roi son maître, l'archevêque fut pair de France et duc. Monsieur de Reims l'était encore en 1789. Ces titres plaçaient sous son autorité la contrée d'Epernay à Mézières, de Soissons à Vouziers. Pendant plus d'un millénaire, Reims vécut en son gouvernement. D'autres seigneuries cependant subsistèrent à l'intérieur même de la ville, tant était capricieuse la géographie médiévale.

Le dessein de cette étude est de décrire l'état du duché-pairie de Reims aux derniers siècles de l'ancien régime. Un voyage serait-il pour déplaire?... Quelque carrosse nous emmène vers Reims. Le rémois, qui n'était que comté, quand devint-il duché ? Je vous rapporterai d'abord les opinions émises et vous signalerai la plus probable.

Là-bas, la tour de ce château que vous apercevez, ce village à l'horizon, c'est une terre de l'archevêque duc, c'est le fief d'un vassal. La seule énumération des seigneuries relevant du duché de Reims serait pénible ; un plan vous aidera à situer châtellenies et villages. Vous y lirez souvent quelque nom disparu, vous y verrez le tracé de quelque voie ancienne délaissée depuis lors.

Parmi les privilèges du seigneur duc de Reims, certain cérémonial de l'entrée compensera par son pittoresque l'aridité que comporte la succession des noms de terres et de fiefs. Les portes sont franchies... le fer des chevaux frappe maintenant le pavé de la ville... Bientôt vous connaîtrez quels officiers de justice maintiennent les droits et sauvegardent les biens des habitants manants ou bourgeois des châtellenies ou de la ville, quels sont les revenus de la seigneurie ducale, comment on l'administre.

Désirera-t-on apprécier l'utilité d'une institution, rapprocher la forme ancienne et la forme récente, porter quelque jugement de valeur ? La difficulté ne défaut pas à l'entreprise : à chaque époque répondent des nécessités humaines, à chaque contrée des institutions, à chaque siècle une idéologie, à chaque esprit des préférences. Cultiver seulement ce dernier, au conseil d'Isocrate, ne serait-il pas plus sage et plus modeste puisqu'une âme bien faite est le premier des biens et que juger est acte individuel ?

... μάλιστα δὲ τὴν σαυτοῦ φρόνησιν
ἄσκει· μέγιστον γὰρ ἐν ἐλαχίστῳ
νοῦς ἀγαθὸς ἐν ἀνθρώπου σώματι.

16 mars 1944.

SOURCES

Les imprimés dont la liste viendra la première, n'ont pas droit à ce rang par le nombre des renseignements dont cet ouvrage leur est redevable. Alors que l'histoire de Reims au moyen âge fut souvent l'objet d'études de valeur, les derniers siècles de la monarchie ont été jusqu'ici rapidement considérés. Quant aux ouvrages généraux, qu'ils concernent l'histoire de France ou l'histoire locale, il était aisé de prévoir qu'ils ne dussent apporter qu'une faible contribution en raison du caractère monographique de ce travail. Quelques manuscrits de la Bibliothèque de Reims, du ^{xvii}^e et du ^{xviii}^e siècles offrent déjà de plus précieux développements, mais avec quelle prudence doit-on utiliser la science de ces écrivains rémois qui considéraient l'histoire comme un plaidoyer et non comme une science. Un cartulaire du ^{xiv}^e siècle de la Bibliothèque Nationale complète la série des manuscrits consultés.

Ce sont les sources d'archives qui ont fourni le tribut le plus important, Archives départementales de Reims, ou Archives communales. Au ^{xix}^e siècle, Varin publia de nombreuses pièces d'un grand intérêt, mais il avait seulement pour but d'éclairer l'histoire de la ville et de l'échevinage. Ce n'est que dans la mesure où les institutions seigneuriales se trouvaient en contact avec les institutions municipales qu'il fut nécessaire de recourir à la collection de Varin. Pour le reste, les documents n'étaient pas publiés : trois seulement sont annexés à la fin de cette étude. N'eût-il pas fallu en produire beaucoup d'autres ? Sans doute. Les notes se chargeront de le montrer. Mais mon dessein n'était pas uniquement de mettre au jour des documents inédits.

I. Bibliographie.

- C. JULII CAESARIS. — *Commentarii de bello gallico*
FLODOARDI. — *Historia Remeusis Ecclesiae* (x^e s.) (av. trad. Lejeune Reims. Regnier 1854).
FLODOARDI. — *Chronicon* (x^e s.) (av. trad. Bandeville, Reims, Regnier 1855).
PUSSOT (Jean). — *Journalier ou Mémoires de Jean Pussot maître charpentier en la Couture de Reims* (1568-1636). Reims. Regnier 1856 (ou trav. Acad. de Reims, t. XXIII, XXV).
LA CHEZE (R. de). — *Pompes funèbres et cérémonies observées aux obsèques et funérailles du très illustre Prince Loys de Lorraine, cardinal de Guyse, archevesque Duc de Reims, par R. de la Cheze, eschevin du ban Saint Remy de Reims*. Reims. Nic. Constant 1621.
MARLOT (Guillaume). — *Le théâtre d'honneur et de magnificence*. Reims. F. Bernard, 1643.
ANONYME. — *Cérémonies pratiquées au Sacre et couronnement des roys de France tant pour les prières que l'on y fait que pour le rang des pairs, officiers de la couronne et autres seigneurs*. Paris. David, 1654.
MARLOT (Guillaume). — *Histoire de la ville cité et université de Reims*, éd. latine, 1666-1679, éd. française. Reims. Jacquet 1843-1846.
DU CANGE. — *Glossarium mediae et infimae latinitatis* (1^{re} éd 1678) éd. Henschel, 1840-1850.
NÉRON (P.). — *Recueil d'édits et d'ordonnances royaux*. Paris. Montalant, 1720, t. I.
BOUQUET (Dom Martin). — *Recueil des Historiens des Gaules et de la France*. Paris 1738 continué jusque 1904. t. XI.
ANQUETIL. — *Histoire civile et politique de la ville de Reims*. Reims, 1756-1757.
DE LA CHENAYE DES BOIS et BADIER. — *Dictionnaire de la noblesse* (1770-1786) Paris. Schlesinger, 3^e édit., 1863-1873.

- GUYOT. — Traité des droits, fonctions, franchises, exemptions, prérogatives et privilèges. Paris, 1786-1788, t. II.
- ISAMBERT. — Recueil général des anciennes lois françaises depuis l'an 420 jusqu'à la révolution de 1789. Paris, Belin, 1821-1833, t. XIV.
- CAMUS-DARAS. — Essais historiques sur la ville de Reims par un de ses habitants. Reims. Fréreau fils, 1823.
- THIERRY (Augustin). — Lettres sur l'Histoire de France. Œuvres complètes, Paris, Furne, 1846, t. V.
- LAFERRIÈRE (M. F.). — Histoire du Droit français précédée d'une Introduction sur le droit civil de Rome. Paris, 1852-1858, t. VI.
- VANIER. — Les anciennes juridictions de Reims. Reims. P. Dubois, 1870 (ou trav. Acad. de Reims, t. L).
- GILLET (Joseph). — Charles Maurice Le Tellier, archevêque duc de Reims, étude sur son administration et son influence. Paris, Hachette, 1881.
- PAUFFIN (Henry). — Essai sur l'organisation et la juridiction municipales au moyen âge. Paris, Thorin, 1886.
- LUCHAIRE (Achille). — Les Communes françaises à l'époque des Capétiens directs. Paris, Hachette, 1890.
- VIOLLET (Paul). — Droit public. Histoire des institutions politiques et administratives de la France. Paris, Larose et Forcel, 1890-1903, t. III.
- LONGNON (Auguste). — Dictionnaire topographique du département de la Marne. Paris, Imp. Nat. 1891.
- LUCHAIRE (Achille). — Manuel des Institutions françaises, période des Capétiens directs. Paris, Hachette, 1892.
- GRANDREMY (abbé). — Cormicy, La Neuville, Sapigneul. Reims, Michaud, 1904.
- HUMBERT (Gaston). — Institutions municipales et administratives de la ville de Reims sous l'ancien régime. Thèse Paris, Arthur Rousseau, 1910.
- AVENEL (G. d'). — Histoire économique de la propriété, des denrées, des salaires et de tous les prix en général depuis l'an 1200 jusqu'en 1800. Paris, Leroux, 2^e éd. 1913, t. I.

- MARION (Marcel). — Dictionnaire des institutions de la France aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles. Paris, Aug. Picard, 1923.
- ROBERT (Gaston). — Le temporel du clergé régulier du Diocèse de Reims en 1384. Reims, Michaud 1926 (Extr. de la Nouv. Revue de Champagne et de Brie, 1925).
- CHÉNON (E.). — Histoire du Droit français public et privé des origines à 1815. Paris, Sirey, 1926-1929.
- BOUSSINESQ et LAURENT. — Histoire de Reims depuis les origines jusqu'à nos jours. Reims, Matot-Braine, 1933.
- ROBERT (Gaston). — La mairie de Saint-Martin au Pissechien à Reims. Reims, Michaud, 1938.
- DU MÊME. — Le vidame de Reims et les métiers dépendants. Châlons, Robat, 1938.

II. Manuscrits.

- LACOURT. — « Recherches sur les anciens comtes, vicomtes, ducs et pairs, copiées d'après les manuscrits du cabinet de M. Félix de la Salle déposés à l'abbaye de Saint-Denis de Reims » [De Lacourt † 1730] ^{xviii}^e siècle, Bibl. de Reims ms. 1521.
- DU MÊME. — Recueil de notes et d'observations sur l'histoire de Reims par le chanoine Jean Lacourt (autographe). Début ^{xviii}^e s. Bibl. de Reims ms. 1645.
- DU MÊME. — Recueil de notes historiques du chanoine Jean Lacourt sur l'histoire de Reims, etc. Début ^{xviii}^e s. Bibl. de Reims ms. 1648.
- BIDET. — « Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique et civile de la ville et cité de Reims, par M*** » [Louis BIDET † 1761] 1758, 1760, t. IV et V [Extr. de Varin] Bibl. de Reims, mss. 1656, 1657.
- DALLIER. — « Mémoires pour servir à l'histoire de Reims » (ms. autographe de l'auteur) ^{xviii}^e s. Bibl. de Reims, t. 2, ms. 1663.
- BIDET. — « Dissertation historique et critique sur l'ancienneté, les privilèges et les juridictions de l'échevinage de la ville de Rheims, avec un recueil de plus

de 500 pièces justificatives dont plusieurs n'ont point été rendues publiques par M. Bidet, lieutenant honoraire aux Eaux et Forêts de Rheims. 1752 », xviii^e s. [Extr. de Varin = Hist. de l'Echev.]. Bibl. de Reims, ms. 1725.

BERGIER. — Recueil de pièces sur l'échevinage de Reims et différents sujets, fol. 77, 103 « Discours fait par M. Bergier, avocat et procureur de l'échevinage de Reims, dont il explique les droits » (autographe) xvii^e s. [Extr. de Varin]. Bibl. de Reims ms. 1728.

« Mémoire historique du gouvernement de la ville de Reims, des charges de capitaines et lieutenans des habitants » xviii^e s. Bibl. de Reims, ms. 1729.

Recueil de pièces historiques relatives aux institutions de la ville de Reims. xviii^e s. Bibl. de Reims, ms. 1737.

Cartulaire de l'évêché de Langres. Bibl. Nationale, ms. lat. 5188.

III. Archives.

A. Documents publiés.

VARIN (P.). — Archives administratives de la ville de Reims. Paris, 1839-1848, 3 vol. in-4^o (dans la collection des documents inédits sur l'histoire de France) [= Var. Arch. adm.].

— Archives législatives de la ville de Reims. Première partie : Coutumes. Paris, 1840, in-4^o. Seconde partie : statuts. Paris, 1844-1852, 3 vol. in-4^o (même collection) [= Var. Arch. lég.].

B. Archives départementales de la Marne (Fonds de Reims).

1. Dans la série G.

a) Liasses.

Liasse 1. Privilèges, juridiction temporelle, justice, police (1179, 1696).

- Liasse 2. Justice, voirie, police depuis 1699 (1699-1787).
Liasse 3. Justice et police (*suite*) (1704-1768).
Liasse 4. Ordonnances de police et autres pièces de l'exercice d'icelle (1700-1773).
Liasse 6. Echevinage de Reims, affaires avec les échevins et le conseil de ville au sujet de la juridiction et de la police (1182-1680).
Liasse 8. Juridiction temporelle, police (supplément) (1179-1766).
Liasse 13. Vicomté, stellage (*suite*) (1739-1777).
Liasse 14. Vicomté, stellage (supplément) (1175-1176).
Liasse 17. Vicomté, franc-salé, stellage sur le sel (1405-1770).
Liasse 18. Vicomté, revenus en général, baux, cueilloirs et comptes (1614-1773).
Liasse 20. Prévôté, foire de la Couture (1428-1745).
Liasse 21. Prévôté, foire de la Couture (supplément) (1602-1786).
Liasse 31. Matières générales relatives à tout le domaine de l'archevêché (1385-1770).
Liasse 32. Matières générales (supplément) (vers 1545-1752).
Liasse 36. Maisons à Paris (1562-1786).
Liasse 43. Mont Saint-Remy, Ronton et Berthel, dimes (1573-1766).
Liasse 53. Chaumuzy, aveux et dénombremments de la vicomté, avant la réunion à l'archevêché duché en 1676 (1499-1598).
Liasse 57. Chaumuzy, surcens seigneuriaux depuis la réunion de la vicomté en 1676 (1678-1787).
Liasse 58. Chaumuzy, réunion de la vicomté à la mense archiépiscopale (1676-1705).
Liasse 67. Cormicy, seigneurie, justice, chasse, droits divers de la prévôté et châtellenie (1320-1778).
Liasse 68. Cormicy, assises, plaids généraux (1680-1780).
Liasse 69. Cormicy et Saigneul, domaines, bois, cens et surcens (vers 1450-1782).
Liasse 93. Bétheniville, seigneurie, domaines, bourgeoisies, moulins, bois (1382-1777).
Liasse 135. Fiefs divers (1367-1780).
Liasse 137. Fief de Vailly (1379-1774).

Liasse 138. Terrier de Reims (1754-1774).

Liasse 141. Terrier des Mesneux (1754-1772).

Liasse 142. Terrier d'Ormes, Villers-Franqueux, Courcelles, Muire, Champigny, Cernay, Courcy, Saint-Léonard, Saint-Thierry, Hermonville (1746 - vers 1779).

Liasse 146. Terrier de Montbré (1754-1788).

Liasse 147. Terrier, pièces diverses (1770-1784).

b) **Terrier général de l'archevêché** (vol. in fol. rel.).

148. t. premier. Droits biens et revenus. Mouvances féodales. Arpentage du ban (1182-1781. Lettres de terrier 20 mai 1754).

149. t. second. Déclarations au terrier de Reims (1754-1762).

150. t. troisième. Châtellenie de Porte-Mars (1493-1772).

153. t. sixième. Châtellenies de Courville, Vailly, Attigny, patronages divers (1334-1777).

154. t. septième. 1^{re} part. Châtellenie de Nogent Sermiers (1680-1788).

156. t. huitième. 1^{re} part. Châtellenies de Chaumuzy et de Cormicy (1377-1787).

157. t. huitième. 2^e part. Châtellenies de Cormicy, Bétheniville et Sept-Saulx (1289-1789).

2. *Dans les registres des audiences du bailliage ducal de Reims.*

1. Registre de l'année 1712.
2. Registre de l'année 1730.
3. Registre de l'année 1759.
4. Registre de l'année 1790.

3. *Registres des audiences de la prévôté de Cormicy.*

1. Registre du 5 janvier 1741 au 15 juin 1741.
2. Registre du 13 juillet 1743 au 26 septembre 1744.
3. Registre du 14 décembre 1752 au 5 octobre 1754.

4. Registre du 17 décembre 1767 au 16 mars 1769.
5. Registre du 20 décembre 1787 au 7 février 1788.

c) **Archives communales de Reims.**

1. Registre des Conclusions du Conseil de ville (fév. 1654, mars 1656).
 2. Plaid de la Couture et de Venisse. 3 reg. (1355-1398), cahier plaid de la Couture (1493-1519).
 3. Plaid en prévôté (1505-1516).
-

PREMIÈRE PARTIE

HISTOIRE

CHAPITRE UNIQUE

LES ORIGINES

Avant qu'elle fût duché, la cité de Reims avait été comté; avant qu'il devint comté, le pays rémois dépendait déjà du siège de Reims. En ces temps où, dans l'empire ruiné, sous des rois affaiblis, l'esprit se réfugiait auprès de l'Eglise, il était naturel que la civilisation et l'administration temporelle vinssent se joindre à la puissance spirituelle.

« Genitum, non factum ». Symbole de Nicée, telle est l'origine du pouvoir des archevêques de Reims. Les rois désiraient, de plus, que l'Eglise se maintint capable d'apporter l'appui nécessaire à leur faiblesse. L'archevêque de Reims fut seigneur temporel, comte, puis duc. Sur l'étendue des droits du comte, sur la date d'érection en duché-pairie, les opinions des historiens se partagent. Il semble d'abord certain que l'archevêque de Reims ne remplit jamais le rôle de « défensor civitatis » (1). Mais sa situation n'en était pas moins prépondérante : sous les Mérovingiens déjà il lève une milice, il conseille le roi et l'assiste dans les négociations diplomatiques (2).

En 936, Louis IV d'Outremer est rappelé en France par

1. Varin, *Esquisse hist.*, p. xx avance l'opinion contraire.

2. Nortmanni cum Francis pacem ineunt sacramentis per Hugonem et Heribertum comites, Seulfum quoque archiepiscopum... Flodoardi Chronicon. Ann. DCCCCXIV.

le duc Hugues de France ; quoique jeune, Louis IV entend régner ; alors Hugues s'éloigne de lui pour se placer aux côtés de Herbert II de Vermandois et de Guillaume de Normandie. Le roi sait que, pour vaincre ces puissants vassaux, des alliés lui seraient précieux : en 940, il donne à l'archevêque Artauld le comté de Reims avec le droit de battre monnaie (1). Était-ce dans l'intention de se concilier la faveur du successeur de Saint-Rémi ? C'est de l'archevêque Artauld qu'à Laon, quatre ans plus tôt, le jeune roi avait reçu la couronne (2). La donation n'était-elle donc qu'un geste de reconnaissance ? Les deux propositions ne s'excluent pas.

Les libéralités échurent de tous temps des princes laïques à l'Eglise de Reims. On raconte (3) qu'un jour l'archevêque saint Rigobert vint conférer avec Pépin, maire du Palais avec lequel il était lié d'amitié. Celui-ci promit au prélat tout le terrain dont il pourrait faire le tour en se promenant, pendant que lui-même ferait sa sieste de midi, et Pépin tint parole.

Marlot (4) cite les terres que l'Eglise de Reims possé-

1. Artald. Artalde. Artold. Artauld. Artaud.

Rex Ludovicus dedit Artaldo episcopo, ac per eum Ecclesiae Remensi, per praeceptionis regiae paginam, Remensis urbis monetam jure perpetuo possidendam ; sed et omnem comitatum Remensem eidem contulit Ecclesiae. Flodoardi, *Historia Remensis Ecclesiae*, lib. IV, cap. XXVII. Vide Flod. Chronicon. Ann. DCCCXXL et Var. Arch. adm., t. 1, 80 sqq.

« Nous ne voyons point dans l'histoire comment le comté de Reims fut possédé jusqu'à Artaud. Floard ou Flodoard écrit que Louis d'Outremer le donna à cet archevêque environ l'an 937 (*sic*). Cependant Renaud de Vermandois, fils de Herbert II se disoit comte de Reims, et il entra en cette qualité dans l'alliance de Louis d'Outremer dont il épousa la fille nommée Aldrade ou Albrade selon le P. Labbe. » Recherches sur les anciens comtes, vicomtes, ducs et pairs... [ces recherches sont de Lacourt]. Bibl. de Reims, ms. 1521.

2. Flodoard, Chron. Ann. DCCCXXXVI.

3. Hic venerabilis praesul Pippinum majorem domus regiae traditur amicissimum habuisse, cui eulogias pro benedictione crebro solebat mittere. Ad quem collocuturus, dum venisset aliquando, cepit idem princeps requirere, quid huic sancto patri gratum potuisset offerre. Morabatur autem tunc apud Gerniacam cortem, quam villam eidem oblatam, ubi gratam haberi beato pontifici comperit, offert ei, ut quantum vellet ni gyro acciperet, vel quantum circumiret, dum ille meridie quiesceret. Beatus itaque Rigobertus, exemplum beatissimi Remigii secutus, per fines qui manifestissime parent, pergens, passim itineris sui litem possi praecepit. ut litem discerneret arvis. Cui regresso surgens Pippinus a somno, largitus est omnem quem circuitu suo concluderat locum. Flodoard : *Hist. rem. eccl.*, lib. II, cap. XI.

4. Marlot, *Hist. de la ville, cité et université de Reims*, t. II, liv. VIII, ch. XXII, p. 727.

daît avant 940 : « ce n'est pas que les archevêques ne fussent pas grands terriens avant cette donation... Sans parler des biens qui appartenôient aux archevêques de Reims en Vosge, dont Saint-Remy fut gratifié par Clovis, dans la Turinge, en Provence, dans le Poitou..., dans l'Auvergne et le Limouzin, dans les provinces d'Aix, de Vienne et de Languedoc (1), ils avoient encore en Champagne et dans la Picardie un grand nombre de villes et de villages,... entre lesquels sont Esparnay..., Coucy et Lully; Vendières-sur-Marne...; Saux-Saint-Remy; Rethel...; Verzy...; dans la Thiérache, Maubert-Fontaine, et les dix-sept villages de la terre des Pots...; Vitry et Chaumuzy...; Cruni, Courville et Acini-en-Tardenois...; proche du Luxembourg, sur la rivière du Cher, aumôné par Saint-Cloud, avec un grand nombre de villages deçà et delà de la Meuse, qui font le païs Mosomois, où l'on bastit les villes de Mézières, de Mouzon et de Sedan, anciennes dépendances de l'archevesché. »

Il faudrait encore ajouter (2) des possessions dans les diocèses de Trêves et de Verdun, « au païs de Doulmois, où est Omont, avec les bourgs de Vandœuvre, de Vertus, de Margoil, de Nogent, de Fismes, de Chastillon, de Cormicy, de Crécy et quantité d'autres rapportés dans les chartes dont la plupart, ayant esté accordés *in precariam* à quelque seigneur, et depuis, sous certaines redevances, à condition d'hommage, sont enfin entièrement aliénés de l'Eglise ».

Le revenu de ces nombreuses seigneuries ne pouvait qu'être très appréciable puisqu'il appartenait à l'archevêque de défrayer le roi et la cour de passage à Reims. Les archevêques devoient aussi des troupes au roi en temps de guerre et en tout temps ils entretenaient une milice. C'est Flodoard qui, rapportant la correspondance d'Hincmar, écrit : « Theuderico illustri comiti (à qui écrit Hincmar) mitens ei nomina suorum in expeditionem regisque servitium properantium » (3).

1. Flodoard, *Hist. rem. eccl.*, lib. I, cap. XX; lib. III, cap. 3; lib. IV, cap. VI et Chron. Ann. DCCCCXX, DCCCCXXII, DCCCCXXIV, DCCCCXXVII, DCCCCXXXVIII, DCCCCXC.

2. Marlot, *op. cit.*, t. II, p. 728.

3. Flodoard, *Hist. rem. eccl.*, lib. III, cap. XXVI; Chron. ann. DCCCCXXII, DCCCCXXV, DCCCCXL, DCCCCXLVII, DCCCCXLIX, DCCCCLVIII.

Sur ces terres, l'archevêque de Reims possédait en tant que baron, la justice temporelle et des officiers ainsi que des vassaux qui administraient en son nom. Flodoard cite dans sa Chronique des forteresses bâties sous les derniers Carolingiens à Epernay, Coucy, Omont, Mézières, Mouzon, ce qui prouve l'existence de fiefs mouvant de l'archevêché de Reims avant 940. Ce n'est pas dire que la possession des terres fut toujours paisible puisque, même après la donation de 940, les seigneurs de Roucy s'opposèrent à l'archevêque comte de Reims.

La collation du comté aux archevêques fut comprise de manière fort diverse suivant les auteurs locaux. Le comté de Reims fut-il réellement donné à Artauld ? Flodoard, âgé de quarante-six ans en 940, fournit un témoignage qui semble irrécusable. Quelques objections (1) : nous ne possédons aucune monnaie à l'effigie d'Artauld. Les premières monnaies portent le nom de Samson (1140-1161). Cela n'implique nullement l'inexistence de monnaies antérieures : Adalbéron (972-989) avait la sienne (2). Tirant argument des termes « ac per eum Ecclesiae Remensi », le chapitre en induit que la donation est faite à l'Eglise et non à l'archevêque. Or, le droit de battre monnaie étant indivisible, n'est susceptible d'aucun partage entre l'archevêque et le chapitre. Il est plus correct de comprendre que le comté avec le droit de battre monnaie fut octroyé à l'archevêque en tant que prélat occupant le siège de Reims. L'esprit d'indépendance qui animait le chapitre permet de son côté de comprendre l'intention qui donna naissance à l'argument.

Des laïcs portèrent, Artauld vivant, le titre de comte de Reims (3) : la famille de Roucy y prétendait. Mais ne pourrait-on pas expliquer le fait par l'engagement du comté à un voisin puissant, à un avoué (4) qui, profitant de sa force, aurait ensuite conservé injustement le comté en violation de la promesse faite au possesseur légitime incapable

1. Var. Arch. adm., t. I, 84 note.

2. Pièce justif., n° 1.

3. *Ibid.* et note 1, p. 18. J. Lacourt.

4. C'est l'opinion de J. Lacourt qui explique de la même façon et grâce aux différends qui survenaient lors de l'élection des archevêques, l'origine du comté de Troyes, qui fut constitué en partie d'usurpations faites au domaine de l'Eglise de Reims. Recherches sur les anciens comtes, vicomtes, ducs et paires... [de Lacourt]. Bibl. de Reims, ms 1521.

d'imposer sa volonté par les armes ? C'est bien ce que semble impliquer la citation de Ragenold en 953 (1) devant le concile de Saint-Thierry, par Artauld lui-même. Ragenold en effet porta le titre de comte de Reims dès l'an 945 (2). Son fils Gislebert n'agissait pas autrement (3). Vers 1023, l'archevêque Ebale racheta le comté. Seulement tous les historiens n'admettent pas la supposition d'un rachat (4) ; d'autres pensent qu'il s'agissait d'une restitution. Anquetil, recueillant les conjectures fragiles d'histoires manuscrites locales et invoquant à l'appui Coquault, Lacourt et Marlot, montre comment les comtes de Roucy s'intitulèrent comtes de Reims, même après l'épiscopat d'Ebale, mais il admet que le comté fut racheté par Ebale : « Arnould, d'un caractère doux et facile avoit, outre ce défaut de fermeté, une sensibilité extrême pour ses parents. Les comtes de Roucy sçurent bien profiter de son faible. L'archevêque leur appartenoit de fort près, s'il est vrai, comme on peut raisonnablement le croire qu'il étoit fils d'une demoiselle de Roucy que Lothaire (5) jeune encore avoit aimée jusqu'à l'épouser secrètement. Abusant de la facilité d'Arnould, ces seigneurs s'emparèrent des plus beaux fiefs de l'Eglise, et enfin, s'intitulèrent hautement *comtes héréditaires de Reims*. Ebale tenta la voie de négociation afin de retirer ces terres. Il réussit à force d'argent... » Mais comment expliquer que l'archevêque Ebale accepta de voir les seigneurs de Roucy se donner le titre de comtes de Reims ? Ils le portèrent même sous plusieurs de ses successeurs. La réponse que propose Anquetil est hasardée : sous les derniers Carolingiens, des seigneurs s'emparèrent souvent des terres d'église. Avec Hugues Capet, l'ordre tend à se rétablir et l'Eglise

1. Flodoard, chron. Ann. DCCCCLIII.

2. Chronique de Saint-Pierre-le-Vif. Var. Arch. adm., t. I, 85. Cependant Flodoard désigne toujours Ragenold sous le nom de comte et jamais sous celui de comte de Reims (chron. ann. DCCCCLIV, DCCCCLXVI).

3. Ms. Bibl. Nat. Var, Arch. adm., t. I, 85 « Il paroît que depuis Artalde le droit de comté et de vicomté estoit retombé es mains laïques, puisqu'un certain manuscrit nous apprend qu'un certain comte nommé Gislebert, fils de Renaud, comte de Reims et de Roucy, donna, du temps de l'abbé Arbor-dus, la moitié de la vicomté et six étaux à bouchers, avec la justice à l'abbaye de Saint-Remi, où il fut inhumé... » [Renaud = Ragenold]

4. En ce sens : Marlot (*op. cit.*, t. II, liv. VIII, ch. XXII, p. 728) et Anquetil (*Histoire civile et politique de la ville de Reims*, t. I, liv. II, p. 221).

5. Lothaire III, fils de Louis IV d'Outremer.

réclame ses terres. Les usurpateurs « afin de satisfaire en quelque façon leur cupidité et leur conscience... proposoient de rendre par exemple telle partie, pourvu qu'on leur abandonnât telle autre ». Les comtes de Roucy montrèrent le désir de garder le titre de comtes de Reims. Ebale consentit, trop heureux de recouvrer sa seigneurie. Il « fut occupé pendant presque tout le cours de son épiscopat à ces transactions épineuses et dégoûtantes ». Les démêlés entre archevêques et seigneurs voisins se produisaient fréquemment (1), mais où trouver la certitude touchant les concessions réciproques supposées par Anquetil ? L'explication, pour ingénieuse, paraît peu pertinente.

Les auteurs qui ne pensent pas que l'archevêque Ebale racheta le comté, préfèrent voir une restitution dans le retour du comté en la possession du siège de Reims (2). Bidet, en 1759, remarque (3) : Marlot admet un rachat du comté. Mais de qui le rachat fut-il l'œuvre ? C'est à Ebale, 41^e archevêque de Reims que Marlot l'attribue sans d'ailleurs apporter quelque preuve de ce qu'il avance. Or, Ebale était l'arrière-petit-fils du comte Hébert usurpateur du comté. Bidet invoque les généalogies des comtes de Vermandois, de Champagne et de Roucy : « Ebles [Ebale] recueillit ce comté dans la succession de Gislebert comte de Roucy son père auquel il étoit échu par le partage des biens de Regnaut ou Ragenold, aussi comte de Roucy, fils dudit Hébert II,

1. Flodoard, Chron. Ann. DCCCCXXXV (ou *Hist. rem. eccl.*, lib. III, cap. XXV). Synodus septem episcoporum apud Sanctam Macram domno Arialdo archiepiscopo praesidente celebratur, ni qua praedones et ecclesiasticarum rerum pervasores ad correctionem venire vocantur—Ann. DCCCCLXIII. Odalricus, Remensis archiepiscopus, proceres Franciae qui possessiones quasdam Remensis occupaverant ecclesiae, vocari fecit—Ann. DCCCCLXIV. Dominus praesul Odalricus Tetbaldum quemdam procerem excommunicat propter castrum Codiciacum et quaedam praedia Sancti Remigii, quae improbe obtinuerat et pertinaciter retinebat. Heribertus comes villam Sparnacum ei reddidit, et amicitiam praefati praesulis impetravit; ceteras quoque villas Remensis ecclesiae quas occupaverat, eidem Pontifici repetenti non ambigit reddere—Ann. DCCCCLXVI. Odalricus archiepiscopus Ragenoldum comitem excommunicat pro villis ecclesiae Remensis quas pertinaciter detinebat, et ipse comes loca quaedam ejusdem episcopi cum suis pervadens rapinis incendiisque devastat.

2. Compilation d'Albéric, xiii^e siècle. Var. Arch. adm., t. 1, 86.

3. Louis Bidet, *Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique et civile de la ville et cité de Reims*, t. IV, p. 30-31 (1759). Bibl. de Reims, ms. 1656.

père de Gislebert et aïeul dudit archevêque Ebles » (1). C'est donc par restitution que le comté fut réuni au domaine de l'Eglise de Reims.

Quelle que fût la manière dont le comté revint au siège de Reims, on le trouve de nouveau aux mains de l'archevêque Ebale vers l'année 1023 ; l'accord existe au moins sur ce point. La possession du comté fut confirmée aux archevêques en 1059 par l'acte du couronnement de Philippe I^{er} (2). Dorénavant, elle ne leur sera plus contestée : la jouissance du comté et de la monnaie leur appartient à titre de fief héréditaire de la couronne sous l'hommage de celle-ci.

Convient-il de penser que les droits du comté constituassent une possession territoriale ? Nombreuses furent les contestations sur la portée de la charte de 940, autant que les regrets que suscita cette « faiblesse du roi ». Les bourgeois des derniers siècles de la monarchie ne se montraient pas les moins véhéments dans leurs reproches.

Dom Marlot (3) constate que Flodoard n'explique pas la nature de ce comté ni en quoi consistaient les dépendances. Il suppose que « c'estoit la mesure estendue de païs, dont les anciens comtes, institués pour rendre la justice aux sujets du roy, estoient en possession, c'est-à-dire la ville et le territoire. »

La question aujourd'hui n'est plus douteuse : le comté n'était nullement territorial. « Le comté se compose des droits dont avaient joui les comtes sous la seconde race, comme agents financiers, militaires et judiciaires. » Voici,

1. Ebles, premier du nom dans la famille des Roucy fut comte de Reims et de Roucy comme l'avait été son père Gilbert (ou Gislebert), fils de Renaud comte de Reims qui fit bâtir le château de Roucy. Ebles, séparé de sa femme Beatrix de Hainaut, petite fille de Hugues Capet, tint l'archevêché de 1021 à 1034 et donna le comté de Reims à l'Eglise. Dictionnaire de la noblesse par de La Chesnaye Desbois et Badier (Paris, chez Schlesinger frères, 1872, 3^e éd.), t. 17, article Roucy, p. 770.

2. Ordo qualiter Philippus I Francorum rex in regem consecratus est. Ejus sacramentum, 23 mai 1059. Le *Recueil des Historiens de France* (t. XI, p. 32-33) reproduit le procès-verbal de la cérémonie (rédigé sans doute par l'archevêque Hincmar lui-même) « ... tunc fecit ipse Philippus Praeceptum, sicut antecessores sui fecerunt, de rebus S. Mariae et Remensi Comitatu et... : quod firmavit, eique subscripsit. Subscripsit etiam archiepiscopus ».

3. Marlot, *op. cit.*, t. II, liv. VIII, chap. XXII, p. 727.

parmi les principaux motifs sur lesquels Varin appuie son opinion, les plus importants (1).

Les archevêques ne perçurent jamais de droit de cens sur le ban de l'Echevinage ou de l'archevêché dont les limites correspondaient à celles de l'ancienne cité gallo-romaine : le droit de lods et vente, caractéristique de la seigneurie réelle, y fut de tout temps inconnu (2).

Au sujet de la donation, tous les auteurs écrivent : « sed et omnem comitatum remensem... ». Le roi donne non seulement le droit de battre monnaie, mais aussi tous ceux qui constituent le comté (3). Il ne pouvait donner des terres qui, pour la plupart, n'étaient déjà plus, au ix^e siècle sous son pouvoir direct : des donations territoriales antérieures, avaient considérablement réduit le domaine dont le roi eût pu disposer en faveur du siège de Reims.

Enfin, l'archevêque possédait de nombreux droits sur des terres dont il ne pouvait, de toute évidence, revendiquer la propriété réelle : il était juge des crimes entraînant la peine de sang sur tout le territoire, il percevait des droits

1. Var. Arch. adm., t. I, 86. Arguments empruntés à des mémoires de la bibliothèque de Reims : *Mémoires de Witasse* (Mort en 1778). *Mémoires de Bidet* (t. IV, p. 29) et du même : *Histoire de l'Echevinage* (p. 16).

2. Arrêt qui décharge de payer les droits de vente (septembre 1586) [le prévôt de l'archevêque avait prétendu les faire payer] Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 2^e vol., 320. Bidet (*Hist. de l'Echev.*, p. 78) décrit les circonstances dans lesquelles intervint cet arrêt : les officiers de l'archevêque, après une première tentative en 1385, réclamèrent en 1581 le droit de vente de tous les héritages récemment acquis dans la ville et sur le territoire de Reims. « Un nommé Remi Pussot fit à cet effet assigner devant le bailli de l'archevêché, pour payer les rentes de ces héritages, plusieurs de ces habitants, qui avoient fait ces acquisitions ; et par trois sentences de ce juge, rendues avec le procureur fiscal du baillage de l'archevêché joint audit Pussot, l'une du 22 décembre 1581 et les deux autres du 12 décembre 1583, ils furent condamnés à payer ce prétendu droit de vente, à raison de vingt deniers tournois, pour livre du prix desdits héritages, quoique chargés d'ailleurs des frais des sacres. Mais sur l'appel que les habitants interjetèrent au Parlement, intervint contre Louis cardinal de Guise, 82^e archevêque de Reims, et ledit Pussot, arrêt contradictoire le 6 septembre 1586, qui infirma ces sentences, déchargea ces habitants de ces demandes et condamnations injustes, et les confirma en l'exemption de ce prétendu droit de vente sur les héritages du ban de l'archevêché de laquelle exemption ils ont toujours joui depuis ».

Bidet dénonce également « l'erreur populaire » qui voulait que ce droit de lods et vente eût été remis par les archevêques à leurs habitants pour le remplacer par les frais du sacre.

3. Anquetil (*op. cit.*, t. I, liv. II, p. 179) est en ce sens mais Bidet (*Mémoires*, t. IV, p. 35) se récrie avec indignation et s'attaque directement au P. Anquetil.

de vicomté sur le ban de Saint-Remi et sur le ban du chapitre ; les habitants de Saint-Remi lui devaient l'aide militaire. Ce sont des bénéfices ou alleux, acquis avant ou après la donation du comté qui ont constitué les possessions territoriales de l'archevêque.

Louis IV ne pouvait concéder le pays rémois qui ne lui appartenait pas mais il pouvait accorder des droits, ceux-là mêmes que la faiblesse royale interdisait au Carolingien d'exercer.

Devenant comté, le rémois entraît dans l'ordre féodal et devenant comte, l'archevêque voyait s'accroître le nombre de ses droits (1) : droits de justice et de police, droits régaliens, droit de lever l'impôt royal. Suzerain, il convoquait naguère ses vassaux ; comte, il appelle sous les armes tous les hommes capables de servir, il frappe la monnaie de Reims.

Mais quelles ne furent pas les difficultés auxquelles les droits de justice ne donnèrent pas naissance ? De là surgirent des troubles qui agitèrent Reims de longs siècles ; les justices, Bailliage seigneurial et Echevinage s'opposèrent au plus grand préjudice de la paix et de la justice. Les échevins soutenaient que le roi carolingien n'avait pu transmettre un droit de justice qu'il n'exerçait plus lui-même. Au contraire, ils offraient aux bourgeois de Reims une juridiction connue de temps immémorial.

Bidet (2), le défenseur le plus ardent de la bourgeoisie, s'ingénia de réunir tous les arguments qu'on pût concevoir en faveur de l'Echevinage : le comté n'était qu'un simple fief avec justice foncière pour la conservation du domaine et des droits seigneuriaux qui en dépendaient. Mais jamais une juridiction haute, moyenne, ou de police n'y fut attachée. Toute justice émane du roi : les seigneurs ne peuvent juger que si le roi leur en a transmis le droit expressément et si la possession de ce droit leur est incontestée.

Or, les archevêques de Reims n'ont jamais excipé d'un titre authentique de donation : ils n'invoquent que le traité d'histoire de Flodoard. Puisque le droit de battre monnaie

(1) Nous ajouterons qu'environ cette époque apparaît l'adage « nulle terre sans seigneur ».

2. Bidet, *Mémoires*, t. IV, p. 32, 39 *bis*. Bibl. de Reims, ms. 1656.

y est seul mentionné, il ne convient pas d'en supposer d'autres : l'interprétation doit être restrictive.

Le droit de juridiction de l'Échevinage fut confirmé aux habitants de Reims par les empereurs romains ; il fut réaffirmé par Clovis — ce sont toujours les opinions de Bidet —. Il appartient aux échevins depuis les temps les plus reculés. Les membres du Sénat gaulois des Rèmes l'exerçaient déjà. Comment serait-il alors compréhensible que les échevins eussent vu conférer par Louis IV à l'archevêque Artauld ce droit dont ils jouissaient eux-mêmes. Et si Henri de France atteignit aux franchises des bourgeois de Reims, son successeur Guillaume de Champagne n'eut de cesse que ces droits ne fussent rétablis : « *Consuetudines vobis ab antiquis retro temporibus collatas sed mutatione Dominorum aliquando minus servatas, autoritatis nostre munimine vobis et posteris vestris duximus restituendas, et perpetuo confirmandas. Volumus igitur quod scabini civitati restituantur...* » (1). Comment croire d'ailleurs que les rois eussent désiré émietter la souveraineté entre des seigneurs en leur confiant le droit de justice. Bidet, dans l'élan de sa pensée, ne voit pas que la juridiction des échevins conduit à un résultat analogue. Enfin, qui ne partage pas l'opinion de Bidet, se laisse convaincre par des « imaginations » ou des « rêveries ». Ainsi s'exprime cet auteur intransigeant du P. Anquetil, méritant lui-même le reproche qu'il adresse à autrui. Parmi tous les arrêts et transactions intervenus entre les échevins et l'archevêque il ne relève que ceux qui appuient ses prétentions ; facile victoire. Et les archevêques qui se réclameraient de la possession ne feraient qu'apporter des preuves de leur usurpation, tandis que ceux qui présenteraient la « prétendue donation » — et ils en sont fort empêchés — donneraient des armes contre eux-mêmes.

Répondre à cet éloquent plaidoyer est aisé : il serait surprenant que les droits de justice n'appartinssent pas au premier seigneur ecclésiastique de France au temps que tout baron en jouissait. Mais l'archevêque comte ne réclama

1. Charta qua Willelmus remensis archiepiscopus, remensibus burgensibus *restituit* et confirmat consuetudines antiquas ibi declaratas, 1182. Var. Arch. adm., t. I, 391-395.

pas dès l'origine l'exercice de la justice : il la laissa aux échevins dans la plus entière liberté. D'où l'on conclut : « Louis d'Outremer ne donna point à l'archevêque et à son église la justice, puisque les échevins continuèrent de l'exercer sans y être troublés » (1). Il ne laisse de paraître plus vraisemblable que le comté fut donné « sanz ce que le roys i ait riens retenu, fors l'ommage et le resort » (2).

L'archevêque comte de Reims exerçait ses droits dans le comté. Mais quelle fut l'étendue de celui-ci ? Sous les derniers Carolingiens, presque tout le territoire qui constitue aujourd'hui le département de la Marne (3) sauf vingt-quatre communes de la région de Sainte-Menehould qui relevaient du royaume de Lorraine, dépendait du royaume de France. A l'archevêque de Reims revenait la partie française presque dans son entier : « la suzeraineté de la portion du diocèse de Reims ressortissant au royaume de France ainsi que celle du diocèse de Châlons, le Châlonnais excepté... Ce prélat exerçait la même suprématie sur une parcelle du diocèse de Soissons qui, avoisinant Epernay et arrosée par la Marne, avait Châtillon-sur-Marne pour chef-lieu féodal ».

La faiblesse militaire de l'archevêque rendait illusoires des droits que le prélat était condamné à ne pas exercer : il fallait en remettre la possession à de plus puissants seigneurs. Quelquefois ces barons prirent ou conservèrent de force des terres qu'ils n'avaient aucun droit propre à gouverner. Nous avons déjà vu la rivalité dangereuse des comtes de Roucy. D'autres fois des domaines furent inféodés à des voisins respectés ; en échange, ils acquittaient certains droits ; Herbert II, comte de Troyes, recevait ainsi en fief Epernay, en 965, de l'archevêque de Reims. Vu dans son

1. Mémoire pour les officiers du bailliage et siège présidial de Reims publié en même temps qu'un arrêt du 31 août 1765 qui ordonne que les édits de 1764 et 1765 pour le gouvernement de la ville, ne préjudicieront à l'archevêque ds Var. Arch. lég. II^e part., statuts, 3^e vol. 604.

2. Second factum cité ds Var. Arch. adm., t. II, 77 avec l'arrêt qu'il concerne : Arrest de parlement... touchant le corps de l'eschevinage... (2 mars 1309). Cet arrêt ayant prescrit une enquête (.. et super eis niquiretur veritas...) il est probable que ce document fut élaboré à propos de l'enquête. Le texte serait donc de 1309.

3. Aug. Longnon, *Dictionnaire topographique du département de la Marne*. Intr., p. xxx.

ensemble, le pouvoir de l'archevêque s'étendait sur la ville de Reims et sur une partie considérable *pagus* ou *comitatus remensis*.

Le comté de Reims devint duché. Quant à l'époque de l'érection en duché, il est impossible de proposer une année avec certitude. Les conjonctures varient. Nous constatons souvent que les seules apparences de connaissances qu'eussent les premiers historiens étaient des erreurs grossières ; mais supposer que nous découvririons la date certaine paraît présomptueux. Comme souvent en semblable occurrence les questions d'origine demeurent obscures. L'époque de l'érection en duché est d'autant plus difficile à connaître que les archevêques n'avaient pas accoutumé dans les premiers siècles de porter leurs titres laïcs.

Du Tillet que Anquetil reconnaît « si savant dans la connaissance des chartres » (1) a observé qu'en 1059, Reims n'était que comté, lors du couronnement de Philippe I^{er} (2) et qu'en 1079, Reims est nommée duché, et l'érection en pairie fut simultanée.

Dom Marlot (3), remarque que Du Tillet donne ailleurs pour date à l'origine des pairs de France 1179. Première preuve de l'incertitude des opinions, non seulement chez des auteurs différents, mais encore chez le même historien, à des endroits différents de son œuvre (4).

Le comté fut érigé par Louis VII, à l'occasion du sacre de Philippe Auguste son fils, en 1179, en duché et première pairie de France, en faveur de Guillaume de Champagne dit aux Blanches-mains, 51^e archevêque de Reims, frère de la reine Alix de Champagne, épouse de Louis VII et mère de Philippe Auguste : c'est l'opinion la plus répandue (5). Alors fut confirmé l'archevêque dans le privilège de sacrer les rois. Reims devint duché « pour honorer sa pairie ».

Dupleix affecte une autre époque à l'érection du comté en duché (6) : celle-ci serait due au roi Robert II le Pieux

1. Anquetil, *op. cit.*, t. I, p. 316 note.

2. *Recueil des Historiens de France*, t. XI, p. 33.

3. Marlot, *op. cit.*, éd. en français, t. III, liv. X. Suppl. § 4, p. 675.

4. Serait-il inopportun toutefois de rapprocher les deux dates de 1079 et 1179 ? Un seul chiffre diffère ; 1079 serait-il 1179 ? La ressemblance des dates quant aux autres chiffres est curieuse.

5. Bidet, *Mémoires*, t. IV, p. 32. Bibl. de Reims, ms. 1656.

6. Marlot, *op. cit.*, t. III, p. 676.

(936-1031) fils de Hugues Capet. Affirmation délicate à soutenir : l'acte du couronnement de Philippe I^{er} du 23 mai 1059 n'emploierait plus le terme de comté pour désigner la seigneurie de l'archevêque de Reims.

Une autre opinion fut émise par ceux qui ont recueilli les titres de l'Echevinage. Suivant eux, la dignité de duc fut accordée au prédécesseur de Guillaume de Champagne, Henri de France, fils de Louis le Gros et frère de Louis VII. La raison serait celle-ci : Henri de France, archevêque au caractère autoritaire, se voyant conférer le duché, en prit prétexte pour supprimer l'Echevinage ; sa violence naturelle redoubla et de nombreux conflits s'élevèrent entre l'archevêque duc et ses bourgeois. Il est vrai que des révoltes éclatèrent ; il est vrai aussi qu'Henri de France, frère du roi n'admettait pas d'atteintes à ses droits ; mais l'argument n'en possède pas plus de valeur. Pourquoi l'archevêque eût attendu d'être duc pour défendre ses droits de juridiction ? Qu'il fût comte ou qu'il fût duc, seigneur justicier il l'était toujours. L'opinion est à rejeter (1). Si Henri de France fut le premier duc, la raison doit en être recherchée dans une autre direction.

Dom Marlot adopte l'opinion commune, s'appuyant sur celle analogue de Favin et invoque « un ancien manuscrit contenant la vie de nos archevêques où il est dit que le comté de Reims fut érigé en duché par Louis VII, l'an 1179, lorsqu'il institua les pairs de France : car il est vraisemblable que les ayant réduits au nombre de douze, six ecclésiastiques et six laïques, il voulut ainsi garder quelque ordre entre eux, pour ce qui concerne les seigneuries et que, comme les laïques sont distingués en trois ducs et trois comtes, la même diversité parut entre les pairs ecclésiastiques » (2).

Anquetil, au contraire, n'accepte pas la date de 1179, mais consent d'ignorer la certitude ; il incline seulement à se

1. En sens contraire : Bouninesq et Laurent, *Histoire de Reims depuis les origines jusqu'à nos jours*, t. I, p. 264 note.

2. Environ le règne de Louis VII, la plupart des évêques pairs furent pourvus de leur seigneurie temporelle (Marlot. *ibid.*, 677). Gaultier, évêque de Langres reçut le comté de Hugues III duc de Bourgogne et Garnerus son successeur porte le titre de duc en 1194. Châlons possédait un comte seigneur laïc cinq ou six ans avant 1179. De même pour Noyon et Beauvais.

ranger aux côtés de Du Tillet lorsqu'il situe l'érection en 1079. Admettre l'année 1179 est pour lui mal entendre la charte de Louis VII (1) : l'archevêque qui sacre les rois sera honoré du rang de premier pair de France pour mieux relever l'éclat de ce privilège insigne ; mais duc il l'est depuis longtemps et il le demeure.

Varin (2) publie un factum qui aurait été dressé vers 1309 lors d'un procès entre l'archevêque et les échevins de Reims. Il s'étonne même qu'aucun historien n'y ait encore porté attention. D'autre part, il considère que Marlot indique d'une manière trop vague « un certain manuscrit » et que l'autorité de Favin, invoquée par Marlot, n'est pas absolue. Ce factum (3) s'exprime en ces termes : « Premièrement dit ledit procurères que ledit arcevesque est sires de son ban de Rains, et des eschevins, et sur toutes autres personnes de son ban ; et le tient du roy nostre seigneur, en si grant noblesce comme en empaerrie, et en *conté*, comme pers de France, avec toutes les autres droitures et seigneuries de sa perrie... ».

Comment ne pas relever la contradiction qui se dégage de ce texte de 1309 mis en face de l'opinion commune qui fixe l'érection en duché en 1179 ? Ainsi Reims serait comté en 1309 : que diront les auteurs favorables à une date antérieure ? Il serait néanmoins possible d'attribuer à l'habitude de nommer Reims comté même après l'érection en duché, voire même à l'erreur involontaire de l'enquête, une époque aussi tardive. On ne trouverait cependant pas avant 1376 (4) l'archevêque de Reims investi du titre de duc : une note qui précède les arrêts de Parlement de l'année 1376 reconnaît à l'archevêque la qualité de duc et premier

1. Anquetil, *op. cit.*, t. I, p. 312 et sq. « Ce fut la même nécessité [en Angleterre, en Allemagne, en France] et la constitution du gouvernement qui fit naître cette dignité [de pair]... Louis VII à l'occasion du sacre de son fils, réduisit le nombre des Pairs de France à 12, 6 ecclésiastiques et 6 laïques par la Charte qui a donné lieu à ces éclaircissements. Ils y prenaient leurs fonctions et leur rang dans la cérémonie. Le premier est donné à l'archevêque de Reims, comme au plus éminent en dignité par son privilège de sacrer les Rois : ce titre de Duc au lieu de Comte n'était pas nouveau. Il est certain que nos prélats en jouissaient depuis longtemps ; mais on ne peut fixer avec certitude l'année de ce changement. »

2. Arch. adm., t. II, 82 note.

3. Cf. p. 27, note 2.

4. Var. Arch. adm., t. II, 82, [Section judiciaire des archives du royaume,

pair de France. Un autre document, le cartulaire de Saint-Denis de Reims (1) offre mention d'un archevêque, duc de Reims, le 18 juillet 1413. Il s'agit de Simon de Cramand. La remarque anonyme du cartulaire porte que « c'est la première fois que le titre de duc et pair est donné aux archevêques de Reims ou pris par eux dans un acte ». Le rédacteur n'eut-il pas une mauvaise connaissance des actes plus anciens ? La réponse affirmative est certaine. Ne serait-ce que la note des arrêts de 1376, il existait déjà une pièce plus ancienne que celle de 1413 : la remarque en serait par suite erronée. Il est aussi des textes qui, au *xviii^e* siècle (2) qualifiaient encore comté la seigneurie de l'archevêque. De là à conclure que le prélat n'était encore que comte, la logique n'y répugnerait point. Ce qui ne laisserait pourtant pas de surprendre !

A Simon de Cramand (1409-1413) succéda Renaud de Chartres (1414-1444) après le bref passage au palais ducal de l'archevêque Pierre Troussseau (1413-1414) ; pour Renaud de Chartres, aucun doute ne subsiste : il portait le titre de duc. Mais d'autres l'avaient porté avant lui. Quel prélat joignit le premier ce titre à celui de pair (3) ?

série du criminel, reg. XI, fo 1]. Note qui précède les arrêts de 1376.

Les Pères de France

Clercs

Duz	{	L'archevesque de Reims.
		L'evesque de Laon
		L'evesque de Langres
Contes	{	L'evesque de Beauvais
		L'evesque de Noyon
		L'evesque de Chaalons

Lays

Le duc de Bourgoigne...

1. Var., *ibid.* Extrait du Cartulaire de Saint-Denis « Arrêt du Parlement de Paris par lequel est adjugé, pendant la litispendance, aux abbé et couvent de Saint-Denis de Reims la récréance d'un muid de froment contenant seize septiers, à prendre sur les revenus de Courville et autres redevances à eux dues par Simon [de Cramand], archevêque, duc de Reims, pair de France et conseiller du roy, qui étoit refusant de les payer. Donné le 18 juillet 1413. Nota que c'est la première fois que le titre de duc et pair est donné aux archevêques de Reims ou pris par eux dans un acte. »

2. Ex. Bidet (*Mémoires*) en 1759. Var. Arch. adm., t. I, 80.

3. Vers 1700, J. Lacourt, dont l'érudition profonde n'avait délaissé aucun document ancien qui intéressât l'histoire de sa ville natale se proposait d'orienter ses recherches sur cette question. Nous n'avons pu découvrir le résultat de son travail. Voici les propres termes de Lacourt : « Dans un arrêt du roi Jean en 1363, entre Jean de Craon et les habitants, l'archevê-

Un acte de novembre 1291 (1) énonce que l'archevêque « a et posset, et ont eu et possesé lui et ses diz devanciers d'ancienneté Rains et la banliue de Rains, et les appartenances d'icelles, en duché-perrie et baronnie ». Ces prédécesseurs du prélat qui tenait le duché de Reims en 1291, vivaient à une époque que l'on peut, sans exagération, situer au siècle précédent.

Un autre texte (2) du 16 décembre 1544 porte qu'un archevêque de Reims octroya aux bourgeois une charte qui engendra depuis beaucoup de différends : il s'agit sans doute, malgré l'erreur de date à l'acte, de la charte de 1182. A cette époque déjà, l'archevêque aurait été duc et pair. La certitude ici n'est pas permise, mais confronté au texte de 1291, celui de 1544 offre une intéressante possibilité. Ce rapprochement corrobore l'opinion commune de l'érection en duché-pairie l'an 1179 alors qu'un peu plus d'audace ferait même admettre une date plus ancienne.

Un dernier texte offre un témoignage plus probant : une ordonnance prise par Philippe le Hardi en 1275 comprend parmi les ducs et pairs l'archevêque de Reims (3). Cette liste des pairs, insérée au Cartulaire de l'Evêché de Langres en 1339 et où se lit en premier l'archevêque duc de Reims, mérite une particulière attention : le duc de Normandie y paraît encore parmi les six pairs laïcs. Or, le duché de Normandie avait été réuni à la couronne en l'année 1204. La liste que Philippe le Hardi annexait à l'ordonnance de

que met entre ses qualités celle de Pair. Il est au tome 2 de Mot [Marlot], page 648. Il faut examiner si auparavant les archevêques prenaient la qualité de Pair et de Duc. Renaud de Chartres se qualifioit Duc; ce n'est pas le premier qui ait pris ce titre, comme je l'ai lu dans quelques mémoires ms... » Bibl. de Reims. Recueil de notes historiques du chanoine Jean Lacourt sur l'histoire de Reims, début XVIII^e siècle, ms. 1648.

1. [Ce sont li article l'arcevesque contre l'abbé et le convent de Saint-Remi de Rains, seur la question de l'ost et de la chevauchie]. Var. Arch. adm., t. I, 1063.

2. Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 2^e vol., 60.

3. « En une ordonnance faite en parlement... l'an 1275 a esté trové que :

Li conte de Flandre	} les evesques	de Beauvais	} lesquez sont contes	} pers
Li duc de Gueine		de Noyon		
Li duc de Bourgoigne		de Chaalons		
Li duc de Normandie	} les arcevesques	de Reims	} lesquez sont	
Les contes de Tholose				
Les contes de Cham-	} les evesques	de Laon	} duz	
peigne		de Langres		

Cartulaire de l'évêché de Langres (1339). Bibl. Nat. ms. lat. 5188 f^o B.

1275 avait été dressée à une époque certainement antérieure à 1204. C'est, à notre connaissance, le plus ancien instrument qui donne à l'archevêque de Reims le titre ducal.

Enfin, Jehan Rogier, qui fut un des premiers à étudier les archives de Reims avec critique et dont les compilations furent toujours très appréciées, estime que l'érection en duché et pairie eut lieu au temps de Louis VII (1).

Le sacre du jeune roi Philippe Auguste fut célébré aux calendes de novembre 1179. Rien ne fut trop magnifique pour en rehausser l'éclat. On s'y divertit en tournois et en joutes. La noblesse vint en foule à ces jeux où la gloire s'acquerrait. L'archevêque Guillaume de Champagne s'endetta pour mieux traiter la cour de Louis VII. Le vieux roi avait entendu que ces journées parussent aussi merveilles qu'était grande la tendresse qu'il vouait à ce fils tant espéré. Il régla par arrêt de Parlement tenu à l'évêché de Paris l'an 1179 (2) l'ordre des pairs et les cérémonies du couronnement. Il voulut anoblir de la dignité ducale le siège archiepiscopal de son beau-frère Guillaume de Champagne. Et l'archevêque ne pouvait mieux répondre à cet honneur insigne et satisfaire au désir du roi qu'en montrant au sacre une libéralité digne du premier duc et pair de France.

Pourquoi ne point admettre cette opinion ? Bien que traditionnelle, elle reste vraisemblable. Commencer par douter de la voix populaire est justifié, mais il faut, en l'absence de la vérité reconnue se contenter de son apparence.

Quelles furent les dépendances du duché aux derniers siècles de la monarchie ? Des droits attachés au fief ducal,

1. Lettre du 22 novembre 1626 publiée par Varin, *Notice bibl.*, cxxij à cxxv.

2. Favin cité par Marlot, *op. cit.*, t. III, p. 668 ; — que l'ordonnance de 1179 fût apocryphe ou non, qu'elle réduisit ou non le nombre des pairs à 12, il y a de fortes présomptions pour admettre que ce fut vers cette année que le comté de Reims devint duché. Quant à l'origine des pairs, bien des suppositions ont été faites. L'archevêque de Reims était pair longtemps avant 1179 : à l'origine, tous les barons du royaume se disaient *pares*, et les vassaux directs du roi de France *pares regni Francie*. Il est difficile de déterminer avec précision le temps où « les principaux de la Cour, les *majores pares*, en viennent à se réserver à eux seuls le titre de pairs » [cf. P. Viollet, *Hist. des institutions politiques et administratives de la France*, t. III, p. 303]. Certains datent approximativement du second quart du XI^e siècle l'époque à laquelle l'institution de la pairie se constitua.

certaines s'évanouirent, d'autres s'étendirent dans leur contenu et dans leur portée. La puissance de l'archevêque duc de Reims, dans sa seigneurie, s'accrut à la fin du ^{xvii}^e siècle (1) au point d'atteindre un degré de développement inconnu aux siècles précédents.

1. Cf. *infra*, 3^e part. Privilèges et justice.

DEUXIÈME PARTIE

LE DUCHÉ ⁽¹⁾

Au XVIII^e siècle, le duché de Reims offre un aspect peu différent de celui qu'il présentait à l'époque de sa formation. La cité de Reims constitue, de la seigneurie, le centre (2) et le plus beau fleuron. Aux environs se dressent les maisons fortes des châtelainies ; elles composaient au moyen âge une ceinture défensive ; bâties dans un rayon moyen de 25 km. sur les principales voies qui convergent vers Reims, elles interdisaient l'accès du duché aux ennemis de l'archevêque, baron féodal. Vers 1170, Henri de France édifia plusieurs forteresses destinées (3) à la protection de la seigneurie contre l'extérieur. Dans chacune d'elles, Monsieur de Reims entretenait une garnison qui veillait à rendre plus sûrs les voyages d'un pays à l'autre : des bandes de voleurs infestaient alors les chemins. En 1756, le château fort de Sept-Saulx subsistait encore, en partie démantelé. Situé sur la route de Reims à Châlons, il était d'autant plus nécessaire qu'une vaste forêt couvrait jadis la plaine entre les deux villes.

Pour donner une description d'ensemble du fief ducal, il convient d'emprunter une division bipartite que l'archevêque de Reims choisissait en juin 1385 pour dénombrer

1. Cf. *Planche hors-texte* : Plan du duché de Reims à la fin de l'Ancien Régime. Nota : Reims y est représentée sous sa configuration du XVIII^e siècle. Différents lieux ou villages indiqués sont aujourd'hui disparus [vide Légende]. En un même lieu ou village, les droits de plusieurs seigneurs se superposaient fréquemment ; aussi, la notion, moderne de territoire ou celle de limites à la manière des circonscriptions administratives actuelles étaient alors totalement inconnues.

2. Malgré des dépendances importantes vers le Nord-Est.

3. Anquetil, *Histoire civile et politique de la ville de Reims*, t. 1, p. 306-307 et note [a], p. 307.

ses terres au roi son suzerain (1) : d'abord, les fiefs et possessions relevant directement du roi, terroir de Reims et châtellenies, ensuite les fiefs tenus directement ou indirectement de l'archevêque, et en arrière-fief du roi.

1. Aveu et dénombrement des seigneuries, terres, justices, etc..., tenues par les archevêques de Reims, comme premiers pairs ecclésiastiques du royaume (juin 1385). Var. Arch. adm., t. I, 649-663.

CHAPITRE I

LE DOMAINE DIRECT

L'archevêque duc de Reims et premier pair ecclésiastique de France tenait en fief du roi, d'une part la ville et sa banlieue avec la châtellenie de Porte-Mars ou Palais archiepiscopal, chef-lieu féodal, d'autre part sept châtellenies et leurs dépendances hors de Reims.

SECTION I. — Reims et sa banlieue : le ban de l'archevêché.

La ville de Reims et le ban de l'archevêché hors les murs s'étendaient sur 4.147 jours 5 hommées, mesure de Reims (1), 487 jours 5 hommées pour la ville et 3.660 jours pour les environs y compris le faubourg Cérès (2). Mais le duché, au terroir de Reims, s'entend après déduction des enclaves qu'y formaient d'autres seigneuries hors de Reims et à Reims. Ainsi comprise, la superficie du fief archiepiscopal

1. Mesures de Reims = 10 pouces 1/2 pour pied, 20 pieds pour verge, celle-ci équivalant à 17 pieds 4 pouces de roi, ce qui, en mesures métriques, correspond à un pied de 28 cm. 08 et à une verge de 5 m. 616.

En surface :

1 verge.....	31 m ² 5394
10 verges = 1 hommée.....	3 a. 15394
10 hommées = 1 arpent.....	31 a. 5394
16 hommées = 1 jour.....	50 a. 463

D'où :

4.147 jours 5 hommées	2.092 ha 85
487 jours 5 hommées	245 ha 91
3.660 jours	1.846 ha 94
3.850 jours	1.942 ha 82

2. Plan général de la ville et des faubourgs de Reims ainsi que de la partie du terroir comprise dans le ban de l'archevêché, conforme au procès-verbal du 10 décembre 1754 (vers 1756, hors-texte collé sur soie). Arch. dép. de Reims G 148, fol. 351 *bis*.

copal était d'environ 3.850 jours, possédés par l'archevêque duc en toute justice et seigneurie.

Si tracer les limites exactes du duché au terroir de Reims serait d'intérêt secondaire, il est néanmoins utile d'en connaître la configuration générale bien que ces limites coïncidassent assez souvent avec celles de la commune actuelle de Reims.

Voici le chemin qu'il fallait suivre en 1754 (1) pour parcourir les frontières de la seigneurie au territoire de Reims. Partant vers l'Est du milieu de la Porte Murée, derrière Saint-Nicaise, il faut compter à peu près en droite ligne en suivant le chemin de Beine la longueur de 480 verges (2 km. 695) jusqu'à la 8^e borne que l'on trouve à la croisée du chemin de Beine avec le chemin de Cernay à Vrilly. La limite du duché et des autres seigneuries suit alors une ligne brisée, faisant 535 verges (3 km. 004) en ligne droite, jusque la 19^e borne, sur la grande route de Reims à Rethel. Cette borne est plantée à 675 verges (3 km. 790) environ de la porte Cérès (place A. Briand). Ensuite, la limite atteint en ligne convexe irrégulière le chemin de Trugny (?) ou des Bouchers — 240 verges en ligne droite (1 km. 347) — et longe ce chemin pendant 250 verges (1 km. 404) dans la direction de Reims jusque 230 verges de Reims (1 km. 291) où l'on découvre la 32^e borne. De là, on tire vers le Nord jusqu'au chemin de La Neuville à Bétheny pendant 430 verges (2 km. 414) en ligne droite pour atteindre la 43^e borne située sur le chemin indiqué qu'il faut suivre ensuite sauf une enclave du territoire de La Neuville jusqu'aux premières maisons de La Neuville sur la route de Berry-au-Bac et Laon — 240 verges en ligne droite (1 km. 347) — où l'on voit la 49^e borne. Cette borne est à 570 verges de Reims, Porte-Mars (3 km. 201) sur la route de Laon.

La limite s'éloigne alors le long du chemin de Saint-Thierry vers Reims en ligne brisée jusque la 60^e borne — droite ligne 390 verges (2 km. 190) —, cette 60^e borne étant à 200 verges (1 km. 123, de la Porte-Mars. Puis, presque rectiligne, elle

1. Procès-verbal de reconnaissance des limites, mesurage et bornage du an de l'archevêché de Reims en la ville, faubourgs et terroir du dit Reims 1754-1756). Arch. dép. de Reims G 138.

se dirige vers l'Ouest pour rencontrer la 68^e borne sur la Vesle face au terroir de Champigny à 520 verges en ligne droite de la 60^e borne (2 km. 920). Enfin, elle suit la Vesle, sauf l'avancée de la Grande Chaussée à l'Ouest de la ville jusque la 69^e borne — 780 verges en ligne droite (4 km. 380) que l'on trouve à l'intérieur des remparts Ouest de Reims au bas de la rue du Jard.

Mais le ban de l'archevêché est loin de contenir toute la ville. Se dirigeant de la 69^e borne vers l'Est, et laissant à droite la vaste seigneurie de l'abbaye de Saint-Remi, celle de Saint-Nicaise et la mairie de Saint-Martin ou Pissechien appartenant au chapitre de l'Eglise de Reims, la limite du ban de l'archevêché traverse la ville perpendiculairement aux remparts pour joindre les autres remparts côté Est de la ville à la 83^e et dernière borne mentionnée au procès-verbal d'arpentage de 1754. Cette dernière borne se trouve à l'intérieur des remparts (aujourd'hui rue Ponsardin) à quelque distance au Nord de la rue Montlaurent. Le parcours des fortifications Ouest à celles de l'Est se fait en coupant entre la rue des Moulins et la rue de Venise et en longeant un moment la rue des Carmes, puis la rue Saint-Maurice, près de l'église, la distance étant de 175 verges en ligne droite (982 mètres).

Enfin la limite suivait les remparts à l'intérieur : 220 verges ligne droite (1 km. 235) pour aboutir à la porte Murée derrière Saint-Nicaise, point de départ de l'arpenteur.

La seigneurie de l'archevêque de Reims comportait à Reims et dans sa banlieue 21 enclaves : 5 pour les environs et 16 pour la ville.

Au faubourg Cérès, la Trésorerie de l'Eglise de Reims possédait le fief de la Barre (1) : d'une part un triège et rang de maisons qui constituaient le long de la rue Cérès une bande rectangulaire de 79 verges 6 pieds en son grand côté (445 m. 34), d'autre part une vaste pièce de terre à peu de distance de là.

Trois autres cantons, relevant du chapitre de l'Eglise

1. Exactement 16 jours 6 hommées 6 verges 1/2 (62 hommées 6 verges 1/2 pour le rang de maisons et 12 jours 1/2 pour la pièce de terre) sur 3.660 au total hors de Reims.

métropolitaine, se détachaient encore du fief ducal : à Clairmarais, une dépendance de la mairie de Saint-Martin (1), à la porte de Paris les moulins d'Entre-deux-Ponts et la maison dite La Burie de l'Hôtel-Dieu (2).

A Reims, les enclaves étaient plus nombreuses et plus importantes (3). Le chapitre de l'Eglise de Reims étendait son autorité sur les 10 premières (4). C'était aux archevêques comme Saint-Rigobert que le chapitre devait ses premières dotations territoriales (5). Il ne relevait plus cependant pour ses terres que du roi :

1^o Le canton du Cloître comprenait l'église Notre-Dame, le Cloître et l'Île de l'Hôtel-Dieu, limité à l'Est par la rue de la Perrière (aujourd'hui du Grand Credo et de l'Université), à l'Ouest par la rue de la Poissonnerie (Tronson-Ducoudray), au Nord par la rue des Tapissiers (rue Carnot) et au Sud par le palais archiépisopal ;

2^o Le canton de la Cour-Salin, proche à l'occident de la place de l'Hôtel de Ville ;

3^o Le canton de la Tirelire, figure triangulaire, touchait à l'Ouest aux remparts (Hautes promenades) et au Sud à la rue du cimetière Saint-Pierre (rue Thiers) ;

4^o Le canton de la Madeleine contenait l'église paroissiale de la Madeleine entre le jardin de l'Arquebuse et la Porte de Paris, limité par quatre bornes dans les jardins de

1. 2 maisons avec cour et jardin. Cf. Procès-verbal d'arpentage du 2 janvier 1759. Arch. dép. de Reims G 138.

2. Les trois cantons réunis ne dépassaient guère la surface de 3 hommées.

3. Enclaves figurées au plan de la ville et cité de Reims avec distinction des édifices publics et des différentes seigneuries circonscrites dans son enceinte, conforme aux procès-verbaux des 23 octobre et 10 décembre 1754 et 2 décembre 1760 (s. d. après 1760, hors-texte collé sur étoffe de soie). Arch. dép. de Reims G 148, fol. 328 bis, cf. note 1, p. 33 pour la date de ce plan.

4. Etat détaillé de la seigneurie du chapitre de l'Eglise de Reims au 12 novembre 1760 située en la ville de Reims et enclavée dans le ban de l'archevêché dudit Reims, *ibid.*, fol. 441-445 ; ces 10 enclaves formaient 4 cantons : le Cloître y compris les maisons canoniales extra-claustrales, la Tirelire, la Cour-Salin, la Terre commune ou Mairie du Bourg de Vesle qui se composait de deux quartiers séparés par la rue de Vesle, la Madeleine et le Jard Notre-Dame. La seigneurie du chapitre embrassait dans son ensemble 6 cantons : Cloître, Tirelire, Cour-Salin, Mairie de Saint-Martin au Pissechien, celle ci au sud-est du ban de l'archevêché, Terre commune, Seigneurie d'Entre deux Ponts hors de Reims. Bidet, *Mémoires*, t. IV, p. 213 sqq. Bibl. de Reims, ms. 1656, cité en part. dans Var. Arch. adm., t. I, 71 sqq.

5. Var. *ibid.*, 76 note.

la rue des Poissonniers vers l'Est, par la rue du Bourg de Vesle vers le Sud (rue de Vesle), la rue Poycul (rue de l'Arquebuse) vers le Nord et par la rue longeant les remparts de l'Ouest ;

5^o Le canton du Jard-Notre-Dame, vaste rectangle dessiné par la rue du Bourg Saint-Denis (rue Chanzy) au Nord, le clos et la maison des Carmélites à l'Ouest, la rue du Bourg de Vesle vers le Nord et les rues Suzain et des Morts (rue Hincmar) au Sud.

6^o à 10^o Cinq autres enclaves (1) étaient formées par des maisons extra-claustrales du chapitre sises rue des Tapisiers (rue Carnot), rue des Tournelles, rue du Corbel (rue du Cardinal-de-Lorraine), rue de la Pourcelette (rue d'Anjou), rue des Groseilliers (rue P. Neveux), rue des Anglais (rue Voltaire), rue Saint-Martin-de-Laon et rue Vauthier-Le-Noir.

Se partageaient encore plusieurs quartiers de Reims, cinq autres seigneurs justiciers :

11^o enclave. Le canton du Temple, en toute justice à la Commanderie des Templiers, s'allongeait aux abords des remparts Nord-Ouest (boulevard Lundy et rue du Temple) ;

12^o Le canton de l'abbaye de Saint-Pierre, appartenait en toute justice à cette abbaye. Il était contigu aux remparts Ouest (rue Ponsardin), contenait une partie de la rue des Murs et de là, s'étendait jusqu'à la place Saint-Pierre (Godinot) et la rue des Filles-Dieu ;

13^o Haute et moyenne justice de l'archevêché, foncière de la même abbaye s'exerçaient sur le quartier comprenant la rue des Murs, la rue des Augustins et la majeure partie du canton que délimitent les rues de Contrai, Neuve (Gambetta), rue des Carmes et rue du Barbâtre ;

14^o L'archevêque duc avait haute et moyenne justice et

1. Un autre îlot était encore à relever avant 1760. C'était une dépendance de la mairie de Saint-Martin du Chapitre. Il était compris entre les remparts et la ligne allant de la porte Cérés à la Croix Sainte-Bove et à l'issue de la rue des Murs. Il comprenait la rue Haute-Croupe (Ponsardin jusque la rue de Macon) et la rue Montoison, en tout 36 maisons. Deux d'entre elles avaient leur cuisine pour une partie seulement sur la seigneurie du Chapitre et pour l'autre sur la seigneurie de l'archevêque. Le chapitre abandonna cet îlot par échange du 1^{er} février 1760 à l'archevêque contre plusieurs maisons rue des Tapissiers. G. Robert, *La Mairie de Saint-Martin au Pissechien à Reims*.

le chapitre de Saint-Thimothée la justice foncière sur le canton approximativement entouré par les remparts Est (rue Ponsardin), la rue des Augustins, la rue du Barbâtre et la rue Montlaurent;

15° Se superposaient haute et moyenne justice de l'archevêché et foncière de l'abbaye de Saint-Denis sur une étroite bande de maisons allant de l'entrée de la rue du Barbâtre à la rue du Bourg de Vesle (au Théâtre actuel), en longeant les rues de Contrai et du Bourg Saint-Denis (rue Chanzy);

16° Enfin le canton du Franc-jardin était en la haute et moyenne justice de l'archevêché et foncière de l'Hôtel-Dieu et figurait un carré dont trois côtés se trouvaient, l'un rue de Thillois, l'autre rue de la Couture (place Drouet-d'Erlon) et Large rue (rue Buirette).

L'archevêque duc de Reims était seigneur temporel et justicier de tout le surplus (1) de la ville et terroir de Reims, sous le ressort et la souveraineté immédiate du roi et de la cour du Parlement.

* * *

En dehors de la ville, le domaine de l'archevêché duché-pairie, se composait de biens importants (2). Vers l'orient s'étendait la grande terre appelée la Couture (3), au delà des fortifications entre la Belle Tour et la porte Murée, derrière Saint-Nicaise; les dîmes de la Couture, grosses et menues, revenaient à l'archevêque duc, mais il en devait une part à l'abbé de Saint-Denis et aux Jésuites de Reims.

Vers le Nord, on comptait des pièces de terres arables, vers l'Ouest, le pré de la Rozière (4), au-dessous des Moulins-l'Archevêque. C'est le nom que l'on donnait aux moulins de Saint-Brice et Ponton. Bien des cantons de la banlieue de Reims avaient été acensés à différentes épo-

1. Lettres royales portant commission au bailli de Vermandois de s'informer sur l'agrandissement proposé de la « loge au change », siège de la justice de l'archevêque, et de faire commandement, s'il y a lieu, aux échevins, d'y donner leur consentement (12 juillet 1460). Arch. dép. de Reims G 1.

2. Cf. note 1, p. 38.

3. 127 jours 30 verges.

4. 3 jours 11 hommées 3 verges.

ques, souvent anciennes (1) : la Grande-Chaussée (2) située le long de la Vesle entre les moulins de la Porte Paris et le canal de la Poterne (3), le canton de Clairmarais avec ses fermes, le village de Saint-Brice tout entier et ses environs, une portion du village de Courcelles avec les terres sur le chemin de Champigny, enfin, les marais qui s'étendaient entre Reims et Saint-Brice jusqu'aux moulins de Tinquieux et de l'Abbesse.

Les Rémois jouissaient de la pêche dans la Vesle et de la justice en cette rivière le long des fortifications et jusqu'aux vannes des moulins de Tinquieux et de l'Abbesse (4) moyennant 50 livres de cens annuel et perpétuel que la communauté des habitants versait depuis le 16 janvier 1572.

A Reims, certain canton du domaine de l'archevêché duché portait le nom de Rang Sacré ; il tenait à la place du Marché-au-drap d'un côté et de l'autre à la place du Marché-au-blé ; certaine maison celui de Vicomté. Les étaux à bouchers devaient un cens de même que bien d'autres héritages. On trouvait encore, à l'abri des remparts de l'Ouest, le Grand-Jard qui contenait bâtiments, jardins potagers et vergers, prés, marais et saulaies. C'était un vaste quadrilatère (5) entre la rue des Capucins et les fortifications. Des halles au pain et harengeries (6) s'élevaient près du Marché au blé. A l'extrémité de la rue Vauthier-Le-Noir, une maison servait de prison, la Bonne-Semaine. On appelait Palais du Tau, la résidence des prélats rémois (7). Une maison avait été bâtie entre les deux ponts de Porte-Mars, et d'autres sur l'emplacement de l'ancienne

1. Procès-verbal d'arpentage des biens dépendant de l'ancien domaine de l'archevêché concédés à titre de cens et surcens et de plusieurs cantons de maisons, jardins, terres, prés et autres héritages en la ville, faubourg et terroir de Reims qui doivent d'ancienneté cens et surcens au dit archevêché (2 janvier 1759 et jours suivants). Arch. dép. de Reims G 138.

2. 30 jours environ.

3. Face à l'extrémité de la rue du Jard-la-Poterne.

4. Sauf au passage de la Vesle aux Moulins de Porte-Paris qui appartenaient au Chapitre, cf. note 1, p. 38.

5. 17 jours 14 hommées 4 verges.

6. Dont la ville fit acquisition pour 12.000 livres lors de la construction de la place Royale. Vente de halles au pain et harengeries de l'archevêché à la ville (28 juin 1760). Arch. dép. de Reims G 148, fol. 430 v^o 432.

7. Palais, cours et jardins : 2 jours 1 hommée 4 verges.

forteresse de Porte-Mars, chef-lieu féodal de la duché-pairie.

Le fief ducal était encore assorti de droits émolumentaires. D'abord la vicomté (1), droit de stellage sur le blé, sur le sel (2), tonlieu, poitures, vinage, travers... Ensuite les droits de la prévôté (3) : droits de loges et autres aux célèbres foires de la Couture de Reims qui continuent encore aujourd'hui leur existence sept fois séculaire (4), droit de languéage (5). Nous devons citer encore le droit de poids et balances appelé droit du poids du roi (6), le droit seigneurial de moulin et de carrière (7) et tous les revenus de justice et autres droits seigneuriaux tels que cens, surcens, lods et ventes (8), vêtures, amendes... Tel était au terroir de Reims l'aspect du duché.

Il ne conviendrait pas d'achever cette énumération sans

1. Charte du 30 décembre 1522 homologuée en parlement le 28 mars 1523 entre Robert de Lenoncourt, archevêque de Reims et les maire, échevins et habitants de la dite ville au sujet des droits de la vicomté. Var. Arch. lég., 1^{re} part. Coutumes, 745-760 ; pour ces droits et les suivants, cf. *infra*, 4^e part. Administration et finances.

2. Arrêts de la Cour des Aides confirmant l'archevêque dans le droit de percevoir un minot sur chaque muid de sel entrant à Reims et lettres de commission ordonnant d'acquitter le dit droit (31 mars 1520, 16 mars 1546, 12 janvier 1563 ; copie collationnée en 1647). Arrêt de la Cour des Aides fixant le droit de stellage sur le sel à un minot par muid, et le franc-salé, accordé à l'archevêque à la quantité d'un muid par an (19 septembre 1752). Arch. dép. de Reims G. 17.

3. Tarif des droits de la prévôté, discussion des articles entre les lieutenant, échevins et gens du conseil de la ville de Reims d'une part, et les officiers de l'archevêché d'autre part (vers 1726). Arch. dép. de Reims G 21 ; — Transaction entre A. J. de Rohan et les lieutenant et députés du conseil de ville pour fixer le tarif des droits de la prévôté (24 mai 1727). Var. Arch. lég., II^e part. statuts, 3^e vol., 211 sqq.

4. Arrêt du Parlement maintenant l'archevêque en la possession et jouissance des profits de la foire de la Couture, et dans le droit d'assigner par son prévôt aux marchands fréquentant les dites foires, les loges qu'ils y occupent (18 février 1651). Arch. dép. de Reims G 20.

5. Arrêt du Conseil d'Etat qui maintient l'archevêque dans le droit de languéage des porcs dans la ville de Reims (6 septembre 1709), *ibid.*

6. Sentence du bailliage de Reims arrêtant le tarif des droits du poids du roi en l'archevêché duché et pairie du dit Reims (27 juillet 1716), *ibid.*

7. Arrêt du Parlement (11 août 1752). Arch. dép. de Reims G 148, fol. 418-420.

8. Arrêt du Parlement qui juge que les seigneurs archevêques sont fondés en droit général de percevoir les lods et ventes sur tous les héritages et maisons situés en leur justice, tant en la ville qu'aux faubourgs et terroir de Reims (hors l'ancienne cité gallo-romaine) [condamnant Pierre Dérodé, maréchal, demeurant au faubourg Cérés, à payer à l'archevêque les droits de lods et ventes pour des biens sis dans l'étendue du fief du dit archevêque] (25 novembre 1581). Arch. dép. de Reims G 148, fol. 15 r^o v^o.

que fussent mentionnées les maisons qui formaient le petit hôtel de Reims sis à Paris dans les rues du Jardinot, Hautefeuille, du Paon et Traversine. Le percement du boulevard Saint-Germain, aux abords de la Faculté de Médecine actuelle a fait disparaître de nos jours les derniers vestiges de l'hôtel de Reims. En 1627, ce dernier avait été donné à bail emphytéotique (1) pour 99 ans, moyennant 300 livres par an, à charge d'employer 8.000 livres à la reconstruction des bâtiments et de les rendre en bon état à la fin du bail. En 1678, Charles Maurice Le Tellier aliéna le terrain de la rue Hautefeuille (2) qui contenait 45 toises 8 pieds 3/4 avec deux maisons. L'archevêque de Reims rentra en possession de son hôtel avant l'échéance du bail emphytéotique (3). Le locataire s'était bien mal acquitté de ses charges puisque des réparations importantes étaient nécessaires ; elles furent effectuées en 1744 et 1745 (4).

SECTION 2. — Les châtelainies et leurs dépendances (5).

I. Châtelainie de Porte-Mars (dépendances).

Le château de Porte-Mars, aux remparts septentrionaux de Reims, était la résidence au moyen âge des archevêques ducs de Reims. Démoli en 1595 (6), ce fut le Palais du Tau,

1. Bail emphytéotique fait par Gabriel de Sainte-Marie, archevêque de Reims, à Christophe Perrot, seigneur de la Malmaison, conseiller au Parlement, du petit hôtel de Reims (6 mai 1627). Arch. dép. de Reims G 36.

2. Jugement des commissaires généraux ordonnant l'exécution d'un contrat passé le 6 octobre 1678 portant aliénation par Maurice Le Tellier, archevêque de Reims, à l'abbaye de Prémontré, d'un terrain de 45 toises 8 pieds 3/4 sis rue Hautefeuille, sur lequel étaient construites 2 maisons (19 mars 1728), *ibid.*

3. Consultation de M. Lemerre, avocat à Paris, décidant que l'archevêque est bien fondé à rentrer dans la possession du petit hôtel de Reims, donné à emphytéose par acte du 6 mai 1627 (12 décembre 1741), *ibid.*

4. Cahier des charges et adjudication des réparations pour 38.325 livres (30 mars 1744). Procès-verbal de réception des travaux (26 août 1745), *ibid.*

5. Il n'y a plus lieu au xviii^e siècle de distinguer châtelainies et prévôtés bien que certaines seigneuries nommées châtelainies au xviii^e siècle, n'eussent jamais été que des prévôtés. Les 7 châtelainies hors Reims seront énumérées, après la châtelainie de Porte-Mars dans l'ordre suivant : Est de Reims, Nord, Ouest, Sud (Cf. aveu et dénombrement de juin 1385 cité).

6. Anquetil, *op. cit.*, t. 1, p. 230.

construit près de la cathédrale qui le remplaça comme chef-lieu féodal. A cause de la châteltenie de Porte-Mars, — dont le nom figure encore souvent dans les actes postérieurs à 1595 (1) — des biens et des droits relevaient de l'archevêché duché-pairie en l'étendue des villages et terroirs de Ruffy, Les Mesneux, Ormes, Villers-Franqueux, Courcelles, Champigny, Muire, Cernay, Courcy, Saint-Léonard et Jonchery (2).

A Ruffy, près de Reims (3), l'archevêque possède toute justice et certaines terres chargées de cens en avoine ou en deniers payables au receveur de la mairie de Ruffy qui se tient à Bétheny depuis la destruction de Ruffy (4).

Aux Mesneux (5), il a justice haute moyenne et basse, sauf sur quelques menues portions qui sont au chapitre de l'Eglise métropolitaine, à l'abbé de Saint-Denis et au chapitre de Saint-Symphorien, tous de Reims ; une terre en franc-alieu ; le droit de rouage sur tout le terroir, les droits de sauvement et de vinage pour les 3/4 indivis avec le sieur de Bezannes, seigneur du fief d'Artaise ; cens, lods et ventes...

Le patronage d'Ormes fait partie des biens de l'archevêché de Reims. Le prélat a prétendu qu'en qualité de patron il avait toute justice sur certains cantons d'Ormes avec cens et droit de lods et ventes. De là naquit un conflit avec le chapitre, co-seigneur d'Ormes. Une transaction du 14 mai 1746 (6) rétablit ainsi les droits des deux parties : primo, les archevêques eurent autrefois juridiction à Ormes, mais le

1. C'est pourquoi nous conservons au chef-lieu féodal le nom de châteltenie de Porte-Mars. Il n'y eut qu'un transfert matériel et non juridique : il s'agissait toujours de la résidence de l'archevêque duc de Reims.

2. Certains de ces domaines que le terrier G 150 reconnaît appartenir à l'archevêque duc à cause de la châteltenie de Porte-Mars sont parfois désignés comme ne dépendant d'aucune châteltenie.

3. Village détruit, près de Bétheny. Procès-verbal de reconnaissance des limites du terroir de Ruffy (13 avril 1758). Arch. de Reims G 150, fol. 1^{er}, 6^{re}.

4. Procès-verbal d'arpentage de plusieurs pièces de terre, chargées de cens en avoine envers l'archevêché (1759 à 1760). Minutes de déclarations fournies au terrier par les propriétaires de biens situés au terroir de Ruffy (1758 à 1785, 324 articles). Arch. dép. de Reims G 142.

5. Reconnaissance des droits généraux que l'archevêque de Reims possède aux Mesneux par la communauté d'habitants du dit lieu (9 décembre 1759). Arch. dép. de Reims G 141.

6. Transaction entre l'archevêque et le chapitre (14 mai 1746). Arch. dép. de Reims G 142.

chapitre excipe de la prescription. Il gardera la justice à Ormes ; secondo, l'archevêque aura la censive, lods et ventes et fera exercer la juridiction foncière sur le canton appelé l'Isle d'Ormes et sur une partie du canton des Ormes (1). L'archevêque profitera également du 1/6 des dîmes du terroir (2).

A Villers-Franqueux, le procès-verbal d'assises et plaids généraux du 12 décembre 1758 (3) reconnaît les droits suivants à l'archevêque de Reims : toute justice et ses profits sauf la justice foncière sur 16 maisons et 70 verges de vignes à la Commanderie du Temple de Reims (4), les droits de bourgeoisie, de rouage, cens seigneurial ; le 1/10 du produit des droits de courtage, chargeage et barrage de tous les vins qui se vendent aux forains à Villers-Franqueux ; vinage, impôt de répartition de 20 muids de vin pour lequel trois rentiers ou propriétaires de Villers-Franqueux doivent établir un rôle afin que la répartition se fasse au prorata des biens et héritages possédés par les redevables.

Notons encore à Courcelles (5) 4 prés ; à Champigny (6) plus de 13 jours de prés et à Muire (7) 12 jours ; à Cernay (8) 2 pièces de terre et des corvées. Les habitants devaient prêter leurs chevaux et leurs charrues 3 jours par an pour

1. Procès-verbal d'arpentage et plan des cantons d'Ormes situés en la juridiction foncière de l'archevêché (1760 à 1761), *ibid.*

2. Déclaration affirmative du sieur Cordier fermier sortant du patronage d'Ormes qu'il a joui en cette qualité des droits du dit patronage et en quoi ils consistent (20 janvier 1761), *ibid.*

3. Reconnaissance des droits de l'archevêque au village et terroir de Villers-Franqueux par la communauté des habitants du dit lieu — les deux derniers articles concernent la mense abbatiale de Saint-Thierry unie à l'archevêché duché (12 décembre 1758). Arch. dép. de Reims G150, fol. 471 v^o. 474.

4. Le Terrier porte 16 maisons et justice foncière seule. Une note anonyme du 25 mars 1759 en marge observe que le terrier du temple dit 15 maisons et justice haute moyenne et basse cens et ventes.

5. Arpentage du domaine fief de l'archevêché à Courcelles (14 octobre 1754) [près de 25 jours 6 hommées 3 verges 3/4]. Arch. dép. de Reims G 142.

6. Arpentage du domaine fief de l'archevêché à Champigny (15 octobre 1754) [près et chemins faisant 13 jours 3 hommées 8 verges 5 pieds], *ibid.*

7. Arpentage du domaine fief de l'archevêché à Muire (15 octobre 1754) [1 pré de 12 jours 13 hommées 3 verges], *ibid.*

8. Arpentage du domaine fief de l'archevêché à Cernay (16 octobre 1754) [13 jours 3 hommées 3 verges], *ibid.*

labourer la Couture. L'abonnement était autorisé (1). A Courcy (2), 2 pièces de terre ; à Saint-Léonard (3) nous relevons la haute moyenne basse et foncière justice, censive et directe de l'archevêque avec cens foncier et seigneurial et droit de ventes sur 8 arpents de terres appartenant à la communauté d'habitants de Saint-Léonard. Enfin à Jonchery (4), l'aubergiste avait la jouissance de son auberge moyennant 4 livres de rente foncière.

La seigneurie de Montbré relevait aussi de l'archevêché duché-pairie (5) auquel appartenait la justice haute moyenne, basse foncière censive et directe pour 1/2 ainsi que les profits par indivis avec les seigneurs Coquebert de Montbré qui avouaient l'autre moitié. Il faut encore rapporter des droits de cens fonciers et seigneuriaux et un cens particulier sur le moulin à vent. En dehors de l'institution des officiers de justice qui était au pouvoir de l'archevêque duc, la seigneurie de Montbré était indivise en toutes ses dépendances.

Il est opportun d'établir ici la liste des patronages annexés à la mense archiépiscopale sans dépendre d'une quelconque châtellenie. Beaucoup se trouvaient au Nord-Est de Reims (6). L'archevêque tenait du patronage de Doux la moitié du droit de terrage et les dîmes pour 1/4 du terroir ainsi que les dîmes en entier ou partie de quelques cantons de Coucy et de Chevières (7). Les autres patronages donnaient lieu à perception de dîmes : d'une part à Villers-le-Tourneur et Neuvisy, Mazerny et Hagnicourt, Saint-Aignan, Sévigny, Montgon, Villemontry ; d'autre part à Charleville dans les Ardennes, Montcy-Saint-Pierre et Montcy-Notre-Dame ;

1. Titre concernant les corvées dues par les habitants de Cernay (4 novembre 1542). Arch. dép. de Reims G 150, fol. 486.

2. Arpentage du domaine fief de l'archevêché à Courcy (17 octobre 1754) [49 arpents 7 hommées 6 verges]. Arch. dép. de Reims G 142.

3. Titre nouvel d'un cens seigneurial dû à l'archevêché à Saint-Léonard (15 juillet 1759). Arch. dép. de Reims G 150, fol. 488 v^o.

4. Titre nouvel d'un surcens dû à l'archevêché à Jonchery (18 juillet 1755, *ibid.*, fol. 489.

5. Reconnaissance des droits généraux et publics appartenant à l'archevêché de Reims à Montbré (6 juillet 1788). Arch. dép. de Reims G 146.

6. Arch. dép. de Reims G 153, fol. 320 sqq.

7. Attestation des cotes parts des décimateurs du terroir de Doux (19 septembre 1761) et procès-verbal d'arpentage, *ibid.*

enfin à Loivre (1), Brimont, Mont-Saint-Rémy, Ronton et Berthel (2), Saint-Rémy-le-Petit, Warmeriville et Lavannes, Saint-Etienne-sur-Suippe.

II. *Châtellenie de Sept-Saulx.*

Le procès-verbal d'assises et plaids généraux tenus au village de Sept-Saulx le 18 juillet 1757 (3) énumère les droits seigneuriaux de l'archevêque duc de Reims : la justice haute moyenne basse et foncière avec tous les droits tant honorifiques qu'utiles, l'institution des officiers de justice nécessaires avec deux notaires. L'archevêque avait le droit de marché, de mesurage et de foire. A celle-ci qui se tenait trois fois l'an, les marchands étalant sur la place payaient 1 sol. Le fief de Sept-Saulx était encore assorti du droit personnel de banalité de moulins, le droit de mouture étant du 1/16, des droits de pêche, de bourgeoisie, de tirage, de corvée pour conduire au palais archiépiscopal de Reims tous les grains des droits de bourgeoisie et de tirage et les grains des cens entre la Saint-Martin et Noël moyennant 15 deniers par voiture ; les habitants pouvaient s'abonner depuis 1700 à raison de 15 sols par bête de trait. Le procès-verbal ajoute encore : droit de péage au pont de Sept-Saulx, sauf quelques exemptions et le seigneur était tenu de l'entretien du pont et de la chaussée qui y conduit ; une rente de 20 setiers de seigle, mesure de Sept-Saulx à prendre par préciput sur les dîmes ; plusieurs cens en avoine, argent et volailles qu'il fallait voiturier à Reims par corvées. En 1757, il ne restait qu'une tour en ruines sur l'emplacement de l'ancien château construit par l'archevêque Henri de France en 1172. Cet emplacement, sauf la tour, est au XVIII^e siècle donné à cens à différents particuliers. Enfin un étang, des

1. Bail des dîmes de Loivre, de la mairie et droits seigneuriaux dudit lieu, et des droits sur le terroir de Trancé [1/6 des dîmes et préciput sur la totalité] (12 avril 1746). Arch. dép. de Reims G 40.

2. Bail du 23 janvier 1765 [ces deux noms ne sont pas portés au plan]. Arch. dép. de Reims G 43.

3. Reconnaissance par les habitants de Sept-Saulx, Wez et Thuisy des droits seigneuriaux appartenant à l'archevêque duc de Reims (18 juillet 1757). Arch. dép. de Reims G 157, fol. 610-616.

terres arables et des bois enclavés au terroir de Villers-Marmery (1) complétaient la seigneurie de Sept-Saulx.

Mais Wez et Thuisy (2) dépendaient aussi de la châtellenie. A Wez, l'archevêque duc de Reims institue des officiers qui jugent en son nom ; une rente lui appartient, on l'appelle la rente des « vivandes ». Elles consistent en « 7 poules 1/2 vives en plumes bonnes et recevables, 5 quartels d'avoine bon grain sec et net et 5 sols 7 deniers obole en argent payables par chacun an, au jour Saint-Martin d'hiver » pour une maison et quelques terres. Ces revenus s'accompagnent du droit de bourgeoisie, du droit de terrage et de plusieurs menus cens et deniers appelés les « cens de la rue » affectés sur différents héritages.

III. Châtellenie de Bétheniville.

Le 12 juillet 1757, les habitants de Bétheniville et des autres villages qui dépendaient de la châtellenie reconnaissent à l'archevêque duc de Reims les droits suivants (3).

A Bétheniville : la justice, les droits de bourgeoisie, de tirage, de corvée — 2 journées par an dues par les possesseurs d'animaux de trait et effectuées en dehors de la période des moissons et de la période des ensemencements —, droit de reconnaissance et hommage qui est tel que chaque habitant doit 5 deniers au jour de Noël ; droit de dixième des foins qui porte sur le 1/10 de la vente des foins ou de la location des prés et le droit de rouage des foins ; le droit de tonlieu, de pêche dans la Suippe ; une rente de 30 livres par an que devaient les possesseurs du fief de Richebourg (4) pour l'union à leur fief du droit de pêche sur un ruisseau du terroir de Bétheniville. Dans la seigneurie de Bétheniville comptaient encore le moulin,

1. Arpentage et plan de trois cantons du terroir de Villers-Marmery chargés de cens qui dépendent de la châtellenie de Sept Saulx (20 février 1789), *ibid.*, fol. 681-683.

2. Cf. *infra*, fief de Thuisy et de Luche, chap. 2, section 2, n° 1, p. 76.

3. Reconnaissance donnée par les habitants de Bétheniville et autres villages dépendant de la châtellenie des droits seigneuriaux appartenant à l'archevêque de Reims (12 juillet 1757). Arch. dép. de Reims G 157, fol. 414-419.

4. Cf. *infra*, chap. 2, sect. 3, n° 1, p. 78.

des terres, des prés, des bois et des broussailles avec plusieurs cens, surcens et rentes seigneuriales.

A Saint-Hilaire-le-Petit, nous relevons : un droit appelé le tombreux — un quartel d'avoine dû par habitant — ; le droit de bourgeoisie ; 1 setier d'avoine perçu sur les habitants qui labourent ou ensemencent à leur compte jusque 18 quartels de terre ; droit de tirage, de corvée — une corvée par an fournie, sauf au temps des moissons et des semences par les propriétaires de bêtes de trait.

A Manre et à Vieux, le droit de bourgeoisie seul appartenait à l'archevêque de Reims. De même à Saint-Etienne-à-Arnes.

A Hauviné, il possédait en plus de ce droit plusieurs cens seigneuriaux et le patronage. Celui-ci consiste en 1/4 des grosses et menues dîmes auquel on ajoute un préciput de 2 setiers de seigle et 2 d'avoine à prélever sur les deux derniers quarts.

A Pontfaverger : les « tonlieux l'archevêque », 1 quartel d'avoine dû par an par tous les habitants « faisant feu » et le droit de tirage.

A Alincourt : droit de terrage foncier et seigneurial sur le ban de Beaumont enclavé au terroir d'Alincourt : le terrageur a droit à 1 gerbe sur 16 de tous les grains et sainfoins.

A Saint-Clément-à-Arnes, la seigneurie, dépendante aussi de la châtellenie de Bétheniville, comportait : toute justice ; le patronage — 1/4 des dîmes — ; plusieurs terres, prés et autres domaines avec cens et rentes ; 1/2 du droit de terrage ; droit de tonlieu sur les expositions faites par les forains pour la vente ; droit de 10 deniers par bête à pied fourchu vendue à Saint-Clément ; droit de bourgeoisie, de tirage ; 3 corvées de chevaux qui sont abandonnées de temps immémorial ; droit de poursoin — 6 livres tournois par an — ; droit de pêche sur l'Arnes sans compter les prés appelés l'Étang et la pêche face à ces prés dans l'Arnes.

IV. Châtellenie d'Attigny (1).

La châtellenie comprend Attigny et Coulommès-les-Attigny. Au procès-verbal d'assises et plaids généraux tenus à

1. La plus éloignée de Reims : 57 km.

Attigny le 11 juillet 1757, nous lisons la liste des droits généraux de l'archevêque duc de Reims (1).

C'est d'abord toute justice à Attigny et à Coulommès ainsi que l'appel des juridictions des fiefs de Chuffilly, Méry, Roches et Bois de Reims qui relèvent du bailliage ducal de Reims. C'est ensuite à Attigny : droit de bourgeoisie, tirage, afforage et vinage sur la vente des bestiaux. Une coutume curieuse égaie le procès-verbal de 1757 à l'article qui porte mention du droit de vinage : les habitants de Rilly-aux-Oies en sont exemptés si filles et garçons font, le jour de la Saint-Jean-Baptiste, chaque année, avant dix heures du matin, trois tours de danse autour de la halle d'Attigny. Le texte n'oublie pas les obligations du fermier de l'archevêque en ce jour de fête : il doit fournir 2 douzaines d'échaudés et 4 bouteilles de vin s'il ne préfère offrir du pain avec des cerises.

Sont aussi exemptés les habitants de Machaux, de Ville-sur-Retourne et de quelques autres villages. Mais aucune cérémonie joyeuse n'est à leur charge.

Observons encore à Attigny l'existence d'un droit de passage sur l'Aisne, de droits de pêche, de stellage, de halle, hallage et étalage, de rachat de la banalité du four. Enfin, ajoutons une rente de 390 livres versée par la communauté d'Attigny, plusieurs cens et surcens, une cense de terre, des prés et des oseraies ainsi que 2/10 des dîmes et un préciput en froment et avoine sans compter les moulins, le premier à eau et le second à vent.

A Coulommès-les-Attigny, les revenus de l'archevêque duc de Reims n'étaient que du droit de bourgeoisie, du droit de tirage, et du droit de nouvel entrant dont était redevable tout forain venant s'établir à Coulommès.

V. Châtellenie de Cormicy.

Dans la ville de Cormicy (2), l'archevêque duc a tous droits de justice, de bourgeoisie, de tirage ; une rente appe-

1. Reconnaissance par les habitants des lieux dépendant de la châtellenie d'Attigny des droits seigneuriaux appartenant à l'archevêché à cause de la dite châtellenie (11 juillet 1757). Arch. dép. de Reims G 153 fol. 252-258.

2. Reconnaissance des droits généraux dus à la châtellenie de Cormicy par les communautés d'habitants dépendantes de la dite châtellenie (20 juillet 1757). Arch. dép. de Reims G 156 fol. 258-263.

lée « les quartels de manoir » levée par feu ; le droit de vinage, perçu par rôles de répartition ; les droits d'afforage, d'ouverture des fenêtres fendues en travers et qui se rabattent pour servir d'échalas ; droits de mesurage des grains, de poids et balances, d'étalage pour la location des planches et tréteaux les jours de foire. L'existence de droits de place et exposition, de visite et languyage des porcs, l'établissement de droits sur la vente et l'achat de nombreuses marchandises — bestiaux aussi bien que verre — marquent l'importance des foires traditionnelles de Cormicy qui se tiennent aujourd'hui encore. N'omettons pas les droits de rouage et de ventes, les cens et les rentes seigneuriales.

Il y avait à Cormicy un bâtiment contenant l'auditoire qui servait aux audiences du prévôt. Sous le même toit s'abritaient aussi la prison et le logement du géolier. La maison avait ses dépendances avec cour et jardin. Le fief de l'archevêque duc se composait en outre de bois, de vignes et de terres. Des ruines indiquaient l'ancien château féodal, chef-lieu de la châtellenie.

L'archevêque de Reims possédait aussi la moitié de la justice haute moyenne et basse sur le village et le terroir de La-Neuville-lez-Cormicy avec moitié des profits. Il avait ses bourgeois, ceux de la rue Haute. Le co-partageant, le trésorier de l'Eglise de Reims avait les siens, ceux de la rue Basse. Il faut, pour être complet, ajouter quelques terres et le droit de ventes.

La communauté des habitants de Cauroy-lez-Hermonville doit, pour son compte, 27 sols 6 deniers de cens en raison du droit d'aisance et passage qui lui fut concédé à travers le terroir de Cormicy, à l'endroit du Grand-Maraîs. Elle jouit ainsi de la possibilité de conduire directement ses bestiaux dans la partie du terroir de Cauroy sur la montagne.

A Sapigneul enfin (1) quelques terres relevaient de l'archevêché duché-pairie.

1. Procès-verbal de mesurage du domaine de la seigneurie et châtellenie de Cormicy et dépendances : emplacement de l'ancien château, prés, bois, terres situés sur les terroirs de Cormicy, La Neuville et Sapigneul (9 septembre 1756 à 1762), *ibid.*, fol. 273-281.

VI. Châtellenie de Courville (1).

Aux assises et plaids généraux (2) du 29 août 1757, les droits seigneuriaux suivants furent reconnus par les habitants à leur seigneur : haute moyenne et basse justice, droit de bourgeoisie — réduit à peu de chose par l'archevêque Philippe du Becq le 26 janvier 1600 : 1 chapon et 12 deniers par an — droit de banalité, de pressoir et de moulin, droit de pêche, cens, surcens et rentes. Appartenaient encore à l'archevêque le château de Courville, les fermes de la Franche-Maison et de la Bonne-Maison, l'étang de Courville et d'autres domaines : prés, vignes, jardins, clos et bois plus la totalité des grosses et menues dîmes de Courville, une fois déduite la part du curé.

A Mont-sur-Courville, l'archevêque duc avait toute justice, droit de bourgeoisie, moulin banal et $\frac{2}{3}$ des dîmes.

A Saint-Gilles, le prieuré qui avait été annexé en 1393 à la châtellenie de Courville comportait toute justice sur la partie du village et du terroir dépendant du prieuré ; à Saint-Gilles encore, on dénombre un moulin banal, des droits de pêche, des cens, surcens, et des rentes, $\frac{2}{3}$ des dîmes, enfin une ferme et une métairie appelée la Grange du Prieuré et ses terres.

A Arcis-le-Ponsart, une pièce de terre qui avait aussi fait partie du domaine du prieuré de Saint-Gilles était baillée à surcens depuis 1554 (3).

A Cohan, la justice était à l'archevêque duc ainsi que plusieurs cens, surcens et rentes avec une métairie ou cense, des terres arables et des prés, un préciput de 24 setiers de froment mesure d'Ouchy sur les dîmes du terroir de Cohan.

Quelques alleux situés en d'autres villages, Fresnes, Courmont et Vieil-Arcy, provenaient du prieuré de Saint-

1. Nous n'étudions pas avant Courville la châtellenie de Vailly : comme elle fut inféodée en 1766, nous la joindrons aux fiefs. Vide, chap. 2, sect. 1, n° 27, p. 74.

2. Reconnaissance des droits généraux dus à la châtellenie par les habitants de Courville et villages en dépendant (29 août 1757). Arch. dép. de Reims G 153 fol. 15 v° 20.

3. Procès-verbal d'arpentage (8 mai 1771) [22 arpents 43 perches $\frac{3}{4}$ mesure royale] et plan d'une pièce de terre en savart sur le terroir d'Arcis-le-Ponsart au lieu dit Chair Feuillet, *ibid.*, fol. 9-10.

Gilles ; à Fresnes l'archevêque duc percevait en plus $\frac{1}{3}$ des dîmes du terroir. A Savigny-sur-Ardres, il avait la seigneurie foncière sur une partie du village et terroir, le fief de la Mairie et le $\frac{1}{3}$ des dîmes. En plus d'une terre allodiale, il possédait aussi à Breuil les $\frac{3}{4}$ dans la $\frac{1}{2}$ des dîmes ; à Unchair, les $\frac{3}{4}$ des dîmes ; à Blanzv, Servat et Merval $\frac{1}{6}$ des dîmes, à Limé la $\frac{1}{2}$ des dîmes et à Prémecy deux prés provenant du prieuré de Saint-Gilles.

VII. Châtellenie de Chaumuzy.

La châtellenie comprend d'abord le village de Chaumuzy. L'archevêque le tenait depuis longtemps en prévôté. Mais la seigneurie et vicomté de Chaumuzy ne redevint domaine direct qu'en 1676 ; elle était auparavant inféodée. Elle fut adjugée après vente aux enchères à l'archevêque Charles Maurice Le Tellier moyennant la somme de 55.000 livres (1). L'acte d'adjudication dénombre les biens de la vicomté de Chaumuzy : maison seigneuriale et dépendances, chènevière, clos, jardins, le tout entouré de murs et de haies, halle abritant trois gros pressoirs banaux, moulin également banal, vicomté, — justice sur tous les chemins de la terre de Chaumuzy (2). La seigneurie de Chaumuzy était encore accompagnée de droits de chasse, de bourgeoisie,

1. Décret d'adjudication de la vicomté de Chaumuzy, poursuivie au bailiage de Reims par les créanciers du sieur Augier, avec déclaration que l'acquisition est au profit de l'archevêque duc de Reims (19 septembre 1676) ; le dit acte suivi de l'acceptation faite par celui-ci au greffe (11 janvier 1677). Arch. dép. de Reims G 58 ; — Arrêt du Parlement ordonnant que les lettres patentes du 28 novembre 1676 seront enregistrées, que la terre et seigneurie de Chaumuzy sera unie à l'archevêché de Reims et que l'archevêque, pour l'acquisition de cette terre, sera remboursé de la somme de 55.000 livres, sur le prix de la vente des coupes des bois de Reims et de l'Eclisse (7 septembre 1677). Arch. dép. de Reims G 57 ; — Lettres patentes confirmant l'union de la seigneurie et vicomté de Chaumuzy à l'archevêché (Versailles, sign. de Colbert, janvier 1684). *ibid.*

2. Dénombrement fourni à Charles de Carretto, archevêque de Reims, par Pierre Grossaine, vicomte de Chaumuzy (17 octobre 1508) ; à la suite est une information faite par autorité du bailli de Reims, sur la vérité des déclarations contenues dans cet acte (19 octobre) ; dénombrement suivi de certificats constatant que le vicomte a toujours eu la jouissance des biens qui y sont énumérés et qu'il possède le droit de confiscation dans un canton du terroir de Chaumuzy (1^{er} octobre) ; — Dénombrement fourni par Jean de Beaumont à Philippe du Bec, archevêque de Reims (22 août 1597) et acte de réception du dit (5 mai 1598). Arch. dép. de Reims G 53.

de rachat de la banalité du four, d'un cens universel appelé « porterrage », d'autres cens et surcens. Elle était assortie de dîmes sur une partie des vignes de Rothière, d'un droit de pêche, enfin d'héritages en fiefs et en rotures francs de dîmes tant en terres labourables qu'en prés, en vignes et en bois.

Si l'on complète ce dénombrement par les droits et les terres que possédait déjà l'archevêque duc à Chaumuzy avant 1676, toute justice, droits de rouage, d'afforage, droit de feu, dixième denier des bois communaux perçu sur les ventes faites aux forains, bois et autres biens, on obtient l'énumération des droits seigneuriaux reconnus à l'archevêque duc de Reims par les habitants de sa châtellenie le 31 août 1757 (1).

La terre comprenait, en dehors de Chaumuzy, des dîmes pour 1/2 à Champlat, Boujacourt, Chantereine (2) et des dîmes pour 1/3 à Aubilly, Beneuil, Prémecy et Toisy (3).

VIII. Châtellenie de Nogent-Sermiers (4).

Les droits généraux de l'archevêque duc furent confirmés le 23 août 1757 par les communautés d'habitants de la châtellenie (5) : à Sermiers et aux hameaux de Nogent, Courtaumont et Saint-Martin, la justice relève de l'archevêque de Reims sauf en quelques enclaves de peu d'étendue. Lui

1. Reconnaissance des droits seigneuriaux par les habitants de Chaumuzy et des hameaux dépendant de cette paroisse : Nappes, Espilly, Les Haies et Cohédon [ce dernier aujourd'hui détruit] (31 août 1757). Arch. dép. de Reims G 156 fol. 3.13 et Cueilleret des droits généraux appartenant à l'archevêque de Reims à cause de sa châtellenie et vicomté de Chaumuzy (21 septembre 1780), *ibid.*, fol. 79.82.

2. Reconnaissance par les habitants de Champlat et Boujacourt des droits de l'archevêché duché pairie de Reims en ces lieux (2 juin 1782), *ibid.*, fol. 236.239 ; procès-verbal d'arpentage et circonscription des terroirs de Champlat, Boujacourt et Chantereine (à partir du 3 juin 1782), *ibid.*, fol. 228-236.

3. Procès-verbal d'arpentage et circonscription des terroirs d'Aubilly, Prémecy et Toisy dont la dime appartient pour 1/3 à l'archevêché duché pairie de Reims (9 septembre 1782-1783), *ibid.*, fol. 240-253.

4. La moins éloignée de Reims : 14 km.

5. Reconnaissance des droits seigneuriaux dus à l'archevêque de Reims, par les habitants de Nogent-Sermiers et autres lieux dépendant de la dite châtellenie (23 août 1757). Arch. dép. de Reims G 154 fol. 3.6.

appartiennent aussi : les cens et ventes, le droit de bourgeoisie, un gros pressoir banal à Nogent avec des vignes, des terres exemptes de dîmes et des bois sans compter le droit de chasse, confiscations, deshérences, et autres revenus seigneuriaux coutumiers.

A Chamery (1), les habitants reconnaissent la justice foncière de l'archevêque duc sur le village et le terroir presque entiers, cens, ventes et amendes. La communauté de Chamery doit aussi 6 livres 5 sols de cens pour ses usages et pâturages. A Villers-aux-Nœuds enfin, l'archevêque duc de Reims était seigneur justicier d'une partie du terroir, percevant cens, rentes et amendes.

1. Reconnaissance des droits généraux par la communauté de Chamery (2 février 1782), *ibid.*, fol. 248, v^o 251.

CHAPITRE II

LES FIEFS

De nombreuses seigneuries et fiefs relevaient de la plupart des châtelainies de l'archevêque duc de Reims; la mouvance en était tantôt immédiate tantôt médiate. Nous présenterons l'état de ces fiefs dans un ordre semblable à celui qui fut adopté en la 2^e section du chapitre précédent.

SECTION 1. — Mouvances de la châtelainie de Porte-Mars (1).

Vingt-sept fiefs relevaient du duché-pairie à cause du château de Porte-Mars ainsi que sept arrière-fiefs.

1. *Le fief du portage des portes Bazée, de Saint-Nicaise, de Dieu-Lumière et de Fléchambault.*

Par sentence du baillage ducal du 5 juillet 1650 (2) portant règlement contradictoire des droits de portage des portes Dieu-Lumière et de Fléchambault qui dépendent des portes Bazée et Saint-Nicaise, ces droits sont ainsi fixés : toute personne autre que noble ou ecclésiastique amenant par ces portes pour les vendre à Reims, fer, cuir, plomb, harengs, poissons de mer et autres vivres, doit un denier par voiture. Le droit existe également à la sortie de ces mêmes marchandises ou denrées. Une pancarte de fer blanc portant les tarifs est attachée près de la maison des fermiers du droit en un lieu apparent; les prix sont tenus à jour

1. Cf. note I, p. 46.

2. Extrait des registres du greffe du baillage de Reims. Sentence du 5 juillet 1650. Arch. dép. de Reims G 148, fol. 233 v^o-236.

tous les ans. En 1744, le vassal de l'archevêque duc pour ce fief de portage ne pouvait dénombrer autrement ses droits (1).

2. *Le fief de portage de la porte à Vesle dite la porte de Paris.*

Le dénombrement du 12 décembre 1750 (2) offre peu de différences avec ceux qui étaient fournis pour d'autres portages; il pousse seulement la précision à énumérer « pommes, poires, oranges, grenades et autres fruits... ».

Le fief était tenu par un La Rochefoucault. A cette époque, les portages se trouvaient souvent aux mains des plus grands seigneurs.

3. *Le fief de la porte aux Ferrons.*

Il se composait de 4 maisons louées par an de 120 à 180 livres chacune (3).

4. *Le fief de portage de la porte Cérés ou Chascres.*

Le dénombrement du 15 mai 1565 (4) rappelle que les droits de portage ne sont pas dus par les bourgeois de Reims. Les

1. Foi hommage par Henry François Canelle et dénombrement du même jour « sous la condition qu'il ne sera perçu aucun droit pour raison de bleds et autres grains, farines et légumes verts ou secs, suivant l'arrêt du Conseil d'Etat du Roy du 10 novembre 1739 » (28 septembre 1744), *ibid.*, fol. 236 [analyse].

2. Foi hommage par François de Roye de la Rochefoucault comte de Roucy à l'archevêque duc de Reims pour raison de la totalité du dit fief [auparavant morcelé] (1^{er} mars 1649), *ibid.*, fol. 238 [analyse]; — Dénombrement du fief de portage de la porte à Vesle rendu par Marthe Elisabeth de Roye de la Rochefoucault de Roucy veuve de François Joseph de Béthune, duc d'Ancenis à l'archevêque duc de Reims « observant que par arrêt du 10 novembre 1739 les droits sur les bleds, grains farines et légumes verts ou secs ont été supprimés et se réservant à faire ses très humbles représentations à sa Majesté pour les faire rétablir » (12 décembre 1750), *ibid.*, fol. 238 v^o-240.

3. Foi et hommage du 15 mai 1752 et dénombrement du 17 du dit mois et an par Antoine Lemoyne marchand de Reims au prince de Rohan archevêque duc de Reims pour raison du quart dans une maison sise au coin de la rue de la Poissonnerie [aujourd'hui Tronson-Ducoudray] faisant partie des quatre maisons qui composent le fief, *ibid.*, fol. 244 [analyse].

4. Dénombrement du 15 mai 1565 fourni par Hubert Ferret, écuyer, seigneur de Montlaurent, capitaine de Reims, *ibid.*, fol. 246-247.

droits portent toujours sur les mêmes marchandises et denrées ; « tous lesquels droits de portage peuvent valoir de revenu parmy accroist et décroist environ les sommes de vingt-cinq livres tournois ».

Le fief fut acquis moyennant 500 livres le 17 juin 1634 par les habitants de Reims (1). La ville ne leva plus le portage, il tomba en désuétude. Par transaction du 25 juin 1639 passée entre Henri de Lorraine, archevêque duc de Reims et les lieutenant et gens du conseil de la ville (2), il a été accordé (art. 7) qu'à l'avenir « au lieu de donner homme vivant mourant et confisquant en chaquune mutation de seigneurs archevêques, les habitants seraient tenus faire les foy hommages et présenter une pièce d'or ». C'était le procureur syndic des habitants qui, le 10 octobre 1725, faisait aux mains du bailli ducal les foi et hommage et prêtait le serment de fidélité dont les lieutenant et gens du conseil étaient tenus envers l'archevêque duc de Reims en raison du fief de la porte Cérès (3).

5. *Le fief de portage de Porte-Mars.*

Ce fief, qui comportait, avec le droit de portage, une petite maison avec un jardin en terrasse fut concédé aussi aux habitants. La ville ne donna plus en location le droit de portage qui disparut. Elle versait régulièrement 30 livres de cens et surcens seigneurial à la recette de l'archevêché au jour de la Saint-Martin d'hiver (4).

La porte Renier Buiron n'existait plus au XVIII^e siècle et le fief avait été dès longtemps réuni à celui de Porte-Mars (5).

1. Vente par Madeleine Ferret aux habitants de Reims du fief de la porte Cérès (17 juin 1634), *ibid.*, fol. 247 v^o [analyse].

2. Transaction à l'occasion de l'union de l'Echevinage au corps de ville (25 juin 1639). Var. Arch. lég., II^e part. statuts, 2^e vol., 552-558 note.

3. Foi et hommage fournis par le lieutenant et gens du conseil et paiement d'une pièce d'or (10 octobre 1725), *ibid.*, fol. 248 (Extr. registres du greffe du bailliage ducal).

4. Conclusion des lieutenant, gens du conseil et Echevinage (18 septembre 1758 dont expédition) [art. 6]. Arch. dép. de Reims G 149, fol. 451-456.

5. Arch. dép. de Reims G 148, fol. 251 [mention].

6. *Le fief du grand archidiaconat de l'Eglise de Reims.*

Dans la déclaration des droits biens et revenus du grand-archidiaconat (1) nous relevons, outre l'installation de l'archevêque, l'installation à 22 patronages, la nomination de 12 doyens, dont l'archidiacre reçoit à leur décès le cheval, 30 livres, le bréviaire et le luminaire, outre la nomination d'autres ecclésiastiques et francs bourgeois, des droits utiles importants. A l'archidiacre reviennent le tiers des dîmes de Mesmont (2) dont la totalité au canton de Souris terroir de Mesmont, le quart de celles d'Evigny, Champigneul et Mondigny. Il jouit aussi d'une maison dite la maison rouge, louée 550 livres, située au parvis de la cathédrale en la juridiction de l'archevêché et chargée de 7 livres 6 sols de cens foncier et seigneurial envers la prévôté de l'archevêché duché et pairie. A l'archidiacre étaient encore allouée une pension de 600 livres par an à prendre sur les revenus de l'archevêché pour la cession faite anciennement à l'archevêque duc de toute la juridiction civile et spirituelle que détenait l'archidiacre.

7. *Le fief de la prévôté de l'Eglise de Reims.*

Appartient au titulaire de la dignité de prévôt (3) la terre et seigneurie de Montigny-sur-Vesle avec justice haute moyenne et basse, droits de chasse, d'amende, de deshérence, confiscations et autres profits de justice, droit de bourgeoisie, d'afforage, de cens portant lods et ventes. Plus une maison seigneuriale, cour, basse-cour et jardin le tout fermé de murs avec un clos et quelques terres et prés sans oublier les dîmes du terroir. La maison et le domaine étaient affermés 800 livres. Le prévôt possédait aussi un moulin et des terres louées 110 livres.

1. Dénombrement par Henri Hachette, évêque de Cydon, chanoine et grand archidiacre de l'Eglise de Reims (29 octobre 1760), *ibid.*, fol. 252-253 (Extr. liasses du greffe du bailliage ducal).

2. N'est pas au plan.

3. Dénombrement par Nicolas Parchappe de Vinay, chanoine et prévôt de l'Eglise métropolitaine de Reims (26 octobre 1759), *ibid.*, fol. 254-255 (Extr. liasses...).

A Villers-aux-Nœuds la justice lui appartenait sur 28 maisons et sur le tiers du ban et terroir de Villers-aux-Nœuds qui se divise avec l'archevêque duc à cause de sa châtellenie de Nogent-Sermiers et un autre justicier, chacun pour un tiers.

Au village de Chamery, un petit fief de 3 maisons en la grande rue et quelques autres héritages complétaient le fief de la prévôté. Villers-aux-Nœuds et Chamery étaient affermés 55 livres.

8. *Le fief du doyenné de l'Eglise de Reims.*

Le doyen (1) avait succédé au vicomte de Puisieulx dans les droits de justice de ce dernier sur un triège de prairie au terroir de Puisieulx. Le fief consistait en outre, en une pièce de pré de 3 arpents $\frac{2}{3}$ enclavée en la dite prairie.

9. *Le fief de la chantrerie de l'Eglise de Reims.*

C'était la terre et seigneurie de Bétheny près de Reims, qui dépendait du temporel de la chantrerie (2). Le chancre était seigneur justicier haut moyen et bas de la presque totalité du terroir.

10. *Le fief de la trésorerie de l'Eglise de Reims.*

Le trésorier (3) énumérait ainsi ses biens et ses droits : en premier lieu la maison du trésor à Reims, tenant au couchant à la rue du même nom, près de la cathédrale, en second lieu le fief et seigneurie de la Barre au bourg Cérès près de Reims. Cette seigneurie dessinait dans le ban de l'archevêché au terroir de Reims (4) une double enclave

1. Aveu et dénombrement contenant aussi foi et hommage par François-Emmanuel Pommier, doyen et chanoine de l'Eglise de Reims (19 mai 1751), *ibid.*, fol. 256 r^o v^o ; — acte d'échange (30 décembre 1605), fol. 302 [analyse] ; cf. Fief de Sillery-le-Grand et Puisieulx, n^o 23, *infra*.

2. Foi et hommage par Nicolas-Hubert Clignet, chancre et chanoine de l'Eglise de Reims (27 mai 1733), *ibid.*, fol. 258 [analyse].

3. Aveu et dénombrement par Jean Jacquemart, trésorier et chanoine de l'Eglise de Reims (14 juin 1757), *ibid.*, fol. 260-268.

4. Cf. *supra*, 2^e part., chap. 1, sect. 1 : Le Domaine direct, p. 39.

constituée par un îlot de maisons au faubourg Cérès et une pièce de terre arable de 12 jours 1/2 située près du canton appelé la fosse Pierre-Lalondre et acensée à différents particuliers. Sur ce fief existaient outre les droits de justice un droit de moulin à vent et un droit de ventes à raison de 20 deniers pour livre du prix de toute acquisition.

Le trésorier est aussi seigneur justicier haut moyen et bas de Courcy. Les autres droits dont la terre de Courcy était assortie étaient : droit de congé pour toute vente de vin, d'ajustage des mesures. Pour ce faire, les officiers de la seigneurie levaient « un pot, pinte et chopine de vin, un pasté, une pièce de chair et du pain ». Suivaient au dénombrement : droit de ventes, cens, 8 parts sur 11 des dîmes de grains du terroir de Courcy, la 1/2 des mêmes dîmes à Gehery, hameau de la paroisse de Courcy vers Loivre, détruit par les guerres, le tiers des dîmes de grains de Roquincourt, aussi de la paroisse de Courcy. Faisait encore partie du fief de la trésorerie à Courcy, une grande maison avec ses dépendances convenant à un fermier ; de nombreuses terres labourables accompagnaient la ferme.

Le trésorier avait la seigneurie et justice de La Neuville près Cormicy, mais pour moitié seulement, indivis avec l'archevêque duc de Reims. Les deux seigneurs (1) y ont chacun leurs bourgeois, ceux de la rue Basse relevant du trésorier, ceux de la rue Haute de l'archevêque. Appartiennent même au trésorier plusieurs cens et vinages sur les maisons de la rue du Sac à Cormicy, châtellenie de l'archevêque. Relevons encore à La Neuville : un préciput de 50 setiers de grain sur les dîmes de La Neuville et de Cormicy, un moulin à eau, une métairie, un étang, des terres...

La seigneurie de Marzilly près Hermonville relève encore du temporel du trésorier avec toute justice ; mais les cens vinages, ventes et dîmes avaient été négligés et ne rendaient plus rien.

La dernière seigneurie était celle de Villers-Franqueux avec la justice haute moyenne et basse. Mais les droits n'étaient plus exercés « de manière qu'actuellement on n'en a plus aucune connoissance ».

1. Cf. *supra*, 2^e part., chap. I, sect. 2 : Les chatellenies et leurs dépendances, p. 53.

11. *Le fief du vidame de l'Eglise de Reims.*

Comme tout feudataire, le vidame (1) présentait à son suzerain son aveu et dénombrement. Voici le fief en 1758 (2). Il consiste en haute justice moyenne et basse sur huit métiers dans le ban de l'archevêché de Reims : peintres, vitriers, gorelliers [bourrelliers], selliers, brodeurs, chaudronniers, faiseurs de peignes à peigner la laine et imagiers. Le vidame reçoit aussi le tiers des amendes infligées aux boulangers pour les fautes trouvées en leur pain, soit pour malfaçon, faute de poids ou autrement. Il délivre congé avec le bailli ducal et les échevins de Reims aux personnes qui veulent bâtir ou entreprendre sur le pavé de la ville.

Chaque année, trois maîtres des huit métiers sont élus par leurs pairs pour contrôler et surveiller la fabrication ; le bailli du vidame a droit aussi, pendant la foire de la Couture de visiter toutes les marchandises qui s'y vendent : il peut confisquer les produits défectueux et condamner les artisans coupables.

Le vidame a droit également de prendre sur la vicomté de Reims 80 setiers de froment et la somme de 25 livres tournois par an. Le vicomte est tenu de livrer le grain à l'hôtel du vidame.

Mais en reconnaissance de la mouvance de son fief, le vidame doit offrir à son suzerain une « sellette », petite selle à cheval fabriquée par les métiers soumis à sa juridiction (3).

1. G. Robert, *Le vidame de Reims et les métiers dépendants*.

2. Dénombrement contenant foi et hommage fourni par Nicolas Bergeat, vidame de l'Eglise de Reims (14 novembre 1758). Arch. dép. de Reims G. 148, fol. 271-272. Il fut reçu par le lieutenant général du bailliage ducal et police réunie sous la réserve que le vidame ne pourra en aucun cas prendre connaissance de la police sur les corps et communautés des 8 métiers attendu que depuis arrêt du Conseil d'Etat du 1^{er} décembre 1699 toute la police de la ville et faubourgs de Reims est réunie à la justice de l'archevêché duché pairie. Depuis 1699, en effet, la juridiction du vidame fut bien amoindrie, comme toutes les autres justices seigneuriales à Reims, au profit du bailliage ducal ; — Vide, Dénombrement vers 1425 ; projet vers 1684 dans Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 1^{er} vol., 332-333.

3. Les dénombremens anciens portent : une selle à cheval (ou selle de service). Malgré les blâmes successifs adressés aux vidames, l'archevêque duc de Reims se contenta, de guerre lasse, de la « sellette ». (Une sentence du bailliage s. d. fol. 270 porte ; selle de service).

12. *Le fief de 24 setiers de froment et de 24 sols parisis à prendre sur la vicomté de Reims.*

Ce fief au titre explicite appartenait au chapitre de Reims (1).

13. *Le fief de la dignité de doyen de Mézières.*

Le 9 août 1759 (2), en faisant foi et hommage, le doyen protestait « que si son prédécesseur avaitourny aveu et dénombrement des biens affectés au décanat, qui sont de pures rotures et non des fiefs, c'était par faute d'être instruit » ; il ne devait que le seul hommage.

14. *Le fief de la paneterie de Reims.*

Les seigneurs de Goujon étaient panetiers héréditaires de l'archevêché, duché et pairie. Le fief comportait (3) : la vaisselle d'or et d'argent ou d'autres matières, le linge, nappes, serviettes, banquières et les-reliefs du dîner de l'archevêque duc le jour de son entrée à Reims. Le panetier jouissait en plus de certains droits sur les boulangers : personne ne pouvait tenir métier de boulanger ou pâtissier, vendre ou exposer pain ou pâtisserie au ban de l'archevêque sans son congé, sous peine de 60 sols parisis d'amende. Il est même loisible, au panetier de saisir les marchandises et de faire démolir four et fourneau. Les forains qui venaient vendre pain ou pâtisserie au duché, par hotte, brouette, panier, corbeilles, char on charrette, devaient une redevance comprise entre 4 deniers et 16 deniers parisis suivant l'importance du chargement.

1. Foi et hommage fournis par Nicolas-François Bonaventure Pommyer de Rougemont, chanoine, en qualité d'homme vivant et mourant nommé par le chapitre de Reims (5 décembre 1759). Arch. dép. de Reims G 148, fol. 275 (Extr. liasses du greffe du bailliage).

2. Foi et hommage rendus au nom de Jean-Baptiste-Antoine Godelle, doyen du Chapitre de Saint-Pierre-de-Mézières (9 août 1759), *ibid.*, fol. 277 (Extr. liasses...).

3. Aveu et dénombrement fourni par Charles-Alphonse-Marie de Goujon, seigneur de Condé, panetier héréditaire de Reims (14 mai 1745), *ibid.*, fol. 279-280 (Extr. registres).

Le panetier était exempt de mesurage, stellage et tailles ; il avait encore droit à un cierge le jour de la Chandeleur.

15. *Le fief de 100 sols parisis sur la vicomté de Reims.*

A prélever sur le produit des droits de stellage de la vicomté au jour de la Saint-Martin d'hiver, ce fief était aussi aux mains des seigneurs de Goujon comme le prouvent les actes de foi et hommage (1) du 11 avril 1644 et du 1^{er} mars 1759.

16. *Le fief de Montlaurent au terroir de Reims.*

Ce n'était qu'un pré portant le nom ancien de Montlaurent. Il n'était assorti d'aucun droit de justice. L'archevêque Charles Maurice Le Tellier l'avait inféodé le 12 octobre 1680 (2). Il était sis royé le chemin qui conduit de Reims et Clairmarais au moulin l'Abbesse.

17. *Le fief et seigneurie de Muire-lez-Reims.*

La seigneurie de Muire fut partagée le 27 février 1595 entre les enfants du feudataire Oudart Noël, lieutenant des habitants de Reims et Isabeau Coquebert son épouse. Le terrier porte indication de nombreux actes de foi et hommage de différents dixièmes de la terre de Muire par des gentilshommes ou des bourgeois de Reims jusque 1765 (3).

18. *Le fief et seigneurie de Bezannes-lez-Reims.*

Une maison forte, entourée de fossés remplis d'eau avec basse-cour, jardins et bois servait de logis au seigneur dont

1. Foi et hommage fait par Claude Goujon, écuyer, auquel ledit fief est échu par succession de son père André Goujon et de sa mère Nicolle Noël [à la famille de laquelle il appartenait auparavant] (11 avril 1644) ; — Foi et hommage par Louise-Charlotte de Goujon (1^{er} mars 1759), *ibid.*, fol. 281 *bis* [analyses].

2. Acte par lequel Charles-Maurice Le Tellier inféode en faveur d'Adam Blanchebarbe, conseiller au présidial de Reims, une pièce de pré, dite Montlaurent [superficie 3 jours 9 hommées 6 verges 1 pied] (12 octobre 1680), *ibid.*, fol. 282.

3. *Ibid.*, fol. 283. L'acte de partage du 27 février 1595 est analysé même fol.

la justice s'étendait sur la moitié du village et terroir de Bezannes ; l'autre moitié relevait de l'abbaye royale de Saint-Pierre de Reims. Les dénombrements avouaient d'autres droits tel le droit de pressoir banal sur les habitants du terroir tout entier, et remarquaient que le droit de chasse était demeuré commun (1).

19. *Le fief d'Artaise situé aux Mesneux-lez-Reims.*

La consistance du fief était en 1648 (2) : en premier lieu 1/4 indivis avec l'archevêque duc de Reims des droits de sauvement aux Mesneux tel que chaque habitant, soit qu'il demeurât en la seigneurie de l'archevêché ou bien en celles d'autres seigneurs, devait, le jour de la Saint-Martin d'hiver, 3 quartels d'avoine ; en second lieu 1/4 indivis de la même façon du droit de vinage dû sur plusieurs héritages et converti en argent à raison de 2 sols par jour des héritages qui en sont chargés ; en dernier lieu venaient des terres labourables.

20. *Le fief et seigneurie de Montbré-lez-Reims.*

La terre de Montbré n'était pas inféodée en totalité (3) ; le vassal avait tenir en fief la moitié de la seigneurie consistant en « haute moyenne et basse justice, cens, surcens, droits seigneuriaux, lots et ventes, greffe, droit de chasse, amandes, confiscations et aubaines, avec un gros pressoir situé au village dudit Montbré... » (4). Au ^{xvii}e siècle, le

1. Aveu et dénombrement par Regnault de Bezannes, écuyer et seigneur dudit lieu, fils et héritier de Jacques de Bezannes (25 novembre 1648). Sentence arbitrale du 27 octobre 1684, *ibid.*, fol. 288 [analyses].

2. Aveu et dénombrement fourni par Regnault de Bezannes, écuyer, seigneur dudit lieu, fils et héritier de feu Jacques de Bezannes son père, tant en son nom que se portant fort pour Nicolas de Bezannes, Louise de Bezannes et Marguerite de Bezannes ses frères et sœurs (25 novembre 1648), *ibid.*, fol. 290 [analyse].

3. Cf. *supra*, 2^e part., chap. I, sect. 2 : Les châtellénies et leurs dépendances, p. 48.

4. Aveu et dénombrement fourni par Regnault de Bezannes tant en son nom que pour Nicolas, Louise et Marguerite de Bezannes ses frères et sœurs (25 novembre 1648). Arch. dép. de Reims G 148, fol. 292 [analyse].

fief procurait bon an mal an 100 livres de revenu au feudataire (1).

21. *Le fief et seigneurie de Taissy-lez-Reims et fiefs de Clicquot et de la Tour dépendant de cette seigneurie.*

En 1760, la seigneurie se fractionna entre les enfants de Anne Madeleine Eléonore de Bezannes, épouse de Jean-Baptiste André de Godet et d'Aulnay baron de Neuflize (2). Dans son entier, elle comprenait une maison seigneuriale, close de fossés communiquant à la Vesle, avec droit de pêche, bâtiments, cour, basse-cour, colombier, parterre et jardin, le tout fermé de murs ; un pressoir, un moulin appelé le moulin Clicquot, des prés, des terres, des marais et des broussailles. Et maintenant les droits : de justice haute, moyenne et basse, de bourgeoisie, de tirage, de rouage, d'afforage sans oublier les cens fonciers et seigneuriaux.

22. *Le fief de Challerange, situé à Taissy-lez-Reims.*

Le domaine de Challerange s'étendait sur près de 100 arpents. Il était franc-alleu et fut amorti en 1370. Jean Colbert de Terron, décédé président au Parlement de Metz s'en porta acquéreur le 3 janvier 1633. Il fit détruire les anciens bâtiments et construire une belle et grande maison avec quatre pavillons avancés et tous les caractères d'un hôtel seigneurial tels que pont-levis, grilles de fer, armoiries mises en différents endroits, banderolles armoriées, fossés qui entourent presque tout le parc, ponts sur la Vesle qui faisait partie de la clôture du domaine. Ce parc, rempli d'arbres

1. Aveu et dénombrement fourni par les deux fils de François Coquebert, écuyer, Jean-Baptiste-Antoine Coquebert et Jean-François Coquebert (30 septembre 1744), *ibid.*

2. Aveu et dénombrement fourni pour sa part et portion de la terre de Taissy par Jérôme-César-Marie de Godet (14 août 1761). *ibid.*, fol. 295 v^o-296 v^o (Extr. liasses du bailliage ducal); aveu et dénombrement fourni pour leurs parts et portions par les enfants puînés : Michel-René de Godet, Joseph-Marie de Godet et Marie-Marguerite de Godet (28 septembre 1761) *ibid.*, fol. 296 v^o-297 v^o [Extr. liasses].

de haute futaie, couvrait 70 arpents. La seigneurie s'accompagnait en outre de droits seigneuriaux : cens, vinage, pêche et autres.

Challerange est situé dans le territoire de Taissy dont la seigneurie était mouvante en plein fief du duché-pairie de Reims. Le titre d'inféodation de Challerange date seulement de 1758 et après maintes contestations fut annulé par un arrêt de Parlement du 2 septembre 1778 rendu en faveur de Jérôme César Marie de Godet seigneur de Taissy (1). Jean François Roland de Challerange était condamné à produire ses titres de propriété, à assurer un service de droits arriérés depuis 29 ans, et, faute de ce faire, l'arrêt ordonne que les terres de Jean François Roland de Challerange, qui ne sont que rotures, seront réunies au domaine du dit seigneur de Godet, le sieur Roland n'ayant plus droit au titre de seigneur de Challerange.

23. *Le fief et seigneurie de Sillery-le-Grand et le fief de Puisieulx* (et fief du doyenné situé au dit Puisieulx).

Claude Dorigny, doyen de l'Eglise de Reims donna à titre d'échange le 30 décembre 1605 tous les droits de seigneurie qu'il avait à Sillery et Puisieulx excepté certaines dîmes ou portions de dîmes, le droit de présentation à la cure de ces villages et une place près de l'église où se trouvait la grange dimeresse, ainsi que la muraille du cimetière de Sillery, contre ce qui constitua désormais le fief du doyenné à Puisieulx (2). Nicolas de Brulard, chevalier, garde des sceaux, seigneur de Sillery et vicomte de Puisieulx était l'autre partie. Le nouveau temporel du doyenné fut donné par le seigneur de Brulard pour jouir en plein fief et sans dépendre aucunement des seigneuries de Sillery et Puisieulx.

1. Inféodation du fief de Challerange du 31 octobre 1758. Annulation par arrêt de Parlement du 2 septembre 1778, *ibid.*, fol. 298 sqq. ; — Acte contenant foi, hommage et dénombrement du fief de Challerange, faits à l'archevêque par Jean François Roland, conseiller au Parlement (31 octobre 1758) ; mémoire pour M. Godet de Vadenay, baron de Neuflize, seigneur de Taissy contre M. Roland, tendant à prouver que le domaine de Challerange est un bien roturier (vers 1778). Arch. dép. de Reims G 135.

2. Cf. Fief du Doyenné, *supra*, p. 62, n° 8.

Voici l'état de la terre de Sillery dénombrée le 3 octobre 1760 par Louis Philogène de Brulard marquis de Puisieulx et Sillery (1) : haute moyenne et basse justice, maison près de l'église avec jardin, cour et basse-cour, jardin concédé à surcens devant la maison, 200 jours de terres arables, 20 jours de bois ; droit de pressoir banal, de cens, surcens, lods et ventes et vêtture, droit d'essogne, droit de rouage, d'afforage et de congé, droit de pêche en la rivière de Sillery. Enfin, remarquons le « denier de l'huis » : c'était le droit de percevoir le lendemain de Pâques un denier parisien de rente sur chaque habitant ; faute de paiement il était loisible au seigneur de Sillery d'enlever la porte de la maison du défaillant. Celui-ci ne pouvait la remettre en place qu'après versement de 5 sols parisis d'amende.

Le 3 octobre 1760 encore (2) Louis Philogène de Brulard avouait tenir en plein fief foi et hommage de l'archevêque duc de Reims à cause de son château de Porte-Mars la seigneurie de Puisieulx : toute justice tant aux champs qu'à la ville, excepté un petit fief appelé le franc-alleu qui relève du château de Louvois ; les droits étaient semblables à ceux de Sillery si ce n'est qu'il existait à Puisieulx la vicomté des chemins et que le « denier de l'huis » y était inconnu. Dépendaient encore de Puisieulx 60 jours de terres arables, 700 jours de hautes terres sur le mont et à l'environ de la Pompelle, un pressoir banal, sans négliger 2 plats de poisson dus tous les ans par les habitants en raison de leurs usages en la rivière de Puisieulx.

24. *Le fief Saint-Remy-Truyet situé à Baconnes.*

Ce fief consistait en cens, lods et ventes, bourgeoisie, moyenne et basse justice sur les habitants de Baconnes (3).

1. Aveu et dénombrement par Louis Philogène Brulard, ministre d'Etat, lieutenant général de la province de Languedoc (3 octobre 1760), Arch. dép. de Reims G 148, fol. 303-304.

2. Aveu et dénombrement par Louis Philogène Brulard (3 octobre 1760), *ibid.*, fol. 304 vo 305.

3. Acte de foi hommage par Pierre Chuffet et Jean Delamotte l'aîné (27 juillet 1643), *ibid.*, fol. 306 (analyse).

25. *Le fief terre et seigneurie de Launois en Porcien.*

Jean-Baptiste de Maillard de Landreville fournissait, le 25 octobre 1769, le dénombrement de la totalité de la terre, vicomté et châtellenie de Launois et du fief de la Motte situé et incorporé à Launois (1) ; il réunissait sur sa tête toutes les parts d'une seigneurie auparavant morcelée en 56 parts : 17 parts qu'il héritait de son père, 11 parts acquises sur les héritiers du comte de Lantage et 28 reçues à titre d'échange sur le Séminaire de Reims.

La seigneurie consistait en droits de justice haute moyenne et basse, foncière, censive et directe sur le bourg de Launois et son terroir. La justice y était surtout honorifique ; les droits du vicomte à l'église l'étaient uniquement. Autres droits seigneuriaux avoués en 1769 : droit de regard sur les denrées et marchandises, chef cens, cens et surcens, terrage de la 16^e gerbe, passage et travers, bourgeoisie, droit de hallage. Suivaient « les grands bancs », droit annuel sur la vente des vins par les taverniers, « le petit banc », droit annuel dû par les boulangers, le droit d'afforage, de tonlieu sur la vente des chevaux et des lits de plume, d'ajustage des mesures. Les nouveaux mariés et les nouveaux entrants à Launois devaient un serment et le paiement de droits.

Le chef-lieu de la terre de Launois était un château « environné de fossés à eau vive, cour, basse-cour, parterre, jardins potagers et vergers dans lesquels sont des canneaux aussy d'eau vive, avec un parc fermé de fossez, hayes vives et barrière, partie plantée en bois tant ancien que nouveau, et partie en prez, allée, bosquet, et promenade » ; l'ensemble couvrait 400 arpents dont 200 seulement, y compris le château, étaient au terroir de Launois mouvant en plein fief de l'archevêché duché pairie (2).

1. Foi, hommage, aveu et dénombrement fournis par J.-B. de Maillard, seigneur de Landreville, capitaine de cavalerie au régiment de Penthièvre, propriétaire de la seigneurie de Launois (25 octobre 1769), *ibid.*, fol. 313 v^o 315 (Extr. liasses du greffe du bailliage ducal).

2. Le procès-verbal d'arpentage et plan du château et des héritages et fiefs de la terre de Launois (mai-juin 1775 plan annexé). Arch. dép. de Reims G 147 — donne 157 arpents 98 perches au lieu de 200 avoués au dénombrement du 25 octobre 1769. Occasion de conflit avec le procureur

26. *Les terres et seigneuries du marquisat de Chémery-sur-Bar et ses dépendances.*

Connage, Saint-Aignan, Trussy, la Maison de la Queue-de-Cheveuges, Sapogne, Beauregard, Balaives, Eva, sauvelements (1) d'Artaise et Maisoncelle, Villers-sur-le-Mont, Glaire, droits de Torcy et ventes sur les dîmes de Fresnois en totalité, comme membres dépendant de la terre et seigneurie de Chémery ; Cheveuges, Chevegneux et les eaux de Cheveuges pour moitié indivis avec le prieur de Bullon, membre dépendant de l'abbaye Saint-Hubert.

Le 22 janvier 1570, Jacques de Coucy possédait dans sa terre de Chémery (2) un château et ses dépendances clos de murailles et de fossés, un moulin banal, 62 fauchées de prés (3), 1297 arpents 30 verges de bois (4) avec haute moyenne et basse justice, droit de garde gardienne, de gruerie, de chasse et vennerie, droit de ventes, de lods et retenue, de bourgeoisie, d'aisance, qui était dû par chef de ménage ; il avait aussi la jouissance du droit de corvée — une journée par an au temps des foins — du droit de ménage, du droit de terrage, d'une grosse rente en grains affectée sur les biens du terroir de Chémery, du stallage — 2 deniers parisis et 1 poule dûs par an par les bourgeois. — Le comte de Rethelois prenait le 1/8 du revenu de ces trois derniers droits. La seigneurie comptait encore outre les droits de rouage et d'afforage, de tonlieu sur les chevaux, les lits de plume et l'or en plaques qui se vendaient à Chémery, le droit de hallage, une « pille et usine à huile », un pré de 22 fauchées, des cens, des droits d'eau et rivière et quelques censes avec leurs terres.

Dépendaient de la terre de Chémery : la haute voûerie de la terre et seigneurie de Maisoncelle et le droit de sauvement dû par les bourgeois à raison de 1 setier d'avoine

fiscal général de l'archevêché duché. Arch. dép. de Reims G 148, fol. 317 v^o 320.

1. Et vuarides.

2. Aveu et dénombrement fourni par Jacques de Coucy, seigneur dudit Chémery (22 janvier 1570). Arch. dép. de Reims G 148, fol. 313 bis v^o, 315 bis (Extr. liasses du greffe du bailliage ducal).

3. Fauchée = 66 verges ; verge = 24 pieds.

4. Arpent = 100 verges ; verge = 22 pieds.

et 1 poule par tête ; un sauvement analogue existait sur les bourgeois d'Artaise. A Connage, le marquis de Chémery avait tous droits de justice et gruerie, droit d'établir un moulin banal, droits de ventes, de lods et retenue, de bourgeoisie, de terrage et d'autres encore comme à Chémery, auxquels il faut joindre le 1/16 des dîmes et un préciput sur la part du curé.

La Maison de la Queue-de-Cheveuges consistait en différents bâtiments, plus 13 jours de terre environ avec toute justice. La terre et seigneurie de Cheveuges était partagée par moitié avec le prieur de Bullon, membre dépendant de l'abbaye Saint-Hubert. Mais la justice avec quelques terres et quelques prés était restée entière au seigneur de Chémery. Celui-ci était aussi à Cheveuges garde gardien et avoué d'une propriété des religieux du couvent des Sept-Fontaines-lez-Mézières.

Il possédait ensuite la terre et seigneurie de Saint-Aignan en toute justice avec droit de gruerie de Chémery qui s'étend sur tous les bois et les eaux du terroir de Saint-Aignan. Parmi les cens, l'un était dû pour le rachat du droit de chevauchée. La communauté des habitants s'acquittait d'une rente appelée taille. Le comte de Rethel en percevait 1/8. Lui revenait la même fraction du produit des droits de bourgeoisie, de four, et de rentes diverses. Quelques menus droits appartenaient encore au marquis de Chémery, seigneur de Saint-Aignan. Le ban de Trussy n'avait plus ni d'habitants, ni de mairie. Ce n'était qu'un terroir de terres arables et de prés.

Relevait de Chémery : la seigneurie de Sapogne et Beauregard avec toute justice, la gruerie de Chémery qui s'y étendait sur toutes les eaux, les bois et les forêts, le droit de moulin et de four banal et tous les droits habituels à une seigneurie. Citons maintenant la terre et seigneurie de Balaives et d'Eva avec justice, gruerie et un franc-fief acensé à perpétuité ; la terre et seigneurie de Villers-sur-le-Mont avec justice, gruerie, cens et droits divers.

Voici un droit plus curieux du feudataire de Chémery : si ce vassal se trouve présent lors du premier et joyeux avènement de l'archevêque duc, son suzerain, en la ville de Reims, ce dernier doit lui bailler l'eau à laver en sa

première table, mais seulement après avoir eu soin de laisser tomber dans le bassin à laver un anneau d'or.

Six fiefs étaient mouvants de la terre de Chémery, arrière-fiefs de l'archevêché duché-pairie :

1° un fief de 30 setiers de froment à Maisoncelle indivis ;

2° la terre et seigneurie d'Artaise qui se composait de la maison seigneuriale, d'un moulin banal, de censes, d'un étang, de bois et de terres. La superficie totale était de 300 arpents. Le domaine était accompagné de droits de justice et d'autres droits seigneuriaux ;

3° le fief du Vivier avec droits de justice et dépendances ;

4° le fief de Vaudemaison qui était enclavé au ban de Sapogne et Beauregard et consistait en maison, cour, aisances, vignes, terres et prés pour 122 arpents ;

5° le fief de La Saulx au terroir de Balaives qui comprenait maison, cour, jardins, étang, mais n'atteignait que 12 arpents ;

6° le fief de Bois-Madame-Descommunière qui était de 62 arpents de bois seulement (1).

Le dénombrement de la seigneurie de Chémery-sur-Bar du 22 avril 1588 ajoute un fief à Moyenval (2) avec maison et terres de plus de 92 arpents (3).

Il faut signaler enfin (4) que la terre et marquisat de Chémery fut adjugée le 15 février 1740, 240.200 livres à Louis Hennequin d'Ecquevilly et que ses dépendances n'avaient pas varié sensiblement depuis 1588.

27. La seigneurie et châtellenie de Vailly-sur-Aisne.

La châtellenie de Vailly ne fut inféodée que l'an 1766. Elle était demeurée depuis 1379 en la seigneurie directe de l'archevêque duc de Reims. Voici l'origine de ce domaine : le roi Charles V fit l'échange avantageux le 16 juillet 1379

1.-2. Ne sont pas indiqués sur la carte.

3. Dénombrement par Guillemette de Coucy, Louise de Coucy et Isabeau de Coucy filles de Jacques de Coucy (22 avril 1588). Arch. dép. de Reims G. 148, fol. 319 *bis* [analyse].

4. Arrêt d'adjudication par décret en parlement du 15 février 1740 de la terre et marquisat de Chémery à Claude Gabriel de Bligny, tuteur de Augustin Louis Hennequin d'Ecquevilly, *ibid.*, fol. 320 *bis* v° [analyse].

de la petite ville de Vailly contre Mouzon et Beaumont-en-Argonne qui avaient des mouvances très belles comme le château de Bouillon et Sedan (1). Il pensait (2) que ces deux villes, placées aux confins du royaume de France seraient mieux en son pouvoir direct car ses moyens militaires dépassaient en puissance ceux de l'archevêque duc de Reims. Ce dernier reçut la châtellenie de Vailly et ses dépendances. On peut juger des droits du feudataire après 1766 par ceux de l'archevêque avant cette même année.

Il y avait à Vailly en 1754 (3) une tour de pierre de taille carrée, sans couverture de temps immémorial appelée le Beffroy, une halle louée aux bouchers, une autre tour servant de prison, un auditoire et chambre du conseil du bailliage de Vailly à la porte de la Rivière, des prés, des terres et des îles dans l'Aisne. La charte de Vailly du 21 octobre 1757 (4) énumère les droits de l'archevêque duc seul seigneur de la ville et de ses faubourgs : d'abord tous droits de haute moyenne et basse et foncière justice avec tous droits de police et voirie sur Vailly et ses dépendances ; il est à noter que la justice foncière aux dépendances relevait d'autres seigneuries. Venaient ensuite tous les droits seigneuriaux coutumiers : en principe, on ne levait à Vailly ni cens ni surcens. Mais le seigneur percevait 1/4 des dîmes de grains et vins, les droits de bac, passage et travers sur l'Aisne, les droits de courtage, barrage, chargeage et rouage de tous les vins qui se vendaient à Vailly, ainsi que les droits de poids et balances, de foire, de mesurage et de stellage, de languéyage et étalage des porcs, droit de marquer les mesures, droit de pêche, enfin 100 livres de rente foncière et seigneuriale due par les habitants pour les biens communaux.

C'est le 8 février 1766 que Antoine Louis Bellanger, vi-

1. Vailly avant et après l'échange. Extr. de Coquault, cité par Var. Arch. adm., t. III, 480.

2. Acte d'échange fait entre Charles V et Richard Picque, de la souveraineté des villes de Mouzon et de Beaumont en Argonne avec la châtellenie de Vailly et dépendances [Chavonne, Pargny, Jouy, Aizy, Filain qui sont de la prévôté de Vailly] (Paris, 16 juillet 1379). Var., *ibid.*, 479 sqq.

3. Procès-verbal d'arpentage des terres prés et autres héritages de la seigneurie de Vailly (17 août 1754). Arch. dép. de Reims G 137.

4. Charte de Vailly et reconnaissance des droits généraux de l'archevêque (21 octobre 1757), *ibid.*

comte d'Ostel fut obligé à la foi hommage et dénombrement par la concession en fief que lui fit l'archevêque Charles Antoine de la Roche-Aymon de sa terre de Vailly (1). En garantie d'exécution des droits et devoirs du fief, il hypothéqua sa ferme d'Essenlis (2) dont la partie située sur Vailly et Chavonne fut inféodée et réunie à la châteltenie de Vailly en la mouvance de l'archevêché duché de Reims. Peu de temps après, le 28 février (3), Louis Bellanger sous-inféoda à Georges Le Roy de Serocourt les terres d'Aizy et de Jouy, dépendant de la châteltenie de Vailly.

SECTION 2. — Mouvances de la châteltenie de Sept-Saulx.

Trois fiefs relevaient de Sept-Saulx.

1. *Les terres et seigneuries de Thuisy et Luche.*

Les registres du greffe du bailliage ducal de Reims permettaient d'en connaître la consistance (4) : la justice avec l'institution des officiers qui l'exercent, les droits de bourgeoisie, tirage, corvée, terrage, $\frac{2}{3}$ du revenu du droit des herbages de Prosnes et Naurois dû par les habitants de ces villages pour faire paître leurs animaux sur certains usages du terroir de Thuisy, cens à Prunay et Monchery (5). Vient ensuite au dénombrement le château de Thuisy avec ses jardins vergers prés et bois, une mesure fermée de fossés appelée le château de Luches avec prés et bois aux environs en partie acensés, la pêche au ruisseau de Thuisy,

1. Acte de concession et inféodation de Vailly à charge de payer tous les ans à perpétuité une rente foncière, seigneuriale et féodale de 200 setiers de froment (8 février 1766), *ibid.*

2. Plan des bâtiments et terres de la ferme d'Essenlis (1748). Arch. dép. de Reims G 153, fol. 247.

3. Acte d'inféodation (28 février 1766), *ibid.*, 247-249.

4. Aveu et dénombrement fourni par Jérôme Charles de Goujon, marquis de Thuisy, sénéchal héréditaire de Reims (22 février 1747). Arch. dép. de Reims G 157 fol. 621 v° 622 (Extr. registres du greffe du bailliage); dénombrement des parties du marquisat de Thuisy mouvantes de l'archevêché de Reims fourni par Louis François de Goujon de Thuisy, sénéchal de Reims, conseiller au Parlement (vers 1776). Arch. dép. de Reims G. 135.

5. Aujourd'hui existe la ferme de « Moncheux ».

la Prosnes, le droit de faire pêcher dans la Vesle et d'y chasser aux canards, enfin moulin à eau, terres arables, prés et marais.

En raison de ses terres de Thuisy et de Luche, le seigneur de ces lieux est sénéchal de Reims : en vertu de cette qualité, la monture sur laquelle l'archevêque duc chevauche en sa première entrée à Reims lui appartient avec la selle, la bride, et les éperons ; au festin, le sénéchal dessert le premier mets dont les plats et écuelles lui reviennent. Enfin, le dernier droit dont le sénéchal s'enorgueillissait est ainsi décrit : « quand mondit seigneur séjourne en son palais, je puis y être moy troisième, avec trois chevaux, trois chiens et trois oiseaux et y dois être défrayé aux dépens de mondit seigneur et avoir la chandelle de cire et le vin du couché ».

2. *Le fief de Chuffet, enclavé au terroir de Sept-Saulx.*

Il était, au xviii^e siècle, tombé à l'abandon. Il comportait une maison avec clos « appelée la maison de Sept-Saulx frontissant sur la place où se faisait le marché », une chènevière, un droit personnel de chasse sur le terroir de Sept-Saulx. Il y avait un droit de four banal, mais le four tombait en ruines, un droit de terrage, mais on ne le percevait plus (1).

3. *La terre et seigneurie de Verzenay.*

C'était la maison avec la tour, l'enclos (2), la justice tant aux champs qu'à la ville. C'étaient les droits universels de vente et vêtue, le droit de corvée à raison d'une journée due par les habitants au temps des vendanges, le droit de terrage. Le seigneur de Verzenay possédait 3 pressoirs banaux dans la rue de l'église, un droit de cens universel sur les terres et les vignes sauf sur quelques maisons au lieu

1. Dénombrement par Jean Boileau, lieutenant général au bailliage de Sainte-Menehould (10 octobre 1733) ; estimation des droits féodaux dus pour le fief de Chuffet acquis par M. d'Armancy (22 novembre 1771, feuille annexée au fol. 624). Arch. dép. de Reims G 157, fol. 624.

2. Dénombrement fourni par Louis Philogène Brulard, marquis de Puisieux et Sillery, seigneur de Verzenay, Ludes, Fontaines, Prunay et autres lieux, ministre d'Etat (3 octobre 1760), *ibid.*, fol. 626-628.

dit La Buste et sur la voie de Verzy. Il jouissait aussi du droit de four banal, mais le four existant se trouvait inutilisable en 1760. Il avait enfin une rente de 40 setiers de grains sur les terres de Verzenay ; ces terres étaient en partie données à surcens, en partie plantées de vignes et le reste exploité par les fermiers du seigneur de Verzenay.

SECTION 3. — Mouvances de la châellenie de Bétheniville.

Onze seigneuries et fiefs mouvaient de la dite châellenie avec trois arrière-fiefs.

1. *Le domaine de Richebourg.*

Il avait été érigé en fief par Henri de Lorraine archevêque duc de Reims en faveur de Charles de Castres, vicomte de Barbonval le 12 juin 1640 (1). Cette terre comportait (2) la maison seigneuriale, des jardins, terres, prés et bois, le droit personnel de chasse sur l'étendue de la seigneurie de Bétheniville et dépendances et un droit de pêche également personnel. Le vassal renonça à ce dernier par suite des difficultés qu'il faisait naître (3).

2. *Le fief de Vieux-lez-Manre.*

Le dénombrement (4) reconnaît en 1759 des droits et des biens divers. D'une part : justice, tirage, bourgeoisie, corvée

1. Titre d'inféodation (12 juin 1640), *ibid.*, fol. 559.

2. Dénombrement fourni par Madeleine de Castres, veuve de Charles d'Escanneville (11 juin 1754) ; *ibid.*, fol. 550 v^o 561 (Extr. registres du greffe du bailliage ducal).

3. Transaction par laquelle Armand Jules de Rohan, archevêque de Reims, renonce à la pêche dans la rivière de Suipe au-dessous du moulin de Bétheniville en faveur de Madeleine de Castres, propriétaire du fief de Richebourg, sis au dit lieu (qui renonce pour sa part au droit de pêche qui lui appartenait dans la rivière au-dessus du moulin) et lui cède le droit de pêche dans l'Arnes jusqu'à sa jonction avec la Suipe, moyennant un surcens féodal de 30 livres par an (27 mai 1755). Arch. dép. de Reims G 93.

4. Aveu et dénombrement fourni par Charles de Mouy de Sons, sénéchal et grand voyer de Vermandois et par François Louis de Mouy, seigneur d'Ardeuil (22 mars 1759). Arch. dép. de Reims G 157, fol. 568 v^o 570.

pour les foins ou le charroi du bois, droit de fossés d'1 sol 6 deniers par an, afforage et pêche. D'autre part : château seigneurial, avec cour centrale, jardins, potagers, le tout entouré de fossés presque pleins d'eau, chènevière, clos, bois et garennes.

3. *La terre et seigneurie de Manre.*

Le fief était morcelé en plusieurs parts (1). Voici la consistance de la totalité de la terre en 1761. D'abord le château avec ses écuries, ses granges et ses jardins. Ensuite la justice, les droits de pêche, tirage, afforage. Chaque laboureur doit 2 transports de foins ou de bois par an. Les seigneurs « nourrissent hommes et chevaux qui est équivalent du produit en ce qu'ils ne chargent que médiocrement marchant en corvée ». Celui qui ne possède pas de voiture travaillera une journée de ses bras. Les bourgeois et bourgeoises doivent 18 deniers chacun par an pour la fermeture de la ville. Suivent d'autres biens : un droit tel que toute brebis portant doit un denier au jour de fête Saint-Denis, les moulins banaux, des clos, des prés, des garennes, des terres. Mais les prés étaient souvent submergés, les garennes sans lapins et les terres bien peu fertiles, de ces « terres mauvaises de Champagne qui ne se labourent que tous les trois ans et dans lesquelles presque toujours les labours et semences sont perdus n'y recueillant rien ». Quant aux foires et marchés, ils ont été ruinés par les guerres. Les droits auxquels ils donnaient lieu sont alors tombés en désuétude. L'ensemble de la terre de Manre fut néanmoins estimée 11.731 livres 8 sols 4 deniers en 1621 (2).

Trois arrière-fiefs de l'archevêché duché mouvaient de Manre :

1^o la terre et seigneurie de Montfauxelles, au ressort du

1. Aveu et dénombrement fourni par Jacques Antoine comte de Roucy, seigneur pour 1/2 de la terre de Manre, grand maître héréditaire du duché-pairie de Reims, par Jacques Charles Albert Renart de Fuchsambert, seigneur pour 1/4 de Manre à cause de son épouse Nicole Catherine de Roucy, et par Anne Henriette de Roucy (12 février 1761), *ibid.*, fol. 574-576 (Extr. liasses du greffe du bailliage).

2. Conclusions du procureur fiscal (à la suite du dénombrement précédent), *ibid.*, fol. 577.

bailliage de Sainte-Menehould relevait en plein fief du comte de Roucy en 1761 à cause de son château de Manre ;

2° le fief et fort de Langle était le second fief de Manre ;

3° le troisième s'appelait fief Maupas (1).

4. *La terre et seigneurie de Marvaux.*

Elle comportait au dénombrement du 23 mars 1759 (2) des droits de justice qui n'étaient qu'honorifiques, des droits de bourgeoisie et de tirage, le seizième des dîmes du terroir, la maison seigneuriale et ses jardins entourés de haies vives, une chènevière dite le jardin Monca, d'autres chènevières, une garenne, des terres et des prés.

5. *La terre et seigneurie d'Aure-lez-Manre.*

En dehors du château avec ses dépendances habituelles, et en dehors de hautes terres, de prés, d'étangs et d'un moulin, appartenait au seigneur d'Aure (3) en 1672 les droits de bourgeoisie, de ménage et de tirage, 2 jours de corvées, le droit de congé et cheval tirant, le droit appelé « les foisses de Pâques » qui était de 22 deniers dus par les bourgeois au jour de Pâques, et le droit de rouissage qui était de 1/3 des chanvres rouis.

6. *La terre et seigneurie de Perthes-les-Hurlus.*

Au dénombrement du 10 novembre 1712 (4), on relève : la haute moyenne et basse justice, la maison seigneuriale avec jardins, terrasses et cours fermés de murailles, basse-cour avec logement du fermier, granges, écuries, bergeries, cellier, colombier... le droit de censive de 30 livres par an sur le moulin à vent et le droit de bourgeoisie.

1. Ces deux derniers ne sont pas portés sur la carte.

2. Dénombrement fourni par François Louis comte de Mouy, lieutenant au régiment des gardes de l'empereur (23 mars 1759). Arch. dép. de Reims G. 157, fol. 579-581.

3. Dénombrement fourni par César de Fougère, chevalier, seigneur d'Aure (5 mars 1672), *ibid.*, fol. 582-583.

4. Dénombrement fourni par Jacques Joseph Deu, trésorier général des finances de Champagne (10 novembre 1712) *ibid.*, fol. 586.

7. *Les terres et seigneuries de Dontrien, Saint-Martin-l'Heureux et Saint-Pierre-à-Arnes.*

Ces terres furent vendues 13.000 livres tournois (1) seulement en 1638, mais elles n'étaient pas assorties de droits utiles fort appréciables (2) : il y avait à Dontrien la mairie, un petit droit sur les foins, la moitié de la pêche et le droit de bourgeoisie ainsi que 3 corvées ; à Saint-Martin-l'Heureux on connaissait des droits semblables et un moulin, à Saint-Pierre-à-Arnes un droit de bourgeoisie, un droit de terrage et un droit de cens joint à une ferme ainsi que quelques terres et quelques bois.

8. *La terre et seigneurie d'Ardenay.*

Le seigneur y avouait en 1649 (3) posséder la justice, 1/16 des dîmes, une garenne et quelques pièces de terre de peu de rapport royé les terroirs de Prosnes et Moronvilliers, un champ où se dressait autrefois une tour appelée le château d'Ardenay, enfin quelques menus droits d'aucune valeur.

9. *Le fief et seigneurie de Varigny.*

Fief en quarts indivis, il consistait en 1672 (4) en toute justice et droits de corvée, mais les droits n'étaient d'aucun revenu faute d'habitants et seuls subsistaient les restes de la maison seigneuriale.

1. Vente faite par Henri de Lorraine archevêque duc de Reims à Charles Le Vergeur, comte de Saint-Souplet de la terre et seigneurie de Dontrien et Saint-Martin-l'Heureux (23 novembre 1638), *ibid.*, fol. 588-589.

2. Dénombrement des terres et seigneuries de Dontrien, Saint-Martin-l'Heureux et Saint-Pierre-à-Arnes par Marguerite Angélique Le Vergeur, veuve de Joseph de Gournay, chevalier d'honneur au Parlement de Metz (6 mai 1720), *ibid.*, fol. 590-591.

3. Aveu et dénombrement fourni par Nicolas Le Cerf, seigneur de Prosnes et d'Ardenay (15 juin 1649), *ibid.*, fol. 592.

4. Dénombrements fournis par Robert Aubert (2 octobre 1644) et par Charles Parisot, gendarme de la compagnie du roi, demeurant à Pont-Faverger (16 avril 1672), *ibid.*, fol. 594-597.

10. *Les terres et seigneuries d'Heutréguville, Saint-Masmes et Vaudétre.*

Les terres d'Heutréguville et Saint-Masmes n'atteignaient pas une valeur plus élevée: elles ne furent vendues que 4.000 livres tournois le 4 octobre 1644 (1). Elles comportaient toute justice, droits de bourgeoisie, de rivière, cens et rentes. Elles furent plus tard divisées en parts de $1/24^e$ (2).

11. *La terre et seigneurie de Tahure.*

Son possesseur jouissait en 1504 (3) de la justice, de cens, d'un droit dû par les bourgeois propriétaires de chevaux de trait, d'un four banal, du droit de terrage et du $1/16$ des dîmes. Le maigre revenu de Tahure fut cependant fractionné aussi (4).

SECTION 4. — *Mouvances de la châtellenie d'Attigny.*

Cinq fiefs et un arrière-fief relevaient d'Attigny.

1. *La terre et seigneurie des Alleux-lez-le Chêne et les fiefs de Marcelot et Bois de Reims et dépendances.*

A Marcelot et Bois de Reims (5), le feudataire avait la justice haute moyenne et basse; à Marcelot, il ne res-

1. Vente faite par Léonor d'Etampes de Valençay, archevêque de Reims, à Jean de Rabutin (4 octobre 1644), *ibid.*, fol. 600.

2. Foi et hommage par Jean-Michel de Parisot de Louvercy (3 février 1740); Foi et hommage par Charles-Guillaume-Gabriel de Parisot à cause de $1/24$ des terres et seigneuries d'Heutréguville, Saint-Masmes, et Vaudétre par indivis avec Beguin de Sausseuil auquel appartient le surplus (16 mars 1759), *ibid.*, fol. 601.

3. Dénombrement fourni par Jacques Deschamps, seigneur de Vaux (12 février 1504). *ibid.*, fol. 602-603.

4. « Il est à observer que M^{re} Daniel de Joyeuse qui fait hommage pour Tahure comme s'il possédait la totalité de cette terre n'en possède que $4/6^e$, M^{re} Debroye seigneur d'Autry dem^t à la Perrière par Saint-Jean-de-Cosne près Dijon en possède $1/6^e$ et M^r Deu dem^t à Reims $1/6^e$. Cette observation faite [*sic*] en 1762 », *ibid.*, fol. 603 v^o.

5. Aveu et dénombrement des terres et seigneuries de Marcelot et du Bois de Reims fourni par Daniel de Sahuguet, seigneur des Termes (30 mars 1684). Arch. dép. de Reims G 153, fol. 291 v^o-293.

tait que la place de la maison seigneuriale et un enclos, mais on y comptait des cens, surcens, droits de bourgeoisie, redevances diverses et droit de banalité au moulin du Bois de Reims. Le château, nouvellement reconstruit existait encore au Bois de Reims et dépendances avec jardins, enclos, étang, moulin, terres, prés et bois.

La terre des Alleux comportait (1) : toute justice, droit de bourgeoisie, droit d'entrée, droit de bâtir moulin à vent banal.

2. *Le fief de la forte maison de Coulommès-lez-Attigny.*

Ce n'était qu'un château (2) avec ses fossés, ses dépendances et communs habituels, un moulin, des prés, des marais, des garennes, un étang, quelques cens et 10 arpents de terres arables.

3. *La terre et seigneurie de Chuffilly-lez-Attigny.*

Aux registres du greffe du bailliage ducal, le dénombrement avoue en 1736 (3) que le seigneur avait toute justice et quelques autres droits.

4. *La terre et seigneurie de Méry-lez-Attigny.*

A Méry, le seigneur possédait outre la justice (4) le droit de bourgeoisie, les corvées, cens, lods et ventes sur de nombreux héritages, un château entouré de fossés.

5. *La terre et seigneurie de Roche-lez-Attigny.*

Le fief se composait d'un château ou forte maison avec ses fossés comme toujours, sa cour, sa basse-cour et ses

1. Aveu et dénombrement fourni par Jean-Baptiste-Nicolas Collard et ses frères et sœurs de la terre des Alleux (19 décembre 1754), *ibid.*, fol. 299-300 (Extr. registres du greffe du bailliage).

2. Dénombrement par Jean-François de Fumeron, commissaire des guerres au département de la Meuse (28 février 1734), *ibid.*, fol. 305^v-306 (Extr. registres...)

3. Dénombrement par Pierre de Villelongue, seigneur de Contreuve (15 juin 1736) *ibid.*, fol. 308^v-309.

4. Dénombrement fourni par Marie de Verrière, veuve de Gabriel de la Tour d'Artaise (31 décembre 1746), *ibid.*, fol. 311-315.

jardins avec toute justice, droit de bourgeoisie, cens, ventes, grand étang ou vivier avec moulin, cours d'eau et marais.

Un fief dépendait de Roche, arrière fief de l'archevêque duc de Reims : il était du quart des dîmes de Sainte-Vaubourg (1).

SECTION 5. — Mouvances de la châtellenie de Cormicy.

Quatre terres et seigneuries étaient tenues en fief de l'archevêque duc de Reims à cause de son château de Cormicy.

1. *La terre et seigneurie d'Aguilcourt.*

Fractionnée en 72 parts, aux mains de trois seigneurs, la justice que comportait le fief était indivise de même que les cens, lods et ventes, droits de chasse, de pêche, d'afforage et les redevances en nature. Mais le château, les terres et les bois, se trouvaient appartenir en entier, l'an 1759, à la dame de Miremont qui en avait hérité de son frère Charles-Alphonse-Marie de Goujon (2).

2. *La terre et seigneurie du Godat et fief de Moussepain.*

Des allées avaient été nouvellement tracées aux jardins du château de Godat vers 1759. A quelque distance de la demeure seigneuriale, de ses fossés et de ses dépendances

1. Aveu et dénombrement de la terre de Roche par l'abbesse Charlotte de Thibergeau et les religieuses de l'abbaye royale de Saint Etienne de Reims [énonce : « les héritiers de Raulin Verrière tiennent ou tenaient autrefois des seigneurs de Roches en plein fief et en arrière-fief des seigneurs archevêques un fief assis à Sainte-Vaubourg... et que lesdites dames protestent recouvrer s'il est possible »] (23 avril 1735) *ibid.*, fol. 318-319.

2. Dénombrement de la moitié de la terre d'Aguilcourt par Guillaume-Nicolas Aubert (5 juillet 1759). Arch. dép. de Reims G 156, fol. 283 v^o-284 (Extr. liasses du greffe du bailliage ducal) ; Dénombrement de 29 parts 1/4 dont les 36 font la moitié de la terre d'Aguilcourt par Louise-Charlotte de Goujon, veuve de Charles-François de Miremont (29 novembre 1759), *ibid.*, fol. 284 v^o-290 (Extr. liasses...) ; dénombrement de 6 parts 3/4 par Claude-François-Henri de Verrière d'Affléville (15 février 1760), *ibid.*, fol. 290-293 (Extr. liasses...).

s'élevait un groupe de 3 maisons, séparé du château par un grand emplacement de parterres et d'allées. On trouvait encore au Godat un moulin à eau et la maison du jardinier, puis des prés, des marais, une rivière, des terres et des bois. La seigneurie était enfin assortie de droits de justice, de péage, de vinage, de pêche, de pâturage, et de chasse (1).

3. *La terre et seigneurie de Sapigneul.*

Voici les droits attachés à la terre de Sapigneul tels qu'ils étaient en 1765 (2) : la justice, les droits de chasse et pêche, de bourgeoisie, de rachat de la banalité du four, de corvée à raison d'une journée par an des bêtes ou des bras. Jean-Louis de Hédouville précise que lorsqu'il est satisfait de leur travail, il nourrit gens et chevaux, mais qu'ils n'y ont aucun droit. Il possède aussi des cens sur tout le village et le terroir. Les autres biens de la seigneurie comprennent une maison forte environnée de fossés, un moulin à eau, des bois pour le chauffage du châtelain, des terres directement exploitées, des prés et des marais.

4. *La terre et seigneurie de Variscourt.*

Le fief de Variscourt était situé sur l'Aisne, près et au-dessous de Neufchâtel. Le vassal de l'archevêque duc de Reims avouait en 1644 (3) que la justice à Variscourt ne lui procurait aucun revenu ; les profits n'équivalaient pas même aux gages qu'il fallait allouer aux officiers de justice. A côté des droits de lods ventes et vêtures, de morte-main, d'essogne, de confiscation, nous trouvons un cens universel, un droit d'afforage, d'ajustage des mesures, des surcens, des droits de bourgeoisie et de travers, de corvées à raison de 3 jours par an, de rivière, de four banal et d'autres droits minimes comme le droit de pêche qui appartenait

1. Aveu et dénombrement fourni par Guillaume-Nicolas Aubert (4 juillet 1759), *ibid.*, fol. 295 v^o-296 (Extr. registres...).

2. Aveu et dénombrement fourni par Jean-Louis de Hédouville (15 juillet 1765), *ibid.*, fol. 300-302 (Extr. liasses...).

3. Dénombrement par Marguerite Moët, veuve de Jacques de Martigny, conseiller au présidial de Laon (26 février 1644), *ibid.*, fol. 303 v^o-304.

aussi à tous les habitants, le droit d'exemption de la vicomté de Reims.

La maison seigneuriale était flanquée de deux pavillons et dressait ses trois tourelles aux bords de l'Aisne. Aux environs où s'étendaient les garennes, bois, prés et terres de Variscourt, quelques maisons avaient été louées.

En 1766 (1) la terre, qui est passée aux seigneurs de Hédouville, s'est partagée entre plusieurs membres de cette famille.

SECTION 6. — Mouvances de la châtellenie de Chaumuzy.

Comme à Cormicy, quatre fiefs relevaient à Chaumuzy de la châtellenie.

1. *Le fief des bois Bâtis et usages de Chaumuzy.*

Celui-ci appartient à la communauté des habitants de Chaumuzy (2) ; c'est le droit d'usage du bois pour bâtir et brûler. Mais pour vendre le bois, un congé du seigneur archevêque duc et le paiement du 10^e denier de la vente sont obligatoires.

2. *La terre et seigneurie de Cohédon.*

La terre ne se composait (3) que d'un hameau de 3 maisons, Cohédon et du terroir, avec toute justice. Aussi il était à supposer que celle-ci n'était d'aucun profit comme l'affirme Philippe-Emmanuel de Crussol d'Uzès le 16 février 1760. Le

1. Dénombrement de la moitié de la terre et seigneurie de Variscourt par Jean-François de Hédouville (25 janvier 1766), *ibid.*, fol. 306 v^o-316 ; dénombrement de l'autre moitié par Alexandre de la Bretèche (25 janvier 1766), *ibid.*, fol. 316-327.

2. Dénombrement du fief des Bâtis et usages de Chaumuzy fourni par la communauté des habitants de cette paroisse (1^{er} juillet 1765), *ibid.* ; fol. 24 v^o-25 (Extr. liasses du greffe du bailliage ducal).

3. Aveu et dénombrement par Philippe Emmanuel de Crussol d'Uzès et Marie-Antoinette d'Estaing son épouse et par Catherine-Euphrasie d'Estaing, veuve d'Edouard Colbert, comte de Maulevrier (16 février 1760), *ibid.*, fol. 27-28 (Extr. liasses...) [hameau détruit, de la commune de Chaumuzy, n'est pas porté sur la carte de même que Muitry].

reste du fief n'était pas d'une valeur bien supérieure : droit de bourgeoisie, cens, lods et ventes, quelques terres, quelques bois. De plus, la seigneurie était possédée par indivis.

3. *Le fief de Muïtry situé à Chaumuzy.*

Fractionné en 40 parts entre quatre propriétaires, il consistait en une justice d'aucun profit, 7 maisons avec leurs cours et leurs clos et un peu de terre (1).

4. *Le fief d'Espilly.*

Ce dernier fief n'atteignait pas 2 arpents : maison et dépendances occupées par un fermier (2).

1. Dénombrements fournis par les sieurs Jean Gandon et Charles Thibault (25 avril 1759), Philippe-Louis Bertault (11 mai) et Pierre Pinon (4 juillet), *ibid.*, fol. 30-35 (3 Extr. liasses...).

2. Acte de foi et hommage et dénombrement fournis par Jean-Louis de Cosson, seigneur de Chambrecy, ancien lieutenant-colonel dans le régiment de Bretagne (21 juin 1759 ; plan dudit fief), *ibid.*, fol. 37-38 (Extr. liasses...)

TROISIÈME PARTIE

PRIVILÈGES ET JUSTICE

Le seigneur direct ou suzerain de tant de terres et de fiefs jouissait de prérogatives honorifiques. Dans son duché comme auprès du roi, il recevait les honneurs dûs au premier pair ecclésiastique de France. Les levants et couchants de la seigneurie vivaient sous les ordonnances qu'il rendait en même temps qu'ils se pliaient aux édits et décisions royaux. Les règlements de l'archevêque duc assuraient l'ordre public. Ses tribunaux se proposaient le même dessein. Privilèges, ordonnances ou justice, rien n'échappait à l'emprise du temps. Avant de décrire une institution nous verrons brièvement quelle avait été son évolution.

CHAPITRE I

PRIVILÈGES

Les privilèges attachés à la première pairie de France tenaient d'une part à l'entrée de l'archevêque duc dans sa ville, d'autre part à ses fonctions et ses droits au sacre, au Parlement et à la Cour. Les ordonnances ducales ne comportaient plus, sous les derniers Capétiens que des règles et des prescriptions de police. Si les pouvoirs du baron féodal sont disparus en cette matière avec la féodalité, les prérogatives du premier pair sont demeurées inchangées du ^{xiii}^e au ^{xviii}^e siècle.

SECTION 1. — Privilèges divers.

Lorsqu'un archevêque de Reims pénétrait pour la première fois dans son duché, ses bourgeois, ses sujets et les corps constitués lui réservaient une réception grandiose. L'entrée ducale revêtait une splendeur particulière. La première entrée, non ducale, ne comportait pas autant de magnificence.

Voici le cérémonial tel qu'il fut pratiqué pour l'entrée ducale de Louis de Lorraine, le samedi 23 avril 1583 (1). Dès que l'archevêque eut fait connaître la date des cérémonies, les corps constitués de la ville ont pris les dispositions nécessaires et préparé les harangues. Trois huissiers du bailliage ducal revêtus de leurs casaques violettes bordées de rouge avec les armoiries du côté gauche ont convoqué les vassaux de l'archevêque à l'effet de recevoir les derniers ordres de leur suzerain.

Au matin du 23 avril, Louis de Lorraine qui occupait déjà le palais archiépiscopal se rendit à La Neuville, à une lieue au Nord de Reims. Et sur une heure de relevée, les habitants en grand nombre se portèrent à sa rencontre. Au premier rang marchaient les sergents de la forteresse de la ville, puis les archers du guet. Suivaient le capitaine de ville et le lieutenant des habitants, les vingt-quatre conseillers deux à deux, accompagnés de notables bourgeois. Le cortège sortit par la Porte de Mars et prit le chemin de La Neuville. Aux approches du village il rencontra l'archevêque seigneur de Reims. Le corps de ville aborda Louis de Lorraine et le lieutenant des habitants prononça la première harangue. D'autres corps suivaient les représentants de la ville. L'archevêque, continuant sa marche, fut d'abord salué par les officiers du roi « sur le fait des guerres aydes et tailles » précédés de leurs huissiers. C'est le président de l'Election qui harangua.

Se présentèrent ensuite les officiers du bailliage ducal.

1. Recueil de pièces historiques relatives aux institutions de la ville de Reims xviii^e s., fol. 38-46. « Cérémonies qui s'observent aux entrées ducales... ». Bibl. de Reims ms. 1737.

Tous mirent pied à terre sauf le bailli avec la permission de son seigneur, en raison de son grand âge. C'est le bailli qui porta la parole.

Louis de Lorraine s'approchant plus près de la ville fut encore salué par le lieutenant général du bailliage de Vermandois et président au présidial de Reims, accompagné des juges royaux. Ce fut le président du présidial qui prononça la harangue.

Voici, à un quart de lieue de la ville, les capitaine lieutenant et enseigne des Arquebusiers. La compagnie des Chevaliers de l'Arquebuse formait la haie. En signe de joie, des arquebusades résonnèrent.

Face au canton de Clairmarais, l'archevêque duc fut salué par le recteur de l'Université et les membres des quatre Facultés de la ville. La harangue du recteur se fit en latin.

En avançant vers Reims, Louis de Lorraine vit sur la gauche le Séminaire des Anglais, sur la droite les religieux Minimes et les quatre ordres des Mendiants. A la Porte de Mars, le sénéchal de Reims, Jérôme de Goujon baisa la main droite de son suzerain et, faisant l'office de sa charge, prit la bride de la monture et conduisit le duc de Reims par la cité.

Entre les deux ponts de la Porte de Mars, le seigneur de la ville fut accueilli par ses échevins. Le prévôt de l'échevinage prononça la harangue de réception. C'était la dernière.

Le cortège (1) traverse alors les rues de la ville en fête ; il se dirige vers Saint-Remi. On compte plus de 300 cavaliers. Les montures sont couvertes de la housse brodée, avec les armes de leur maître et tombant jusque terre, à la mode de l'époque. D'abord défile la compagnie des Chevaliers de l'Arquebuse, sous leur costume rouge vert et jaune, armes et morions (2) en tête, 21 rangs de quatre avant l'enseigne et 41 rangs après. Suit le guet à cheval par rang de trois.

1. *Ibid.* et Pussot, Journalier ou Mémoires. Ann. 1583. Acad. de Reims, t. 23, p. 15 sqq. ; — Cérémonial semblable dans « Pompes funèbres et cérémonies observées aux obsèques et funérailles de Très illustre prince Loys de Lorraine, cardinal de Guyse, archevêque duc de Reims ». Reims, Nic. Constant, 1621, petit in-8°, p. 48 sqq. Cab. de Reims, n° 908 bis.

2. Casque léger aux bords abaissés sur les oreilles et relevés en avant et en arrière.

Puis les Minimes, les quatre ordres des Mendiants. Le Séminaire de Reims conduit par le Grand Maître, tous en robes longues et bonnets. S'avancent les officiers de l'Université avec leurs masses d'argent, les régents, professeurs, bacheliers, licenciés, docteurs, proviseur, dans leurs habits de cérémonie, les uns d'écarlate rouge, les autres de violette, enfin, le recteur avec sa chape rectorale fourrée de menus vairs. Viennent les Sergents de la forteresse de la ville « revêtus de leurs казаques my partie de rouge et de violet avec les armoiries de la ville en broderie d'argent » sur la manche sénestre pendante. Ensuite, on voit paraître les Archers du guet du lieutenant de ville, conduits par un trompette, précédés de l'étendard, tous sous la casaque violette enrichie de broderies orange et blanc.

Voici venir les officiers royaux à droite, ceux du bailliage ducal à gauche, ceux de la ville au centre (1). A droite procèdent le lieutenant de robe courte et ses archers ainsi que les huissiers, sergents, greffier, procureurs, avocats en grand nombre, avocat et procureur du roi, conseillers et autres officiers du roi, lieutenant particulier et lieutenant général du bailliage de Vermandois, président au siège royal et présidial de Reims, tous en robe longue et bonnet carré. A gauche : les sergents de la prévôté ducale revêtus de leur casaque violette avec un large écusson des armes de Lorraine à côté sénestre, puis le prévôt et les officiers du bailliage ducal, échevins, greffiers, procureur fiscal, lieutenant, bailli, parés de leur robe longue et bonnet en tête, conduits par les sergents du bailliage. Au centre, les conseillers de ville en habits de cérémonie avec les notables, le lieutenant des habitants et le capitaine de ville. Entre ces trois corps, pour les séparer, marchaient des Archers du guet.

Le sieur de Coucy, chevalier de l'ordre, vassal du duc de Reims à cause de son fief de Chémery-sur-Bar, faisait seul rang séparé immédiatement devant son suzerain que conduisait le sénéchal. Autour de l'archevêque, on remarquait des prélats, des ecclésiastiques, des gentilshommes et des vassaux ainsi que les gens de sa maison, argentiers, chevaux-cheurs d'écurie, maréchaux des logis, maîtres d'hôtel...

1. Cf. *infra*, chap. 2, sect. 2 : Le bailliage ducal, p. 157.

Louis de Lorraine avait la robe courte de satin cramoisi et le chaperon pastoral. Il montait une hacquenée de Bretagne.

Le cortège débouche sur la place de l'église Saint-Remi. Au grand portail l'archevêque duc de Reims met pied à terre, le sénéchal tenant l'étrier. Lorsqu'il atteint le troisième degré, le sénéchal lui ôte les éperons (1). Cependant on tirait le fauconneau (2).

Le lendemain dimanche, tous ceux qui ont charge ou office touchant l'entrée partent à six heures du matin pour Saint-Remi. De là se déroule à travers la ville le même cortège que la veille. L'archevêque est sous un dais de drap d'or porté par 4 religieux de Saint-Remi. La procession emprunte la rue Neuve pour se rendre à la cathédrale. Un dais de drap d'or en fond de cramoisi couvre le grand portail. Alors sonnent les cloches, éclatent les clairons, chantent les hautbois en plusieurs endroits de la ville. C'est le signe des réjouissances, le peuple se presse au parvis de Notre-Dame.

Les premières cérémonies religieuses terminées, un *Te Deum* emplit les voûtes de la cathédrale de ses accents d'allégresse. Les violons, les hautbois et les orgues répondent. Puis l'archevêque confirme les libertés et les privilèges du chapitre. C'est alors que les dignitaires qui tiennent de lui un fief (3) font hommage : le prévôt lève la main gauche, réservant l'autre pour défendre le chapitre, les autres vassaux mettent genou en terre, mains jointes dans celles de leur suzerain, en la manière accoutumée.

A droite de l'autel, pour l'office, 4 bancs recouverts de tapisseries ont été disposés, sur le quatrième, après le clergé qui occupe les premiers, se rangent les officiers du roi. A gauche, on en voyait 4 autres, sur le premier des chanoines, sur le second le sieur de Chémery et les gentilshommes vassaux du duché, sur le troisième les officiers de la justice ducal, sur le quatrième les représentants de la ville, échevins et bourgeois.

1. Qui restent à celui-ci avec la hacquenée, à titre de fief. Cf. *supra*, 2^e part., chap. 2, sect. 1, p. 77.

2. Petite pièce d'artillerie.

3. Cf. *supra*, 2^e part., chap. 2, sect. 1 : Mouvances de Porte-Mars.

Après l'office, les échevins et les procureurs fiscaux conduisent l'archevêque au Palais à la porte duquel se lisent quelques vers de bienvenue tant en grec qu'en latin. En la salle du Tau, tendue de riches tapisseries, des musiciens attendent que le festin commence. « Ledit seigneur voulant laver, luy fut présentée l'eau par ledit sieur de Chémery... auquel cet office appartient, et en lavant laissa tomber une bague d'or enrichie d'un diamant, laquelle demeura audit sieur de Chémery pour certain droit à luy appartenant à raison de sondit fief » (1). Huit tables sont dressées en ce jour de joyeux avènement ; « en la première desquelles devant la cheminée de ladite salle seoit ledit seigneur sous un poêle de damas cramoisi et de drap d'or ». A ses côtés le sieur de Chémery et plus de dix prélats. A droite vers la chapelle, 3 autres tables. A la première on remarque les chanoines, à la seconde les gentilshommes vassaux, à la troisième les officiers du siège royal et présidial. A gauche, près des fenêtres, ont été conviés à la première table les officiers du bailliage ducal et les échevins, à la seconde les capitaine lieutenant et gens du conseil, à la troisième le bas clergé, à la quatrième des bourgeois notables.

Servait de maître d'hôtel au plat de l'archevêque le sieur de Manre, Grand maître du duché, qui doit ce service à cause de son fief (2). Servait de panetier le sieur André de Goujon à cause de son fief. Faisait office de sénéchal Jérôme de Goujon à cause de son fief.

Le cérémonial de la première entrée, non ducale, était plus simple (3). Deux conseillers de ville vont à la rencontre de l'archevêque à 5 ou 6 lieues de Reims « pour le féliciter de sa bienvenue ».

La porte de la ville est ornée de festons, de cartouches et d'inscriptions élogieuses. Elle est gardée par une compagnie de Milice bourgeoise. Les Arquebusiers prennent poste hors des barrières à un quart de lieue dans la campagne. Le lieutenant des habitants et les conseillers pré-

1. *Ibid.*

2. En fait son représentant en 1583, les propriétaires du fief étaient des enfants.

3. « Cérémonies qui s'observent à la réception d'un archevêque en sa première entrée en la ville lorsque cette entrée n'est pas ducale », fol. 47-49 dans Bibl. de Reims, ms. 1737.

cédés des Archers du guet se sont rendus à l'entrée de la ville hors les murs. Alors que sonnent les cloches et que tonne le canon, l'archevêque duc arrive. Son carrosse est attelé de six chevaux. Le lieutenant de la maréchaussée et six cavaliers le précèdent. Une nombreuse escorte le suit.

Il se rend, après avoir reçu le compliment du lieutenant des habitants en son palais où l'accueillent les différents corps constitués. Au pied du grand escalier, à la descente du carrosse, l'attendent les officiers du Bailliage ducal, à l'intérieur le Chapitre, l'Université, le Présidial, le Corps de ville, les officiers de l'Election. On prononce les harangues. Le canon fait entendre « des salves réitérées le soir et le lendemain matin. »

Ce cérémonial servit aux entrées de Charles Antoine de la Roche-Aymon le 30 avril 1763 (1) et d'Alexandre Angélique de Talleyrand-Périgord le 24 avril 1779 (2). Rapportant les cérémonies de l'entrée non ducale, le manuscrit remarque que les règles en furent déjà observées à l'entrée de Charles Maurice Le Tellier et ajoute : « Il est rare que ces messieurs fassent leur entrée ducale comme l'a faite Louis de Lorraine en 1583 » (3). Il en fut ainsi cependant pour Gabriel de Sainte-Marie le 11 février 1623 (4) et Léonor d'Etampes de Valençay le 30 mars 1643 (5).

Le privilège de sacrer les rois de France était pour le premier pair ecclésiastique la plus noble prérogative, mais il convient de distinguer l'office du prélat et celui du pair : le premier sacre ; le second élit et couronne. La cérémonie comportait trois parties essentielles : l'*electio*, l'*onctio* et la *coronatio*. La présence des pairs rappelait l'époque où la royauté était personnelle et élective. Ce sont eux qui invitent le roi au sacre après un choix préalable, la fiction dura jusqu'à 1789.

Le jour du sacre, les pairs assemblés en la cathédrale

1. Description de la porte de Vesle pour l'entrée de l'archevêque Ch.-A. de la Roche-Aymon [contient la relation de l'entrée], fol. 80, *ibid.*

2. Entrée de Son Excellence Monseigneur de Talleyrand Périgord... le 24 avril 1779 (Par Bergeat vidame). Reims. Jeunehomme, s. d., in 4^e. Cab. de Reims, n° 909, pièce n° 7. Le manuscrit 1737 contient la copie de l'imprimé avec les remarques du copiste.

3. Note fol. 48 v° Bibl. de Reims, ms. 1737.

4. Marlot, *op. cit.*, t. IV, p. 538.

5. *Ibid.*, p. 568. Le cortège comprenait 400 à 500 chevaux.

députent deux d'entre eux pour aller chercher le roi. Plus tard, l'évêque duc et pair de Laon et l'évêque comte et pair de Beauvais le soulèveront de son fauteuil et demanderont à l'assemblée si elle l'agréee pour roi : un silence respectueux annoncera le consentement général. Après l'*electio*, l'*onctio*, cérémonie religieuse. Lorsque le roi est chargé de ses insignes royaux, c'est la *coronatio*. Le Chancelier de France (1) monte à l'autel du côté de l'Évangile et appelle les pairs pour le couronnement, les laïques d'abord, les ecclésiastiques ensuite. Même au couronnement, la double personnalité de l'archevêque transparaît : le prélat prend sur l'autel la couronne, la soulève seul à deux mains et la maintient au-dessus du roi. Alors les douze pairs y portent ensemble la main.

Après le couronnement, l'archevêque tenant le roi au bras droit et tous les pairs « mettant autant qu'ils peuvent la main à la couronne » (2) s'avancent jusqu'au trône dressé sur le jubé. L'intronisation n'est que le reste traditionnel de l'élévation sur le pavois pratiqué par les Francs. Parvenus au trône, tous les pairs, l'archevêque le premier, font une profonde révérence au roi, lui donnent le baiser de foi et s'assoient près de lui, les ecclésiastiques à sa droite, les laïques à sa gauche.

Après la cérémonie du sacre, le roi regagne le palais, à ses côtés procèdent le premier pair ecclésiastique, l'archevêque duc de Reims, et le premier pair laïque, le duc de Bourgogne, les pairs ecclésiastiques marchent sur la droite, les pairs laïques sur la gauche. Dans le même ordre, le roi est ensuite conduit à la salle du Tau pour le festin. A la première table préparée à sa droite, de deux pieds plus basse que la sienne, prennent place les pairs ecclésiastiques, à la première table à sa gauche les pairs laïques (3). Ensuite il est reconduit en sa chambre avec le même cérémonial.

1. Au sacre de Louis XIII Nicolas Brulart, seigneur de Sillery dont la terre de Sillery relevait en fief du duché de Reims. Marlot, *Théâtre d'honneur*, liv. 3, chap. 19, p. 581.

2. « Cérémonies pratiquées au sacre et couronnement des roys de France tant pour les prières que l'on y fait que pour le rang des Pairs... ». Paris, 1654, p. 25.

3. Guyot, *Traité des droits, fonctions et prérogatives*, 1786, t. 2, liv. I, chap. LXXVIII, p. 62 [sacre de Louis XVI].

D'autres prérogatives sont attachées à la première duché-pairie ecclésiastique. Au Parlement, dans les lits de justice, le prélat siège à la gauche du roi. Il est membre de droit du Parlement de Paris avec voix délibérative. On le convoque quand un pair, justiciable de la Grand'Chambre doit être jugé. Il est aussi Conseiller du roi. Il peut apposer sa signature aux édits et ordonnances royaux (1). Mais Louis XIV confina les pairs au Conseil privé. Charles-Maurice Le Tellier faisait parfois suivre son nom de « Conseillér du Roy en son Conseil d'Etat » (2). Le roi l'honorait du titre de Cousin comme il était d'usage à l'égard des pairs. On relève, entre autres pièces, cette mention sur les Lettres de Committimus accordées à Arnaud-Jules de Rohan par Louis XV le 28 janvier 1746 (3). L'archevêque duc et pair a la préséance sur tous les grands du royaume et ne la cède qu'aux princes du sang, il peut pénétrer en carrosse ou en chaise à porteurs dans la cour des châteaux royaux.

Le duché-pairie n'est pas seulement un grand office de la couronne, c'est aussi un fief de dignité relevant du roi. Il comprend une justice seigneuriale « du premier ordre avec titre de pairie » : la juridiction du bailli ducal ressortit directement en Parlement. Dernier privilège : les nouveaux règlements publiés en Parlement sont envoyés par le procureur général aux officiers du bailliage pour y être enregistrés, de même qu'aux sièges royaux.

1. Par ex. : Edit sur l'abréviation des procès, novembre 1563; étudié plus loin porte le seing du cardinal de Guise [Charles de Lorraine].

2. Procuration donnée par Ch.-M. Le Tellier, archevêque de Reims à J.-B. Brodart, écuyer, à l'effet de recevoir les revenus de l'archevêché et de l'abbaye de Saint-Remi (28 juin 1681). Arch. dép. de Reims G 31.

3. Lettres des committimus accordées à A.-J. de Rohan [commandement au premier sergent du roi de « luy faire payer les sommes qui luy sont dues en contraignant ses débiteurs par les voyes ordinaires et accoutumées et en cas de refus, opposition ou délai, d'assigner ses redevables de la somme de mille livres et au dessus par devant nos amez et féaux Conseillers en nos Conseils les Maîtres des Requêtes ordinaires de notre Hotel ou les gens tenans les Requêtes de notre Palais à Paris, à son choix, et pour les sommes en dessous par-devant les juges qui doivent connaître. Te mandons en outre, de renvoyer sans délai en l'une de Cours, toutes les causes personnelles, possessoires ou mixtes qu'a ou qu'aura notredit cousin devant tous juges... »] (28 janvier 1746), *ibid.*

SECTION 2. — Ordonnances.

La souveraineté se dispersa sous les derniers Carolingiens aux mains des barons. Sujets de droits régaliens, les seigneurs détenaient le pouvoir législatif et réglaient dans leurs domaines toute matière publique et même privée. Des chartes de franchises accordées par l'archevêque Guillaume de Champagne au XII^e siècle, plusieurs demeurèrent en vigueur jusqu'en 1789 : c'est sur la Willelmine que reposa pendant six siècles le statut de la bourgeoisie rémoise (1). Une autre charte de 1183 (2) ne s'éteignit qu'en 1563. Les habitants des châtelainies étaient également soumis aux décisions de leur seigneur duc de Reims (3).

Ces dispositions arrêtées en faveur des administrations communales ne constituaient pas les seules ordonnances de l'archevêque ; il réglementait également les corps de métiers (4) ou statuait en matière de police, fixant l'époque des vendangés ou des moissons, l'usage des bois, des pâturages ou des eaux, la tenue des foires (5)...

Avec la décadence de la féodalité, le domaine réservé à la réglementation seigneuriale se restreignit. La doctrine propagée par les légistes que le roi seul possède le pouvoir législatif contribua à réduire les ordonnances des vassaux du roi à ne statuer qu'en matière de police, celle-ci toutefois entendue dans le sens extensif que lui attribuait l'Ancien Régime. Les seigneurs non souverains n'ont plus, de la puissance publique, que la justice et la police, par concurrence avec les juges royaux.

Au cours des trois derniers siècles de la monarchie, les ordonnances de l'archevêque duc de Reims ont trait à la police dans la ville, aux métiers et communautés, à l'admi-

1. Var. Arch. adm., t. I, ann. 1182, 391 sqq.

2. *Ibid.*, 402 sqq.

3. Carta libertatum et consuetudinum hominum et habitantium in villa de Thuisy prope Septem Salices, *ibid.*, 417 sqq.

4. Lectres de statuts et ordonnances faictz sur le faict de la drapperie de Reims, de l'auctorité de l'archevêque (7 mai 1340). Var. Arch. adm., t. II, 844 sqq.

5. Charta qua... nundinas quas habebant leprosi remenses, transfert ad vicum qui Cultura dicitur (octobre 1201). Var. Arch. adm., t. I, 446.

nistration des châtelainies. Car le seigneur justicier n'est pas seulement celui qui prononce les décisions judiciaires. Il faut avant de juger, poser la règle dont l'infraction constituera le délit : l'ordonnance précède la sentence, les deux actes se complètent. La résistance de l'archevêque au développement de la compétence royale dans le duché de Reims ne se montra pas moins tenace que celle des autres seigneurs sur leurs terres. Un tiers intervenait au procès : l'échevinage, institution ancienne de la ville de Reims qui jouissait aussi de droits de voirie et de police et publiait des ordonnances.

Un arrêt de Parlement survenu le 12 août 1569 (1) entre le procureur général du roi, prenant la cause pour les officiers du présidial de Reims, et le cardinal de Lorraine, archevêque duc, montre quelles étaient les prétentions des parties. Le juge royal entendait que les règlements de police relatifs aux métiers, aux prix des vivres et tous les règlements semblables fussent de la compétence de l'officier du roi, qu'il s'agit de l'exécution d'édits et d'ordonnances royaux ou de l'application de mesures décidées par le juge. Par contraste, l'archevêque réclamait toute police dans Reims, refusant même au roi la prévention. Dix ans plus tard, le 7 mars 1579 (2), le Parlement accédait aux prétentions de l'archevêque. Mais les ordonnances que celui-ci allait rendre risquaient de rester lettre-morte au détriment des autres juridictions, car l'archevêque duc n'était pas le seul à détenir des droits de police dans la ville ; l'arrêt avait fait abstraction de l'existence des autres seigneurs justiciers. Aussi, il fut convenu, peu de temps après, que les officiers des bailliages seigneuriaux de Reims seraient autorisés à procéder en commun à l'élaboration d'ordonnances (3).

Un point particulier, soulevé à l'instance de 1569, fut expressément confirmé en 1611 : la réglementation par l'archevêque duc des communautés de métiers. Les maîtres taillandiers d'ouvrages noirs passant par la lime en la ville de Reims soumettent, en 1603, un projet de règlement au bailli ducal. Celui-ci, par sentence du 17 novembre

1. Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 2^e vol., 185-191.

2. *Ibid.*, 271-274.

3. Cf. *infra*, chap. 2, sect. 3 : Le bailliage ducal.

1603 ordonne que les articles présentés passeront pour règlement du métier de taillandier. Les maîtres taillandiers d'ouvrages blancs font opposition, excipant d'un règlement à part, émané du bailliage royal à Reims et daté du 19 août 1603. Une sentence du bailli ducal du 29 novembre 1604 déboute les demandeurs de leur cause d'opposition. Ceux-ci en appellent en Parlement. L'archevêque Louis de Lorraine et les taillandiers d'ouvrages blancs, intimés, interjettent appel incident de la sentence des officiers royaux portant règlement des taillandiers d'ouvrages blancs du 19 août 1603 comme de juge incompétent. Intervient arrêt de la Cour le 12 mars 1611. Il ordonnait que tous les taillandiers ne formeraient qu'un seul corps et que la connaissance du règlement des métiers de Reims et l'homologation de leurs statuts appartiendraient privativement à l'archevêque duc ou à ses officiers (1). Ce procès permet de constater par ailleurs que le bailli de Reims se contentait souvent d'adopter le projet de règlement présenté par les maîtres du métier. Malgré l'arrêt, les officiers royaux continuèrent de réglementer les métiers dont ils se trouvaient connaître avant 1611 et la transaction du 13 janvier 1651 (2) n'innovait pas en partageant la compétence entre bailliage ducal et bailliage royal (3).

Au début de l'année 1625, une ordonnance de police sanitaire est prise par le chapitre lors d'une épidémie. Elle est audacieusement publiée à la porte même du tribunal royal. Un procès en surgit entre le chapitre et le présidial ; l'archevêque Gabriel de Sainte-Marie se porte demandeur en requête d'intervention. Cependant le théologal du chapitre, en sa prédication, formule des paroles injurieuses à l'adresse des officiers du roi. L'échevinage de Reims se joint au présidial. Toute la ville participe au procès. La Cour, le 1^{er} décembre 1625, adjuge aux officiers royaux tous droits de police générale dans Reims.

1. Statuts et règlement pour la communauté des maîtres taillandiers et ferronniers de la ville et fauxbourgs de Reims (8 novembre 1612) ; arrêt du 12 mars 1611. Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 2^e vol., 228, 230 sqq.

2. Cf. *infra*, chap. 2, sect. 3 : Le bailliage ducal, p. 145 sqq.

3. Statuts de corporations signés des baillis Georges Chevalier, Noël Ballet, René Bourgeois, Claude Souyn, Jean-Baptiste Barrois..., Louis Fremin, Claude-François Bergeat, etc... Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 2^e et 3^e vol., *passim*.

Hormis quelques réticences nouvelles en 1650 et en 1661, l'archevêque duc finit par admettre le droit des juges royaux. Il continua cependant de participer à la police générale ; mais il ne dresse plus seul les ordonnances en cette matière. Depuis 1577 (1), il est convoqué, comme les autres seigneurs hauts justiciers, aux assemblées de police générale. En fait son bailli l'y représente mais c'est le lieutenant général au siège royal qui préside. On y dresse toutes ordonnances nécessaires « pour le service du roi, la sûreté de la ville et l'exécution des lois concernant les mendiants et les vagabonds... » (2).

Le rachat le 1^{er} décembre 1699 par l'archevêque Charles Maurice Le Tellier de l'office de lieutenant général le fit rentrer dans la plupart des attributions de police qu'il avait dû abandonner (3). Aussitôt Le Tellier fit dresser différentes ordonnances pour la police générale et ordinaire en la ville et faubourgs de Reims. La première édition parut le 10 mars 1701. Le bailli ducal avait remanié, en dehors des siens propres, les anciens règlements élaborés par les gens du roi quelques lustres plus tôt. Les ordonnances, revues et augmentées, firent l'objet d'une seconde publication le 21 août 1727 détaillée en 108 articles (4) dont les uns concernaient la religion, la discipline des mœurs, la santé (5) la sûreté et la tranquillité publiques (6), les autres la voirie, le commerce, d'autres le vagabondage et la mendicité (7). De ce qui contribue à sauvegarder l'ordre public, rien n'était oublié.

A côté des ordonnances de l'archevêque duc, on connaissait à Reims les ordonnances de l'échevinage. Quelles

1. Bidet, *Mémoires*, t. IV, chap. 7, Var. Arch. lég., 2^e part., statuts, 2^e vol., 490 note.

2. Requête de MM. de la police générale au roi, 1772, *ibid.*, 1048 note.

3. Cf. *infra*, chap. 2, sect. 3 : Le bailliage ducal, p. 147.

4. Pub. dans Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 3^e vol., 1 à 101.

5. Ordonnance contre la peste (4 septembre 1626). Arch. dép. de Reims G 1.

6. Ordonnance sur le fait de la police (19 avril 1579). Arch. dép. de Reims G 20.

7. Ordonnance de police sur divers objets (24 janvier 1702, impr.) ; Ordonnance sur la voirie (20 juin 1713) ; Ordonnance sur la police de la marée (9 décembre 1718, impr.) ; Ordonnance sur la police et le commerce des grains (1^{er} septembre 1742, impr., 8 p.) ; Ordonnance sur le nettoyage des rues (18 juin 1748, impr.). Arch. dép. de Reims G 4.

qu'aient été les origines de ce corps ancien (1), il disposa jusqu'à la Révolution du pouvoir réglementaire. Il était, au xvi^e siècle, compétent en matière de voirie, de police des vivres, des foires et lieux publics, des poids et mesures (2).

Ce sont ces droits de voirie qui faisaient passer l'échevinage pour héritier des édiles romains. A ce titre, la juridiction échevinale du Buffet rendait de nombreuses ordonnances, en 1534, 1535, 1536, 1542... 1657, 1745, 1751 (3)... qui réglementaient la hauteur et l'alignement des édifices, le pavé et la pente des eaux, qui veillaient à entretenir les chaussées libres et en bon état (4). Un arrêt de Parlement du 7 décembre 1745 maintint l'échevinage dans la possession des droits de voirie (5). La police des voies publiques aurait pu cependant relever de l'archevêque duc de Reims, successeur du comte franc : il gardait au moyen âge les clefs de la ville (6), il conserva jusqu'en 1789 des droits de portage qu'il avait inféodés en autant de fiefs que la ville avait de portes (7). Même après 1699, l'archevêque duc laissait à la juridiction du Buffet le droit de rendre des ordonnances sur la police de la voirie dans toute la ville et les faubourgs de Reims, de la marée et du courtage des vins (8). Les autres attributions passèrent au lieutenant général de police qui les exerça jusque 1790 : à partir de la même année, le 22 mai, c'est la municipalité qui fixe chaque semaine le prix et la qualité du pain, comme le faisait le bailli lieutenant général en vertu de l'article LXIV de l'ordonnance ducale du 27 août 1727 (9).

Si les mesures étudiées jusqu'ici ne concernaient que la cité, elles n'étaient pas les seules publiées au duché de Reims : dans les châtellenies, des ordonnances disposaient

1. Cf. *infra*, 2^e chap. sect. 1 : L'échevinage.

2. Extrait d'un mémoire de Bergier en date du 25 avril 1615, Var. Arch. adm., t. 1, 484.

3. Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 3^e vol., 420 sqq.

4. Bidet (*Hist. de l'Echev.*, 208 sqq.) montre comment l'échevinage aurait été grand voyer et l'archevêque petit voyer dans Var. *ibid.*, 384.

5. Var. *ibid.*, 382 sqq.

6. Il avait déjà les clefs de la première enceinte gallo-romaine. Var. *Esquisse hist.*, p. xvj.

7. Cf. *supra*, 2^e part., chap. 2, sect. 1 : Mouvances de Porte-Mars.

8. Bidet, *Mémoires*, t. IV, p. 102. Var. Arch. adm., t. 1, 490 note.

9. Et déjà avant cette époque. Taxe du pain pour les semaines comprises entre le 12 septembre 1717 et le 20 octobre. Arch. dép. de Reims G 8.

avec force détails, dans l'intérêt des habitants et dans l'intérêt général d'une bonne administration. Les procès-verbaux des assises et plaids généraux que tenaient dans les seigneuries en principe, une fois l'an, les officiers du bailliage de Reims en ont conservé les termes. Plus ou moins étendus, ces règlements ne négligent pas le détail le plus précis : il y est enjoint de nettoyer et écheniller les arbres des jardins dans la mi-mars, d'assister aux assises sans bavarder ; il est rappelé aux officiers de justice de la châtellenie qu'ils doivent « montrer l'exemple et bien vivre ». Telles étaient du moins les prescriptions incluses aux ordonnances dont lecture était faite à Cormicy le 22 septembre 1712 (1). Ou bien, on faisait ressouvenir aux habitants d'une autre obligation : celle de prêter main-forte aux officiers de la justice du lieu pour l'exécution des ordonnances. Enfin, avant de quitter la châtellenie, le bailli ducal faisait fixer à la porte de l'auditoire le règlement de l'année. Telles étaient les dispositions dernières consignées au procès-verbal du 16 septembre 1680 (2).

1. Procès-verbal d'assises et plaids généraux tenus à Cormicy le 22 septembre 1712. Arch. dép. de Reims G 68.

2. Procès-verbal d'assises... le 16 septembre 1680, *ibid.*

CHAPITRE II

JUSTICE ET POLICE

Plusieurs juridictions avaient leur détroit dans les limites du duché de Reims : l'échevinage, les mairies de la Couture et de Venisse, la prévôté ducale d'une part, les justices des châtelainies et le bailliage ducal d'autre part. Les premières ne connaissaient des causes qu'en première instance. Elles se modifièrent profondément ou disparurent au cours des xvi^e et xvii^e siècles. Seuls subsistèrent les justices rurales et le bailliage de Reims, tribunal d'appel. Ce dernier resta depuis le haut moyen âge jusque 1790 sensiblement identique à lui-même.

SECTION 1. — L'échevinage.

De la plus haute antiquité jusque 1789 subsista dans Reims l'institution de l'échevinage. La thèse que soutenaient Augustin Thierry (1) et Pierre Varin (2) est aujourd'hui délaissée ; ils s'efforçaient de rattacher cette ancienne magistrature au Sénat gaulois des Remi dont parle Jules César (3) ou plutôt à l'organe exécutif, le Vergobret et les autres délégués du Sénat. Plus tard ce furent le Duumvir et les décaprotes placés sous la surveillance d'un préfet impérial. Le prévôt succéda au Duumvir, les échevins aux

1. Aug. Thierry, *Lettres sur l'histoire de France* (lettres XX et XXI : Histoire de la Commune de Reims). *Œuvres compl.* Paris, Furne, 1846, t. V, p. 270 sqq.

2. Varin, *Esquisse hist. des Arch. adm. de la ville de Reims*, t. I, p. v-vii.

3. *Julii Caesaris Commentarii de bello gallico*. Comm. secundus V « Caesar, Remos cohortatus liberaliterque oratione prosecutus, omnem senatum ad se convenire... jussit ».

décaprotes sous l'administration d'un comte amovible. Au comte franc succéda l'archevêque. La féodalité se constitue. Le territoire s'est morcelé, « l'échevinage reste mandataire, non plus d'un pagus, d'une cité ou d'un comté, mais d'une simple ville », voire d'une partie seulement de Reims, le ban de l'archevêque ou de l'échevinage. C'est surtout au xvii^e siècle que les historiens accumulent les essais sur l'origine glorieuse de l'échevinage. Nicolas Bergier, procureur du corps, présentait en 1615 (1) la défense la plus autorisée de cette opinion. Louis Bidet (2), Jean Lacourt (3), Dallier (4) et tous les historiens du xviii^e siècle surent mettre en relief tous les arguments de leur savant prédécesseur. La bourgeoisie rémoise condamnait l'histoire à se plier au mieux de ses intérêts : jalouse de ses privilèges, elle entendait les défendre aussi bien en face des prétentions de l'archevêque qu'en face de celles du roi.

Mais les échevins, magistrats élus des bourgeois ne sont pas les héritiers du Sénat gaulois ou de la Curie romaine. Les corps municipaux de cette époque ancienne disparurent lorsque triompha la féodalité (5). Les justices justicières féodales sont simplement la continuation du mallum de l'époque franque. Le comte ou son *vicarius*, délégué du comte, présidait. Des *scabini*, scabins ou échevins, l'assistaient (6). Ils avaient pour fonction de dire le droit. Ils étaient élus par les hommes libres parmi les classes les plus élevées et les plus instruites de la population. Leur nombre était au moins de sept. Ces hommes libres, jusqu'au début de

1. Nicolas Bergier, extrait d'un mémoire en date du 25 avril 1615. « Discours fait par M. Bergier, avocat et procureur de l'échevinage de Reims, dont il explique les droits » [autographe]. Bibl. de Reims ms. 1728, fol. 77-102, dans Var. Arch. adm., t. I, 481-484.

2. L. Bidet, *Hist. de l'Echev.* (1752) ; *Mémoires*, t. IV (vers 1759). Bibl. de Reims mss. 1725-1656.

3. J. Lacourt, « Recueil de notes et d'observations sur l'histoire de Reims par le chanoine Jean Lacourt » [autographe] (commencement xviii^e siècle). Bibl. de Reims ms. 1645.

4. Dallier, « Mémoires pour servir à l'histoire de Reims » [autographe], t. II (Hist. civile jusque 1740) (xviii^e siècle). Bibl. de Reims ms. 1663.

5. Achille Luchaire, *Les communes de France à l'époque des Capétiens directs* (Paris, Hachette, 1911). Du même : *Manuel des Institutions françaises* (1892), 3^e part. ; — Henry Pauffin, *Essai sur l'organisation et la juridiction municipale au Moyen-Age* (Paris, 1886).

6. Sic olim dicti iudicum assessores atque adeo comitum, qui vices iudicum obibant. Du Cange. Glossar, v^o scabinus.

l'époque féodale constituèrent le troisième élément du tribunal. Ils approuvaient la nomination des échevins quand ils ne les éalisaient pas. Bientôt cette obligation leur devint une charge onéreuse. Ils se dispensèrent de venir. Le comte choisit alors librement ses assesseurs, très rarement les hommes libres continuent leur office. A la fin de l'époque carolingienne les affaires les plus importantes *causae majores* furent réservées au tribunal que présidait le comte, les moins importantes *causae minores* étaient jugées par le tribunal que présidait le *vicarius* ou le *vice-comes*, représentant du comte. Puis ce furent les officiers seigneuriaux seuls qui rendirent la justice ; les échevins conservèrent parfois leurs charges (1), mais ils jugent et administrent alors au nom du seigneur qui les désigne ou les agréé. Ce sont des membres du tribunal seigneurial :

Concédonz aux bourgeois du xvin^e siècle que les échevins émanaient de la noblesse urbaine comme les sénateurs gaulois ou les curiales romains. Si l'on excepte la différence juridique de leurs fonctions aux différentes époques, un rôle d'administrateurs et de juges leur fut toujours dévolu.

La principale difficulté réside dans le fait que l'échevinage se présentait comme un corps divisé en deux formations : la justice de la Pierre-au-Change et la juridiction du Buffet. Les échevins n'étaient pas seulement les auxiliaires de la justice ducale, ils constituaient aussi le corps municipal le plus ancien de la ville. Par la Willelmine (2), charte que l'archevêque Guillaume-aux-Blanches-Mains octroyait à ses fidèles sujets en 1182, il était accordé que ceux-ci pourraient élire chaque année douze échevins. Ce n'était que la confirmation d'usages établis depuis longtemps (3). L'archevêque se réservait la connaissance des cas de vol, de meurtre et de prodicion manifestes, l'appel de la juridiction échevinale et la condamnation des éche-

1. Les coutumes de Reims du xv^e siècle qui avaient conservé la procédure de la purge des accusations par serment et par cojureurs montrent que « les échevins de la cité de Reims ont ici remplacé les rachimbours de la loi des Francs et les scabini des capitulaires ». Laferrière, *Hist. du droit français*, t. VI, p. 204.

2. Var. Arch. adm., t. I, 391-395.

3. Cf. *supra*, p. 26 et note 1 de cette page ; — la première mention des échevins est de 1100 (Charte de Manassès II en faveur de saint Nicaise). Marlot, *op. cit.*, t. III, pièce justif. XLVII, p. 214.

vins convaincus de faux jugement (1). Est-ce à dire qu'il s'agissait d'une charte de commune ? non. Le seul seigneur de Reims demeure, avant comme après 1182, l'archevêque duc. Reims devenait seulement « ville franche à municipalité élective et à juridiction » (2).

L'échevinage (3), justice des bourgeois de Reims passa par plusieurs conditions jusque 1789 : depuis 1182, jusque 1541, les échevins étaient assesseurs de la justice du duché. En 1541 ils deviennent juges. Leurs pouvoirs à ce titre furent amoindris en 1639 et la transaction de 1670 les remplaça dans leur situation première d'assesseurs. L'échevinage fut le seul corps municipal jusque 1358. De 1358 à 1636 il subsista concurremment avec le véritable corps municipal, le conseil de ville. Après 1636, il persiste, mais réuni à ce même conseil. L'année 1639 marque un premier pas vers la disparition de l'institution.

Le serment annuel, qu'en vertu de la Willelmine les échevins devaient prêter à l'archevêque duc marque leur dépendance envers le seigneur temporel de Reims et les met en droit de pouvoir rendre la justice à ses bourgeois conjointement avec les officiers de son bailliage (4). Comme ils le faisaient au ^{xiii}^e siècle (5), au ^{xvii}^e siècle (6), les échevins jurent sur les Evangiles « de bien et loyalement juger les bourgeois et sujets du corps de l'échevinage et de conserver autant qu'il leur appartient les droits de l'archevêque et ceux des bourgeois. »

Les rémois, dès qu'ils furent nantis de leur charte de garantie, prétendirent posséder le droit de commune, non

1. Après 1327, les échevins, en tant que tels, ne sont plus justiciables de la Cour archiépiscopale mais du Parlement.

2. D'après la classification des libertés municipales par Achille Luchaire.

3. Gaston Humbert, *Institutions municipales et administratives de la ville de Reims sous l'ancien régime*, thèse, 1910.

4. Requête de l'archevêque publiée à l'appui des prétentions sur lesquelles prononce l'arrêt du 31 octobre 1718. Var. Arch. lég., II^e part. statuts, 3^e vol., 137 sqq.

5. Forma juramenti per scabinos remenses archiepiscopo prestiti (vers 1212). Sub hac forma fecerunt scabini fidelitatem domino remensi : Jura-verunt quod bona fide custodirent vitam, corpus, membra, honorem ejusdem domini remensis, et baillivorum ejus ; et quod custodirent jura ejusdem domini remensis, et ville. Var. Arch. adm., t. I, 491.

6. Procès-verbaux de prestation de serment par les échevins entre les mains du bailli de l'archevêché (1654, 1657, 1675, 1680). Arch. dép. de Reims G 6.

seulement ils refusèrent de reconnaître la dépendance de l'échevinage envers le duc de Reims, mais encore ils réclamèrent l'usage du sceau municipal, insigne de la souveraineté. Dès le premier arrêt rendu par le Parlement de Paris sur l'interprétation de la Willelmine (1) le 16 janvier 1280, le procureur de l'archevêque invoquait que les bourgeois de Reims « ne avoient ne cors ne commugne, ne teil gent n'estoient que seel dussent avoir, ne useir de seel ». Puis le sceau fut reconnu par plusieurs arrêts de Parlement entre lesquels l'arrêt du 30 janvier 1322 (2), le grand arrêt du 8 avril 1363 (3) et par les articles 293 de la coutume de 1481 (4) et 178 de la coutume de 1556 (5) ; les procurations qui en étaient revêtues faisaient foi devant les cours de justice (6). Mais quelles figures offrait le sceau de l'échevinage ? « Le champ de la face principale, qui est en ogive, est occupé par une crosse placée entre deux rinceaux (autrefois rains), formant les armoiries parlantes de la ville :

† *Sigillum remensium scabinorum*. Le contre sceau est de forme ronde : on y voit un rinceau : † *Scut. (scutum) scabinor. remen.* » (7). La présence de la crosse s'opposait d'une façon bien malencontreuse aux prétentions d'indépendance de l'échevinage. Rogier l'explique ainsi : les habitants arborèrent leurs armes de la crosse par pure complaisance lorsque la seigneurie de Reims fut donnée à l'archevêque, mais ce n'était nullement une marque de propriété, et lorsqu'une justice royale fut établie à Reims, on remplaça la crosse par les fleurs de lis sans nombre. Pratiquement, en dépit des controverses, le sceau de l'échevinage servit à la « commune » de Reims puisque les bourgeois avaient décidé que leur ville était une commune, mais qu'elle n'en portait pas le titre.

Comment concilier alors la possession du sceau avec le droit de l'archevêque duc, conformément à la Willelmine, de nommer 12 échevins lorsque les rémois ne pouvaient

1. Var. Arch. adm., t. I, 965-969.

2. *Ibid.*, t. II, 280 sqq.

3. *Ibid.*, t. III, 204 sqq.

4. Var. Arch. lég., 1^{re} part. Coutumès, 733.

5. *Ibid.*, 965.

6. Var. Arch. adm., t. II, 421, 705, 781, etc.

7. *Ibid.*, t. I, 956 note.

s'entendre pour les élire. Ce qui eut lieu au moins une fois en 1408 (1) : 12 échevins furent choisis par une partie de la population, 12 encore par une autre partie, ensuite 12 par l'archevêque, enfin 12 par le bailli de Vermandois au nom du roi. Il est évident que le serment et le sceau plaidaient à l'encontre des prétentions de l'échevinage à l'indépendance.

Si des procès nombreux sont venus troubler les rapports de l'archevêque duc de Reims et de ses échevins, il n'y a pas lieu d'en être surpris. Une situation réciproque aussi mal définie était à coup sûr une source inépuisable de conflits. En fait, l'échevinage apparaissait aux rémois comme une institution municipale, que Reims fût commune ou qu'elle ne le fût pas : organisme fort ancien, le temps le modifiait. Mais l'imprécision que gardaient ses rapports avec les autres pouvoirs établis dans Reims lui permettaient toujours de survivre aux attaques dont il était l'objet. Pour jeter un jour exact sur l'institution échevinale, les explications précédentes étaient indispensables.

Les droits de l'échevinage consistaient en l'exercice de deux juridictions distinctes : l'une contentieuse sur les bourgeois du ban de l'archevêché et l'autre de police, la juridiction de la Pierre-au-Change d'une part, la juridiction du Buffet de l'autre. La seconde avait pour objet, d'abord l'administration d'une police particulière sur les courtiers de vins, visiteurs, crieurs... ensuite l'installation par lettres de bourgeoisie, enfin la police de voirie dans toute la ville et les faubourgs de Reims (2). Elle ressortissait nuement au Parlement et ne dépendait en rien de la justice ducale. Si, en tant que tribunal au duché de Reims, l'échevinage reconnaissait au moins la supériorité de l'archevêque, jamais il n'en fut de même en ce qui touche l'administra-

1. G. Humbert, *op. cit.*, élection des échevins, p. 74 et sq.

2. Sur ce point encore, nous avons déjà vu (cf. p. 102) qu'il était possible de soutenir que l'archevêque duc, successeur du comte public, possédait toute justice sur les rues et places de la ville sans distinction de ban (cf. accord du 10 octobre 1582 entre l'archevêque et le chapitre relatif à la police de leurs bans. Var. Arch. lég., II^e part. statuts, 2^e vol., 304 sqq.). A l'origine, la voirie du ban de l'archevêché dut relever de l'archevêque. Mais les échevins la revendiquèrent. Un arrêt du Parlement leur donna satisfaction le 29 novembre 1342 (Var. Arch. adm., t. II, 875).

tion de la police : le Buffet revendiqua toujours son antique liberté.

Seule, la première juridiction La Pierre-au-Change (1) nous intéresse ici. A quelles circonstances devait-elle son nom ? Nous le dirons avant de rechercher quelle fut sa compétence aux derniers siècles de la monarchie, comment elle se modifia au milieu du xvi^e siècle, comment elle s'éteignit, en fait sinon en droit, à la fin du xvii^e siècle.

Les échevins rendaient la justice dans l'auditoire du bailliage ducal dit de la Pierre-au-Change, maison d'angle située rue de Tambour, à droite vers les marchés. On expliquait ainsi le qualificatif de « La Pierre-au-Change » ajouté à la justice ou à la loge des échevins : autrefois les archevêques de Reims avaient le droit de battre monnaie et d'instituer des changeurs ; ceux-ci avaient des loges, place du marché au drap, à proximité de l'auditoire du bailliage ducal. Dans chaque loge, se trouvait une avant-table dont plusieurs subsistaient encore au début du xvii^e siècle. C'est sur ces tables que se faisait le change. Entre les loges et l'auditoire du bailliage, on connaissait de temps immémorial une grosse pierre ronde. On l'appelait la Pierre-au-Change. Les loges donnèrent leur nom à la pierre, et celle-ci transmit le sien à l'auditoire (2).

Les échevins, en leur loge de la Pierre-au-Change avaient la justice contentieuse sur les bourgeois du ban de l'archevêché ou de l'échevinage. Ils connaissaient en première instance de toutes les causes civiles et criminelles, réelles et personnelles, sauf les trois cas de vol, de meurtre et de prodicion manifestes réservés au tribunal du bailli par la charte de 1182. L'appel de leurs décisions se portait au bailliage ducal.

Les arrêts du 5 décembre 1541 (3) et du 12 mars 1546 firent des assesseurs qu'avaient été jusque-là les échevins de véritables juges. La juridiction de la Pierre-au-Change reposa sur leurs dispositions jusque 1670. Pour apprécier justement

1. G. Humbert., *op. cit.*, 121-138 ; — Extr. mémoire de Bergier de 1615 — Mémoire sur les droits de l'Echevinage dressé par ordre des échevins en 1564 ; Bidet, *Hist. de l'Echev.* (part. 1 et 2) et *Mémoires*, t. IV, dans Var. Arch. adm., t. I, 481-490 notes.

2. Bidet, *Mémoires*, t. IV, p. 47. Bibl. de Reims ms. 1656.

3. Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 2^e vol., 28-58.

les modifications apportées au statut de l'échevinage en 1541, il est nécessaire de connaître la situation antérieure. Les échevins jouaient auprès du bailli ou du prévôt un rôle assez semblable à celui des jurés modernes (1).

Le greffier, en consignant sur ses registres les actes de juridiction de la journée commençait par noter le 19 mars 1344 par exemple : « Plais tenus en baillie par Jehan Dartois bailly, présens Jehan Buiron, Bertrand Guibert et Alexandre Barbette, eschevins, le vendredi après mi-Karesme » (2) et le 23 mars suivant : « Plais tenus en prévosté par Jehan de Senlis, prévost, présens Jehan Buiron et Jehan de Nanthuel, eschevins, le mardi avant la feste Nostre-Dame en Mars et devant Pasques Flories... » (3). Ces titres constituent l'aveu manifeste d'un rôle effacé des échevins. C'est bien à l'officier de l'archevêque duc que revient le rôle actif aux plaids des bourgeois (4) : de lui émanaient les assignations, c'est lui qui réglait les appointements, procédait aux enquêtes, ajournait les témoins, prenait le serment, confrontait, donnait défaut. Pour les interlocutoires la coutume n'était pas aussi bien établie (5). Les échevins de leur côté prononçaient le verdict, mais le bailli était chargé de l'exécution de la sentence ; à l'appui de cette assertion vient un mandement (6) du roi au bailli de Vermandois du 21 juin 1333, pour rétablir les échevins dans le droit de rendre des jugements et de les faire exécuter par les officiers de l'archevêque.

1. Vide ex. : Plaids en baillie et prévôté (19 mars 1333, 19 mai 1335). Var. Arch. adm., t. II, 665-704.

2. Var. *ibid.*, 901, 3 échevins étaient ce jour-là près du bailli. Au Moyen Âge le nombre des échevins assistant aux plaids variait de 1 à 6 (Var. *ibid.*, tableaux, 667-671). Aux derniers siècles de la monarchie il était fixé à 2.

3. *Ibid.*, 901.

4. Dispositif de l'arrêt du 5 décembre 1541 et Plaids de l'Echevinage : Livre Rouge. Ann. 1248 (Var. *ibid.*, t. I, 707), ann. 1251 (*ibid.*, 728-730), ann. 1252 (*ibid.*, 736-738), ann. 1253 (*ibid.*, 739-746), ann. 1255 (*ibid.*, 763-769), ann. 1256 (*ibid.*, 773-775), ann. 1257 (*ibid.*, 775-776) etc... jusque 1323 (*ibid.*, t. II, 372-373). Puis Plaids en baillie et en prévôté (19 mars 1333, 19 mai 1335, *ibid.*, 665-704), etc...

5. Sur nombre de ces actes déjà des procès s'étaient élevés auxquels les arrêts de Parlement ne mettaient pas toujours fin ; ainsi l'arrêt Thierrien mentionné à l'arrêt de 1541 avait été compris comme délivré en leur faveur par les échevins et à son profit par le bailli. Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 2^e vol., 44-45.

6. Var. Arch. adm., t. II, 713.

Parfois le bailli n'intervenait pas au procès : dans ce cas les échevins, arbitres de l'affaire, avaient obtenu une conciliation. Le Livre Rouge de l'échevinage en offre plusieurs exemples (1).

Presque dans tous les cas, les plus anciens procès portent, après l'exposé du litige « Droiz eu fu diz des eschevins, par le conseil de bones gens... » (2). Rien ne caractérise mieux le rôle des échevins que cette formule apposée par le greffier en fin de procès-verbal : les échevins se consultaient, se renseignaient auprès de « bones gens » avant de trancher le débat. Ensuite le bailli, son lieutenant (3) ou le prévôt prononçaient la sentence. Les bourgeois cependant parlaient de « jugemens et drois rendus par eschevins ». Ceux-ci tentèrent d'ailleurs de s'évader de ce rôle d'auxiliaires (4). Ils ne possédaient pas le plus souvent de fortes connaissances juridiques. Ce n'étaient que de petits commerçants ou d'honnêtes artisans. Force leur était de s'en tenir à ce rôle. Mais, dès le ^{xv}^e siècle, il se trouva parfois parmi eux des hommes quelque peu lettrés. Il leur semble injuste de paraître au rang d'assesseurs seulement au tribunal des bourgeois. Les plaids de 1505 à 1516 sont intitulés : « Registre des plaids tenus en l'ordinaire par le prévost et les eschevins de Reins » (5). Cette différence d'un seul mot est lourde de sens (6). Elle signifiait que les échevins désiraient ce qu'ils obtinrent en 1541.

L'arrêt du 5 décembre 1541 (7) fit des assesseurs au tribunal seigneurial, des juges. La Cour ordonna que les éche-

1. Ann. 1248, *ibid.*, 707. Ann. 1252, *ibid.*, 736, etc...

2. Début Livre Rouge de l'Echevinage ann. 1218, *ibid.*, t. I, 707.

3. « Le mercredi après la Saint-Barnabé, li lieutenans dou bailli rendit la sentence... Présent eschevins P. Le Large et G. Lescot » (15 juin 1333), *ibid.*, t. II, 675.

4. Le premier feuillet des Plaids en baillie et en prévôté qui commencent le 19 mai 1333 indique : « Ce sont les noms des eschevins de Reins qui doient seoir en jugement, *pardevant* le baillit, ou le prévost de Reins, par semaines : ... [suivent les noms des 12 échevins], *ibid.*, 666.

5. Var. Notice bibl., p. lxij.

6. Lors de l'instruction du procès qui aboutit à l'arrêt du 5 décembre 1541, le greffier de l'échevinage déposa devant le procureur fiscal du bailliage que, avant 1526, il employait la formule : « Plaictz tenuz par le bailliy, et tel et tel eschevins », que, depuis 1526, on lui faisait écrire : « Plaictz tenuz par le bailliy, et tel et tel eschevins » et depuis 1538 [année de l'arrêt Thierrion] : « Plaictz tenuz par tel et tel eschevins, présent le bailliy ».

7. Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 2^e vol., 28-58.

vins connaîtront seuls des interlocutoires, prononceront les jugements définitifs. Ils accompliront tous les actes qui étaient auparavant de la compétence du bailli ou du prévôt. Le bailli assistera aux audiences, mais aucun rôle actif dans le procès ne lui est dévolu : il s'assurera seulement que les crimes et causes civiles qui s'y traitent ne sont pas de ceux dont la connaissance lui est réservée par la charte de 1182.

Depuis 1406 (1) il était loisible aux bourgeois du ban de l'échevinage de porter directement leurs procès au bailliage ducal ou à la prévôté. L'arrêt de 1541 implique suppression de ce droit d'option. Il prescrivait enfin que les sergents du bailliage seraient de droit aux ordres des échevins pour l'exécution de leurs commissions ou exploits. Ce qui n'était pas innover puisque les sergents et officiers du bailli exerçaient leur ministère auprès de la juridiction échevinale même avant 1541 (2).

Un arrêt du 12 mars 1546 sanctionna sévèrement cette obligation des sergents et officiers du bailliage : s'ils tardent ou manquent à leur devoir, ils sont passibles d'amende arbitraire, suspension ou privation de fonctions (3). Une autre peine de 100 marcs d'argent établie par le même arrêt concernait le bailli et les autres officiers de la justice ducale : elle serait encourue en cas d'immixtion dans l'exercice de la juridiction échevinale. Le Parlement dut cependant intervenir de nombreuses fois encore entre les échevins et les officiers de l'archevêque duc de Reims comme en témoignent les arrêts obtenus par l'échevinage le 16 décembre 1544 (4), le 19 novembre 1549, le 24 mai 1568, le 17 décembre 1583 (5), le 23 février 1585 (6) pour n'en citer que quelques-uns. Les officiers du bailliage royal au contraire accôrdaient plus facilement le renvoi des bourgeois devant les échevins. La Cour de Parlement dut rarement les y contraindre (7).

1. Arrêt du 27 février 1406, *ibid.*, 1^{er} vol., 393.

2. Var. *ibid.*, 2^e vol., 53.

3. *Ibid.*, 329 note.

4. *Ibid.*, 58-70.

5. *Ibid.*, 329-333 notes.

6. *Ibid.*, 327 et sq.

7. Arrêt du 7 décembre 1580, *ibid.*, 277.

Si l'on excepte les dispositions primordiales de l'arrêt de 1541 relatives à la personne du juge, la juridiction de la Pierre-au-Change demeurerait inchangée après cette date. L'organisation et la compétence de la justice échevinale conserva cet aspect jusqu'à la fin du ^{xvii}^e siècle.

Le tribunal comportait deux juges qui étaient désignés de la façon suivante : après l'élection, le mercredi des Cendres, les échevins se retiraient en leur chambre de l'Hôtel de Ville appelée « le Buffet » de l'échevinage. Ils se distribuaient alors les différentes charges ; celle du prévôt, qui était le chef du corps, se déférait au plus âgé, les autres se distribuaient par scrutin (1) : deux juges pour tenir les plaids des bourgeois, deux gouverneurs de l'hôpital des lépreux de Saint-Ladre, deux administrateurs des chaussées, quatre échevins pour aller aux hôpitaux et assister aux comptes de la ville, un pour garder les clefs et les sceaux de l'échevinage (2). Chaque échevin prêtait devant le prévôt et celui-ci devant le plus ancien échevin le serment « de eux bien et loyaument conduire auxdits offices, de garder et observer les ordonnances écrites au tableau de l'échevinage à eux lu, et de tenir secret tout ce qui serait fait, conclud, traité et besongné au buffet dudit échevinage. »

Jusqu'alors ce n'était qu'en vertu d'une coutume ancienne que la justice des bourgeois était administrée en la loge de la Pierre-au-Change, auditoire du bailliage ducal. Les deux échevins et le bailli étaient accompagnés chacun de leur greffier (3) qui rédigeait éventuellement les actes nécessaires à la conservation des droits respectifs de leurs juridictions. Le bailli assistait, les échevins jugeaient, en toutes matières hormis les cas ducaux. N'étaient justiciables que les habitants du ban de l'archevêque *avénés* bourgeois. Le procureur fiscal général du bailliage venait au prétoire et concluait pour l'archevêque duc de Reims (4). On interjetait appel de la sentence par devant le bailli jugeant seul (5). Le juge-

1. Toute la compagnie formait la juridiction du Buffet.

2. Bidet, *Hist. de l'Echev.* Var. Arch. lég., II^e part. statuts, 2^e vol., 5.

3. Bidet, *Hist. de l'Echev.* Var. Arch. adm., t. I, 489.

4. Extr. d'un mémoire de 1615 intitulé : « Discours fait par M. Bergier, avocat et procureur de l'eschevinage de Reims, dont il explique les droits », *ibid.*, 483.

5. Procès entre Jacques Thuillier, héritier de Guillaume de Géry, et ses

ment n'était signé que des deux échevins qui l'avaient rendu et s'expédiait en leurs noms et non en celui du bailli. Toutes sentences, exploits, commissions ou autres actes délivrés portaient : « Les échevins de Reims... » sans mention de l'autorité de l'archevêque, le sceau de l'échevinage étant apposé au bas des différentes décisions. Les amendes, requises par le procureur fiscal, appartenaient à l'archevêque, en fait au bailli (1). Les échevins avaient aussi deux sergents (2) qui exerçaient leurs fonctions conjointement avec les sergents du bailliage plus nombreux et mieux recrutés (3). L'arrêt de 1541 ne modifia en rien la juridiction volontaire. Les bourgeois désireux d'assurer la validité d'un contrat venaient souvent le faire insérer dans les registres de l'échevinage ; aussi l'on y trouve mêlés de nombreuses procurations, des ventes, des transactions, des déclarations de témoins (4).

L'édit de Paris sur l'abréviation des procès de novembre 1563, publié en Parlement le 13 décembre suivant disposait : aucun sujet du roi, de quelque qualité qu'il soit, n'aura droit à l'avenir à deux degrés de juridiction en un même lieu. L'archevêque duc de Reims devait opter puisqu'il se trouvait visé par l'édit : sa justice comprenait en effet, une prévôté et un bailliage. Mais l'échevinage ne constituait-il pas aussi un premier degré de juridiction relevant en appel du bailliage ? Aussitôt les échevins de se défendre et de plaider la patrimonialité de leurs droits. Cependant l'archevêque duc optait pour le bailliage et renonçait à la prévôté ; la Cour de Parlement se rendit aux arguments des échevins (5). Ils furent, le 4 décembre 1564 (6), confirmés

cohéritiers ; appel par devant le bailli d'une sentence rendue par les échevins (1658). Arch. dép. de Reims G. 8.

1. Mémoire du 21 janvier 1564. Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 2^e vol., 175 et Mémoire de Bergier de 1615. Var. Arch. adm., t. I, 483.

2. Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 2^e vol., 53.

3. Si l'on en croit l'archevêque duc de Reims qui, lors du procès de 1541 se refusait à voir dans les sergents de l'échevinage autre chose que quelques « bastonniers et chasseurs de chiens » qui suivaient les échevins allant au prétoire.

4. Var. Notice Bibl., p. lxxix.

5. Mémoire et pièces relatives au débat qu'avait fait naître entre les officiers de l'archevêque et les échevins l'Edit de Moulins. Var. Arch. lég., 11^e part., statuts, 2^e vol., 171-185 notes.

6. Arrêt du 4 décembre 1564., *ibid.*, 171.

dans leur justice et le bailli tenu de les recevoir au serment.

La juridiction de la Pierre-au-Change subsista sans changements remarquables de 1541 à 1670. Toutefois, en 1639, l'abandon de quelques-uns de ses droits commença de l'ébranler. Un arrêt du 19 janvier 1636 réunit l'échevinage au conseil de ville (1). A la suite de cette union, le nombre des échevins qui était reçu au serment par le bailli fut modifié. De douze il fut réduit à quatre le 18 février 1636 (2) par décision du conseil de ville et bien que le nombre des échevins élus fût demeuré le même. L'archevêque duc craignit qu'après 1636, l'échevinage n'exercât toutes ses fonctions à l'Hôtel-de-Ville et se dérobat à son autorité en quittant l'auditoire du bailliage. Trois ans après, le 25 juin 1639 (3), il fut convenu entre les échevins et l'archevêque, ce qui constituait une compensation à son consentement à l'arrêt d'union, que les échevins devraient administrer la justice dans l'auditoire du bailliage ducal, au nom de l'archevêque duc et sur les réquisitions de son procureur fiscal. On sait qu'avant cette transaction, les deux échevins jugeaient en leurs noms seuls. Ils ne se serviront dorénavant que des procureurs et sergents du bailliage, ils n'utiliseront que la prison de la Bonne-Semaine. Ce sera maintenant une obligation pour eux de juger en l'auditoire du bailliage. L'usage de fait, sur ce point, se transformait en droit. Ils auront recours aux sergents du prévôt pour l'exécution des jugements. Depuis l'union de 1636, une même personne ne pouvait suffire à l'exercice du greffe de la ville et à celui de l'échevinage. Un second greffier fut commis à ce dernier (4). Les profits comme biens vacants, épaves, aubaines, confiscations furent tous réservés à l'archevêque ou à son prévôt (5).

La bourgeoisie rémoise ne se fit faute de blâmer cet abandon que l'échevinage consentait des beaux droits dont il

1. *Ibid.*, 548-552.

2. Délibération du Conseil de ville du 18 février 1636, *ibid.*, 552-559.

3. *Ibid.*, 552-558 notes.

4. Conclusions du Conseil de ville du 8 octobre 1654 et du 6 juin 1656 ; *ibid.*, 911-912 notes ; cf. *infra*, note 1, p. 118.

5. Discours sur l'antiquité de l'Echevinage, p. 617 et sq., dans *ibid.*, 554-555.

était si fier. Leurs regrets se trouvaient d'autant plus justifiés que la juridiction du Buffet, seconde formation de l'échevinage, était amputée également par la transaction de 1639. Enfin, la compagnie qui, avant 1639, comprenait dans son entier douze échevins n'en compta plus que six, mais tous prêtaient serment (1).

Une première atteinte était portée à la juridiction échevinale. La seconde se produisit en 1670. Elle fut décisive. Le 23 décembre 1655 pourtant (2), la Cour de Parlement avait encore confirmé l'échevinage dans sa juridiction de première instance hors les trois cas de vol, meurtre et prodigions manifestes. L'arrêt ajoute « et autres grands crimes capitaux », entendant par là sans doute, que les trois cas ducaux ne sont pas d'interprétation rigoureusement restrictive. Le procès en 1655 était issu d'une ordonnance prise par les échevins le 4 septembre 1654. Des assignations se donnaient journellement au bailliage bien que les différends entre les bourgeois dépendissent de la juridiction de la Pierre-au-Change. Les échevins firent alors défense aux bourgeois d'assigner le défendeur en première instance aux bailliages ducal. A ceux qui y seraient cependant appelés, l'échevinage enjoignit de demander le renvoi sous peine de 48 livres parisis d'amende. Pour plus de sûreté, le procureur syndic de l'échevinage se transporterait aux audiences du bailliage du duché pour empêcher que les causes des habitants y fussent traitées en première instance et pour les revendiquer au besoin.

L'arrêt de 1655 porte, comme tant d'autres, injonction au bailli de ne point troubler l'exercice de la justice de la Pierre-au-Change. Les échevins remportaient une victoire complète : en dehors des trois cas réservés les officiers de l'archevêque devront accorder le renvoi d'office par devant les échevins sous les peines portées par les arrêts du 5 décembre 1541 et 12 mars 1546 et à charge pour l'échevinage d'administrer gratuitement la justice, sans frais ni épices. Ceci avait été décidé par une conclusion du conseil de ville du 8 octobre 1654 qui attribuait en compensation

1. Bidet, *Hist. de l'Echev.*, *ibid.*, 553 note.

2. Var. *ibid.*, 608-621.

aux échevins préposés à la justice des honoraires s'élevant à 20 livres tournois par an (1). Cette gratuité offerte aux bourgeois se trouvait la meilleure réponse aux officiers du bailliage qui attiraient l'attention des plaideurs sur les avantages pécuniaires que présentait la suppression d'un degré de juridiction. La justice des échevins étant rendue sans frais, l'intérêt n'était plus le même de porter les causes au bailliage en première instance.

Observons qu'à la date du 5 septembre 1656 (2) les échevins joignirent à leurs attributions, au détriment de la justice ducale, les scellés et inventaires, tutelles et curatelles par concurrence et prévention.

En 1668, un prélat de ving-six ans, dont le frère fut le marquis de Louvois, ministre de la guerre, était désigné pour remplir les fonctions de coadjuteur de l'archevêque de Reims, Antoine Barberin qui résidait dans la province de Rome. C'était Charles-Maurice Le Tellier. Avant qu'il devint duc de Reims puisqu'il ne le fut qu'en 1671, il travailla à réorganiser la seigneurie. Depuis 1182, la puissance temporelle de l'archevêque duc n'avait cessé de s'affaiblir. Son intelligente activité et son crédit à la cour de Louis XIV permirent à Charles-Maurice Le Tellier (3) de relever le duché-pairie de Reims et de lui donner un éclat plus brillant à la fin de l'ancien régime qu'il ne l'avait jamais été aux siècles précédents. Le Tellier se contenta de faire valoir ses droits : il entama dès son arrivée à Reims la lutte contre l'échevinage.

Des nombreux arrêts rendus en faveur des échevins, aucun cependant n'avait tranché la question de principe. Les rapports de l'échevinage et du seigneur de Reims demeuraient imprécis. Juridiquement, en vertu de la charte de 1182, les juges des bourgeois étaient officiers seigneuriaux. Charles-Maurice Le Tellier refusa de s'éloigner des termes de la charte.

1. Registre des conclusions du Conseil de ville (février 1654, mars 1656) fol. 301 : délibération du 8 octobre 1654 ; cf. *supra*, note 4, p. 116 [Bidet en indique la teneur dans *Mémoires*, t. V, pièces justif. Bibl. de Reims, ms 1657 relevé en partie dans Var. Arch. lég., 2^e part., statuts, 2^e vol., 911 note]. Arch. com. de Reims.

2. Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 2^e vol., 620-621.

3. J. Gillet, Charles-Maurice Le Tellier, archevêque duc de Reims, chap. VI et VII : Le Tellier, duc de Reims.

Au lieu d'engager un nouveau procès, les parties s'en remirent à l'arbitrage de Colbert (1), se soumirent à ses sentiments et signèrent l'arbitrage, à Paris, le 11 mars 1670 (2). Les prétentions de l'archevêque procédaient de deux chefs principaux : il demandait d'une part que l'arrêt du 19 janvier 1636 et lettres patentes le confirmant fussent cassés et d'autre part que l'échevinage « de l'archevêché » fût replacé dans la situation qu'il occupait avant les arrêts des 23 décembre 1655 et 5 septembre 1656. Les échevins alléguaient la longue suite d'arrêts qui les avaient confirmés dans leur juridiction et excipaient de la possession ancienne qu'ils avaient de juger seuls en première instance. L'arbitrage débouta Ch.-M. Le Tellier du premier chef de sa requête. L'échevinage et le conseil de ville restèrent unis à la charge toutefois qu'à l'avenir les lieutenant et gens du conseil, échevins et habitants seraient tenus de présenter tous les ans à l'archevêque duc de Reims ou à son bailli et son procureur fiscal en son palais le troisième vendredi de carême les six échevins pour lui prêter le serment, conformément à la charte de 1182.

Voici la cérémonie de la prestation : l'élection a eu lieu le mercredi des Cendres au Temple de Reims. Le jeudi, troisième du Carême, le procureur syndic de la ville et de l'échevinage se rend chez le bailli ducal et le procureur fiscal. Il y prend heure pour venir présenter le vendredi les échevins au serment (3). Le lendemain venu (4), les

1. « Ils se laissèrent tous persuader d'en passer par la décision du ministre qui, de son côté, sans aucune considération pour sa patrie et pour ses anciens concitoyens, que son élévation lui avait fait oublier ni aucun égard à leurs titres et privilèges, dépouilla leurs échevins par laditte transaction du droit de juridiction qui lui appartenait si légitimement ». Et Bidet d'énumérer tous les motifs de l'indignation qui soulevait la bourgeoisie contre l'arbitrage de 1670. Bidet, *Hist. de l'Echev.*, p. 169. Var. Arch. lég., II^e part., statuts. 2^e vol., 911 note.

2. Var., *ibid.*, 910-924.

3. Fonctions du Procureur syndic de la Ville et de l'Echevinage, p. 47 dans Bibl. de Reims, ms. 1729.

4. De 1182 à 1636 la prestation de serment se faisait le premier jour du carême, mercredi des Cendres, aussitôt l'élection des échevins (Procès-verbaux d'élection d'échevins le 1^{er} mars 1514, le 1^{er} mars 1525. Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 2^e vol., 3-7). De 1636 à 1670 ce fut tantôt le second lundi de carême, tantôt le jeudi ou le vendredi suivant (transaction du 25 juin 1639, art. 1. Var., *ibid.*, 557 et Procès-verbaux de prestation de serment du jeudi 1^{er} mars 1657, du vendredi 6 mars 1654. Arch. dép. de Reims G 6).

nouveaux échevins « vont en corps, en manteau et en rabat précédez de deux sergents de l'Echevinage en manteau gris, portant une baguette platte (*sic*), prêter serment devant M^r (*sic*) l'archevêque ou M^r le Bailly... de tout quoi est dressé procès-verbal sur les conclusions du procureur fiscal et réquisitoire du procureur syndic de l'Echevinage qui remet à cet effet au procureur fiscal la conclusion de la ville portant nomination des échevins (1) ». Bidet (2) n'omet pas de noter que « ce serment ne touchait en rien le fait de la police ou juridiction du buffet, différente et absolument distincte et séparée de celle des bourgeois du ban de l'archevêché et échevinage de Reims » (3).

Le second chef de la requête de Ch.-M. Le Tellier fut admis par l'arbitrage de 1670 tel que l'archevêque duc de Reims l'avait présenté : les assignations qui se donneront aux bourgeois et habitants du ban de l'archevêché se feront par devant le bailli ducal quelle que soit l'espèce ou la matière envisagées. Le bailli et ses officiers en connaîtront privativement aux échevins. Mais les habitants pourront requérir le renvoi devant leurs anciens juges. Ce sont les procureurs des parties ou les parties elles-mêmes qui réclameront le

1. Règlement du 23 septembre 1751 de Messieurs les Prévôt et Echevins de la ville de Reims, p. 120-128, art. 4. Bibl. de Reims, ms. 1729.

2. Bidet, *Hist. de l'Echev.*, p. 89. Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 2^e vol., 5.

3. Il est bien évident que le serment au seigneur duc de Reims n'avait rien de commun avec celui que les échevins prêtaient à l'Hôtel de Ville. Mais il n'est pas indifférent non plus de constater, dût en souffrir l'orgueil des bourgeois de l'échevinage, que les échevins, qu'ils fissent partie de la justice de la Pierre-au-Change ou de la justice du Buffet, prêtaient tous le serment traditionnel à l'archevêque. Il faut, comme avant l'arrêt d'union de l'échevinage au conseil de ville, distinguer les différents serments auxquels les échevins sont astreints. A celui qu'ils doivent à l'archevêque seigneur de Reims s'en ajoutent deux autres (Bidet, *Mémoires*, t. IV, p. 98. Var. Arch. adm., t. I, 490. Ailleurs le même Bidet [*Hist. de l'Echev.*, p. 108. Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 2^e vol., 550] émet un autre avis, ce qui montre avec quelle prudence on doit accepter ses opinions. L'*Histoire de l'Echevinage* est sans contredit l'œuvre la plus faible de Bidet). Le premier est celui que, de tout temps ils prêtaient en la chambre du Buffet (Règlement du 23 septembre 1751 de Messieurs les Prévôt et Echevins de la ville de Reims, art. 3, p. 121. Bibl. de Reims, ms. 1729). Le second n'existe que depuis 1636 (Mémoire de 1764. Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 3^e vol., 550 ; Var., *ibid.*, 618-619 note et Fonctions faites par M. le Procureur Syndic depuis sa nomination jusqu'au jour de la prestation de serment par devant M. le lieutenant, p. 45. Bibl. de Reims, ms 1729) : les échevins et conseillers de ville le doivent prêter au lieutenant des habitants lorsque celui-ci s'est acquitté de la même obligation entre les mains du lieutenant général au présidial, premier juge royal.

renvoi. Celui-ci sera accordé pour le mercredi suivant s'il ne s'agit ni d'un des trois cas réservés par la charte de 1182 ni de matières concernant le domaine temporel de l'archevêché duché-pairie. Deux échevins devront se trouver à l'audience du mercredi, sinon le bailli ou son lieutenant prononcera le jugement sans tenir compte de leur absence. L'audience commencera à 8 heures du matin et se tiendra comme d'habitude en l'auditoire du bailliage, appelé la Pierre-au-Change ; le bailli jugera avec les deux échevins, à la pluralité des voix, les causes renvoyées à ce jour. Les jugements des procès se feront par écrit sans que les échevins en puissent connaître autrement. Un échevin pourra assister, s'il le désire, aux enquêtes et instructions quise feront pour les crimes non capitaux. Toutefois le bailli n'est pas obligé de l'y appeler car la validité de la procédure ne requiert pas la présence d'un échevin aux enquêtes et instructions.

La transaction de 1670 donne la garantie que les officiers du bailliage ne s'immisceront aucunement dans les affaires de la compétence de la justice du Buffet. Celle-ci conservera son greffe particulier. Au contraire, les expéditions des causes renvoyées à l'audience du mercredi se feront par le greffier du bailliage.

Quant à l'appel des jugements rendus par le bailli ou le lieutenant en son absence conjointement avec les échevins, ils ressortiront nuement en la Cour de Parlement, de même que les jugements rendus au bailliage ducal.

C'est à l'archevêque que reviennent toujours les profits de justice, mais, après 1670, les amendes et confiscations ne peuvent être distraites ou employées que suivant les réquisitions de son procureur fiscal général. Enfin, l'arrêt du 5 septembre 1656 était, comme celui du 23 décembre 1655 réduit à néant : la connaissance des scellés, inventaires, tutelles, curatelles, déclarations d'héritiers ou de choix, et des autres actes de succession des personnes décédées à Reims quelle que soit leur qualité, appartiendront aux seuls officiers de la justice ducale. Si toutefois des contestations survenaient dans l'exécution de ces différents actes, les intéressés pourraient demander le renvoi à l'audience du mercredi : il en serait alors usé en la forme habituelle.

En fait, on retrouve après l'arbitrage de Colbert l'ancien état de choses : les échevins redeviennent de simples assesseurs dont le rôle est même plus effacé qu'au moyen âge. Si des arrêts nombreux avaient accédé autrefois favorablement aux prétentions de l'échevinage, on peut l'attribuer à la lutte que ne cessait de mener l'autorité royale contre les plus puissants dynastes féodaux. Au siècle de Louis XIV, de semblables préoccupations n'étaient plus justifiables.

Depuis 1639, c'est au nom seul du seigneur duc de Reims que la justice est administrée, mais les échevins avaient conservé leur loge de la Pierre-au-Change. Ils seront condamnés à perdre en 1671 jusqu'à l'ombre d'une indépendance longtemps et jalousement gardée (1). Charles-Maurice Le Tellier transféra l'auditoire du bailliage au palais archiepiscopal : les échevins durent abandonner le vieux tribunal de la Pierre-au-Change. Il paraît que le nouveau local ne se recommandait par son séjour ; il avait été construit dans la première cour de l'archevêché, il était fort peu éloigné des écuries et fort obscur (2). Les échevins ne souffrirent pas longtemps de ces inconvénients.

Réduits à un rôle trop effacé pour des héritiers de l'antique Sénat gaulois, ils s'abstinrent le plus souvent possible de venir siéger auprès du bailli. Les plaideurs, de leur côté, renoncèrent d'autant plus facilement au droit de renvoi que, dès avant 1670, l'usage de recourir directement au bailliage ducal tendait à se généraliser. Quelques années suffirent pour que l'audience du mercredi disparût. Le règlement de juin 1681 de l'archevêque duc de Reims qui porte état des jours d'audience au bailliage ne mentionne même plus le mercredi (3). Sa publication ne provoqua aucune réclamation de la part du corps de ville ou des échevins. Bidet, en 1751, prévoyait que le bailli ducal ne manquerait pas d'invoquer la prescription si jamais les

1. Bidet, *Hist. de l'Echev.* Var. Arch. adm., t. I, 489.

2. Camus-Daras, *Essai sur Reims*, p. 601.

3. Art. 4 du règlement. Cf. Pièce justif., n° 3 ; — Bidet (*Mémoires*, t. IV, p. 103. Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 2^e vol., 913) n'indiquait qu'une ordonnance du 10 mai 1726. On lit dans la requête de l'archevêque précédant l'arrêt du 31 octobre 1718 : « il n'y a point ou peu d'exemples que depuis la transaction de 1670, les échevins aient assisté à aucun jugement ». Var. Arch. lég., 2^e part., statuts, 3^e vol., 137 note.

échevins, surmontant un jour leur répugnance, demandaient à jouir de leurs droits. L'avenir ne confirma pas ses craintes : la juridiction de la Pierre-au-Change s'était éteinte pour toujours.

SECTION 2. — Autres juridictions inférieures.

En dehors de l'échevinage, d'autres tribunaux de première instance ressortissaient en appel au bailliage de l'archevêque duc : dans Reims, les mairies de la Couture et de Venisse (1) et la prévôté ducale ; aux environs les justices des châtellenies et des villages. Les juridictions inférieures établies dans la ville disparurent au xvi^e siècle. Les justices rurales ne furent abolies qu'à la Révolution.

Au xii^e siècle, les fortifications de la cité gallo-romaine, relevées par l'archevêque Foulques au ix^e siècle protégeaient encore la ville de Reims. Les abbayes de Saint-Denis, Saint-Remy et Saint-Nicaise n'étaient pas comprises dans leur enceinte, entre elles s'étendaient de larges espaces inhabités.

En 1183 (2), Guillaume-aux-Blanches-Mains concéda les terres sises à l'ouest des remparts à ses fidèles bourgeois pour y construire un nouveau bourg. Le lieu était alors livré à la culture agricole : on l'appelait *Cultura* (3) ou Couture. La bourgade lui emprunta son nom.

La charte de 1183 prévoit l'acensement de la Couture par préférence aux charrons, tonneliers et charpentiers qui ne devront plus exercer leur métier à l'intérieur de la ville. C'est là que se tiendra le marché aux bois, aux poutres et aux merrains. C'est là que dorénavant les marchands venant aux foires de Pâques dresseront leurs étaux. Pour favoriser le développement du bourg, Guillaume-aux-Blanches-Mains octroyait certains privilèges : droit d'être jugé par un maire en première instance, droit de construire

1. Venise.

2. Charta qua Willelmus, Remorum archiepiscopus, culturam extra muros ejusdem urbis, ad novum burgum aedificandum, concedit. Var. Arch. adm., t. I, 402.

3. *Cultura* : cousture ou couture (place d'Erlon actuelle).

sans congé loges ou escaliers à la porte des maisons... Mais la charte ne fait rien connaître de la juridiction du maire de la Couture si ce n'est que la compétence en est limitée aux litiges de peu d'importance (1).

En 1205 (2), Guy Paré, à l'instar de son prédécesseur au duché de Reims entreprit d'édifier une bourgade nouvelle au sud de la cité, au delà des murs. Les tenanciers qui s'établiront sur ces terres jouiront d'une juridiction particulière : c'est l'origine de la mairie de Venisse. Avant d'apposer son sceau à la charte, Guy Paré avait pris soin d'ajouter, en termes généraux, que les manants du bourg jouiraient des mêmes franchises que ceux de la Couture. Heureuse disposition, trop imprécise, mais qui donne lieu de penser que l'archevêque entendait réserver à ses sujets une égale condition dans les deux mairies.

Telle se montra en effet, au cours de l'histoire, l'évolution des deux tribunaux (3) : en janvier 1236, saint Louis reconnut et consacra en même temps les privilèges de la

1. « et que per ipsum [majorem] emendari non poterunt, ad archiepiscopum transferentur ».

2. Charta qua Guido remensis archiepiscopus quibusdam hominibus concedit terram inter vicum Molendinorum B. Remigii ac vicum de Jardo, ad domos ibi edificandas certis conditionibus. Var. Arch. adm., t. I, 458.

3. Existait aussi un maire de Montvalois ; sa mairie se trouvait dans la banlieue immédiate de la ville, comme les bourgs de Couture et de Venisse. Il semble possible de situer cette mairie au sud de Reims, dans la direction de Châlons. En effet dans l'estimation des héritages de la banlieue passibles des frais du sacre en 1328. [Ce sont les terres au champs, qui furent comencées au départ dou ban Saint-Remy, pour le couronnement dou roi Philippe... Var. Arch. adm., t. II, 550 sqq.] qui sont désignés en partant du ban de Saint-Remi pour faire le tour de la ville par le sud, l'est, le nord puis l'ouest pour revenir au point de départ, Montvalois est désigné dès le début, en même temps que le moulin de Cormontreuil, la voie du moulin de Vrilly, les chemins de Châlons et de Beine, les crayères et la Housse ; il existe encore aujourd'hui la rue des Crayères et les ruines d'un moulin de la Housse à cet endroit. D'autre part, les textes parlent souvent des vignes de Montvalois, or il en existe encore à la sortie de Reims vers Châlons près des caves Pommery, seul endroit autrefois assez sec et crayeux pour en porter puisque toute la partie ouest de Reims, suivant la Vesle, était marécageuse. Enfin dans tous les textes où se trouve cité Montvalois, on rencontre aussi Saint-Remi ou Saint-Nicaise (Var. Testes regis producti contra archiepiscopum remensem super gardia S. Remigii 1263. Arch. adm., t. I, 853 ; t. III. Possessions de saint Nicaise, 622 ; t. I. Concession à Saint-Nicaise, 251, etc...). Le maire de Montvalois possédait-il une juridiction semblable à celle des maires de Couture et de Venisse ? On en peut douter car nous ne connaissons aucun texte montrant ce maire tenant des plaids. Il semble probable, que la mairie disparut d'ailleurs assez rapidement.

Couture et de Venisse (1). Les registres où sont consignés les actes de juridiction sont communs. Le greffier les commence par les deux extrémités, au début viennent les plaids de la Couture, en fin les plaids de Venisse.

La charte de 1205 présentait sur la nomination et la compétence du juge des précisions que celle de 1183 laissait ignorer. Grâce à elle, nous connaissons l'origine et l'étendue des pouvoirs du maire de Venisse. Il est possible d'en déduire le statut et les fonctions du maire de la Couture. Les plaids de la Couture et de Venisse fournissent aussi leur contribution à ces recherches (2). Les deux mairies furent vraisemblablement supprimées en 1563, en vertu de l'édit de Charles IX de la même année qui mettait les seigneurs justiciers dans l'obligation de ne conserver qu'un seul degré de juridiction dans un même lieu.

Le bourg de Venisse s'étendait des domaines des moulins de Saint-Remi aux jardins du Jard; il comprenait le canton délimité par les rues des Moulins et du Jard. Entre celles-ci se trouvait, comme aujourd'hui, la rue de Venisse.

Le tribunal se composait du maire, d'un sergent et d'un greffier; ce dernier n'était autre que celui de l'échevinage, il exerçait ses fonctions à la Couture comme à Venisse. Le juge des habitants était institué par l'archevêque qui le choisissait parmi ses sujets de la bourgade, s'il en connaissait qui fussent capables de remplir la charge. Il devait prêter serment de conserver fidèlement les droits de l'archevêque et de juger les manants avec justice (3). La mairie, comme celle de la Couture, était remise à ferme (4). Après le mode de nomination, la charte délimitait la compétence du maire: il aura connaissance des causes civiles sans exception et des causes criminelles jusqu'à 7

1. Var. Arch. adm., t. I, 608.

2. Quelques plaids de la Couture dans les plus anciens plaids en baillie et en prévôté — surtout les 3 registres des plaids de la Couture et de Venisse (le 1^{er}: Couture 1355-1363; Venisse 1359-1362; le 2^e: Couture 1384-1391; Venisse 1384-1392; le 3^e: Couture 1391-1398; Venisse 1392-1398) et un cahier des plaids de la Couture (1493-1519). Les plaids plus récents n'existent plus. Arch. com. de Reims.

3. Major fidelitatem nobis faciet de jure nostro [servando?] et eisdem mansionariis de justicia in causis exhibenda.

4. Arch. adm., t. III, 70 et 422.

sous 6 deniers. Comme les habitants de Venisse et de la Couture jouissaient, en plus de leurs franchises particulières, de celles du ban de l'échevinage, leurs maires tenaient les plaids assistés de deux échevins. Dans l'ensemble, le juge était investi de fonctions assez semblables à celles du prévôt de Reims (1) : ils avaient comme lui l'exercice de la justice foncière. Le maire de Venisse ne répugnait pas aux tâches d'un simple sergent : un jour « com li maires de Venice chassast un homme malfaiteur qu'il voloit penre, icil malfaitières entra en la maison celui Gerbert, et que com li maires voucist entreir, apreus lui, icy Gerbers claut son huis, ne le li laissa entreir, voiant grant planteit de bonnes gens ». Le bailli ducal se saisit du procès (2). C'était toujours par devant lui que les plaideurs devaient porter les affaires importantes et qu'ils appelaient des sentences du maire.

La Couture se développa plus rapidement que Venisse en raison des foires qui s'y tenaient. Le faubourg occupait la partie du terroir de Reims qui, à l'ouest des remparts romains, dont le tracé est aujourd'hui représenté par les rues des Telliers et du Clou-dans-le-fer, s'abaisse en pente douce vers la Vesle. Les procès dont le maire avait la connaissance furent toujours plus nombreux à la Couture qu'à Venisse. Le juge siégeait en la Couture chaque semaine, alors qu'à Venisse, deux ou trois semaines s'écoulaient entre les audiences (3). Les plaids occupaient les deux tiers du registre commun. Le maire y donnait défaut, condamnait à l'amende, renvoyait au bailliage ducal, décidait d'enlever la porte d'une maison rue de Thillois pour non paiement d'un droit de cens (4). Sa compétence s'étendait à toutes les causes civiles et aux causes criminelles jusqu'à une somme déterminée, 22 sols 1/2 au xiv^e siècle (5). Un ou plusieurs sergents exécutaient ses ordres (6). Le

1. Cf. *infra*.

2. Var. Arch. adm., t. 1, 962.

3. Par ex. : le vendredi 11 juillet 1393, le vendredi 8 août, le mercredi 24 août ; 3^e registre des plaids de la Couture et de Venisse. Arch. com. de Reims.

4. Var. Arch. adm., t. 1, 1083.

5. *Ibid.*, t. II, 221.

6. *Ibid.*, 776 et 901.

rapport pour l'archevêque de la mairie de Couture était de 5 à 10 fois supérieur à celui de la mairie de Venisse (1).

Telles se présentaient ces deux juridictions inférieures à l'époque de leur suppression en 1563. L'achèvement des nouveaux remparts, en 1358, avait incorporé à la ville les deux mairies ; l'opportunité de justices particulières se faisait de moins en moins sentir ; les plaideurs abandonnaient le tribunal du maire pour le tribunal de la Pierre-au-Change, voire pour le bailliage. L'oubli effaça rapidement de la mémoire des rémois le souvenir de la Couture et de Venisse.

* * *

Le prévôt ducal, au contraire, s'il perdit en 1563 sa compétence judiciaire conserva d'autres attributions jusqu'à la fin de la monarchie. Pour la première fois, un texte de 1208 (2) fait mention du prévôt de Reims. Gérard de Boves y paraît, accompagné de trois sergents ; ils suivent une procession, en chemise et braies, tête et pieds nus pour faire réparation au chapitre de ce qu'ils ont arrêté indûment un sergent dudit chapitre. Il semble donc que la charge de prévôt soit de création plus récente que celle de bailli (3) ; elle n'en revêtit d'ailleurs jamais l'importance.

Aux plus anciens plaids dont les registres soient parvenus jusqu'à nous, comme le Livre Rouge de l'Echevinage de 1248, le prévôt rend déjà la justice, assisté de plusieurs échevins ; quoique sa compétence semble délimitée dès cette époque, il lui arrive de siéger aux côtés du bailli (4). On connaît des exploits ou des actes de juridiction signés des deux juges. La confusion règne dans les registres où se mêlent plaids de la baillie, de la prévôté et de la mairie de la Couture. Pendant longtemps les plaids en prévôté sont les plus nombreux (5) ; les cas importants seuls sont réservés au bailli.

L'arrêt du 27 février 1406 s'adressait au prévôt comme au

1. *Ibid.*, t. III, 650.

2. *Ibid.*, t. I, 471.

3. Cf. *infra*, sect. 3 : Le bailliage ducal.

4. Var. Arch. adm., t. II, 694.

5. *Ibid.*, tableau 667-671.

bailli; en vertu de ses dispositions, le prévôt pouvait juger sans échevins les bourgeois qui se soumettraient volontairement à sa juridiction. En Cour de Parlement, l'an 1531, les échevins rappelaient qu'un bourgeois, cité par devant le prévôt, pouvait demander le renvoi par devant le tribunal de la Pierre-au-Change. L'arrêt de 1541, si favorable à la justice échevinale, portait atteinte à la prévôté comme au bailliage et supprimait implicitement l'option permise en 1406. Au dire de l'avocat des échevins, lors du procès de 1546 (1) relatif aux jurements et blasphèmes, le prévôt connaissait des causes en première instance, mais le bailli possédait la prévention; les matières renvoyées par le prévôt devant les échevins, ressortissaient en appel au bailliage.

Des difficultés séparent souvent la prévôté et l'échevinage. L'origine en était dans les droits de police ou de voirie que le prévôt partageait avec les échevins (2). Les conflits avec le bailliage royal étaient assez rares : on voit pourtant les officiers du roi attirer à leur juridiction certains cas de justice foncière réservés aux seigneurs hauts justiciers. Le 27 août 1507, une sentence dit que 12 deniers de droits domaniaux prétendus par le prévôt ducal ne sont dûs. Plusieurs fois, la Cour de Parlement connut de procès intentés par le chapitre à l'archevêque duc de Reims et à son prévôt, coupable d'arrestation, de quelqu'un de leurs bourgeois ou de leurs gens (3).

Au xvi^e siècle, la prévôté comprend, outre le prévôt, un lieutenant (4), un greffier (5) et 12 sergents (6).

Les audiences se tiennent en la loge de la Pierre-au-Change, rue de Tambour, le lundi et parfois le mardi (7). Pendant les foires de Pâques, les officiers de justice, prévôt ou bailli, siégeaient dans une loge, place de la Couture (8). La prévôté est baillée à ferme pour 3 ou 9 ans. En entrant

1. Sur tous ces procès, cf. *supra*, sect. 1 : L'échevinage.

2. Cf. *infra*.

3. Var. Arch. adm., t. III, 379.

4. Parfois deux. Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 2^e vol., 182 ; — un jour les deux gendres du prévôt. Var. Arch. adm., t. II, 1191 note.

5. Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 2^e vol., 175 note.

6. Arrestum super facto custodie et defensionis ville remensis (13 septembre 1457), *ibid.*, 1^{er} vol. 880.

7. Registre des plaids en prévôté 1505-1516. Arch. com. de Reims.

8. Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 1^{er} vol., 917.

en charge, le prévôt fait, aux mains du bailli, le serment traditionnel, en présence du procureur fiscal (1). Sept chefs d'obligations lui incombent : il jure que, tant qu'il sera en l'office du prévôt de Reims, il fera bons et loyaux jugements à toutes personnes de quelque état ou pays qu'elles soient « faisant l'exception de personne » ; il jure de garder de bonne foi et de tout son pouvoir les droits de l'archevêque duc, sans empiéter sur ceux d'autrui... Il promet encore de n'accepter des plaideurs par lui-même ou par personne interposée « quelque don corruptible » ; d'exécuter les mandements et commandements du seigneur de Reims auquel en fin de ferme il devra remettre papiers et registres de plaids. C'est le prévôt qui installait le lieutenant dans ses fonctions, qui choisissait et destituait à son gré les sergents (2).

« Des causes droit d'ancienneté usage ou coutume » dont la connaissance appartient au bailli, le prévôt n'entreprendra pas de juger lorsqu'elles seront susceptibles d'amende arbitraire ou supérieure à 22 sols 6 deniers parisis. Si un cas criminel ou délit passible d'amende, excédant cette somme, vient à sa connaissance, le prévôt doit procéder à bonne et diligente information ou du moins en rapporter incontinent par devant le bailli ou le procureur fiscal qui en font information, raison et justice.

En cas d'arrestation ou emprisonnement par les sergents ou le prévôt lui-même, celui-ci doit fournir le plus tôt possible au bailli et au procureur fiscal ou à l'un d'eux un rapport fidèle donnant les motifs des mesures prises (3). Le prévôt a l'administration de la justice foncière, connaît des arrêts coutumiers et sur les forains, procède aux vêtures et nantissements (4). Son sceau, comme celui de l'échevinage et celui du bailli est reconnu authentique par la coutume de Reims (5). Les appellations de ses jugements se

1. Extrait des registres du greffe du bailliage ducal : serment du prévôt Jean Doynet prêté au bailli Hierosme Grossaine (29 avril 1519. Copie collationnée en 1696). Arch. dép. de Reims G 20.

2. Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 2^e vol., 402 note.

3. Serment du 29 avril 1519. Arch. dép. de Reims G 20.

4. Mémoire du 21 janvier 1564. Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 2^e vol., 175 note.

5. Art. 178. Coutumes 1556. Var. Arch. lég., I^{re} part., Coutumes, 965.

relèvent par devant le bailli ducal qui possède d'autre part la prévention (1). Voici comment, le vendredi 28 février 1532, le bailli rejetait l'appel de Jeanne Gugauld, veuve de Guillaume Le Vergeur : « le tout vu et considéré à bonne et mure délibération et notable conseil, nous avons dit et disons qu'il a esté bien jugé et interloqué par ledit prévost ou sondit lieutenant et mal appelé par laditte appellante et si avons renvoyé et renvoyons lesdittes parties pardevant ledit prévost ou sondit lieutenant à huitaine pour procéder par devant lui comme auparavant ledit appel et si avons condamné et condamnons laditte appellante en l'amende du fol appel qui est de soixante sols parisis et aux dépens de l'appel... » (2).

Parmi les attributions de police du prévôt comptent le guet de nuit et la police des foires. Habituellement 8 personnes capables et de bonne vie accompagnent le prévôt au guet par les rues de la ville (3). S'il est besoin d'un plus grand nombre, le prévôt les engage ; il doit présenter ses gens au bailli ou au greffier du bailliage le premier de chaque mois ; il est tenu de répondre d'eux (4).

Aux foires de la Couture, où il veille à ne pas laisser entraver la circulation, c'est lui qui délivre congé aux marchands pour planter leurs étaux (5). Il assigne par devant son tribunal les habitants de la place de la Couture qui, pendant la foire, ne mettent pas, ainsi qu'ils le doivent, de lanterne à leur fenêtre (6). Un jour, il arrête des bourgeois qui jouaient aux quilles sur la chaussée. De tumultueux débats s'élèvent qu'un accord passé entre les échevins et l'archevêque apaise, autorisant les bourgeois à jouer aux quilles autant qu'il leur plaira, même sur les marchés (7). Les droits de voirie dressent parfois pour de plus graves

1. Procès 1546, cf. *supra*.

2. Extrait des registres du greffe du bailliage de Reims. Sentence du bailli renvoyant par devant le prévôt une cause dont on avait indûment appelé au bailliage (28 février 1533. Copie collationnée en 1696). Arch. dép. de Reims G 20.

3. La clause relative au guet paraît dans les baux de la prévôté jusqu'en 1711. Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 3^e vol., 400.

4. Bail de la prévôté (4 décembre 1623. Copie collationnée en 1627). Bibl. de Reims ms 1729, p. 239 sqq.

5. Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 1^{er} vol., 947 sqq. note.

6. *Ibid.*, 347 note.

7. Var. Arch. adm., t. II, 940.

motifs le prévôt et l'échevinage l'un contre l'autre (1) : l'officier de la justice ducale a droit en effet de bailler « congé de faire saillie, mettre treillis, goulots, bassins et autres choses sur rües » (2), tandis que les échevins sont administrateurs des chaussées. En une autre matière des conflits se sont élevés : le prévôt ne peut vérifier les poids et mesures à l'endroit des bourgeois qu'assisté des échevins (3).

En exécution de l'édit d'abréviation des procès de novembre 1563, publié en Parlement le 13 décembre (4) et portant qu'un sujet du roi ne pouvait avoir plusieurs degrés de juridiction en une même ville, la prévôté de Reims fut supprimée. L'édit accordait un délai d'option de deux mois. En janvier 1564, l'édit de Roussillon, rappelant la volonté du roi ne laissait plus qu'un mois (5). A la fin de février 1564, le cardinal Charles de Lorraine n'avait pas encore fait connaître son intention de supprimer la prévôté ; mais sa décision fut sans doute rétroactive puisque l'acte de notoriété du 25 novembre 1564 porte que, depuis un an entier, la juridiction du prévôt n'existe plus (6) ; ses attributions sont passées au bailli.

* * *

Dans les châtelainies et villages du duché, des officiers administraient la justice au nom du seigneur duc de Reims. Toutes ces juridictions avaient dans l'ensemble la même organisation et les juges une compétence identique. Certains usages particuliers pouvaient seulement différencier ces tribunaux inférieurs.

En principe, il n'existe en chaque lieu, qu'un lieutenant,

1. *Ibid.*, 836, 1210, 1214.

2. Bail de la prévôté (4 décembre 1623). Bibl. de Reims ms 1729.

3. Var Arch. lég., II^e part., statuts, 1^{er} vol., 595.

4. Art. 25. Néron, *Recueil d'édits et d'ordonnances royales*, t I, 1720, p. 430-432.

5. Art. 24. Isambert, *Recueil des anciennes lois françaises*, t. XIV, 1829, p. 160-169.

6. Appointement duquel a esté appelé du reffus fait par le bailly de Reims de renvoyer ung bourgeois convenu par devant luy... (28 février 1554 a. st.). Acte de notoriété qui justifie de la suppression de la prévosté de Reims (25 décembre 1564). Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 2^e vol., 178-183.

un procureur fiscal, un greffier et un sergent sans compter les procureurs en nombre variable et les notaires au nombre de deux (1).

Lorsque l'archevêque, seigneur des châtelainies, sur le bon et louable rapport qui lui est fait de la personne d'un postulant à quelque charge de judicature, a pourvu à l'emploi, les officiers du bailliage de Reims ont à l'installer dans ses fonctions (2). Auparavant le bailli ducal fait informer de sa vie, mœurs, religion catholique, apostolique et romaine. L'information achevée, l'officier est examiné en la chambre par le bailli et le lieutenant, puis reçu par leur avis commun aux jour et heure habituels des plaids (3) : le nouveau juge est installé dans l'exercice et les fonctions de sa charge et prête le serment au cas requis.

Un état des justices du duché en 1763 note que, feu l'archevêque Armand-Jules de Rohan (4) laissait le choix des postulants pour remplir les offices vacants à son bailli qui, avant de se déterminer, en conférait avec le procureur fiscal. Il constate d'autre part que les sujets capables manquent presque partout. Toutefois ceux qui sont en place sont « ce qu'il y a de mieux en chaque lieu ».

Certains officiers des justices locales ne tirent aucun revenu de leurs charges en dehors de leurs gages. Le greffe est compris au bail du fermier de la seigneurie ; celui-ci l'exerce parfois lui-même ; le plus souvent il commet un greffier. C'est de lui que les officiers reçoivent leurs gages et non de l'archevêque (5). On signalait en 1763 les difficultés rencontrées pour recruter des sergents dans les châtelainies : peu de paysans acceptent de remplir ces fonctions. Il faut avoir recours aux huissiers royaux répartis un peu partout sur le territoire. La compétence est la même pour toutes les justices rurales : le lieutenant juge les procès jusque

1. Arrêt du 5 mai 1629 qui fixe le nombre des notaires au duché de Reims et règle leurs fonctions. Arch. dép. de Reims G 148 fol. 447, cf. *infra*, notaires au bailliage de Reims, sect. 3.

2. Ex. de lettres de provisions d'office de la lieutenance d'Attigny en 1751 transcrites dans Etat des justices du duché 1763 *in fine*. Arch. dép. de Reims G 8.

3. Règlement de juin 1681, art. 3. Pièce justif. n° 3.

4. Dont l'archiépiscopat dura 41 ans (1722-1763).

5. Sauf le prévôt de Courville qui a 12 livres par an de l'archevêque en 1763, cf. bail de Cormicy, 4^e part., chap. 2, sect. 2 : Baux à ferme *in fine*.

3 livres 15 sols (1). Il connaît aussi des affaires qui requièrent célérité ou qui réclament la présence de l'officier sur les lieux ; il procède aux scellés et inventaires. Le bailli de Reims statue au-dessus de 3 livres 15 sols lorsque les conditions de temps et de lieu ne s'y opposent pas. L'appel des sentences du lieutenant se porte au bailliage ducal.

La liste établie en 1763 (2) révèle l'existence de 14 tribunaux de châtellenies ou villages (3). Elle donne la composition et les traits caractéristiques de chacun d'eux. Les juridictions y sont énumérées par ordre d'importance croissante : aux Mesneux et à Montbré (4), il n'y a pas de sergent et le greffier ne rend rien du greffe. A Serriers, tous les offices ont un titulaire. Le fermier de la châtellenie de Serriers dont Chamery dépend institue le greffier de Chamery où, par ailleurs, le tribunal comprend lieutenant et procureur fiscal, mais point de sergent. A Chaumuzy, c'est le fermier lui-même qui fait fonction de greffier, le cas est exceptionnel. Toutes les charges sont pourvues à Bétheniville et à Saint-Clément près de Bétheniville. A Sept-Saulx et Wez, le sergent et le greffier sont communs. Si l'on ne trouve pas de sergent non plus à Villers-Franqueux, à Courville au contraire, on relève prévôt, procureur fiscal, greffier et sergent. Un avocat de Soissons était bailli de Vailly-sur-Aisne (5), un lieutenant l'assistait avec le procureur fiscal et le greffier. A Cormicy comme à Attigny, le tribunal se composait d'un prévôt, d'un lieutenant, d'un procureur fiscal, d'un sergent et d'un greffier.

Une monographie éclairant le détail d'un jour plus pénétrant qu'un tableau général, il convient de choisir l'une de ces juridictions et de l'étudier de plus près : la justice de Cormicy offre un exemple significatif.

Le tribunal comporte, au dernier siècle de la monarchie : un prévôt, un lieutenant, un procureur d'office, 2 ou par-

1. En 1763.

2. Etat des justices de l'archevêché de Reims [qui se trouvent dans un rayon moyen de 4 lieues]. Arch. dép. de Reims G 8.

3. La justice de Ruffry n'existe plus depuis la destruction du village, et les officiers de la seigneurie ne sont autres que ceux du bailliage ducal.

4. Dont la seigneurie n'appartient que pour 1/2 à l'archevêque duc qui institue seul les officiers, cf. II^e part., chap. 1, section 2 : Les châtellenies et leurs dépendances, p. 48.

5. Châtellenie inféodée en 1766.

fois 3 sergents ainsi que 4 procureurs (1) et 2 notaires. Les audiences ordinaires se tiennent dans l'auditoire de Cormicy (2) le jeudi ; les audiences extraordinaires quelque autre jour de la semaine au gré du prévôt (3). Chaque fois une dizaine de causes sont inscrites au rôle : le jeudi 12 janvier 1741, à l'audience ordinaire, 2 affaires, mais le jeudi 19, 5 et le jeudi 26, 7 et le mercredi 1^{er} février, plaids extraordinairement tenus en l'hôtel 11 procès. Ce dernier chiffre est plus fréquent que les précédents (4).

Le prévôt est le premier officier du tribunal ; son lieutenant peut le remplacer en toutes circonstances. Il ne prononce le plus souvent que sur de menus délits puisque sa compétence n'excède pas 3 livres 15 sols (5) : le 5 janvier 1741, un vigneron est condamné à 3 livres d'amende pour avoir emporté des pierres tombées de la tour de Cormicy, huit jours auparavant. On lui enjoint par surcroît de rapporter les pierres en un lieu désigné. Et le prévôt doit être gradué en droit ! En 1788 même, il est avocat au Parlement (6). A son titre de prévôt et garde de la châtellenie, il en ajoute d'autres : un arrêt du Conseil d'Etat du 16 février 1692 reconnaissait que l'édit de juillet 1690 qui créait divers offices royaux ne s'appliquait point à Cormicy, le prévôt se trouvant maire perpétuel (7).

Les registres d'audience montrent le prévôt accomplissant tous les actes du juge dans les limites de sa compétence de première instance ; on l'y voit aussi recevant le serment de tuteurs et curateurs élus (8).

Il fait publier ses ordonnances à la sortie des vêpres. Car, outre les qualités déjà mentionnées, il est aussi lieu-

1. Procès-verbal d'assises et plaids généraux du 9 juin 1727. Arch. dép. de Reims G 68.

2. Cf. 2^e part., chap. 1, sect. 2 : Les châtellenies et leurs dépendances, p. 53.

3. Cf. les 5 registres d'audience de la prévôté de Cormicy qui permettent, sauf quelques interruptions, de suivre l'exercice de la justice de 1741 à 1788. Arch. dép. de Reims.

4. Registre des audiences, n^o 1, *ibid.*

5. 60 sols [= 3 livres] seulement en 1712. Procès-verbal d'assises et plaids généraux du 22 septembre 1712. Arch. dép. de Reims G 68.

6. Registre des audiences n^o 5. Arch. dép. de Reims.

7. Arrêt du Conseil d'Etat du roi (16 février 1692). Arch. dép. de Reims G 67.

8. Ex. : 25 janvier 1788. Registre des audiences n^o 5. Arch. dép. de Reims.

tenant général de police. A ce titre, il peut dresser tout règlement de police nécessaire. Son lieutenant, en son absence, jouit des mêmes pouvoirs. Le 18 mai 1741, il est prescrit, à cause de la sécheresse « à tous bourgeois et habitants de cette ville de maître (*sic*) au devant de leurs porte (*sic*) au moin (*sic...*) un tiné remplis d'eau a com-mancé de cejourd'huy heure de midy pour prévenir les malheurs quy pouroit arivez en peine d'amande arbitraire et quy 'avons notiffié ausdits habitants et bourgeois par le son du tambour » (1). Les ordonnances sont signées du prévôt ou du lieutenant et du greffier. C'est aussi au prévôt à fixer le prix du pain (2). C'est encore à lui de faire les logements de gens de guerre avec les échevins de Cormicy.

Tous les ans, en effet, les habitants se réunissent près de l'église pour élire le procureur syndic et les échevins. Lorsque le mauvais temps l'exige, l'assemblée a lieu en l'auditoire de la prévôté, mais elle se tient toujours par devant le prévôt, en présence du procureur fiscal et du greffier de justice (3).

Parmi les privilèges du prévôt, ce n'est pas le moins appréciable que celui qui le décharge de la taille pour héritages à Cormicy (4).

Le procureur fiscal ou d'office défend les intérêts généraux et ceux de l'archevêque duc. Il est, entre autres, chargé de faire observer les ordonnances de point en point, de faire poursuivre les contrevenants et de conserver les droits du seigneur de Cormicy : de tout quoi il répond « en son propre et privé nom ». A l'audience du 31 décembre 1788 (5), un ancien praticien le remplace.

Le greffier est présenté au prévôt ou à son lieutenant par le fermier de la seigneurie. L'officier de justice reçoit et installe dans ses fonctions le nouveau titulaire de la charge

1. Registre n° 1, *ibid.*

2. Procès-verbal d'assises et plaids généraux du 16 septembre 1680. Arch. dép. de Reims G 68.

3. Arrêt du Conseil d'Etat du roi (16 février 1692). Arch. dép. de Reims G 67.

4. Sentence de l'élection de Reims (16 février 1704). Arch. dép. de Reims *ibid.*

5. Registre des audiences n° 5. Arch. dép. de Reims.

et en requiert le serment de se comporter en homme de bien et honneur (1). En fin d'exercice, le greffier doit remettre toutes les minutes aux officiers de la châtellenie qui les serrent dans une armoire de l'auditoire dont une clef reste au prévôt ou au lieutenant et l'autre appartient au nouveau greffier (2).

C'est le bailli ducal de Reims (3) qui connaît de l'appel des sentences du prévôt de Cormicy et qui contrôle l'exercice de la juridiction : le 18 mars 1672, il condamnait à 100 livres d'amende un habitant de Cormicy qui s'était soustrait au tribunal seigneurial (4).

C'est grâce aux assises et plaids généraux que le bailli exerce une surveillance efficace sur toute la justice, la police, et l'administration des châtellenies. Une fois par an au moins (5), le bailli, le lieutenant et le procureur fiscal général, accompagnés du greffier ordinaire et de 2 huissiers ou sergents du bailliage se transporte à Cormicy, pour y tenir leurs assises et plaids généraux. Quelques jours plus tôt, le bailli a donné lettres et commission pour assigner les habitants du bourg et des villages en dépendants ainsi que les officiers de justice des fiefs terres et seigneuries qui relèvent de la châtellenie aux assises et plaids généraux (6). Un sergent de Cormicy a publié par les carrefours l'annonce des assises. Le jour solennel venu, lorsque la cloche ordinaire a tinté, les juges du bailliage s'avancent vers la grand'rue. Là, le procureur fiscal assigne les habitants à comparaître pour entendre lecture des ordonnances de police, de la déclaration des droits de l'archevêque seigneur de Cormicy et pour présenter leurs réclamations ou doléances. Un huissier fait l'appel, enjoignant de rester jusqu'à la fin des assises. Les non-comparants sont redevables d'une amende de 3 livres 15 sols (7). Alors le greffier lit les

1. Registre n° 1 (5 janvier 1741), *ibid.*

2. Procès-verbal d'assises et plaids généraux du 25 juin 1739. Arch. dép. de Reims G 68.

3. Le juge indiqué comme second tribunal par l'abbé Grandermey. Cormicy, p. 33.

4. Sentence du bailli ducal (18 mars 1672). Arch. dép. de Reims G 67.

5. Procès-verbal d'assises et plaids généraux du 22 septembre 1712. Arch. dép. de Reims G 68.

6. Procès-verbal... du 16 septembre 1680, *ibid.*

7. 20 sols seulement en 1680. Procès-verbal... du 16 septembre 1680, *ibid.*

ordonnances (1). Elles présentent d'une année à l'autre, les mêmes dispositions générales que l'on trouve sans doute utile de répéter. Puis vient l'énumération des droits du seigneur de Cormicy sur lesquels on recueille les observations des habitants. Les manants sont invités à exposer les griefs qu'ils pourraient faire aux officiers de la justice du lieu. Le 22 septembre 1712 (2) le bailli de Reims rappelle aux justiciables qu'ils ne doivent jamais, sous peine de 75 livres d'amende, procéder pour les causes excédant 60 sols ailleurs que par devant lui (3). Quant aux juges de Cormicy, s'ils outrepassent leur compétence, ils encourent amende de 75 livres, suspension de leur charge, nullité de procédure et dommages-intérêts de qui il appartiendra ; ils doivent renvoyer par devant le bailli les causes dont ils ne peuvent connaître. Enfin, relever appelation des jugements rendus par les officiers de Cormicy ailleurs que par devant le bailliage de Reims est interdit sous les mêmes peines.

Aux assises, le bailli tranche parfois quelque contestation sommaire relative à la perception d'un droit (4), mais il n'y juge pas, si ce n'est par provision (5). Les habitants de Cauroy, en 1712, prétendent posséder un droit de pâturage et non seulement de passage sur un certain canton du terroir de Cormicy. Les habitants de Cormicy leur déniaient ce droit. Le bailli donne acte aux parties de leurs protestations, leur ordonne de registrer respectivement leurs moyens et de venir plaider au premier jour d'audience à Reims (6).

C'est là que l'on trouvait le bailliage, cour de justice principale du duché-pairie.

1. Procès-verbal... du 28 décembre 1780, *ibid.*

2. Procès-verbal... du 22 septembre 1712, *ibid.*

3. En particulier défense de procéder par devant « les juges consuls des marchands non plus que les sieurs présidiaux de Reims ».

4. Procès-verbal d'assises et plaids généraux du 20 juillet 1757, *ibid.*

5. Sentence provisionnelle rendue par le bailli contre les habitants de Cauroy-les-Hermonville aux assises du 6 mai 1636. Arch. dép. de Reims G 67.

6. Procès-verbal d'assises et plaids généraux du 22 septembre 1712. Arch. dép. de Reims G 68.

SECTION 3. — Le bailliage ducal.

Deux missi de l'archevêque Hincmar présidaient un jury d'échevins le 13 mai 847 (1). Une charte de Guillaume aux-Blanches-Mains de l'année 1197 emploie le propre terme de bailli pour désigner les officiers temporels et spirituels de la justice archiépiscopale (2). On rencontre « baillivi archiepiscopi » dans un instrument du 20 septembre 1221 (3). Lorsque l'archevêque Guillaume de Joinville, en juillet 1223 confirmait les libertés de ses sujets de Coulommies-lez-Attigny (4), le sénéchal n'était sans doute déjà plus que le chef honoraire de la juridiction ducale. En 1262 (5), le bailli de Reims était depuis longtemps en droit de rendre la justice, mais le Livre Rouge de l'Echevinage qui rapporte les plaids depuis 1248 incite à penser que le bailli ne siégea aux côtés des échevins, en première instance qu'assez tardivement puisque ce sont les jugements de 1278-1279 qui, pour la première fois, nous le montrent aux plaids des bourgeois (6).

La compétence du bailliage de Reims se développa jusqu'à la fin de l'ancien régime, au détriment de la justice échevinale. La décadence de la juridiction de la Pierre-au-Change se consumma au profit de la justice ducale en 1670 (7). En 1699 même, le bailli joignit à ses fonctions celles de lieutenant général de police que Louis XIV venait de créer dans les principales villes de France.

Après un aperçu de l'évolution de la justice ducale envisagée dans ses rapports avec l'échevinage puis avec le bailliage royal, nous développerons l'étude des fonctions

1. Notitia de mancipiis S. Remigii, per judicium scabiniorum (*sic*) evindicatis in placito missorum Hincmari archiepiscopi. Ordinante Ingmaro archiepiscopo venerunt ejus missi in Curte Acutiōri, Sigloardus scilicet, presbyter vel caput scholae sanctae remensis ecclesiae, et Dodilo, vir nobilis, vassallus ejusdem episcopi... Var. Arch. adm., t. I, 35.

2. ...Nobis vero absentibus, bailivi nostri tam clerici quam laici, quam cito fuerint requisiti, similiter bona fide facient emendari ad honorem ecclesie et capituli. ., *ibid.*, 431.

3. *Ibid.*, 517.

4. *Ibid.*, 527.

5. *Ibid.*, 810.

6. *Ibid.*, 961-962.

7. Cf. *supra*, sect. 1: L'échevinage, p. 104.

qu'exerçaient aux derniers siècles de la monarchie, les officiers du bailliage de Reims.

La justice au duché-pairie reposa jusque 1790 sur les principes fondamentaux posés par la Charte de 1182 (1). Les trois cas réservés à Guillaume aux-Blanches-Mains ou à ses officiers ressortissaient encore au bailliage à la veille de la Révolution. Aux termes de la charte, l'archevêque seigneur justicier réforme le jugement des échevins s'il paraît incorrect. C'est la cour féodale qui condamne les échevins convaincus de faux jugement, c'est elle qui inflige à l'appelant débouté, l'amende de fol appel, qui statue sur les causes intéressant les droits et les terres du duché. Du seigneur et de sa cour, ces attributions passèrent au bailli (2).

Successeur du comte franc, l'archevêque comte puis duc de Reims jouissait des droits de justice et police. Mais les échevins qui originairement tenaient de l'archevêque une partie de ces droits ne voyaient pas favorablement le bailli ducal exercer les siens. L'archevêque Jean de Craon dut abandonner ses droits de police par une transaction du 13 décembre 1371 (3). Par contraste, des lettres patentes de Charles VI du 6 décembre 1412 maintenaient et confirmaient les archevêques contre les officiers royaux dans la police en la ville et ses faubourgs dont ils connaissaient privativement à tous autres (4). Les deux adversaires ne terminaient un procès que pour en intenter un autre. L'étude de l'échevinage apporte combien de preuves de l'aménité de leurs rapports ! Peu d'années s'écoulaient sans que des hostilités plus ou moins ouvertes ne missent en opposition la justice échevinale et la justice ducale que représentaient le bailli et le prévôt (5). Il n'est pas besoin de retracer ici les luttes qui opposèrent bailliage ducal et échevinage marquées par les arrêts de 1406, 1531 (6), 1538 (7), 1541, 1544, 1546, 1549,

1. Cf. *supra*, sect. 1 : L'échevinage, p. 106.

2. Pour le jugement des échevins. Vide, note 1, p. 107.

3. Observation particulière de Bidet, *Hist. de l'Echev.* Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 3^e vol., 10.

4. Marlot, *op. cit.*, t. III, p. 679.

5. Jusque la suppression de celui-ci. Cf. *supra*, sect. 2 : Autres juridictions inférieures.

6. Arrêt du 12 décembre 1531. Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 2^e vol., 21.

7. Arrêts du 26 novembre 1538 et 10 décembre 1538, *ibid.*, 34-47 notes.

1564, 1568, 1583, 1585,... 1639, 1655, 1656, 1670, 1699 (1).... Les conséquences qui en résultent pour le bailli comptent seules lorsqu'il est question de sa juridiction.

L'option ouverte aux bourgeois par l'arrêt du 2 février 1406 de négliger l'échevinage pour plaider en première instance par devant le bailliage disparut en 1541 ; elle réapparaîtra en 1670, mais elle est alors conçue en des termes plus favorables encore au bailli qui devient juge de principe des bourgeois. Sous le régime antérieur au 5 décembre 1541, le bailli était chargé d'une double fonction : juge de première instance aux plaids des bourgeois assisté des échevins, il se trouvait également juge d'appel. Il prononçait sans interruption sur les causes de l'échevinage et sur celles du bailliage : le rôle des « affaires ordinaires » achevé, on passait au rôle des « affaires extraordinaires ». Le procureur général au Parlement fit observer, à l'instance de 1541 (2) que l'usage était contraire à la raison. L'arrêt apporta satisfaction au bon sens. Il interdisait en outre, matière toute différente, au bailli ducal de s'attribuer le titre de Conseiller du roi ainsi qu'il avait accoutumé de le faire : ce qui demeura lettre morte. Le bailli, personnage puissant, juge d'épée qui marchait à la tête des troupes aux côtés de l'archevêque duc de Reims refusa toujours de se soumettre (3).

Quelques années plus tard, un quidam, pauvre meunier de son état reçoit force coups et injures agrémentés de blasphèmes d'un vigoureux compère, bourgeois de Reims comme lui. De l'incident surgit un procès nouveau. Le bailli ducal refuse le renvoi par devant les échevins (4). Il prétexte que sa compétence aux trois cas s'étend aux blasphèmes. L'affaire va en Parlement. L'archevêque invoque

1. La plupart de ces arrêts ont été analysés au sujet de l'échevinage, cf. *supra*, section I : L'échevinage.

2. Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 2^e vol., 56.

3. Le testament de l'archevêque Richard Picque du 22 septembre 1389 léguait au bailli ducal tout un équipement militaire : *Item dedit et legavit magistro Johanni Vetule olim baillivo suo remensi, suam tunicam, gallice cote à armer ferratam argento, bassinetum suum meliorem, munitum gallice d'un camail, et meliorem tunicam suam ferram, cum harnesio prohibiis armandis una cum gallice les avant-bras*. Var. Arch. adm., t. III, 771.

4. Le plus souvent les arrêts cités sont intervenus sur appel d'un refus de renvoi de la part du bailli ou du moins un refus semblable constituait le motif d'un appel incident.

entre autres un arrêt du 16 juillet 1384 (1) qui le confirmait dans la connaissance des trois cas ducaux de « murtri, furti seu latrocinii prodicionis, vel alterius criminis capitalis » largement interprétés. Il est néanmoins débouté et l'appellation anéantie par arrêt du 16 décembre 1544 (2). La Cour motiva sa décision en observant que les blasphèmes ne constituaient pas le délit principal, chef d'accusation. Par arrêt du 12 mars 1546 (3), elle fit défense aux officiers du bailliage, sous peine de 100 marcs d'argent de troubler la juridiction de la Pierre-au-Change; le 19 novembre 1549 (4), elle permit aux plaideurs de prendre à partie les officiers du bailliage qui contreviendraient aux arrêts donnés au profit des échevins. Le 23 février 1585 (5), elle fut encore dans l'obligation d'enjoindre aux bailli, procureur fiscal et sergents du bailliage de garder les arrêts obtenus par les échevins sous peine de privation de leurs charges, de dommages et intérêts des parties et d'amende arbitraire. Un arrêt rendu aux Grands Jours de Troyes le 17 décembre 1583 portait les mêmes injonctions (6). Celles-ci avaient déjà été prononcées en 1546 à l'adresse des officiers qui tarderaient ou se refuseraient à mettre les commissions et exploits des échevins à exécution.

Lorsque, en vertu de l'édit de novembre 1563, l'archevêque duc de Reims dut opter entre les juridictions qu'il possédait dans la ville pour ne conserver qu'un seul degré, la guerre s'éleva une nouvelle fois entre le bailliage et l'échevinage. Le bailli, le 16 février 1564 (n. st.), refusa de recevoir les échevins au serment annuel. Il se couvrait en remarquant que l'archevêque n'ayant pas encore opté, l'échevinage, premier degré de juridiction, courait le risque de disparaître. Ce faisant, il pensait bien obtenir de l'archevêque alors absent de Reims la suppression de la justice de la Pierre-au-Change. Deux jours après, il refusait le renvoi aux échevins d'un bourgeois et de sa femme cités devant lui. Le procureur fiscal opposa à la demande des prévenus

1. Var. Arch. adm., t. III, 538-569.

2. Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 2^e vol., 58-70.

3. Vide, sect. I : L'échevinage.

4. Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 2^e vol., 330

5. *Ibid.*, 327 sqq.

6. *Ibid.*, 333.

une fin de non recevoir catégorique : la juridiction de l'échevinage est suspendue jusqu'à ce que l'archevêque duc ait opté et par suite « aujourd'huy n'y a aucuns eschevins ». Cependant la prévôté de Reims disparaissait. Le 4 décembre, un arrêt statuait entre les échevins appelant des sentences des 16 et 18 février, le cardinal de Lorraine, archevêque duc de Reims intimé : il confirmait la juridiction de l'échevinage et mettait le bailli dans l'obligation de recevoir les échevins au serment (1).

De nouvelles entreprises du bailliage provoquent l'arrêt du 23 décembre 1655 : le renvoi aux échevins devait être accordé d'office par le bailli. Celui-ci, mécontent, cherchait toutes les occasions d'empiéter sur la juridiction échevinale : tantôt il interdisait aux sergents de l'échevinage d'exécuter les jugements des échevins allant jusqu'à mulcter d'amende, interdiction et emprisonnement les procureurs, sergents et parties qui procéderaient par devant les échevins, tantôt il prononçait nonobstant les appellations comme de juge incompetent et prise à partie. En 1656 (2), cinq arrêts intervinrent contre lui : le 23 février, le 26 février, le 17 mars, le 17 juin et le 5 septembre. C'est ce dernier qui donnait aux échevins, par concurrence et prévention, la connaissance des scellés, inventaires, tutelles et curatelles. A la décharge des officiers du bailliage, il faut rappeler (3) qu'à cette époque, les bourgeois eux-mêmes tendaient à délaisser le tribunal échevinal pour venir en première instance par devant le bailli ducal. Les échevins étaient en outre bien prompts à soulever des incidents.

L'analyse de l'arbitrage du 11 mars 1670 (4) montre le bailli retrouvant les pouvoirs qui étaient siens avant 1541.

Si les rapports de l'échevinage et du bailliage ducal furent émaillés de procès sans cesse renaissants, il était également inévitable que l'établissement à Reims d'un bailliage royal démembré du bailliage de Vermandois en 1523, érigé en pre-

1. Sentences et arrêt, *ibid.*, 171-184.

2. *Ibid.*, 617-620.

3. Cf. *supra*, sect. 1 : L'échevinage.

4. *Ibid.*, p. 119 sqq.

sidual dix ans plus tard, provoquât de nouveaux conflits de compétence (1).

Les querelles qui s'élèvent aussitôt la création du bailliage royal ne s'éteindront qu'avec l'ancien régime. Elles choisissent pour objet indifféremment les droits de justice, puisque les compétences royale et seigneuriale se superposent au même détroit, et les droits de police puisque le lieutenant général, héritier du bailli de Vermandois, exerçait certains d'entre eux. Les échevins, le bailli ducal, le juge royal, voire les intendants prennent part à la bataille. C'est chaque fois le Parlement de Paris qui se trouve saisi des contestations. On le voit prononcer en 1569, 1579, 1611, 1625, 1661, etc...

La Cour statue en faveur de l'archevêque duc de Reims le 7 mars 1579 (2). Elle lui reconnaît tout droit de justice haute moyenne et basse dans les limites du duché, en toutes causes civiles et criminelles sans qu'il soit permis au juge royal d'user d'aucune prévention ni concurrence, excepté les cas royaux. Seuls les officiers du bailliage ducal auront connaissance de la police en la ville et faubourgs, rues et places de Reims. Ce sont eux qui feront les tutelles et curatelles, les scellés et inventaires de toutes les personnes décédées dans le ressort du bailliage; l'instrument excepté, conformément à la coutume de Reims les biens d'aubaine vacants, de morte-mains, formariage, de bâtards et de gens de qualité.

Cet arrêt qui adjugeait toute justice et police universelle dans Reims à l'archevêque Louis de Guise, souleva aussitôt les protestations des autres seigneurs de la ville. Les premiers à protester furent les religieux de Saint-Remi et les chanoines de l'église cathédrale (3).

A l'endroit des premiers qui s'étaient sur le champ pourvus en Parlement, un arrêt intervint le 3 juin 1579. Louis de Guise consentait de reconnaître les droits de haute

1. Déjà en 1454, l'archevêque Jean Juvenal des Ursins avait détourné Charles VII de ses projets de création d'un siège royal à Reims. Les réclamations des officiers du bailliage ducal en 1523 n'eurent pas le même résultat.

2. Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 2^e vol., 271-274.

3. Bidet, *Mémoires*, t. IV, p. 201-209, en part. dans Var., *ibid.*, 271-274 notes et *Hist. de l'Echev.*, *ibid.*, 3^e vol., 14-15.

moyenne et basse justice et police de l'abbaye de Saint-Remi dans son ban. Le même arrêt ordonne : les officiers du bailliage ducal et du bailliage de Saint-Remi se réuniront pour dresser en commun leurs ordonnances toutes les fois que la nécessité l'exigera pour l'uniformité de la police dans Reims (1).

Louis de Guise conclut un accord semblable avec le chapitre le 10 octobre 1582 (2). Les parties se reconnaissent mutuellement toute justice dans leurs bans. Pour la juridiction criminelle et la police, elles convenaient de donner à leurs vassaux concurrence et prévention dans leurs seigneuries respectives : si un sujet du chapitre commet une infraction au ban de l'archevêque, il sera justiciable du bailli ducal, si un sujet de l'archevêque contrevient aux lois et ordonnances au ban du chapitre, il sera jugé par le bailli du chapitre. Une autre disposition de l'accord de 1582 fut reprise dans la transaction du 12 septembre 1587 passée entre Louis de Guise comme archevêque et abbé de Saint-Remi et les représentants du chapitre (3). Les parties adoptèrent certaines dispositions de l'arrêt du 3 juin 1579 conformes à l'édit du roi de 1577. L'intérêt public réclamait une organisation nouvelle de la police dans Reims : tous les premiers lundis du mois se tiendra donc une assemblée générale des officiers baillis, sénéchaux, procureurs fiscaux et greffiers des trois bailliages du duché, de Saint-Remi et du chapitre. Des règlements communs seront élaborés ; chaque juridiction les appliquera dans son ressort. L'assemblée aura droit de condamner jusqu'à la somme d'un écu.

Un arrêt du 12 mars 1611 (4) confirma une fois encore l'archevêque duc de Reims dans le droit de justice et police sans prévention des officiers du roi excepté les cas royaux. De leur côté, les officiers du présidial virent un arrêt de règlement, le 1^{er} décembre 1625 (5) accéder aux fins de leur requête : les officiers du roi auront connaissance de la police générale en la ville et faubourgs de Reims. La

1. Cf. *supra*, chap. 1, sect. 2 : Ordonnances.

2. Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 2^e vol., 305-315.

3. *Ibid.*, 312.

4. *Ibid.*, 430-431, notes.

5. *Ibid.*, 490 sqq.

décision de la Cour terminait un procès (1) intenté par le chapitre, l'archevêque intervenant en sa faveur, contre les juges royaux appuyés des lieutenant, gens du conseil et échevins : les seigneurs hauts justiciers prétendaient à la police générale. Il pouvait sembler pourtant que, depuis l'édit de 1577, les coseigneurs de Reims avaient accepté que les juges royaux eussent la connaissance de la police générale et qu'ils se contentaient de participer à l'exécution de cette police générale concurremment avec les officiers du roi. Depuis 1577, en effet, se tenaient, dans les périodes critiques, des assemblées de police générale. Les officiers seigneuriaux y assistaient aux côtés des officiers royaux : à ce titre, le bailli ducal avait entrée en la police générale (2). Il fallut les arrêts du 1^{er} décembre 1625, du 5 décembre 1661 et la transaction du 13 janvier 1651 pour fléchir la résistance des seigneurs de Reims.

L'accord du 13 janvier 1651 entre l'archevêque et le présidial (3) procure de précieux renseignements sur l'administration et la justice au xvii^e siècle : ses dispositions concernent la justice, les tutelles, curatelles, inventaires et autres actes de succession, l'appel des juridictions inférieures, les communautés de métiers et la police. Nombre d'entre elles n'étaient que constatation d'usages établis.

Les officiers du roi auront la connaissance par prévention et concurrence avec les officiers de l'archevêque (4) de toutes causes civiles et criminelles qui se plaident entre les bourgeois et justiciables de l'archevêque duc, qu'ils soient de la ville ou des châtellenies du duché. Font exception les affaires touchant aux droits du duché-pairie. Les cas royaux sont bien entendu de la seule compétence des officiers du roi qui exercent aussi la justice privative sur les nobles.

Quant aux tutelles et curatelles, scellés, inventaires, partages et autres actes de succession, la répartition entre le bailliage royal et le bailliage ducal se fera à l'avenir de la

1. Cf. *supra*, chap. 1, sect. 2 : Ordonnances.

2. Bidet, *Mémoires*, t. IV, chap. VII, p. 24 à 27. Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 2^e vol., 491.

3. Var., *ibid.*, 605-608. Vanier donne la date du 27 janvier. *Anciennes juridictions de Reims*, p. 53, tirage à part.

4. Cet article de la transaction ne constituait pas une innovation.

façon suivante : la connaissance en reviendra au premier s'il s'agit de gentilshommes, d'évêques, d'abbés ou de prieurs, au second (1) s'il s'agit de personnes d'autre condition. Ces mesures intéressent tout le duché de Reims.

Les appellations interjetées des jugements rendus par les prévôts et autres juges des châtellenies et bourgs du duché-pairie, même lorsque ceux-ci ont été distracts ou aliénés, et des jugements prononcés par les officiers des trésoriers et vidames appartiendront aux officiers du bailliage ducal.

La compétence se partage aussi à l'égard des communautés de marchands, arts et métiers : officiers royaux et officiers seigneuriaux continueront de connaître des communautés arts et métiers qui sont placés en 1651 sous leur administration. La compétence des uns s'étendra sur les métiers non réglés d'importance particulière, celle des autres sur les métiers non réglés d'importance secondaire. Les officiers du roi seuls, recevront, comme de coutume, les aspirants à la maîtrise par lettres du roi, quelle que soit la communauté de métier envisagée.

Les dispositions finales avaient trait à la police. Au bailliage royal la police générale, au bailliage ducal la police ordinaire. C'est la consolidation de la situation établie par l'arrêt du 1^{er} décembre 1625 et respectée jusqu'aux entreprises que la transaction de 1651 avait pour but de faire cesser. Rien n'est modifié non plus au regard de la police des foires et des permissions et congés aux comédiens, bateleurs et autres personnes semblables.

Telles furent les dispositions de l'important accord de 1651. Elles furent observées (2). En 1659 toutefois (3), le bailli ducal conteste de nouveau au lieutenant du présidial le droit de police générale. Un arrêt du 5 décembre 1661 maintient le juge royal dans son droit. La Cour déclare que l'exécution de la police générale appartiendra au lieutenant général concurremment et par prévention avec le

1. De 1656 à 1670, l'échevinage connaissait aussi des tutelles, curatelles, inventaires et autres actes par concurrence et prévention avec le bailliage ducal mais la transaction de 1670 en faveur du bailliage précise que la qualité des personnes intéressées n'intervient pas.

2. Mémoire pour les officiers du bailliage de Vermandois. 1699, dans *Hist. de l'Echev. de Bidet*. Var. Arch. lég., 11^e part., statuts, 3^e vol., 7.

3. Bidet, *Mémoires*, t. IV, p. 26. Var. *ibid.*, 2^e vol., 491.

bailli du duché et les officiers des autres seigneurs de Reims. Il fut même enjoint au bailli ducal et aux autres officiers d'avoir à se rendre régulièrement aux assemblées de police générale.

La précision condamne à mentionner le 27 août 1688 un certificat des officiers de l'archevêché duché-pairie (1) : les officiers du bailliage ducal et ceux des autres seigneurs hauts justiciers reconnaissent que les juges du roi ont sur eux prévention et concurrence dans tous les cas. Ils avouent même qu'il en fut ainsi de tous temps.

L'année 1693 vit naître un grave désaccord entre l'archevêque duc et le bailliage royal (2). Charles-Maurice Le Tellier entamait le combat avec les officiers royaux. Il avait renversé un premier adversaire en 1670 : l'échevinage. Un édit du roi de 1699 heureusement intervenu à cette époque, lui permit de sortir victorieux de la bataille. Au cours du procès qui avait pour enjeu la connaissance du règlement des épiciers de Reims, Ch.-M. Le Tellier élargit le débat ; il contesta au roi les quatre plus importantes parties de sa juridiction : la prévention, la justice privative sur les nobles, la police en général, les arts et métiers en particulier. Mais ceci n'était qu'un prélude indépendant des événements de 1699.

Louis XIV, par édit d'octobre de cette année 1699 créait une lieutenance générale de police dans chacune des villes du royaume qui possédaient parlement, sièges présidiaux ou autres juridictions royales. L'édit s'appliquait à Reims. Un second édit de novembre suivant, prévoyait un procureur du roi, un greffier, des commissaires et des huissiers de police dans les mêmes villes. Les officiers du siège présidial de Reims tentèrent la réunion des charges nouvelles au bailliage royal. Ils offrirent pour leur rachat une somme de 100.000 livres, mais Ch.-M. Le Tellier les obtint pour 30.000 livres seulement. Le 1^{er} décembre 1699, Colbert apposait sa signature en Conseil d'Etat à l'arrêt qui réunis-

1. Extrait des registres du greffe du bailliage ducal. Var. *ibid.*, 3^e vol., 50-51 notes.

2. Inventaire des moyens, pièces et production que donnent par devant nosseigneurs de parlement, les officiers du bailliage de Vermandois, siège royal et présidial de Reims... *ibid.*, 3-98 notes.

sait la charge de lieutenant de police de la ville et faubourgs de Reims et les autres offices à la justice de l'archevêché duché-pairie (1).

La requête présentée par Ch.-M. Le Tellier comportait différents arguments : il invoquait d'abord les arrêts du 7 mars 1579 et du 12 mars 1611 (2). Ces deux arrêts constituaient la base de son argumentation : le duché-pairie emporte tous droits de juridiction et de police dans toute l'étendue de la ville et faubourgs de Reims (3). Contre ces droits, les officiers du roi avaient commencé d'entreprendre. Mais les arrêts de 1579 et de 1611 prononcèrent en faveur du bailliage ducal ; ils reconnaissaient toute justice et police à l'archevêque dans Reims sans qu'il fût loisible aux juges du roi d'user de prévention. En même temps, Le Tellier avançait la présomption que le roi n'avait sans doute pas entendu comprendre dans la disposition des édits de 1699 les seigneuries relevant en plein fief de la couronne. Or, les attributions des lieutenants généraux récemment créés ne sont que dépendances naturelles de la police, exercées jusqu'alors par les juges ordinaires royaux ou seigneuriaux. Néanmoins, il pourrait se trouver quelques cas sujets à contestations. Un officier étranger, pourvu de l'office créé par le roi ne laisserait pas, sans aucun doute, de soulever, à l'instar des officiers royaux en 1579 et 1611, quelque difficulté. A sa demande Ch.-M. Le Tellier joignait l'offre d'une somme que le roi fixerait à son gré pour le rachat desdits offices. Le roi se rendit à ces arguments, confirma les droits anciens, concéda les droits nouveaux attachés aux charges de lieutenant général de police et autres officiers.

Il est intéressant de revenir sur les deux arrêts opposés par Ch.-M. Le Tellier aux officiers royaux (4). En 1569, le cardinal de Lorraine présenta une requête en Parlement

1. Var. *ibid.*, 2^e vol., 1040-1050.

2. Vide *supra* à ces dates, nota : l'arrêt du 1^{er} décembre 1699 porte : 18 mars 1611.

3. Il parlait des « droits et fonctions de police qui lui appartiennent ou qui *peuvent* ou *doivent* lui appartenir à cause de son dit duché et pairie ». Il admettait ainsi une différence entre le droit et la situation de fait.

4. Mémoire pour les officiers du bailliage de Vermandois à Reims, à l'effet d'obtenir la réunion à leur corps de l'office de lieutenant général de police 1699. Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 3^e vol., 9-10 notes et observation particulière, de Bidet, sur ce mémoire, *ibid.*, 10-22 notes.

revendiquant l'exercice de la police privativement et sans prévention de la part des officiers du roi : il demandait qu'il fût réglé avec le présidial sur la juridiction de sa pairie. Le contenu de la requête se résumait en ces termes : avant que le bailliage royal de Reims fût institué l'an 1523, il « n'y avoit en ladite ville aultre jurisdiction que celle de l'archevesché, duché et pairie ; toutesfois estoit-il besoing de pollicer ladite ville, ce quy ne pouvoit estre faict sinon par les officiers dudict archevesque, auxquelz le droict a toujours appartenu par titres et possession immémoriale... »

Un arrêt, le 12 août 1569 (1) appointa sur le fond ; il y eut, sur le provisoire, appointment de mettre dans trois jours. Mais le cardinal de Lorraine, qu'il reconnût ou non le mal fondé de ses prétentions, abandonna l'instance. Dix ans plus tard, l'archevêque Louis de Guise fit rendre, le 7 mars 1579, au rapport d'un conseiller nommé Poesle, un arrêt qui lui adjugea la police universelle dans Reims par provision. L'autorité de cet arrêt était entachée d'un soupçon de faux : le rapporteur Poesle fut condamné pour avoir signé des arrêts que la Cour n'avait jamais prononcés ; il passait d'autre part pour très dévoué à la toute puissante maison de Guise. D'ailleurs l'arrêt provisoire du 7 mars 1579 fut mis à néant par l'arrêt définitif du 3 juin de la même année et par la transaction du 12 septembre 1587 (2).

Quant au second arrêt, du 12 mars 1611 (3) invoqué par Ch.-M. Le Tellier en 1699, il avait été rendu au sujet de l'homologation d'un règlement particulier pour la communauté des taillandiers et feronniers de Reims, sur la seule représentation de l'arrêt du 7 mars 1579.

La police étant une suite et une dépendance de la haute justice, les seigneurs hauts justiciers qui se partageaient la ville avec l'archevêque duc l'exerçaient dans leur détroit. Il est vrai que les gens d'affaire de Ch.-M. Le Tellier s'efforcèrent de montrer que toutes ces seigneuries particulières n'étaient que des démembrements du comté de Reims. En

1. Var. *ibid.*, 2^e vol., 185 et Bidet, *Mémoires*, t. IV, p. 210. Var. *ibid.*, 273.

2. Cf. *supra*.

3. Cf. *supra*, chap. 1, sect. 2 : Ordonnances. p. 100.

donnant l'investiture, l'archevêque se serait réservé le droit éminent de la police sur toutes les parties de son ancien territoire. Mais cette justification du droit universel de police ne fut pas prise en considération en 1699. Elle est d'ailleurs de peu de valeur : les seigneurs immunistes avaient toute justice et police. Les chartes d'immunité franques contenaient défense rigoureuse au comte de pénétrer sur le territoire immuniste pour se saisir de malfaiteurs et y exécuter des sentences. L'archevêque, successeur du comte, ne pouvait posséder plus de droits que lui. Tout au plus pouvait-on hasarder qu'il était des cas où le comte retrouvait sa supériorité à l'égard des immunistes (1).

Quoique son argumentation s'appuyât sur des arrêts qui n'étaient point inattaquables, Ch.-M. Le Tellier obtint le 1^{er} décembre 1699 la réunion au bailliage ducal des charges de police créées par le roi. Le bailli remplira dorénavant les fonctions de lieutenant de police ; de nouveaux fonctionnaires vont apparaître au bailliage de Reims (2). La décision du Conseil d'Etat préjudiciait aux officiers du bailliage et siège présidial de Reims (3). Les juges du roi se contentèrent d'élever des protestations le 10 mars 1700 (4). Quant aux seigneurs hauts justiciers de Reims, ils cédèrent à l'autorité de Ch.-M. Le Tellier.

La transaction passée entre l'archevêque duc et le bailliage royal le 13 janvier 1651 se trouvait désuète du fait de l'arrêt de 1699, au moins dans ses dispositions relatives aux droits de police générale que l'archevêque venait de faire concéder à ses officiers. De sérieuses difficultés ne survinrent que plus tard. En 1776 (5), on se pourvut devant

1. *Ibid.* et sq.

2. Cf. *infra*, l'organisation du bailliage et la compétence des officiers.

3. Si le bailliage royal avait été entamé par le rachat de l'office de lieutenant de police, l'échevinage, justice de police du Buffet, en était presque entièrement absorbé. Il ne reste plus aux échevins que le droit d'instituer les courtiers de vin, les brasseurs de foin, les langueyeurs de porcs, les mesureurs de bois et de charbon, les officiers préposés à la visite et à la vente du poisson de mer ainsi que la police sur les courtiers de vin, sur la qualité de la marée et enfin la police de voirie dans toute la ville et les faubourgs. Cf. chap. 1, sect. 2, ordonnances.

4. Bidet. *Mémoires*, t. IV, p. 103. Var. Arch. adm., t. I, 491. Nota : Varin, Arch. lég., II^e part., statuts, 2^e vol., 4, donne la date du 12 mars 1701 au sujet d'une protestation des gens du roi relative à la publication de nouvelles ordonnances par l'archevêque.

5. Vanier, *Les anciennes juridictions de Reims*, p. 60.

le Parlement en homologation de la transaction, vieille de 125 ans. Au cours d'une aussi longue période, les choses avaient pu se modifier. Le Parlement craignit une surprise. Il ordonna communication de la transaction aux officiers du bailliage afin que ceux-ci eussent à fournir leurs observations. Les conseillers du roi ne se firent faute d'en présenter « particulièrement au sujet des appels des prévôts et châtellemies ducalès dont ils réclamaient une indication déterminée » et au sujet des droits de police concédés aux officiers du bailliage ducal en 1699.

Les négociations n'aboutirent pas : la situation demeura dans le *statu quo*. Une dernière tentative de transaction eut lieu en 1779. Levesque de Pouilly, lieutenant général au présidial, proposa à l'archevêque de Talleyrand-Périgord de racheter tous ses droits de justice civile et criminelle dans Reims, moyennant certaines concessions pécuniaires. « L'archevêque n'aurait conservé que la haute justice civile et criminelle dans l'enclos du palais archiépiscopal et sur 7 châtellemies du voisinage. Ce projet, qui coupait le mal dans la racine fut agréé par l'archevêque mais il devait avoir aussi l'assentiment des officiers de son bailliage, fort intéressés dans l'affaire. Les choses traînèrent en longueur et 89 réservait à la justice bien d'autres réformes ! »

*
* * *

L'étude de l'organisation du bailliage de la pairie de Reims et des fonctions exercées par les différents officiers qui le composaient se placera à une époque postérieure à l'arrêt de 1699, au dernier siècle de l'ancien régime.

Un règlement du 10 août 1599 délimitait les compétences respectives du bailli et du lieutenant, principaux officiers de la justice ducal en même temps qu'il fixait la répartition de leurs émoluments. Ch.-M. Le Tellier dressa, en juin 1681, un autre règlement relatif aux fonctions des officiers du bailliage : moins complet que le précédent, il laissait subsister sur bien des points les dispositions antérieures. Ces deux instruments (1), appuyés de plusieurs autres reconstitueront l'état dernier de cette juridiction.

1. Pièces justificatives, nos 2 et 3.

Le tribunal du bailliage et police y réunie se composait d'un bailli, d'un lieutenant, d'un procureur fiscal général, de 6 commissaires de police, d'un greffier, de 8 huissiers, de 20 sergents sans compter le prévôt et ses 4 sergents, les 15 procureurs et les 12 notaires au duché.

Le bailli siégeait depuis 1384 (1) en l'auditoire de la Pierre-au-Change, comme la justice du prévôt avant 1563 et l'échevinage avant 1670. En 1671, sa juridiction fut transférée dans la première cour du palais archiépiscopal (2). Les audiences publiques se tenaient trois fois la semaine, le mercredi, le jeudi et le vendredi de 8 h. à midi (3). En fait, les audiences du jeudi et du vendredi subsistèrent seules puisque les échevins négligeaient de venir siéger près du bailli depuis 1670 (4). Celui-ci avait la possibilité de tenir un autre jour (5) une petite audience particulière pour juger les contestations sur les arrêts coutumiers et autres causes sommaires (6). Le jeudi, il présidait comme lieutenant de police. Les causes inscrites au rôle de la journée variaient de 1 (7) à 30 environ : le tribunal prononça le jeudi 15 décembre 1712 (8) sur 2 affaires tandis que le 24 novembre précédent, 28 procès avaient été appelés ; ce jour-là, la séance avait dû se prolonger plusieurs heures de relevée. On ne voit le mercredi 13 mai 1712 au registre du greffe que 4 affaires et 21 le 16 décembre suivant. Quelquefois, une seule audience avait lieu par semaine, celle du jeudi ou celle du vendredi. Les vacations étaient fixées en septembre et octobre (9).

Pour le prononcé des jugements le tribunal comprenait : le bailli président, le lieutenant, le procureur fiscal, le gref-

1. Varin, notice Bibl., p. lvj, auparavant le tribunal siégeait au palais archiépiscopal, château de Porte-Mars.

2. Cf. *supra*, sect. : L'échevinage, p. 122.

3. A 10 h. lorsque Bidet écrit le 4^e tome de ses Mémoires (1759). Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 2^e vol., 270 note.

4. Au règlement de 1681, art. 4, le mercredi n'est plus porté, cf. Pièce justif., n° 3.

5. Le samedi en 1736.

6. Règlement de 1681, art. 4. Pièce justif., n° 3.

7. 7 décembre 1759, fait assez rare. Registre des audiences 1759. Arch. dép. de Reims.

8. Pour cette date et les suivantes Registres du greffe du bailliage ducal. Audiences 1712, *ibid.*

9. Registres des audiences, 1712-1730, *ibid.*

fier, 2 sergents de service ou 2 huissiers le jeudi, jour des audiences de police. La présence du bailli était indispensable, mais l'absence du lieutenant aussi bien que celle du procureur fiscal se trouvaient assez fréquentes ; parfois le bailli siégeait seul.

Quelles fonctions et quelle compétence étaient réservées à chacun des officiers du bailliage ducal (1). Quel rôle jouaient les fonctionnaires subalternes ou les auxiliaires de la justice ?

Mais, en premier lieu, comment était-il pourvu aux divers offices de judicature du bailliage ? La même procédure s'appliquait aux différentes charges. En exécution des lettres de provisions qu'il a obtenues de l'archevêque duc, le nouvel officier, après information, est examiné en la chambre par le bailli et le lieutenant : puis il est reçu au serment au cas requis.

Un seul exemple : le 2 juillet 1728, Armand Jules de Rohan, par lettres de provisions d'office crée et institue bailli et lieutenant général de police le sieur Jean-Baptiste Carbon, avocat en Parlement et ordonne au lieutenant du bailliage de recevoir le dit Carbon au serment. Le 20 juillet, la requête de celui-ci est communiquée au procureur fiscal qui ordonne information sur sa vie, mœurs et religion catholique, formalité exécutée le jour même. L'acte d'installation porte la date du 21 juillet. Et le lendemain 22, Claude Benoist, docteur es droits, avocat en Parlement, lieutenant au bailliage et police y réunie reçoit et installe Maître Jean-Baptiste Carbon en l'état et office de bailli et lieutenant général de police ; Carbon prête le serment accoutumé de se conduire et gouverner en homme de bien et honneur (2).

La finance de la charge de bailli que celui-ci devait verser atteignait 8.000 livres. Si l'officier meurt après avoir joui de sa charge pendant 20 ans, les 8.000 livres restent à l'archevêque duc. Mais s'il disparaît plus tôt, 4.000 seront

1. Depuis la déclaration de Louis XIV du 26 janvier 1680, les juges seigneuriaux devaient être gradués en droit. E. Chénou, *Hist. générale du Droit français public et privé des origines à 1815*, t. 2, p. 493.

2. Lettres de provisions d'office (2 juillet 1728) et acte d'installation (21 juillet). Arch. dép. de Reims, G 2.

rendues aux héritiers; si le décès de l'archevêque précède celui du bailli, la somme est entièrement perdue. En contrepartie, le bailli reçoit le 24 juin de chaque année, les 100 livres de l'honoraire ordinaire. Tels étaient du moins les chiffres fixés en 1711 (1). Pour assurer les fonctions de bailli de Reims, il fallait en outre, depuis la déclaration royale de 1680, que le postulant fût gradué en droit sauf dispense du roi (2). Suivant les lettres de provisions d'office du 17 mai 1711, le bailli lieutenant général de police est aussi Général enquêteur et Réformateur des forêts, juge gruyer des eaux et forêts (3).

Le bailli, sans échevins depuis 1670, connaissait (4) de tous les procès où les bourgeois du ban de l'archevêque étaient parties. Les trois cas de meurtre, vol et prodiction manifestes réservés par la charte de 1182 avaient toujours été du ressort du bailli seul. Il avait ensuite compétence pour juger les habitants non bourgeois du même ban. Étaient ses justiciables les manants des châtelainies et villages du duché de Reims lorsque les affaires dépassaient 3 livres 15 sols (5). Le bailliage était non seulement juridiction de première instance, mais aussi tribunal d'appel (6). A ce titre, le bailli statuait sur les appellations des jugements des justices des châtelainies d'une part (7) et des juridictions seigneuriales des fiefs du duché d'autre part (8).

1. Traité avec M. Charuel pour la finance de sa charge (17 mai 1711), *ibid.*

2. Affaire du sieur Nouvelet nommé à la charge de bailli sans être gradué (1718) [le candidat, Conseiller honoraire au présidial, obtint lettres de dispense du roi. Cependant le procureur général au Parlement retarda l'enregistrement de ces lettres tandis que le lieutenant et le procureur fiscal de Reims s'opposaient à la réception du nouveau bailli]. Arch. dép. de Reims, G 8.

3. Arch. dép. de Reims, G 2.

4. Avant 1670 et depuis 1541, il n'avait connaissance de ces procès que par appel de la juridiction échevinale de la Pierre-au-Change.

5. Etat des justices dépendant de l'archevêché duché pairie (1763). Arch. dép. de Reims, G 8.

6. Jusque 1563 l'appel de la prévôté ressortissait au bailliage et jusque 1670 l'appel de la juridiction échevinale de la Pierre-au-Change.

7. Etat des justices... (1763) et Ex. : la Reconnaissance par les habitants de Sept-Saulx, Wez et Thuisy des droits seigneuriaux appartenant à l'archevêque de Reims (18 juillet 1757) précise que l'appel de la justice de Thuisy se porte au bailliage ducal de Reims. Arch. dép. de Reims G 157, fol. 615.

8. Ex. : dans Foi hommage dénombrement de la terre et seigneurie de Launois [mouvance de Porte-Mars] présenté le 25 octobre 1769 par J.-B. Mailliard, seigneur de Landreville, Arch. dép. de Reims G 148, fol. 314 ; —

Il tient l'audience assisté de son lieutenant (1) dont il prend l'avis pour prononcer le jugement. Les procès civils, instances appointées, et les procès criminels sont distribués entre le bailli et le lieutenant de quinzaine en quinzaine. Le bailli choisit 2 affaires sur 3. Celui auquel demeure le choix, à la dernière distribution, passe le premier à la distribution suivante (2).

Le bailli ou le lieutenant instruit le procès civil ou criminel. Le bailli ne peut désigner que son lieutenant comme rapporteur s'il ne procède pas lui-même. Mais il peut demander l'avis d'un avocat sur l'affaire (3). Les sentences sont signées du bailli : l'appel ressortit par devant la Cour de Parlement (4). Les profits et émoluments sont répartis entre le bailli et le lieutenant suivant certaines règles fixes (5).

La connaissance des saisies, contestations sur les arrêts coutumiers et toutes les causes sommaires et de police qui doivent être réglées sur le champ et hors des audiences appartient privativement au bailli sauf absence et indisponibilité (6). Quand un bourgeois est décédé au ban de l'archevêché duché et qu'il y a lieu d'apposer les scellés sur ses effets, le bailli se transporte dans la maison du défunt, accompagné du procureur fiscal et du greffier et procède à l'apposition des scellés. Les délais expirés c'est encore le bailli qui va reconnaître ses scellés et donne mainlevée (7).

Il peut recevoir en son hôtel les présentations et affirmations de comptes. Il ne procède à aucun examen, mais constate l'accord des parties. Les procureurs devront se pourvoir à l'audience du bailliage, pour obtenir, sur l'extrait du dernier article du compte, un exécutoire au profit du comptable si le compte est débiteur ou de l'argent s'il est créancier (8).

Dénombrement de la terre et seigneurie de Sapigneul [mouvance de Cormicy] présenté le 15 juillet 1765 par J.-L. de Hédouville. Arch. dép. de Reims G 156, fol. 300.

1. Cf. *infra*.

2. Règlement de 1681, art. 9. Pièce justif., n° 3.

3. Règlement de 1599. Pièce justif., n° 2.

4. Cf. *supra*, chap. 1, sect. 1 : Privilèges divers, p. 97.

5. Cf. *infra*.

6. Pièce justif., n° 2.

7. Mémoire de 1752 pour A. J. de Rohan. Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 3^e vol., 524.

8. Règlement de 1681. Art. 5. Pièce justif., n° 3.

Le bailli peut encore en son hôtel assembler et consulter les parents puis désigner tuteurs et curateurs. En cas de contestations ou demande de décharge de tutelle, il renvoie les parties à l'audience (1). Il a le droit, toujours en son hôtel, de dresser les procès-verbaux de partage, de liquidation de fruits, de procéder aux enquêtes autres que sommaires, aux estimations d'héritages, informations, interrogations en matière civile, de recevoir les cautions, prestations de serments, les Maîtres et les Jurés des corporations, de collationner les pièces, comparer et vérifier écritures et signatures (2).

Lorsqu'un office de judicature est pourvu dans une châtellenie du duché, le bailli doit, après information et d'un commun accord avec son lieutenant recevoir le nouvel officier au serment (3).

Pour rendre les ordonnances et règlements de justice et police, le bailli prend l'avis du lieutenant, le procureur fiscal entendu (4). Un sergent est ensuite chargé d'afficher les dernières ordonnances, de les lire et de les publier à son de trompe par les rues et carrefours de la ville (5).

Depuis 1699, le bailli est lieutenant général de police. Sa compétence s'est élargie à tout ce qui touche la sûreté, la salubrité et le bon ordre de la ville et des faubourgs (6). L'arrêt du 1^{er} décembre 1699, énumère les diverses matières : c'est aussi bien le port d'armes prohibé par les ordonnances que le nettoyage des rues, que l'entretien des lanternes ; ce sont la police des vivres, le ravitaillement, le stockage des denrées et la taxation des prix. Le bailli lieutenant général visite les halles, foires, marchés, hôtelleries, auberges, maisons garnies, cabarets, cafés, tabacs et autres lieux publics. Il a la police des réunions, la connaissance de tout ce qui concerne les communautés et manufactures : élec

1. *Ibid.*, art. 7. Pièce justif., n° 3.

2. *Ibid.*, art. 8. Pièce justif., n° 3.

3. *Ibid.*, art. 3. Pièce justif., n° 3 et Etat des justices de l'archevêché duché pairie (1763). Arch. dép. de Reims G 8.

4. Règlement de 1599. Pièce justif., n° 2.

5. Ordonnance contre la peste (4 septembre 1626). Arch. dép. de Reims G 1.

6. Il avait auparavant la police ordinaire de son ban, avait souvent même exercé la police générale. Il jouissait de la petite voirie, sinon de la grande : il délivrait avec le vidame et les échevins congé de construire des ouvrages saillants sur la voie publique (Coutumes de 1556, art. 351). Var. Arch. lég., 1^{re} part. Coutumes 1011.

tions des maîtres, exécution des statuts et règlements des arts et métiers. Il donne les ordres nécessaires en cas d'incendie ou d'inondations, fait l'étalonnage des poids, balances et mesures, à l'exclusion des juges royaux. Il a le contrôle de la librairie et de l'imprimerie.

Dans l'exercice de ses fonctions, il peut requérir les services des fonctionnaires royaux : prévôts des maréchaux, vice baillis, lieutenants, exempts et archers, sergents... et même l'aide des habitants de Reims en cas de nécessité. Il doit assurer l'exécution des règlements et ordonnances de police. Comme lieutenant de police, il a droit de séance et voix délibérative au conseil de ville après le grand vicaire de l'archevêché et les deux chanoines sénéchaux du chapitre. A ce titre, il prête serment. Ainsi le 2 août 1728, « il a juré et promis fidélité au roy, servir la ville et garder le secret des délibérations du conseil » (1). Mais depuis 1425 (2), le bailli de Reims a droit d'entrée au conseil (3). Il est également auditeur des comptes de la ville (4). Depuis 1577, il assiste et juge aux assemblées générales de police (5).

L'arrêt de 1699 exemptait le bailli du logement des gens de guerre, des tutelles et curatelles, nomination d'icelles, et diverses autres charges. Le bailli, qui s'intitulait « Conseiller du roy, bailly, lieutenant général de police de la ville et faubourgs de Reims » (6) avait, comme on le voit, persisté malgré l'arrêt de 1541 qui le lui interdisait dans l'habitude de se parer du titre de Conseiller du roi.

Dans les cérémonies publiques, il marchait précédé des sergents semainiers (7) avec les officiers du bailliage sur la même ligne que le présidial. La ville, en la personne de son lieutenant séparait les officiers du roi et ceux de l'arche-

1. Acte d'installation à l'hôtel de ville (2 août 1728). Arch. dép. de Reims G 2.

2. Délibération du Conseil de ville (25 août 1425). Var. Arch. lég., I^{re} part., statuts, 1^{er} vol., 711 ; — Composition du Conseil de ville le 18 avril 1525. *Ibid.*, 865 ; — 1420 et non 1425 selon Bidet. *Mémoires*, t. IV. Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 2^e vol., 490.

3. Registre des conclusions du Conseil de ville (17 mars 1532-21 février 1552, etc...). Var. *ibid.*, 1^{er} vol., 876, 900, etc...

4. Registre... (25 juin 1499, 18 février 1512, etc...), *ibid.*, 850, 858, etc...

5. Pièces nos 1, 4, 5 (1771-1772). Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 2^e vol., 1047-1049.

6. Var., *ibid.*, 3^e vol., 105.

7. Règlement de 1736, *ibid.*, 25.

vêque duc. Mais les 4 officiers du baillage qui assistaient au sacre devaient céder le pas aux officiers du roi (1). L'honneur du lieutenant n'était pas moins sensible que celui du bailli aux questions de préséances. Si, en 1601, le bailli provoquait un scandale à la procession du Saint-Sacrement (2), l'année suivante le même scandale éclatait en présence du lieutenant (3).

En cas d'absence, de récusation, de maladie ou d'autres empêchements du bailli, le lieutenant le supplée ; il préside l'audience et peut accomplir tous les actes effectués en pareille occasion par le bailli. Si le lieutenant a commencé, en l'absence du bailli, quelque acte de justice, enquête, scellé, information ou procédure quelconque, il doit, lorsque le bailli est de retour lui en laisser la continuation (4). Il peut, en cas d'urgence, le procureur fiscal entendu, publier les ordonnances et règlements de justice et police nécessaires (5). Il possède, en vertu de l'arrêt de 1699, le pouvoir de remplacer le bailli lieutenant de police.

Lorsque le bailli est présent à l'audience, le lieutenant l'assiste et donne son avis sur les affaires à juger. S'il s'agit d'instituer un nouvel officier au bailliage ou dans une chàtellenie, il examine ce dernier en la chambre conjointement avec le bailli.

Il a droit d'accompagner le bailli lorsque celui-ci effectue ses visites de police sur les foires et marchés certains jours comme la veille de Pâques (6). Il peut siéger à ses côtés aux assemblées générales de police (7).

1. Vanier, *op. cit.*, p. 66.

2. « Désordre en la procession de la feste du Saint Sacrement — Et un autre désordre y advint, pourquoy le peuple se scandalisoit de ce que Messieurs les esleuz de Reims ne suyvaient la torche du roy comme de coutume et se tenoient plus derrier contrairrant contre Monsieur le Bailly pour la préheminence de leur marche, disputant ensemble de leurs qualités au travers du commencement du clergé, troublant et interrompant icelluy ; de sorte qu'ils monstraient et donnoient mauvais exemple, faisant murmurer le peuple de veoir ce faict par gens de justice. Mais la continuation de la pluye les fait séparer, comme tout estoit en désordre : tellement que *petite pluye abbat grand vent* ». Journalier ou Mémoires. Ann. 1601. Jean Pussot maître charpentier en la Couture de Reims (1568-1626), p. 98.

3. *Ibid.*, p. 103.

4. Règlement de 1681. art. 10. Pièce justif. n° 3.

5. Règlement de 1599. Pièce justif. n° 2.

6. Règlement de 1681, art. 2. Pièce justif. n° 3.

7. Pièces 1 et 4 (1771). Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 2^e vol., 1047.

Le règlement de 1681 prévoit qu'en cas de conflit de juridiction avec le présidial ou autres tribunaux, il conviendra de décider ou de juger d'un commun accord.

Il arrivait que des contestations s'élevassent au sujet de la répartition des émoluments des deux officiers. C'est pourquoi le règlement de 1599 a posé des règles précises. Les profits de l'audience reviennent à celui qui la tient. Les épices des procès par écrit appartiennent pour $\frac{2}{3}$ au bailli, pour $\frac{1}{3}$ à son lieutenant. Mais une difficulté au procès peut nécessiter la consultation d'un avocat ; dans ce cas, les épices se répartissent d'une autre façon : $\frac{1}{2}$ à l'officier rapporteur du procès, $\frac{1}{2}$ au second officier à partager avec le conseil. Les profits des procès criminels sont attribués à l'officier qui les a instruits. Les épices se partagent comme dans les procès civils, à condition qu'il y ait partie civile. La taxe des dépens des procès civils et criminels profite à l'officier rapporteur.

Le procureur fiscal général défendait au tribunal l'intérêt de l'archevêque duc et l'intérêt général. Le greffier consignait assez souvent sur le registre d'audiences l'absence du procureur fiscal. Rien qu'en janvier 1712, il manque 3 audiences (1). Mais il était loisible au procureur de déléguer un suppléant : le vendredi 29 janvier 1712, un ancien avocat occupe sa place. Le procureur fiscal paraissait parfois en qualité d'avocat hors du bailliage ducal : le 15 juillet 1692 (2), il plaidait la cause des barbiers perruquiers devant le bailliage de Vermandois. Plus souvent, il ne se présentait aux juridictions royales ou seigneuriales que pour revendiquer une affaire.

Son activité était multiple : c'est lui qui blâme les dénominations de fiefs lorsqu'ils sont inexacts ou incomplets, c'est lui qui requiert le serment des échevins. A l'audience, il dépose des conclusions conformes à l'intérêt public. Par la ville, il accompagne le bailli dans ses visites de police sur les foires et marchés... Aux termes de l'arrêt de 1699, il a rang et séance dans les cérémonies publiques après les procureur et avocat du présidial, il jouit des mêmes privilèges et exemptions que le bailli du duché.

1. Registre des audiences (1712). Arch. dép. de Reims.

2. Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 3^e vol., 88 note.

Depuis 1699, aux magistrats du bailliage s'ajoutaient 6 commissaires de police. Le bailli réglementa leurs fonctions le 2 novembre 1700 (1). D'abord les privilèges : exemption de logement des gens de guerre, tutelle curatelle et nomination d'icelles en exécution de l'arrêt de 1699 et de l'édit de novembre précédent. Aux cérémonies, les commissaires de police auront marche et séance avant les autres commissaires lorsqu'il ne s'agira pas de police. Puis les fonctions : les commissaires exécuteront les ordres et mandements du bailli, ils se transporteront assistés du greffier du bailliage sur le lieu du délit et recevront les plaintes : procès-verbal en sera dressé pour être remis au bailli lieutenant de police qui en achèvera l'instruction à l'ordinaire. Ils dresseront de même procès-verbaux des contraventions aux règlements de police. Ils se trouveront sur les marchés, visiteront les cabarets, plus généralement veilleront à l'exécution des ordonnances de police de même que les commissaires au Châtelet de Paris (2). Une dernière prescription du règlement les oblige à faire bourse commune avec les procureurs ; les vacations et salaires sont taxés par le bailli. Leurs émoluments seront les mêmes que ceux des commissaires du roi, à la réserve du 1/4 des amendes de police qui appartiennent en entier à l'archevêque duc de Reims (3). La finance d'un office de commissaire était de 1.000 livres (4).

Les actes, jugements et ordonnances sont reçus, expédiés et délivrés par le greffier du bailliage pour la justice et la police (5). Les inventaires, comptes, licitations, par-

1. Règlement pour les privilèges et fonctions des commissaires de police (2 novembre 1700). Arch. dép. de Reims G 2.

2. Les commissaires de police se trouvèrent de ce fait en opposition avec les échevins : ainsi, depuis une transaction de 1702 les commissaires assistaient à la visite du poisson de mer. En 1747, un commissaire se permit de menacer de prison l'échevin visiteur de la marée. Des arrêts de 1748 et 1749 réduisirent le commissaire au rôle muet de spectateur. Il ne parut plus à cette visite. Bidet, *Hist. de l'Echev.*, p. 93. sqq. Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 2^e vol. 1045.

3. Arrêt de 1699. Var. *ibid.*, 1050.

4. Remboursement par l'archevêque de la finance de 2 offices de commissaire de police (17 août 1701). Arch. dép. de Reims G 2.

5. Ch. M. Le Tellier racheta en 1705 les 2 offices de greffe des experts créés l'année précédente par Louis XIV. Ces 2 greffes furent réunis au greffe du bailliage en 1729 par arrêt du Conseil d'Etat confirmé par lettres-patentes de 1730. Edit du roi portant établissement et création d'offices

tages sont faits par concurrence entre le greffier du duché et les notaires royaux, les cas d'aubaines, bâtardises et autres cas royaux ou prévus par les ordonnances sont exceptés (1). Lorsque l'inventaire est requis (2), le bailli, après avoir donné mainlevée des scellés, se retire ; le greffier et l'huissier priseur seuls procèdent à l'inventaire. Quand la prise des meubles est faite, le greffier se retire (3) à son tour et n'assiste pas à la description des titres et papiers. Ces matières, les plus fructueuses de la juridiction contentieuse, portaient le revenu du greffe à plus de 3.000 livres (4).

En 1763, le greffe et scel du bailliage ducal auquel sont joints le greffe des vêtues et nantissements et le greffe des experts est affermé 2.450 livres (5).

Un règlement détaillé de 1736 (6) récapitulait les obligations des 20 sergents et 8 huissiers de police (7) des bailliage et police de Reims. Tous les ans, le 3^e vendredi de Carême, sergents et huissiers doivent se trouver avec l'épée en l'auditoire du bailliage, à l'exception des deux sergents de service portant les baguettes. Le plus ancien sergent présente au procureur fiscal la liste des sergents et huissiers de police selon l'ordre de leurs réceptions pour prêter le serment de fidélité par devant le bailli (8). Sergents et huissiers donnent

de greffe des experts en chaque ville où il y a une justice royale (novembre 1704) ; — arrêt du Conseil d'Etat autorisant l'archevêque Ch. M. Le Tellier à acheter les 2 offices créés à Reims moyennant la somme de 4.000 livres et les 2 sous pour livre (3 février 1705) ; — arrêt du Conseil d'Etat qui réunit au greffe du bailliage ducal les 2 greffes des experts de Reims (19 juillet 1729) ; lettres-patentes sur arrêt qui réunissent les 2 offices de greffe des experts au greffe du bailliage (16 mai 1730). Arch. dép. de Reims G 3.

1. Arrêt du 21 mai 1764. Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 3^e vol., 505-548.

2. *Ibid.*, 524.

3. Les vacations du greffier qui sont de 3 heures se paient 3 livres.

4. Inventaire des moyens, pièces et production que donnent par devant nosseigneurs de parlement, les officiers du bailliage de Vermandois, siège royal et présidial de Reims (1696). Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 3^e vol., 95.

5. Bail du greffe (7 septembre 1763) [de 9 ans]. Arch. dép. de Reims G 3.

6. Règlement pour les sergents et huissiers de police du bailliage et police de la ville et faubourgs de Reims [détaillé en 32 articles sanctionnés chacun d'une amende] (22 novembre 1736). Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 3^e vol., 22-26.

7. Liste des sergents du bailliage de Reims (août 1716) ; — liste des sergents au bailliage et des huissiers en la police générale pour l'année 1747 (impr.). Arch. dép. de Reims G 8 et G 2.

8. Art. XI du règlement de 1736.

assignations et exploits, avisent le bailli, le procureur fiscal et le greffier des décès, sont tenus les jeudi, vendredi, jours d'audiences publiques et le samedi à la Chambre de faire le service à l'audience. Ils doivent aussi assurer la police des lieux publics, en particulier pendant les foires de Pâques et de Saint-Remi le soir jusque minuit. Ils assistent les commissaires de police. Le bailli prend même soin de leur interdire d'accepter quelque somme des personnes trouvées en contravention, ou de boire avec les délinquants qu'ils conduisent à la prison ducale de Bonne-Semaine. D'autres articles du règlement concernent les cérémonies publiques (1), diverses formalités et détails matériels. On remarque, à l'article IV, que la communauté des procureurs accordait 40 livres par an aux sergents pour signer les significations qui se faisaient de procureur à procureur.

Le prévôt, autrefois juge de première instance, n'était plus qu'exécuteur des hautes œuvres, supplicier et auxiliaire effacé de la justice et de la police. En compensation de 60 sols parisis à prendre sur les amendes prononcées par le bailli et de 60 sols sur les confiscations (2) et des autres droits prévus au bail de la prévôté, il doit s'acquitter de certaines charges : il procède en compagnie du bourreau et de ses 4 sergents aux exécutions des criminels condamnés par toutes les justices seigneuriales de Reims (3). Il verse une certaine indemnité aux juges seigneuriaux qui lui remettent le malfaiteur (4). Les condamnés étaient pendus aux Trois-piliers, fourches patibulaires de Reims qui se dressaient au ban de l'archevêque, au nord de la cité (5).

Le prévôt est tenu par ailleurs de fournir aux frais des

1. A ce sujet : Mémoire adressé au bureau de la guerre, afin d'obtenir le droit de faire porter aux huissiers de police de Reims des armes et des uniformes [les sergents en portaient depuis longtemps] à l'instar des huissiers du Châtelet de Paris et de ceux de la prévôté des Monnaies ; ordonnance du roi donnant satisfaction à cette demande (13 octobre 1787). Arch. dép. de Reims G 2.

2. Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 3^e vol., 401.

3. Coutume de Reims de 1481 réformée en 1507, 2^e part., XVI-XII. Var. Arch. lég., I^{re} part. Coutumes 812. Aveu et dénombrement du fief de la Trésorerie (14 juin 1757). Arch. dép. de Reims G 148, fol. 260 *vo*.

4. Procédure longuement décrite dans une enquête *a future* du XV^e siècle. Var. Arch. lég., I^{re} part. Coutumes 556.

5. La rue des Trois-Piliers, au faubourg de Laon, existe encore.

informations, exploits et ajournements personnels, prises de corps et autres exploits, expéditions de crimes, délits et infractions amendables. Il est aux ordres du bailli pour veiller à l'exécution des ordonnances de police du roi ou de l'archevêque et pour tenir la main au bon ordre dans la ville et les faubourgs. Les sergents possédaient à cette intention tout pouvoir de faire informations et exploits en matière criminelle, de police et d'arrêts coutumiers. Ils allaient par la ville, veillant à l'observation des règlements et dressant contravention au besoin ; ils avaient pouvoir d'arrêter les malfaiteurs pris en flagrant délit. Le prévôt donnait tous les ans à chaque officier du bailliage, bailli, lieutenant et procureur fiscal, 6 livres et un bonnet de juge. Ce dernier était dû au 1^{er} janvier, mais le prévôt avait la faculté de payer 6 livres supplémentaires (1) à la place du bonnet. En 1765, il doit remettre 2 pains de sucre de chacun 2 livres 1/2 au lieu du bonnet et 12 livres en deniers (2). Faire balayer l'auditoire, épousseter les bancs le mercredi, le jeudi, le vendredi et le samedi constituaient les dernières obligations « judiciaires » du prévôt (3).

Jusque 1774, le nombre des procureurs postulants au bailliage ducal de Reims était de 15. A cette époque, un arrêt du Conseil d'Etat réduisit leur compagnie à 12. Il confirmait en même temps à l'archevêque le droit de les nommer seul. L'office de procureur devint héréditaire par concordat du 16 janvier 1787 signé entre l'archevêque de Talleyrand-Périgord et les 12 procureurs au bailliage (4). Les procureurs du duché étaient reçus à plaider devant les

1. Au total 2 écus d'or.

2. En note dans la marge du bail des petits droits de la prévôté du 9 février 1765. Arch. dép. de Reims G 20. Notons que le bailli recevait aussi 6 pains de sucre de 5 livres chacun et 2 quartels de pois secs du fermier de la vicomté de Reims. Les autres fonctionnaires du bailliage avaient des avantages semblables mais leurs parts étaient moins larges. Cf. 4^e part., chap. 2, sect. 2 : Baux à ferme, p. 186.

3. Bail de la prévôté (6 juillet 1650). Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 3^e vol., 400-403 notes. Bail (4 décembre 1623, copie collationnée en 1627). Bibl. de Reims, ms. 1729.

4. Arrêt du Conseil d'Etat et lettres patentes sur icelui (31 mars 1774) ; — concordat entre l'archevêque et les 12 procureurs (16 janvier 1787) ; — lettres patentes autorisant ledit concordat (février 1787) ; lettres de provisions d'office. Arch. dép. de Reims G 2.

autres juridictions seigneuriales de Reims en prêtant serment (1).

Dans le ressort du bailliage, les notaires au duché pouvaient, concurremment avec les notaires royaux, passer tous contrats, obligations et autres actes de juridiction, mais, à l'inverse des notaires royaux, ils ne pouvaient connaître des inventaires, comptes, licitations et partages (2). Un arrêt de Parlement du 5 mai 1629 avait fixé leur nombre à 12. Le même arrêt limitait rigoureusement leur compétence au ressort, aux bourgeois et aux habitants du duché (3).

Le greffier du bailliage ducal a tenu ses registres d'audience jusqu'au 3 décembre 1790 (4). L'échevinage était, à cette époque, assoupi depuis plus d'un siècle, les autres juridictions de Reims disparues depuis plus de deux. Seuls le bailliage ducal et les justices rurales prolongeaient, à la fin du XVIII^e siècle, une existence que la tradition faisait croire indestructible ; à la vie de ces institutions, la Révolution mit un terme brutal.

1. Bidet, *Mémoires*, t. IV. p. 235, p. 221 (Chapitre). p. 230 (Saint-Remi). Bibl. de Reims, ms. 1656.

2. Arrêt du 21 mai 1764. Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 3^e vol., 506-548.

3. Arrêt du 5 mai 1629. Arch. dép. de Reims G 148, fol. 447.

4. Registre des audiences du bailliage, 1790. Arch. dép. de Reims.

QUATRIÈME PARTIE

ADMINISTRATION ET FINANCES

Il est impossible de traiter séparément de l'organisation administrative et de l'organisation financière de l'archevêché duché-pairie. Les agents chargés, à Reims et dans les châtellenies, de la gestion des droits et domaines, n'étaient pas assez nombreux pour qu'une spécialisation effective fût avantageuse : administration et finances se trouvaient intimement liés. Mais l'appréciation des sources de revenus, la connaissance des modes de gestion et l'évaluation du revenu global réclament une étude distincte.

CHAPITRE I

AGENTS

Pour exécuter ses ordres, administrer ses terres et percevoir ses revenus, l'archevêque duc disposait d'agents centraux et d'agents locaux. En dehors des gens de justice, existaient à Reims de grands officiers, feudataires héréditaires, dont les charges n'étaient plus qu'honorifiques. Il revenait à d'autres agents d'exécution de gérer les domaines et les biens.

SECTION 1. — Organisation centrale.

A l'instar du roi, l'archevêque duc avait créé de grands offices. On rencontrait à sa cour, sénéchal, maréchal ou

grand écuyer (1), chancelier (2), grand maître, panetier, bouteiller, gruyer. Quelques-unes de ces fonctions se sont éteintes dès le moyen âge, tels le maréchalat, la chancellerie et la bouteillerie. D'autres ont subsisté jusque 1789. Lors des entrées des archevêques dans leur duché (3), les grands officiers faisaient l'office de leurs charges.

Dès l'an 1114, une charte fait mention du dapifer (4), une autre en 1171 du sénéchal (5). Il s'agit d'Erard (6), premier du nom, qui fut de Thuisy quelques dix ans plus tard car le fief de Thuisy fut donné en 1190 à l'archevêque Guillaume aux-Blanches-mains et devint la seigneurie du sénéchal héréditaire de Reims (7). En 1515, Jeanne dame de Thuisy, dernière de cette famille, épousa Nicolas de Goujon, écuyer, seigneur de Tour-sur-Marne, qui devint sénéchal du chef de sa femme. Depuis cette époque le sénéchal portait écu écartelé au 1 et 4 d'azur, au chevron d'or accompagné de 3 losanges qui est de Goujon, de même; au 2 et 3 de gueule au sautoir engrêlé d'or, cantonné de 4 fleurs de lis d'argent qui est de Thuisy (8). En 1776, Louis-François de Goujon, conseiller au Parlement, sénéchal héréditaire, fit hommage et prêta le serment de fidélité pour sa terre de Thuisy à l'archevêque duc de Reims (9). Jadis le sénéchal avait « l'intendance sur le boire, manger et famille de l'archevêque, le commandement et la conduite de ses vassaux à la guerre, et l'exercice de la justice en l'estendue de son duché ». A la fin de l'ancien régime, ses droits se réduisent à peu de chose : remplir les fonctions de son office à la première entrée de l'archevêque duc (10).

En 1761, Jacques-Antoine comte de Roucy, seigneur de

1. Litterae Gregori papae IX... (11 octobre 1235). Var. Arch. adm., t. I, 602.

2. Carta Henrici archiepiscopi. Ann. 1171, *ibid.*, 374.

3. Cf. *supra*, 3^e part., chap. 1, sect. 1 : Privilèges divers.

4. Marlot, *op. cit.*, t. III, p. 682.

5. Carta Henrici archiepiscopi. Ann. 1171. Var. Arch. adm., t. I, 374.

6. Dict. de la noblesse par De La Chenaye-Desbois et Badier.

7. Cf. *supra*, les terres et seigneuries de Thuisy et de Luche, 2^e part., chap. 2, sect. 2. Mouvements de la châtellerie de Sept-Saulx, n° 1.

8. Bibl. de Reims, ms. 1737, fol. 7.

9. Arch. dép. de Reims G 135.

10. Cf. *supra*, 3^e part., chap. 1, sect. 1 : Privilèges divers, et pour le fief et les droits utiles du sénéchal, 2^e part., chap. 2, section 2 : Mouvements de la châtellerie de Sept-Saulx, n° 1. Terres et seigneuries de Thuisy et Luche.

Manre, s'honorait encore du titre de grand maître héréditaire du duché de Reims (1).

Le fief de la paneterie héréditaire du duché de Reims appartenait aux sieurs Noël jusqu'au début du xvii^e siècle, où le mariage de Nicole Noël avec André de Goujon le fit passer dans la famille de celui-ci, branche des Goujon apparentée aux sénéchaux de Reims (2). Le 22 février 1747 Jérôme-Charles de Goujon, marquis de Thuisy, sénéchal de Reims, fournissait aveu et dénombrement à l'archevêque duc son suzerain ; Charles-Alphonse-Marie de Goujon, seigneur de Condé, panetier de Reims, s'était acquitté le 14 mai 1745 du même devoir de fief (3). Mais à l'inverse du sénéchal, le panetier de Reims avait conservé d'autres droits que ceux qu'il exerçait le jour du joyeux avènement : il délivrait congé aux boulangers du duché dont il recevait certaines redevances (4).

Quant à la charge de gruyer, maître des eaux et forêts, c'était, au xviii^e siècle, le bailli de Reims qui l'assumait (5).

On connaissait au fief ducal d'autres officiers à côté de ces anciens « domestici ». Le vidamé et la vicomté se sont perpétués jusqu'à la Révolution. A l'origine, le vidame (6) fut chargé de l'administration du temporel archiépiscopal (7). Il était l'officier de l'archevêque bien plus que celui de l'Eglise de Reims. Son office lui était concédé en fief par le duc son suzerain. Le vidame fut choisi dès le x^e siècle parmi les chevaliers puisqu'il était appelé à conduire les milices de l'archevêque au combat. Eudes, frère de l'archevêque Hérivée aurait été le premier vidame laïque héréditaire, l'an 906 (8). Le vidamé fut de nouveau confié à un chanoine, l'an 1175 (9). En compensation de ses anciens droits, le vidame reçut juridiction sur huit métiers avec un

1. Vide, *ibid.* Privilèges divers et 2^e part., chap. 2, sect. 3 : Mouvances de Bétheniville, n° 3. Terre et seigneurie de Manre.

2. Dict. de la noblesse par De La Chesnaye-Desbois et Badier.

3. Arch. dép. de Reims G. 157, fol. 621 v^o-622 et G 148, fol. 279-280.

4. Vide, 3^e part, chap. 1, sect. 1 : Privilèges divers et 2^e part., chap. 2, sect. 1 : Mouvances de Porte-Mars, fief de la paneterie.

5. Lettres de provisions d'office (17 mai 1711). Arch. dép. de Reims G 2.

6. G. Robert. *Le vidame de Reims et les métiers en dépendant.*

7. Du Cange, V^o vicedominus.

8. Marlot, *Metrop. Rem. Historia*, t. I, cap. X. De vicedominatu remensi [liste des vidames], p. 615.

9. G. Robert, *Le vidame de Reims...*, p. 2.

préciput de cent setiers de froment à prendre sur la vicomté et y fut maintenu jusque 1789 (1).

« Fermier de la vicomté » est plus fréquent au XVIII^e siècle que « vicomte de Reims ». Toutefois ce dernier terme n'est pas inusité (2). Le vicomte n'est autre que l'adjudicataire des droits de vicomté. Il percevait au nom du baillieur, l'archevêque duc, les droits de stellage, tonlieu, poiture, vinage ou travers, rouage, portage, avenage, etc...

D'autres droits étaient remis à ferme au prévôt ; les attributions de cet officier, autrefois juge, devinrent uniquement fiscales au cours du XVI^e siècle si l'on excepte ses fonctions auprès du bailli ducal (3). Vicomte et prévôt avaient leurs commis, gens de comptes et sergents. L'organisation centrale comportait encore : fermier des droits de poids et balances, mesureur de sel, languéyeur de porcs, parfois un fermier général des revenus de l'archevêché duché-pairie, quelquefois un intendant, enfin le receveur général régisseur et quelque comptable.

SECTION 2. — Organisation locale.

Le prévôt et garde de la châtellenie avait pour rôle de juger et d'administrer. Près de lui, un fermier gisait la seigneurie et percevait les revenus pour l'archevêque duc. Il arrivait aussi qu'un receveur des droits seigneuriaux remplaçât le fermier : en 1778, Jean-Gabriel François, bourgeois de Cormicy avait été chargé de la part de l'archevêque Alexandre Angélique de Talleyrand-Périgord, « de recevoir, régir et gouverner les droits seigneuriaux de la ville et châtellenie de Cormicy » que l'archevêque n'avait point affermés et faisait valoir directement (4).

1. Cf. *supra*, 2^e part., chap. 2, sect. 1 : MouANCES de Porte-Mars, n° 11, fief du vidame.

2. Déclaration et cueilloir des droits de la vicomté (23 juin 1742) [pour mesurer les grains il faut « faire appeler le vicomte ou un de ses mesureurs »]. Arch. dép. de Reims G 18.

3. Cf. *supra*, 3^e part., chap. 2, sect. 2 et 3

4. Attestation donnée par le receveur des droits seigneuriaux de Cormicy sur la manière dont ces droits ont été perçus en 1778 (18 février 1779). Arch. dép. de Reims G 157, fol. 343 v° sqq.

Le plus souvent, la gestion de la châtellenie est remise à ferme. C'est un bail lorsqu'au contrat interviennent l'archevêque et le fermier, un sous-bail lorsqu'un fermier général est chargé de la perception de tous les revenus de l'archevêché duché et de l'administration des biens et domaines. Le 30 décembre 1632 Jean Colbert de Terron fermier receveur général de l'archevêché et de l'abbaye de Saint-Remi donnait à bail pour neuf ans la châtellenie de Cormicy et ses dépendances à Hubert Dabancourt, sieur de Chanteraine, demeurant à Marzilly (1). Le 18 juin 1664, c'était Benoist Valeille, sieur de Beauvert, subrogé au bail général du revenu temporel de l'archevêché qui affermais pour trois ans la même châtellenie à deux huissiers royaux de Reims. Un autre bail était passé pour trois ans le 13 novembre 1673 par l'archevêque Charles Maurice Le Tellier en faveur de Jean Corpelet, marchand à Cormicy. Le bail du 24 décembre 1710 était signé pour neuf ans de même que celui du 22 avril 1746 ; à ce dernier étaient parties Demoiselle Marie Jeanne Damy, veuve de Jacques Claude Langlois de Valhermé, fermière générale et Laurent Muteau, marchand à Cormicy. L'archevêque de la Roche-Aymon donnait à bail sa terre de Cormicy le 29 septembre 1763 au sieur Hautavoine, greffier du grenier à sel de Cormicy. Ces baux suffisaient à montrer quelles pouvaient être la personne du bailleur et celle du preneur. Quand l'archevêque affermais directement ses châtellenies, les soumissions étaient adressées à son palais où l'on procédait aussi à la délivrance au plus offrant et dernier enchérisseur en la manière accoutumée (2).

Lorsque les revenus de l'archevêché duché faisaient l'objet d'une ferme générale, il était loisible au preneur d'en faire des sous-baux à tel prix et pour tel temps qu'il aviserait pourvu que soient respectées les conditions du bail général. Le fermier général n'était pas responsable des « malversations et dégradations qui pourroient estre faites par les sous-fermiers » sauf à l'archevêque « à se pourvoir contre les dits sous-fermiers tant en exécution de leurs baux qu'autrement ». A cette fin, l'archevêque pouvait

1. Pour ce bail et les suivants. Arch. dép. de Reims G 69.

2. Affiches portant annonce de biens à affermer (1651-1719). Arch. dép. de Reims G 31.

demander communication des sous-baux conclus par le fermier. A l'expiration de son bail, celui-ci devait d'ailleurs remettre à l'archevêque tous les sous-baux qu'il avait passés. Il rendait également les sous-baux plus anciens dont il pouvait se trouver en possession : l'archevêque en effet, lors de la passation du bail général, avait promis de fournir au fermier sous son récépissé les sous-baux dont la connaissance lui serait utile pour en établir de nouveaux (1).

Non seulement les fermiers ou sous-fermiers des châtelles percevaient les droits, mais ils étaient, en outre, tenus de veiller à leur conservation. En vertu de cette dernière obligation, ils entretenaient les terres en bon état, se conformaient aux usages pour la coupe des bois, réparaient les immeubles jusqu'à concurrence d'une certaine somme fixée dans le bail (2).

Il arrivait que tous les revenus de la châtelles ne fussent pas affermés globalement. A Attigny, en 1692, les droits de la châtelles étaient remis à ferme d'une part, le moulin de l'autre, tandis que les habitants versaient directement la rente qu'ils devaient pour leurs usages. Le bail du moulin mettait à la charge de l'adjudicataire les menues réparations, l'archevêque « n'ayant pu trouver aucun autre qui se soit voulu charger des grosses » (3). A la même époque, cinq baux étaient en cours pour la perception des dîmes des patronages de Saint-Aignan, de Saint-Clément et Hauviné, de Saint-Etienne-sur-Suippe, de Montgon, de Doux. L'état des biens de 1692 ne mentionne que ces derniers, mais le régime appliqué aux autres patronages était le même comme l'indique l'état des sous-baux courants commencés en janvier 1693 (4).

Quand un « bon et louable rapport... de ses sens, suffi-

1. Bail des revenus de l'archevêché de Reims et de l'abbaye de Saint-Thierry aux sieurs Charles Damy le Jeune et Jacques Langlois de Valhermé (15 décembre 1722), *ibid.*

2. Cf. *infra*, chap. suiv., sect. 2 : Baux à ferme.

3. Etat d'une partie des biens dépendants de l'archevêché et de l'abbaye de Saint-Remi donnés en régie au sieur Brodart, subdélégué de l'intendant de Champagne à Reims (16 juin 1692 sign. de Le Tellier). Arch. dép. de Reims G 31.

4. Bref état des sous-baux courants de la recette d'une partie des biens dépendants de l'archevêché et de l'abbaye de Saint-Remi pour l'année 1693. Arch. dép. de Reims G 32.

sance et fidélité » au fermier, était fait à l'archevêque de la personne d'un postulant, il l'instituait garde de ses bois, chasses et domaines pour une châtellenie. Les pouvoirs du garde pouvaient s'exercer sur toute l'étendue de la seigneurie. Cet agent subalterne, étant chargé de veiller à la conservation des bois, chasses et domaines de la seigneurie et dépendances, il dressait rapport et procès-verbaux contre les délinquants, de quelque qualité et condition qu'ils fussent. Sa compétence n'était mise en échec que par une permission signée de la main même de l'archevêque. Il était enjoint au garde, par ses lettres de provisions, d'affirmer ses procès-verbaux par devant les officiers de la châtellenie ou du bailliage qui en doivent connaître « pour estre les délits poursuivis suivant la rigueur des ordonnances ». Le garde prêtait serment devant le bailli de Reims avant d'entrer en charge. Il portait ordinairement la bandoulière aux armes de son seigneur. S'il est révoqué, il est tenu de restituer l'insigne de ses fonctions (1).

Les gages de cet agent domanial s'élèvent à 80 livres pour le garde bois de Sermiers et à 120 pour le garde-bois de Chaumuzy en 1672 (2). Dans les autres châtellenies ses fonctions sont surtout celles d'un garde-chasse (3) ou garde-terroir (4). Sur procès-verbal du 24 août 1733 dressé par le garde du terroir et châtellenie de Cormicy, le bailli de Reims, le 4 septembre de la même année, condamnait pour délit de chasse deux habitants de Cormicy à chacun 100 livres d'amende (5).

Le bailli ducal lui-même participait à l'administration des châtellenies, lors des assises et plaids généraux annuels. Le 22 septembre 1712, les habitants de Cormicy se plaignaient

1. Lettres de provisions d'office [en blanc] de garde des bois, chasses et domaines de François de Mailly, archevêque duc de Reims [1710-1721]. Arch. dép. de Reims G 8.

2. Registre concernant le revenu temporel de l'archevêché de Reims (1672). Arch. dép. de Reims G 32. Cf. *infra*, chap. suiv., sect. 3 : Revenus et charges.

3. Lettres de provisions d'office de garde des bois, chasses et domaines de Cormicy accordées par A.-J. de Rohan (21 novembre 1722, 15 mars 1724, sceaux et sign. de l'archevêque : « Arm. Jul. de Rohan arch. duc de Reims »). Arch. dép. de Reims G 67.

4. Registre des audiences de la prévôté de Cormicy (1741) (5 janvier 1741). Arch. dép. de Reims.

5. Sentence du bailliage (4 septembre 1733). Arch. dép. de Reims G 67.

des « gros ravages » dont les lapins étaient coupables. Il promit d'en faire très humble remontrance à l'archevêque « pour y être par lui pourvu » (1). A ce personnel restreint, se limitait le nombre des agents d'exécution locaux.

1. Procès-verbal d'assises et plaids généraux du 22 septembre 1712. Arch. dép. de Reims G 68.

CHAPITRE II

REVENUS

L'énumération des droits utiles a déjà été présentée lors de l'étude du domaine direct et des fiefs (1). Ce sont ces droits qui constituent les sources de revenus de l'archevêché duché pairie. De certains d'entre eux il convient de traiter avec quelque détail. Il est également indispensable de décrire le mode de perception le plus fréquent : l'exemple de quelques baux à ferme y suffira. Une vue d'ensemble numérique des revenus et charges complétera l'exposé des finances du duché de Reims.

SECTION 1. — Sources de revenus.

Ce sont les châtelainies qui procuraient à l'archevêque duc la majeure partie de ses revenus. Bien que les recettes ne fussent pas fort élevées dans chaque seigneurie, le total dépassait très nettement le produit des droits perçus à Reims. Considérés séparément, ces derniers pourtant fournissaient la somme la plus importante (2). Citons d'abord la vicomté qui se trouvait, de loin, la source la plus abondante de revenus, puis les droits de la prévôté, le droit de languéyage des porcs, le droit de poids et balances. Le greffe du bailliage était d'un rapport très appréciable de même que les vêtures et nantissements, cens, surcens, rentes, lods et ventes, loyers et droits divers.

Les droits de vicomté dont l'archevêque de Reims jouissait de toute ancienneté, faisaient l'objet des articles 308 et

1. Cf. *supra*. 2^e part. : Le duché.

2. Pour les valeurs numériques, cf. *infra*, sect. 3 : Revenus et charges.

308 *bis* des Coutumes de Reims de 1481 (1). L'article 308 renvoie à des « livres et papiers anciens qui sont en plusieurs lieux et places dudict Reims ». Il s'agit, sans doute, du tarif des droits de la vicomté qui a été transcrit vers 1380 aux derniers feuillets du Livre Rouge de l'Échevinage (2). Mais c'est un accord intervenu entre Robert de Lenoncourt et les habitants de Reims le 31 décembre 1522, homologué en Cour de Parlement le 28 mars 1523 qui fut jusqu'en 1789 le véritable code des droits de vicomté (3). Hormis quelques modifications secondaires, l'accord était appliqué au XVIII^e siècle tel qu'il avait été conclu au XVI^e ; tous les baux de la vicomté se réfèrent à la charte de 1522. Les droits de la vicomté comprenaient : droit de stellage, de tonlieu, de poiture, de vinage ou travers, droits dus par certains habitants non bourgeois, par les bouchers, les revendeurs de sel, les vendeurs d'huile, droit de crier le vin, droit d'ajustage des mesures, droit d'avenage de bourgeoisie.

« Tous ceux qui vendent grains, farines, ou gruyes, en la ville de Reims, sont tenus les faire mesurer à la mesure de ladite vicomté, et pour ce faire, appeler le vicomte, ou l'un de ses mesureurs ». Ils acquittent en même temps le droit de stellage : 2 écuellés de grain par setier mesuré, 1 écuelle par mine et 1/2 écuelle par quarré. Qui ne paie pas le droit, qui mesure sans appeler le vicomte ou l'un de ses mesureurs, sans le congé du même vicomte, encourt une amende de 60 sols parisis. Mais tous les rémois ne sont pas tenus au paiement du droit de stellage. En sont exemptés les habitants du ban de Saint-Remi, de la mairie de Saint-Martin et de la seigneurie du chapitre tout entière (4), enfin les bourgeois et bourgeoises du ban de l'Échevinage quand il s'agit de grains de leur récolte vendus dans leurs greniers.

Un droit de stellage existait également sur le sel que l'on conduisait à Reims pour la vente : il était perçu à raison d'un minot par muid.

1. Coutumes de 1481, réformées en 1507. Première part. [XXXVI] (De la vicomté de Reims, et à qui elle appartient). Var. Arch. lég., 1^{re} part. Coutumes, 740-741.

2. *Ibid.*, 741-744.

3. Charte de 1522 : « Ordonnances des droits de la vicomté de Reims... », *ibid.*, 745-760.

4. Cf. enclaves dans Reims, 2^e part., chap. 1, sect. 1 : Reims et sa banlieue : le ban de l'archevêché.

De la vicomté dépendait ensuite le droit de tonlieu (1) assis sur l'achat et la vente de certaines marchandises quand le prix excède 6 deniers parisis. Une amende de 7 sols 6 deniers en garantit le paiement. Les exemptions sont totales ou partielles : sont franc-quittes du tonlieu les bourgeois de l'Echevinage, en tous temps et quelle que soit la marchandise envisagée et tous les habitants des autres seigneuries de Reims. Au ban de l'archevêque, ceux qui ne sont pas bourgeois doivent une obole parisis le jour où ils vendent quelque denrée ou marchandise au-dessus de 6 deniers et quel qu'en soit le prix. Sont exemptés du droit de tonlieu en toutes circonstances les habitants des villes franches. Se trouvaient réunis sous cette qualification 11 villages ou parties de villages des environs de Reims (2). Quel que soit leur domicile, les nobles et clercs ne sont pas assujettis au droit de tonlieu quant aux marchandises et denrées qui proviennent de leur production ni quant à celles qu'ils achètent pour leur usage et non pour revendre. Les habitants des villes qui paient poiture jouissent d'une exemption formulée en termes semblables. Toutefois ces derniers exemptés doivent le droit de tonlieu « en tout temps, de fruit, foing, vin et verjus ». Ils doivent aussi acquitter le droit pour les ventes ou achats qu'ils font à Reims durant le temps appelé « fusche marché » (3). La charte de 1522 comporte ensuite quelques dispositions qui expliquent avec plus de précision les cas où les habitants des villes payant poiture doivent ou ne doivent pas le tonlieu. Les « villes qui payent poiture à Monsieur de Reims » sont au nombre de 121. Elles sont situées dans la banlieue de Reims (4).

1. Appelé parfois timonage.

2. Courcelles-lez-Reims. Saint-Brice, La Neuville-lez-Reims [La Neuville], Cormicy, La Neuville-lez-Cormicy, Sapiigneul, Aguilcourt-sur-Aisne, Vrigny-la-Montagne. Marzilly (la rue des Déserts), Villers-Franqueux (pour les habitants de la seigneurie du Trésor), Tinqueux.

3. Ce temps a cours 2 fois par an : primo, le samedi qui précède ou qui suit la Toussaint, au choix du vicomte. Ce jour-là, on met un tapis à la fenêtre de la vicomté ; secundo, du samedi veille de Pentecôte jusqu'au samedi de la 5^e semaine suivante. « Et dresse-on une ramée devant la maison de la vicomté le lundy lendemain de la Pentecôte au point du jour, et l'abbé de Saint-Remy de Reims délivre quatre charettes de maye pour faire ladite ramée et le vicomte lui doit pour ce seize deniers parisis. »

4. On relève : Courville, Coulommies-la-Montagne, Montbré, Mont-Saint-

Avant de déclarer les marchandises et denrées sujettes au droit de tonlieu, la charte accorde que les acheteurs « de tous habits, vestemens, affulures et chaussures » ne paieront rien en quittant Reims « s'ils ont vestu, affulé ou chaussé » leurs emplettes. Ils peuvent aussi remporter librement « quelque chose du reste de la repue d'eux, ou de leurs bestes, soit foing, ou autre chose qui excède le prix de six deniers parisis ». Suit la longue liste des objets qui paient le droit de tonlieu : pelleterie, friperie, drap, linge, cuirs et cordouan, graisses et cires, cuivre, étain et plomb non ouvrés, chaudronnerie, laine, fil et chanvre, mercerie, pots de terre et godets, fuseaux et « vertillons » (1), plumes, merrains et futaille, bêtes vives, fruits foin vin et verjus, grain pain et gruau, fer et acier, poisson de mer et d'eau douce. Le tarif distingue d'abord le droit à la pièce, la demi-douzaine, le quarteron, le cent, la colée (2), la charrette, le char, le muid... Mais « un char ou charrette » qui n'a charge convenable ne payera que pour portion ». Puis il distingue dans la 17^e catégorie par exemple, les différents poissons de mer, « wippes », maquereaux, morue, aigrefin, alose, plies, « porc de mer », poisson salé, hareng blanc.

Les limites de la vicomté correspondaient à celles de la seigneurie de l'archevêque dans Reims : ancienne porte Bazée, portes Cérès et de Mars, porte de Vesle. Tous les vendeurs ou acheteurs, avant de franchir les portes, doivent acquitter le droit pour les marchandises ou denrées qu'ils ont amenées ou acquises. Sinon les sergents de la vicomté peuvent les arrêter et ramener à la maison de la vicomté afin qu'ils y satisfassent au paiement du droit et de l'amende. Ils les traduiront au besoin devant le bailli de Reims.

Appartenait à l'archevêque, le droit de vinage ou travers, autre droit de la vicomté. Il est tel que ceux qui transpor-

Remy. Mont-Saint-Pierre près de Mézières, Nogent-la-Montagne, Ormes, Puisieulx, Ruffy, Sept-Saulx, Sillery, Thuisy, Wez, Villers-aux-Neuds, Villers-Franqueux... et quantité de villages relevant d'autres seigneuries que du duché.

1. Ou verteuil. Poids que les fileuses ajoutaient à leur fuseau pour qu'il conservât plus longtemps le mouvement de rotation qu'elles lui imprimaient.

2. Ce qu'on peut porter sur le col.

tent diverses denrées aux marchandises énumérées par la charte et empruntent certaines routes sont astreints au paiement du droit de travers. Ceux qui traversent la ville avec leurs produits y sont également assujettis. Le fermier de la vicomté désigne pour la perception du travers des commis à Sillery, Cernay, Nogent, Beine, La Neuville, Villers-Sainte-Anne (1), Saint-Thierry, Thil et Pouillon. L'amende est de 60 sols parisis s'il y échet. Il y avait deux quinzaines dans l'année où le droit était plus élevé : les deux époques du « gros travers » commençaient l'une le mardi après la « Saint-Martin-de-Bouillant » et l'autre, le « jour de la Commémoration des Trespassez ». Par exemple « les denrées ou marchandises dont le char doit 2 sols parisis en autre saison, si elles vont en Champagne, ou reviennent, doivent pour ledit char 14 sols par. »

D'autres droits relevaient de la vicomté : certain droit de vente dû par les habitants de Reims et faubourgs sauf exemptions, redevances des bouchers vendant à la boucherie de Reims et des revendeurs de sel au détail, droit d'ajustage des mesures des vendeurs d'huile, droit pour le cri du vin (2). Les deux derniers droits de la vicomté étaient : droit d'avenage de bourgeoisie (3) et droit d'ajustage des mesures et des poids (4). La charte de 1522 s'achève en précisant les modalités de perception, les obligations du fermier et les garanties du contribuable.

Cent quatre-vingts ans s'écoulèrent sans que les droits de la vicomté donnassent lieu à quelque difficulté. Le droit de stellage sur le sel fut même confirmé en 1647 (5). Les commissaires généraux du roi ordonnèrent, sur le vu des titres

1. Près de Saint-Thierry, n'existe plus.

2. Droit de faire crier le vin que l'on vend au détail, pour lequel était dû au vicomte un pot de vin ou la somme équivalente. Le fermier de la vicomté donnait ce droit à bail à l'un de ses sergents.

3. Dû pour devenir bourgeois de l'Echevinage.

4. C'est à la maison de la vicomté, place du Marché, que se trouvaient les poids et mesures étalons ; les amendes infligées aux possesseurs de fausses mesures reviennent au prévôt de Reims.

5. Arrêt rendu par les commissaires généraux nommés pour la représentation des titres de privilège de franc-salé, ordonnant que l'archevêque jouira des susdits droits de franc-salé et de stellage (28 mars 1647) ; — lettres patentes de Louis XIV qui ordonnent l'exécution de l'arrêt susdit [nonobstant l'édit de mars 1646 portant suppression du franc-salé] (juillet 1647. Amiens, scëau). Arch. dép. de Reims G 17.

produits par l'archevêque duc qu'il jouirait d'un minot par muid de sel amené à Reims. Le produit du droit serait mis en un grenier fermant à quatre clefs. L'une d'elles se trouvera aux mains de l'archevêque ou de son fermier. Un muid était délivré en espèces pour la provision de la maison de l'archevêque et de ses officiers, le surplus était vendu et des deniers en provenant, il était délivré à l'archevêque 3 livres 17 sols 6 deniers par minot.

Des abus commis par le fermier de la vicomté suscitèrent au début du XVIII^e siècle un différend terminé par la transaction du 23 juillet 1703 entre Charles Maurice Le Tellier, archevêque duc de Reims et les lieutenant gens du conseil et échevins (1) : la charte de 1522 y fut expressément confirmée. Il fut rappelé aux mesureurs qu'ils n'étaient en droit de réclamer aucune rétribution pour exercer leur métier. Le Tellier accorda que « ceux qui porteront à bras ou hottes ou besaces » des marchandises sujettes au droit de tonlieu seront affranchis de la perception du droit. Sont exceptés les « crocheteurs ou hottiers portant pour autrui », les Savoyards et merciers ainsi que les chaudronniers Auvergnats. Quelques autres dispositions avaient trait à l'écuelle matrice. Un arrêt de Parlement homologua la transaction le 8 mars 1704.

En 1728, les exemptions du droit de stellage donnèrent naissance à de longues contestations qui furent jugées par arrêt du 27 juillet 1737 (2). La Cour ordonna ce jour « que les transactions des années 1522 et 1703 et arrêts d'homologation d'icelles seront exécutés selon leur forme et teneur ». « Cet arrêt a confirmé les bourgeois à chanoines, les bourgeois et bourgeoises de l'échevinage, les demeurans en la terre commune, et autres y dénommés, dans l'affranchissement... du droit de stellage de tous grains de crû ou d'achat vendus : 1^o en la terre commune de Reims pour les y demeurans (3) ; 2^o dans leurs maisons par ceux du corps du cha-

1. Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 3^e vol., 114-121.

2. Arrêt du parlement qui confirme les habitants de la terre commune de Reims [seigneurie du chapitre], les chanoines, bénéficiers de la congrégation de Notre-Dame, francs sergents, bourgeois à chanoine, et autres agrégés de ladite congrégation, et les bourgeois de l'échevinage dans l'affranchissement du droit de stellage reconnu par la transaction de 1522 (27 juillet 1737), *ibid.*, 307, 348.

3. La seigneurie du Chapitre.

pitre de l'église de Reims et ses agrégés ; 3^o des grains de crû seulement vendus dans leurs greniers par les bourgeois et bourgeoises de l'échevinage ; 4^o de tous les grains achetés par les habitants de Reims, pour provision ou commerce au delà de quatre lieues de la ville de Reims, sans être tenus de justifier d'où procèdent les dits grains, ni d'en rapporter aucun marché ni certificat... [L'arrêt] fait pareillement défenses aux valets et commis desdits fermiers de la vicomté d'exiger, pour la mesure par eux faite sur le marché ou ailleurs, un sol par setier de grains » (1).

Certains particuliers tentèrent « pour se soustraire au paiement du droit de stellage, d'en faire restreindre la perception, d'abord aux ventes de grains qui se font sur les marchés seulement », ensuite aux ventes de grains dont le contrat se conclut en la ville. L'archevêque duc fit observer que « ce n'est pas la convention des parties qui donne ouverture au droit de stellage, mais la livraison qui se fait en conséquence de cette convention ». Le premier article de la transaction du 7 septembre 1769 entre l'archevêque de la Roche-Aymon et les lieutenant gens du conseil et échevins (2) fut ainsi conçu : « la chartre de 1522, la transaction de 1703 et l'arrêt de 1737 seront exécutés selon leur forme et teneur et dans tout leur contenu, tant pour les différents droits de la vicomté de Reims... que pour les privilèges, franchises et exemptions qui y sont détaillés ». Arrêt d'homologation intervint le 2 janvier 1770.

A la fin du XVIII^e siècle, les difficultés se multiplièrent au sujet du droit de stellage. C'est alors que « sur le rapport du sieur Turgot », le Conseil d'Etat du roi suspendit par arrêt du 15 mai 1775 la perception du stellage dans la ville de Reims. L'arrêt employait ces termes adroits : « Sa Majesté est persuadée que l'archevêque de Reims, propriétaire de ce droit, en aurait demandé lui-même la suppression... » (3). L'archevêque de la Roche-Aymon ne jugea pas opportun de s'opposer à l'exécution de l'arrêt du 15 mai

1. Bidet, *Hist. de l'Echev.*, p. 354. Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 3^e vol., 337.

2. *Ibid.*, 659-664.

3. Arrêt du Conseil d'Etat (15 mai 1775, impr.). Arch. dép. de Reims G. 14.

1775 : le sacre de Louis XVI était fixé au mois de juin suivant. Mais il ne différa pas longtemps pour adresser au Conseil d'Etat une requête appuyée de plusieurs titres qui établissaient le bien-fondé de ses prétentions au droit de stellage. Taboureau, successeur de Turgot, avait abandonné la politique libérale de son prédécesseur. Un arrêt du 7 février 1777 (1) porta rétablissement du droit de stellage sur les grains et farines vendus dans le ban de l'archevêché duché de Reims.

Les droits de la prévôté fournissaient à l'archevêque duc une autre part de ses revenus. Avant 1563, au temps où il rendait la justice, le prévôt en jouissait déjà. Ils figuraient encore aux baux de la prévôté à la veille de la Révolution. Un tarif des droits arrêté par les officiers du bailliage ducal le 11 avril 1726 en comporte la description détaillée en 92 articles (2). Les droits que le prévôt perçoit toute l'année font l'objet des articles 1 à 26. Art. 1^{er} : « Pour les congés, pour mettre enseigne, goulots, étanson, treillis, barreaux, fenêtres, faire alignement (3), et toutes autres choses sur rüe, il faut un congé du prévost, et donner pour ledit congé quinze deniers qui sont dûs ; et faute dudit congé et d'en payer les droits, il est dû une amande de trois livres quinze sols ». Art. 2 : pour exposer un défunt à sa porte, il faut obtenir congé et verser 15 deniers. Art. 3 : un cabaretier vendant vin en la seigneurie de l'archevêque doit 7 sols 6 deniers...

Doivent une redevance au fermier de la prévôté : les cocasiers, vivandiers qui vendent beurres, œufs, fromages et volailles, les vendeurs de veaux, porcs, les « fruitiers » de la campagne, jardiniers, vendeurs de meubles, grenouilles, navets, et tous marchands vendant sur les marchés au drap et au blé. De même tous ceux qui amènent des voitures de bouteilles. Art. 18 : « tous ceux qui viennent vendre du beurre et du fromage, doivent chacun une demie livre de beurre et quinze deniers par an » au prévôt.

Les articles 27 à 54 ont trait aux foires de la Couture. Art. 27 : « Tous les marchands qui étalent et vendent dans

1. Arch. dép. de Reims G 13.

2. Arch. dép. de Reims G 148, fol. 185 v^o-189 v^o.

3. La transaction du 24 mai 1727 a supprimé ce terme, cf. *infra*.

les boutiques des maisons dessous les avant loges soit bourgeois ou forains, doivent cinq sols par pied et face desdites boutiques ». Art. 28 (1) : « Tous les marchands qui étalent et vendent sur ladite foire, soit dans les loges ou sur table doivent quinze deniers du pied [quarré] de place qu'ils occupent sans préjudice du droit de place » (2). Divers autres droits intéressent les marchands et les ventes, les pains d'épiciers, vendeurs de bestiaux, faïence, toile, linge, chansons, images, etc... Art. 48 : « Les comédiens, danseurs de corde, marionnettes et autres donneurs de spectacles doivent chaque troupe trente sols, et la première place au prévôt. » Les articles 55 à 92, semblables aux précédents, concernent les foires des Rois et de la Magdelaine.

Sur plainte des bourgeois de Reims, une transaction fut signée le 24 mai 1727 (3) entre l'archevêque de Rohan et « Messieurs de la ville ». Elle rendait certain article plus explicite, suspendait l'application d'un autre ou modifiait un taux. Les échevins, juridiction du Buffet, soucieux de leurs privilèges, obtinrent la suppression des termes « faire allignement » portés à l'article premier. Mais la majorité des articles ne subit aucune modification.

Le tarif de 1726 mentionnait en outre le droit de lanquégage des porcs, car il comptait parmi les droits de la prévôté. Il consistait en « quinze deniers pour la visite de chacun porc maigre, deux sols six deniers pour chacun porc gras, ou qui se trouveront forcenés, six deniers pour chacun de ceux qui se vendent dans la boucherie, et deux sols parisis pour chacun porc forcémé qui se vend du côté du puid » (4).

Dépendait de l'archevêché duché le droit de poids et balances ou droit du poids du roi. Le tarif fixé le 27 juil-

1. Droit d'étalage.

2. Arrêt du Parlement qui maintient l'archevêque au droit d'assigner par son prévôt les loges que doivent occuper les marchands fréquentant les foires de la Couture et d'en recevoir somme raisonnable pour loyer d'icelles loges (dont la taxe se fera chaque année à la police générale à laquelle assistera le prévôt à cet effet) outre et non compris les [12] deniers que doivent payer lesdits marchands par pied quarré de place (18 février 1651). Arch. dép. de Reims G 20.

3. Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 3^e vol., 211-221.

4. Bail du 6 février 1698. Arch. dép. de Reims G 20.

jet 1716 (1) en donne une définition suffisante : droit « qui consiste à pezer toutes les marchandises qui se vendent dans l'étendue de la seigneurie dudit archevêché, à l'exclusion de toutes autres personnes que du fermier dudit droit ». Il est dû pour peser aux balances du poids du roi un sol par cent livres pesant de toutes sortes de marchandises. Lorsqu'elles ont été pesées en gros au bureau du poids du roi et y sont repesées pour les diviser et partager entre les acheteurs, il n'est perçu que demi-droit. Quand les marchands jugent à propos de prendre des billets contenant les noms des vendeurs et acheteurs et le poids des marchandises, ils paient au dit fermier 3 deniers par billet. « Bien entendu néanmoins que tous les marchands soit bourgeois ou forains ayant poids et balances vérifiés à eux appartenants dans leurs loges et boutiques en champ de foire peuvent pezer les marchandises de leur commerce ». Il en est de même pour les marchands de la ville et faubourgs pendant toute l'année (2).

Telles étaient les caractéristiques des principaux droits utiles de l'archevêque dans Reims. Il n'est pas besoin d'insister aussi longuement sur le revenu des châtelainies. Les finances de la seigneurie de Cormicy seront l'objet d'une brève monographie. Celles des autres châtelainies présentent dans l'ensemble un aspect semblable. Les développements consacrés à l'étude du domaine direct (3) l'ont déjà fait apparaître. Il suffit d'ajouter quelques précisions à l'énumération des droits qui fut alors donnée.

Le revenu du seigneur de Cormicy comprenait (4) : 1^o les profits de justice ; 2^o « le droit de bourgeoisie qui est tel que chaque bourgeois et habitant de la ville et faubourgs dudit lieu doit annuellement au jour et fête de Saint-Martin d'hiver, un septier d'avoine mesure de Cormicy, un chappon

1. Sentence du bailliage de Reims qui fixe la forme de l'exercice et arrête le tarif des droits de poids et balances certifié conforme à l'ancien usage par les marchands de toutes les professions de la ville (27 juillet 1716), *ibid.*

2. Sentence du bailli lieutenant général de police et juge des manufactures qui confirme la précédente [du 27 juillet 1716] et qui tolère le pesage au bureau des marchands épiciers de Reims aux conditions y portées (17 octobre 1759). Arch. dép. de Reims G 148, fol. 226 *bis* sqq.

3. Cf. *supra*, 2^e part., chap. 1, sect. 2 : Les châtelainies et leurs dépendances.

4. Procès-verbal d'assises et plaids généraux du 20 juillet 1757. Arch. dép. de Reims G 156, fol. 258-263.

vif en plume bon et recevable et quinze deniers ; et qui deffaut de payer ledit droit audit jour, doit six sols trois deniers d'amande ; les hommes veufs et garçons tenant ménage doivent ledit droit en entier, et les femmes veuves et filles tenant ménage ne payent que demy ». Les officiers de justice du lieu sont exemptés. Ce droit rapportait au xviii^e siècle 342 setiers d'avoine, 302 chapons et 19 francs (1) ;

3^o « droit de tirage qui est tel que toutes personnes... ayant chevaux ou autres bestes tirantes à charrüe » doivent par animal à la Saint-Martin, 1 sétier d'avoine, 1 chapon et 15 deniers. L'amende encourue en cas de non paiement est la même que pour le droit de bourgeoisie. Femmes veuves ou filles paient le tirage comme les hommes ;

4^o les quartels de manoir, rente telle que « chaque bourgeois habitant de la ville et faubourgs qui habite et fait sa demeure dans une maison à lui appartenante doit par chacun an audit jour de la Saint-Martin d'hiver, un quartel d'avoine ». L'amende et l'obligation des femmes veuves sont les mêmes qu'à l'article précédent ;

5^o « droit de vinage qui est tel que la communauté des habitants dudit Cormicy doit livrer par chacun an, au tems des vendanges, la quantité de vingt-huit poinçons de vin jauge de Reims, du meilleur de celui qui se recueille sur le terroir dudit Cormicy. » La cueillette et le recouvrement se font aux frais de la communauté de Cormicy. Six échevins, nommés par elle, dressent les rôles de répartition, marquent les mutations et procèdent au recouvrement sur tous les propriétaires fonciers de la seigneurie ;

6^o Le droit d'afforage est tel que tout vendeur au détail de vin, de bière, de cidre ou d'autre liqueur, doit 2 pots par poinçon ;

7^o « droit d'ouverture des fenestres qui est tel que quiconque a fenestres... qui se lèvent et se rabattent en dehors pour servir de table à étaller les marchandises... doit cinq sols par an au jour Saint-Martin » ;

8^o Le droit de mesurage des grains est de 2 écuellles par setier ;

9^o Le droit de poids et balances sur les ventes en gros

1. Abbé Grandremy, *Cormicy*..., p. 27.

est de 12 deniers pour une pesée inférieure à 100 livres, 24 deniers au-dessus de 100 jusque 200 livres, etc... La vente en gros s'entend à partir de 12 livres ;

10° « droit d'étalage : les jours de foire... sur planches et traiteaux cinq sols » ;

11° « ... à terre, huit deniers » ;

12° Le droit d'étalage est de 15 deniers seulement les jours de marché ;

13° « tous forains qui viennent vendre porcs ou autres bestiaux audit Cormicy les jours de foire et marché, et en ayant jusqu'au nombre de cinq et au-dessus, doivent pour le droit de place et exposition en vente cinq sols » ;

14° Le droit de languéage de porcs est de 15 deniers, payables par l'acheteur ;

15° Les achats de bestiaux sont assujettis à un droit de 20 deniers par tête, les achats de bêtes à laine à un droit de 2 deniers ;

16° Tous achats par les forains hors des jours de foire et marchés sont taxés à 2 deniers quand le prix excède 20 deniers ;

17° Les marchands verriers doivent un verre commun quand ils viennent vendre à Cormicy en dehors des jours de foires et marchés ;

18° Le droit de rouage est tel que tous forains qui chargent « vins et telles autres marchandises que ce soit en voiture audit Cormicy doivent six deniers pour un char et trois deniers pour une charrette ; et qui tourne la roüe de la voiture chargée sans payer ledit droit, doit l'amande de six sols trois deniers. »

19° Le droit de ventes s'élève à 3 deniers par contrat.

Comptaient aussi dans les revenus de la seigneurie, des cens et rentes seigneuriales affectés sur différents héritages, avec une rente de 1 livre 7 sols 6 deniers à la charge de la communauté des habitants (1).

1. Cueilleret des droits appartenant à l'archevêque seigneur de Cormicy (1742). Arch. dép. de Reims G 67.

SECTION 2. — Baux à ferme.

Par un bail général, l'archevêque duc de Reims pouvait affermer tous les revenus de l'archevêché. La ferme générale durait en principe neuf années, mais était renouvelable. Elle se montrait un mode de perception commode, mais souvent désavantageux au bailleur : en 1671, le bail général était établi à 19.000 livres par an, alors que le revenu total dépassait 38.000 livres (1).

Quelle que soit l'époque de leur conclusion, les baux qui nous sont parvenus des derniers siècles de l'ancien régime renferment des clauses identiques : bien qu'il s'agit de baux généraux, l'archevêque se réservait souvent la perception directe de quelques revenus ou la jouissance de quelques domaines (2). Les biens et les droits sont affermés « pour en jouir par lesdits preneurs de même que l'archevêque a droit d'en jouir pour en toucher les produits et revenus des redevables ». Le fermier général est tenu d'entretenir les baux conclus antérieurement par l'archevêque. Il passe à l'occasion de nouveaux sous-baux : il afferme parfois les revenus d'un droit perçu à Reims, il afferme toujours le produit des châtelainies.

Le prix du bail général conclu en 1722 avec Charles Damy le Jeune et Jean Claude Langlois de Valhermé (3) était fixé à 60.000 livres par an payables en espèces et non en billets de banque (4), 6.000 livres en janvier, 10.000 en avril, 13.000 en juillet, 13.000 en octobre et 18.000 au dernier décembre. Il est à noter qu'à cette époque, les revenus de l'abbaye de Saint-Thierry sont réunis à ceux de l'archevêché : les 60.000 livres ne proviennent que pour partie du duché de Reims. Sont exclus du bail les droits de quint, requint et tous autres profits de fiefs. Le preneur répond de l'exécution des charges et conditions sous l'obligation de ses biens pré-

1. Cf. *infra*, sect. 3 : Revenus et charges.

2. En 1741 l'hôtel de Reims à Paris et les biens de l'abbaye de Saint-Thierry en Flandres, cf. *infra*, note 3, p. 191.

3. Bail des revenus de l'archevêché de Reims et de l'abbaye de Saint-Thierry (15 décembre 1722). Arch. dép. de Reims G 31.

4. C'est l'époque de l'inflation des billets de la banque Law.

sents et à venir et même de son corps. Il devait fournir caution qui s'obligeât solidairement. En fin de ferme il rend cueillerets et sous-baux anciens et normaux. Une sentence du bailli ducal du 12 février 1752 condamnait « Delle veuve Langlois de Valhermé, fermière générale » à remettre 67 sous-baux, 27 cueillerets et déclarations, mais la ferme comportait encore, il est vrai, en 1752, les revenus de Saint-Thierry et ceux de l'archevêché duché de Reims (1).

Le bail des droits et revenus de la vicomté se référait toujours à la charte de 1522, à l'arrêt de 1737 et à la transaction de 1769 (2). En 1773 un bail de neuf ans portait obligation pour le preneur Nicolas Gontier, bourgeois de Reims « de se conformer lui et ses commis et employés dont il sera garant et responsable » aux chartes et arrêts mentionnés. Au terme de la seconde clause, le fermier était tenu de payer et acquitter tous les préciputs et charges onéreuses de la vicomté. La liste en est longue. Le total s'élève :

en deniers à 502 livres 4 sols,
en froment à 745 setiers,
en seigle à 138 setiers 3/4,
en avoine à 109 setiers.

Certaines années, il arrivait que le produit des droits ne pût satisfaire à tous les préciputs. Les créanciers sont : l'Hôtel-Dieu, l'Hôpital général, l'Hôpital Saint-Antoine, le Séminaire, le vidame, les abbayes de Saint-Denis, de Saint-Nicaise et d'Hautvillers, le chapelain de Porte-Mars et celui du Palais, le chapitre de l'église de Reims et celui de Saint-Thimothée, l'hôpital ou aumônerie de Saint-Remi. Les échéances tombent à Pâques, à la Saint-Jean-Baptiste, à la Saint-Remy, à la Saint-Martin d'hiver, à Noël.

En troisième lieu, le vicomte fournit aux officiers du bailliage ducal le sucre et les pois que l'archevêque accorde aux titulaires de ces offices. Au jour de l'an, ce sont 6 pains de sucre de 5 livres chacun au bailli, au lieutenant 4 pains, au procureur fiscal 4 pains, au greffier 2, à l'avocat de l'ar-

1. Arch. dép. de Reims G 32.

2. Baux du 15 janvier 1658, du 2 juin 1731, du 26 décembre 1773. Arch. dép. de Reims G 18.

chevêque duc 2, à son procureur 2. Au jour des Cendres, ce sont 2 quartels de pois au bailli et 1 au lieutenant.

Voici la teneur des autres clauses : satisfaire aux frais des procès qu'exige la conservation des revenus compris au bail, entretenir la maison de la vicomté (1) et conserver en bon état les mesures nécessaires à la perception des droits. Suivant l'usage, le stellage sur le sel est exclu de la ferme. Le bail de 1773 comportait les clauses usuelles : remettre un cueilleret en fin de bail, fournir caution et présenter dans la quinzaine une expédition du bail en la forme exécutoire. Au XVIII^e siècle, le montant du bail oscillait autour de 10.000 livres (2).

Le bail de la prévôté du 22 novembre 1722 était passé pour neuf années moyennant 2.220 livres par an payables à Noël et à la Saint-Jean-Baptiste. Les baux antérieurs présentent une forme et des clauses analogues (3). Le fermier percevait

1. Place du marché au blé, démolie en 1869.

2. Sur ce point, Vide, sect. 3 : Revenus et charges, p. 191, note 6. Un compte des deniers de la vicomté pour l'année 1747 offre des chiffres intéressants pour apprécier le revenu des divers droits de vicomté. Il a été mesuré en 1747 par le fermier ou ses valets 55.072 setiers 1 quartel de blé qui ont produit 1.966 s. 3 q 1/2 au titre du stellage. Si l'on déduit les 745 s. de préciputs, il reste 1.221 s. 3 q 1/2 dont il a été vendu 1.095 s. 3 q 1/2 moyennant la somme de 8.655 livres 17 sols 3 deniers. Avec le seigle, l'avoine et les autres grains mesurés.

La recette des grains s'est élevée à.	10.429	livres	9	sols	6	deniers
La recette de billets de vicomté a...	142	—	14	—	7	—
Le loyer des halles et places sur le marché pour les jardiniers.....	999	—				
Les compositions.....	419	—	10	—		
Les droits de poiture.....	102	—	15	—	11	—
Les amendes.....	1.165	—	7	—	6	—
La recette totale.....	13.258	—	17	—	6	—
La dépense totale qui comprend les préciputs en argent, les frais pour pains de sucre aux officiers, les gages des mesureurs, du comptable, etc.....	4.120	—	1	—	6	—
La recette totale excède la mise totale de.....	9.138	—	16	—		

Le produit net de la vicomté atteignit 16.703 l. 4 s. en 1757 et même 18.582 l. 7 s. 9 d. en 1772. Ce fut le maximum — Compte des deniers rendu par Jean Targoresse fermier régisseur desdits droits de la vicomté pendant l'année 1747 ; et Etats du produit de la vicomté de 1755 à 1774. Arch. dép. de Reims G.18 et G.14.

3. Bail du 4 décembre 1623 [copie collationnée en 1627]. Bibl. de Reims ms 1729, p. 239-247 ; Bail du 6 juillet 1650. Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 3^e vol., 400-403 ; Baux du 25 janvier 1711 et du 22 novembre 1722. Arch. dép. de Reims G.20.

les amendes prononcées par le bailli de Reims ou les échevins jusqu'à 60 sols parisis (1) et le profit des confiscations jusqu'à pareille somme. Le surplus revient à l'archevêque. Le preneur jouit des ventes et droits seigneuriaux, cens, surcens, rentes, profits « de congé de faire sailliz, mettre treilliz, goulloitz, bassins et autres choses sur rües ». Quelques surcens sont généralement réservés à l'archevêque. Appartiennent au prévôt le profit de la vente des meubles aux enchères qui se fait à la Pierre-au-Change, les droits que doivent les bouchers de la boucherie close et qui s'élèvent pour chacun d'eux, à 8 sols 10 deniers parisis par an, d'autres droits dépendant de la même boucherie. Il jouit également du profit des foires et de nombreux droits perçus sur les marchands même en dehors des foires.

Des charges incombent au prévôt en dehors du paiement annuel du prix du bail. Il doit fournir 50 chapons à la fête des Rois, exécuter les condamnés des tribunaux seigneuriaux de Reims, remplir un rôle d'auxiliaire auprès du bailli ducal, fournir à certains frais de justice, offrir bonnets de juge ou pains de sucre aux officiers du bailliage, faire le guet de nuit et policer la ville (2). A la fin de chaque année, il remet à l'archevêque « le papier censier et des rentes contenant les héritages qui sont chargés et les noms et surnoms des tenanciers et propriétaires d'iceux héritages, des proffits et émoluments des foires de Couture et loges d'icelles, et tous autres droits et proffits que lesdits précédents prévôts ont accoutumés prendre et recevoir à leur proffit... le tout en forme probante et suffisante ». Les clauses de garantie sont les mêmes que dans les autres baux ; les poursuites et procédures en matière civile contre ceux qui entreprendraient aux droits de la prévôté sont comme de coutume aux frais du fermier.

Dans les baux les plus récents (3) ne sont affermés que « les petits droits de la prévôté » qui consistent « dans les

1. Mais il n'avait aucune part aux amendes de fol appel interjeté des prévôts et juges des châtelainies « ni en celles de désertion d'appel et stellage de la vicomté de Reims » qui appartiennent aux adjudicataires des châtelainies et de la vicomté.

2. Cf. *supra*, 3^e part., chap. 2, sect. 3 : Le bailliage ducal.

3. Baux du 8 novembre 1749, du 9 février 1765. Arch. dép. de Reims G 20.

droits et profits de congé, du son, de bassin, de la vente des meubles et de tous autres comme l'indique la transaction du 24 mai 1727 ». Ne sont donc pas compris : les amendés, cens, surcens, rentes, lods et ventes et autres droits seigneuriaux expressément réservés à l'archevêque duc de Reims. Il est à remarquer d'ailleurs que, par leur nature, ces derniers, souvent affermés avec les droits de prévôté, n'en faisaient pas partie.

Le droit de languéage des porcs, bien que dépendant de la prévôté, faisait fréquemment l'objet d'une ferme séparée. Le 6 février 1698, le bail mettait à la charge du fermier la visite des porcs et le versement annuel de la somme de 100 livres ; le preneur jouissait en contre-partie du produit du droit (1).

Le droit de poids et balances ou du poids du roi était remis à ferme, le 5 avril 1719 pour neuf ans moyennant 580 livres (2). L'adjudicataire bénéficie du revenu des poids et balances conformément au tarif du 27 juillet 1716 (3). Il doit avoir bons fléaux, poids et balances justes et tenir son bureau ouvert dès le bon matin jusqu'à la nuit afin que le commerce ne souffre aucun préjudice. Défense est faite à toute autre personne de « peser aucunes marchandises, ou denrées vendues et achetées dans l'étendue de la seigneurie de l'archevêque » sous peine de confiscation des marchandises, amende arbitraire, dépens et dommages-intérêts, le tout au profit du fermier et adjudicataire. Celui-ci tient « fidèles registres journaux bien reliés ». Il y consigne les noms des marchands et personnes qui apportent leurs marchandises au bureau du poids du roi, les noms de ceux qui les achètent et les retirent, la qualité et le poids de ces marchandises. Le tarif des droits est affiché aux carrefours et au bureau à la diligence et aux frais du fermier.

L'exemple d'un bail de la chàtellenie de Cormicy précisera les droits et les obligations des fermiers des seigneuries. Le 29 septembre 1769, l'archevêque de la Roche-Aymon afferma sa terre de Cormicy (4) aux charges clauses et

1. Bail du 6 février 1698, *ibid.*

2. Bail du 5 avril 1719, *ibid.*

3. Cf. *supra*, sect. 1. Sources de revenus.

4. Arch. dép. de Reims G. 69.

conditions suivantes : d'en rendre et payer 2.600 livres en un seul paiement annuel, d'acquitter les gages des officiers de justice, de fournir à tous les frais des procès civils et aux premiers deniers des procès criminels nécessaires à la conservation des droits, jusqu'à 500 livres. Ces dernières dépenses seront remboursées, le cas échéant, sur les biens confisqués. Le fermier est tenu de faire mettre à exécution à ses frais les sentences et arrêts de justice, de recevoir et défrayer convenablement les officiers du bailliage de Reims venant à Cormicy et de payer leurs vacations. Il doit remettre cueillerets (1) et registres des recettes des cens, rentes, droits seigneuriaux et autres revenus compris au bail avec les « déclarations par contenances lieudits tenans et aboutissans, de tous les domaines aussy compris au bail » et ce dans une forme semblable aux cueillerets, registres et déclarations qui sont fournis dans la première année du bail et que le fermier sortant restitue au seigneur de Cormicy.

L'adjudicataire entretient l'auditoire, la prison et le logement du concierge jusqu'à concurrence de 10 livres par an. Il s'oblige de bien labourer, fumer, ensemençer, cultiver les terres, de faire la coupe des taillis une seule fois pendant son bail, de faire la tonte des saules et des peupliers et de les remplacer s'il en meurt, d'entretenir les prés à faux courante. Le fermier ne peut exiger aucun rabais du prix du bail même « pour peste, famine, guerre, gresle, greslée, orages, stérilités de temps et autres cas fortuits et inopinés ». En contre-partie de ces charges, le fermier perçoit tous les revenus de la châtellenie. Les dernières clauses sont celles qui terminent tous les baux : affectation et hypothèque des biens, présentation de caution, remise d'expédition du bail.

SECTION 3. — Revenus et charges.

Il est difficile de déterminer le montant exact du revenu du duché de Reims. Les registres de comptes mêlent souvent revenus du duché, de l'abbaye de Saint-Thierry et de l'abbaye de Saint-Remi. En effet, le titre abbatial de Saint-

1. Cueillerets de 1711, 1742, 1764, 1774. Arch. dép. de Reims G 67.

Thierry s'éteignit en 1696 et ses revenus furent unis à la mense archiépiscopale la même année ; la communauté ne fut réunie à celle de Saint-Remi de Reims qu'en 1777. La dignité abbatiale de Saint-Remi fut annexée à l'archevêché de 1551 à 1641. En 1777 le titre abbatial fut supprimé et sa mense réunie à l'archevêché (1). De ces dates il ressort que l'on ne distingue le revenu de l'archevêché duché seul qu'entre les années 1641 et 1696.

Le registre des revenus qui fut établi en 1672 offre un tableau d'ensemble clair et complet des revenus et des charges du duché (2). Il fut rédigé sur l'ordre de l'archevêque Charles-Maurice Le Tellier. « Mon voyage à Reims du mois d'octobre 1671 m'ayant fait connoître que le revenu de mon archevesché n'estoit pas affermé à sa juste valeur (3) et désirant en estre certain j'aurois pris résolution de faire publier les fermes en détail... ». Ce sont ces fermes nouvelles (4) et leur produit ainsi que les charges du revenu que le registre a transcrits. Suivent les revenus non affermés.

REVENUS Affermés (5).

Greffe de l'officialité.....	425 ^l
Greffe du bailliage.....	2.260 ^l
Vêtures et nantissements.....	260 ^l
Vicomté de Reims (6).....	5.700 ^l

1. G. Robert. *Le temporel du clergé régulier du Diocèse de Reims en 1384*. Introd.

2. Registre concernant le revenu temporel de l'archevêché de Reims (1672). Arch. dép. de Reims G 32.

3. En 1671, le revenu était affermé 19.000 livres toutes charges faites par le fermier. N'étaient retenus que « le gros registre, les sceaux du vicariat et du secrétariat, le greffe de l'officialité, le greffe du bailliage de Reims, les maisons selliers et autres places tenans au pallais, les bâtimens de la cour haute du château de Courville, le parc dudit lieu et autres bâtimens, le sel du droit de stellage, profits de tiefs, rachapts, reliefs, quints, requints, aubeynes et confiscations », *ibid.*

4. Faites pour 3 ans à commencer du 1^{er} janvier 1672. payables par 1/2 année à la saint Jean Baptiste et à Noël.

5. 12 deniers = 1 sol, 20 sols = 1 livre.

6. Affermée 3.850 livres seulement 14 ans plus tôt en 1658, et 14.000 l. en 1731. Le montant du bail n'est plus que de 2.400 l. en 1773. Une note anonyme écrite après 1764 sur la page de garde du bail général de 1741 donne la raison de cette brusque et importante diminution de rendement : la vicomté de Reims qui valait de 10.000 à 12.000 l. par an produit à peine de quoi acquitter ses charges depuis la déclaration du roi concer-

Droit de poids et balances	412 ¹ 10 ^s
Halle aux pains	380 ¹
Halle aux harengs	300 ¹
Maison rue des Telliers	100 ¹
Château de Festu [à Reims]	170 ¹
Maison sise au marché au blé	150 ¹
Loge du marché de Reims	40 ¹
Maison tenant l'église Notre-Dame	36 ¹
Maison près l'officialité	30 ¹
Maison sise au parvis de Reims	50 ¹
Maison et jardin dit le Grand Jard	815 ¹
Cense de la Couture	730 ¹
Terres et prés de la Motte [500 arpents de prés au terroir de Courville lieudit au Grand Vivier et plusieurs pièces de terre]	150 ¹
Deux pièces de terre au terroir de Courcy [l'une dite la Besace contenant 25 jours, l'autre au lieu-dit Toutillau contenant 5 jours]	32 ¹
Pièce de pré sise au terroir de Muire [contenant 11 arpents, 46 verges]	30 ¹
Prévôté de Reims (1)	1.800 ¹
Châtellenie de Courville et moulins [sans en retenir que les quints, requints, confiscations, amendes au-dessus de 3 livres et autres profits de fiefs] ..	7.050 ¹
Châtellenie de Chaumuzy [<i>id.</i>] (2)	205 ¹
Châtellenie de Cormicy et terres de Sapigneul [<i>id.</i>] (3) ..	1.600 ¹
Châtellenie de Nogent, Serriers et Villers-aux-Noëuds et Chamery « le clos de vignes et 2 arpents de bois taillis à prendre dans la pièce de bois appelée les Noëls sans y comprendre les	

nant la liberté du commerce des grains « qui a rendu les marchez si déserts qu'il ne s'y vend pas la douzième partie du grain qui s'y vendait auparavant ». La liberté de circulation des grains à l'intérieur du royaume fut en effet établie en 1763 et la liberté d'exportation à l'extérieur en 1764. Le produit minimum fut celui de l'année 1765 : 1166 l. ; — baux de la vicomté 1658, 1731, 1773 ; — bail général de 1741 ; — Etats du produit de la vicomté de 1755 à 1774. Arch. dép. de Reims G 18, G 31, G 14.

1. Affermée 625 livres en 1623, 1.000 l. en 1650, 1.400 l. en 1711, 2.220 l. en 1722. Dans la 2^e moitié du XVIII^e siècle, seuls les petits droits de la prévôté sont remis à ferme. Aussi le prix du bail n'est que 1.500 l. en 1749 et 1.400 l. en 1765. Bail de 1623. Bibl. de Reims ms 1729. Bail de 1650. Var. Arch. lég., II^e part., statuts, 3^e vol., 400 sqq. Autres baux. Arch. dép. de Reims G 20.

2. La vicomté ne fut réunie à la châtellenie qu'en 1676.

3. 1.200 l. en 1632, 1.655 l. en 1710, 2.500 l. en 1746, 2.600 l. en 1763. Baux de ces années. Arch. dép. de Reims G 69.

autres bois, quints, requints, et tous autres profits de fiefs, amandes au-dessus de 75 sols, confiscations et aubeynes ».....	700 ^l
Châtellenie de Sept-Saulx avec la mairie et la quantité de 20 setiers de seigle à prendre sur les dîmes, « fors et excepté quints, requints, reliefs, confiscations, aubeynes, amandes au-dessus de 60 sols parisis ».....	1.060 ^l
Châtellenie de Bétheniville et seigneurie du Petit-Saint-Hilaire [sauf le moulin, les quints, etc...].	900 ^l
Moulin de Bétheniville [afferme pour 18 années commencées depuis 1666].....	120 ^l
Châtellenie d'Attigny et seigneurie de Coulommès [sauf quints, etc...].	1.500 ^l
Terre et seigneurie de Vailly.....	1.600 ^l
Terre de Montbré [<i>id.</i>].....	211 ^l
Terre et seigneurie des Mesneux [<i>id.</i>].....	200 ^l
Seigneurie de Villers-Franqueux [<i>id.</i>].....	110 ^l
Seigneurie de Ruffly [<i>id.</i>].....	130 ^l
Total	<u>29.256^l 10^s</u>

REVENUS DES BOIS.

Coupe ordinaire des bois de Sermiers [437 arpents, 55 verges].....	600 ^l
Bois de Chaumuzy [comprend 2 pièces] :	
bois des Eclisses [100 arpents]	120 ^l
bois de Reims [848 arpents, 59 verges].....	1.615 ^l
Bois de Sept-Saulx [60 arpents]	100 ^l
Total	<u>2.435^l</u>

AUTRE REVENU NON AFFERMÉ.

Usages d'Attigny.....	390 ^l 7 ^s
Patronages [dont les baux se font chaque année]...	2.122 ^l
Patronage de Porte-Mars [qui est dû par la ville de Reims].....	100 ^l
Revenus dans Reims.....	70 ^l
Total (1)	<u>2.662^l 7^s</u>

1. Erreur de calcul au registre.

MOULINS.

Moulins l'archevêque [à bail emphithéotique de 99 ans passé le 19 mars 1601, interrompu en 1672 moyennant 8.000 ^l versées par Le Tellier qui est rentré en jouissance le 1 ^{er} avril 1672 à la charge d'entretenir les baux anciens]	1.100 ^l
Droit de pêche [qui faisait aussi partie de l'aliénation des moulins].....	160 ^l
Autre droit de pêche [dépendant desdits moulins].	80 ^l
Prés dépendants desdits moulins.....	60 ^l
Autre redevance.....	30 ^l
Total	1.430 ^l

STELLAGE SUR LE SEL OU FRANC-SALÉ.

« Outre ce que dessus il est deub annuellement le droict de sterlage sur le sel pour lequel il estourny chaque année par le commis du bureau de la gabelle de Reims la quantité de quarante huit minots de sel en espèce ou en argent sur le pied de quarante deux livres le minot qui est le prix du Roy attendu que lesdits quarante huit minots de sel sont fournis pour quarante huit muids qui se débitoient anciennement audit grenier à raison d'un minot par muid et que par le titre dudit droict il est porté qu'en cas que les ventes excèdent lesdits quarante huit muids par chacun an, il sera payé à l'archevesché de Reims pour chacun muid trois livres dix sept sols six deniers dudit excédant par le mesme commis au grenier à sel ; et ce titre s'exécute de sorte que si je ne prends pas le sel il me doit estre payé deux mille seize livres pour les quarante huit minots et deux cent quatre livres ou environ pour l'excédant qui va d'ordinaire à cinquante deux muids au par dessus des quarante huit muids à raison de trois livres dix sept sols six deniers pour muid, lesdites deux sommes revenant à celle de 2.220 ^l ».....	2.220 ^l
---	--------------------

BAUX EMPHITÉOTIQUES ET DROITS RÉSERVÉS.

Hôtel de Reims à Paris [restent encore 54 ans à courir d'après le titre du 16 mai 1627 (1)].....	300 ^l
Droits seigneuriaux et profits de fiefs « réservés par tous les baux des châtelainies et seigneuries qui peuvent estre estimez à année commune 300 livres ».....	300 ^l
Total.....	600 ^l

DROITS DE SINODE ET VISITE (2)

Droits de synode.....	81 ^l 7 ^s 1 ^d
Droits de visite.....	131 ^l 5 ^s
Total.....	212 ^l 12 ^s 1 ^d
Total général de tous les baux et revenus ci-dessus.....	38.816 ^l 9 ^s

CHARGES (3).

Décimes ordinaires [année commune].....	1.069 ^l 6 ^s
Taxe des pauvres.....	355 ^l
Au grand archidiacre.....	600 ^l
A l'archidiacre de Champagne.....	200 ^l
Au prédicateur du Carême.....	300 ^l
Au greffier du Chapitre.....	17 ^l 11 ^s
Aux huissiers.....	6 ^l
Au chantre de Notre-Dame.....	3 ^l 15 ^s
Aux sonneurs.....	7 ^l
Pour les cierges du jour de la purification.....	50 ^l
Pour le vin de Pampelune aux O de Noël (4).....	75 ^l
Pour le vin de la Pilaine au jeudi saint.....	50 ^l
Au chapitre Sainte-Nourrice, seigle 8 boisseaux et 3 setiers en avoine le tout évalué..	30 ^l

1. Cf. *supra*, 2^e part., chap. 1, sect. 1 : Reims et sa banlieue : le ban de l'archevêché, *in fine*.

2. Intéressent l'archevêque et non le duc de même que certains articles des charges.

3. Elles sont comprises d'ordinaire dans le bail général.

4. Antiennes qui commencent par la particule O.

Au bailli ducal.....	100 ^l
Au lieutenant.....	15 ^l
Au procureur fiscal.....	20 ^l
Au procureur du présidial.....	20 ^l
Au gruyer.....	50 ^l
Au garde-bois de Sermiers.....	80 ^l
Au garde-bois de Chaumuzy.....	120 ^l
Au messager de Reims à Paris.....	120 ^l
Au couvreur.....	75 ^l
Au vitrier.....	40 ^l
Aux curés « pour la part de leurs portions congrues par estimation ».....	150 ^l
Total	<u>3.553^l12^s</u>

Il reste de quitte par an : $38.816^l9^s - 3.553^l12^s = 35.262^l17^s$ (1)

« Il est à observer qu'outre les charges cy dessus il est deub plusieurs autres dont il n'est point icy fait mention, attendu que les baux particuliers en sont chargez ».

1. G. d'Avenel, *Histoire économique de la propriété, des denrées, des salaires et de tous les prix en général depuis l'an 1200 jusqu'en 1800*, t. I, p. 483.

PIÈCE JUSTIFICATIVE N° 1

« Observation sur le comté de Reims.

« Un ancien manuscrit cité par M. H. F. porte que ce fut Ebale archevêque de Reims qui augmenta la seigneurie des archevêques de Reims dans la ville ; elle était partagée entre eux et quelques seigneurs qui portaient le titre de comtes héréditaires de Reims. Car outre Regnault de Rouci dont il est parlé dans Aimoin, ce manuscrit fait mention de Gislebert, son successeur, lequel fit présent de la vicomté du bourg de Saint-Remi et de la justice de l'abbé en retenant à lui l'autre partie et que l'archevêque Ebale acheta d'Eudes, l'un des héritiers de Gislebert le comté de Reims dont les archevêques sont demeurés en possession. Adalberic dit la même chose dans sa Chronique, en 1031.

« Comment accorder ces auteurs avec Flodoard ? car si Louis 4 a donné le comté de Reims à l'archevêque Artalde, de quelle manière a-t-il pû (*sic*) passer dans la maison de Rouci ? Le droit qu'avaient les comtes Regnault et Gislebert n'était qu'une usurpation faite pendant le procès d'entre Arnould et Gerbert, et il est très probable qu'Arnould qui était parent des comtes de Rouci, leur abandonna lâchement le comté de Reims qu'Ebale racheta d'eux et qu'il réunit à l'archevêché non par la force, mais par argent.

« Adalbéron avait joui du comté et du droit de battre monnaie, comme nous l'avons observé ailleurs ; l'usurpation doit être postérieure. »

(Bibl. de Reims. Cab. des Manuscrits. « Recherches sur les anciens comtes, vicomtes, ducs et pairs, copiées d'après les manuscrits du cabinet M. Félix de La Salle déposés en l'abbaye Saint-Denis de Reims. » En haut de la 1^{re} page, on lit : « Ces recherches sont de M. La Court, chanoine de Reims, mort en 1730, le 15 octobre, à Paris, âgé de 70 ans. » xviii^e siècle, manusc. n° 1521).

PIÈCE JUSTIFICATIVE N° 2

« Règlement de M. l'archevêque des fonctions du bailly et du lieutenant.

Le 10 août 1599. PHILIPPES DU BECQ, archevesque, duc de Reims, premier pair de France, légat né du Saint-Siège Apostolique, à tous ceulx qui ces présentes lettres verront salut ; vous, sur la plainte qui faict nous a esté, par aucuns de noz officiers et bourgeois que le vendredy trentièsme du mois de juillet dernier passé an présent mil cinq cens quatre vingt et dix neuf, se seroit judiciairement mû différend entre M. Noël Ballet nostre bailly et M. Robert Barrois lieutenant général en nostredict baillage sur le faict de la jurisdiction attribuée à chacun de nosdicts bailly et lieutenant, a les deffenses faictes par ledict Ballet audict Barrois de s'entremettre au faict de la jurisdiction dudict nostre baillage sinon en l'absence dudict Ballet de ceste ville de Reims, récusation ou maladie, et à nos greffiers tant de l'ordinaire dudict baillage que des arrestz, de recevoir ny prononcer aucune sentence donnée dudict Barrois sinon en cas susdicts ni faire aucunes expéditions soubz ledict Barrois, ensemble aux procureurs sergens et autres praticiens dudict baillage, de besongner et procéder soubz ledict Barrois, mettre aucune sentence a exécution, sinon en cas susdict, sur peine de nullité et d'amande arbitraire ; et la response faicte par led. Barrois auxdictes deffenses dont l'audiance auroit esté grandement scandalisée. Aurions pour la conservation de nostre auctorité et en ensuivant les arrestz de nosseigneurs de la Cour, renduz et intervenuz sur pareil différend, signamment celuy obtenu par deffunct de bonne mémoire Monsieur le Cardinal de Guise, dernier mort, nostre prédécesseur audict archevesché duché et pairie, le vingt cinquiesme janvier mil cinq cens

quatre vingt et deux, faict appeller par-devant nous lesdicts Ballet et Barrois, le mardy seiziesme jour du mois d'aoust audict an mil cinq cens quatre vingt et dix neuf, en nostre pallais archiepiscopal dud' Reims, en la présence de plusieurs gens notables de ceste nostre ville, tant eclesiastiques que séculiers, et gens de nostre conseil, pour les ouyr sur leurdict différend, et les reigler sur iceulx, ainsy que nous adviserons bon estre, par l'advis de ceulx par nous appelez, pour et affin que la justice fut sans plus retomber à icelles controverses disputes et querelles mieux et plus religieusement rendue et administrée a nosdictz bourgeois, sujets et justiciables, l'honneur de Dieu en ce faisant gardée et nostre conscience acquittée, et après avoir ouy lesdictz M^{rs} Noël Ballet nostre bailly et Robert Barrois lieutenant général en nostredict baillage, en la présence de ceulx par nous appelez a nostredict pallais, et meurement considéré tous lesdicts différends et l'acte desdictes deffenses faicts par ledict Ballet audict Barrois ledict trentiesme juillet passé ; nous suivant et conformément ausdicts arrestz avons faict et ordonné faisons et ordonnons le présent règlement par [que ?] nous voulons et entendons estre gardé inviolablement par nosdictz bailly et lieutenant comme s'ensuit.

PREMIÈREMENT qu'en toutes assemblées et compagnies nostredict bailly précédera et aura la prééminence [et] présence avant nostredict lieutenant. Tiendra nostredict bailly l'audiance et plaicts de nostredict baillage où il sera assisté de nostredict lieutenant duquel nostredict bailly prendra avis pour le jugement des causes qui si traiteront. Qu'en l'absence, récusation, maladie ou autre empeschemens légitimes de nostredict bailly, nostredict lieutenant tiendra ladicte audiance, et ce pourra faire en cas susdicts tous telz et semblables actes et expéditions de justice et pour quelques causes que ce soit que nostredict bailly. Que les proffictz des audiances appartiendront à nostredict bailly quand il tiendra l'audiance encore qu'il soit assisté de nostredict lieutenant, et en pareil quand nostredict lieutenant tiendra lad. audiance luy appartiendront les proffictz d'icelles que tous les proces par escript se distribueront a nostredict bailly

pour estre vuz par luy et jugez a l'assistance et avec l'avis de nostredict lieutenant ; les espices desquelz appartiendront pour les deux tiers a nostredict bailly et pour l'autre tier audict lieutenant, sy le procez est jugé par eulx deux seulement. Et advenant qu'au jugement desdictz procez, il y eust telle difficulté que nostredict bailly et lieutenant fussent d'avis appeller avec eulx quelques advocats pour avoir leur avis sur le faict dudict procez, au rapport de nostredict bailly, en ce cas nostredict bailly rapporteur du procez prendra moictié de ses espices et l'autre moictié sera distribuée audict lieutenant et conseil quy y sera appellé et ou nostredict bailly voudra faire veoir les procez pour les rapporter par-devant luy, il sera tenu les bailler à nostredict lieutenant et le préférer à tous autres. Et rapportant par nostredict lieutenant ledict procez, il aura moictié des espices, et nostredict bailly l'autre moictié, desduction faicte de la totalité desdictes espices ou salaires du conseil s'il convient en prendre pour le jugement desdicts procez. Les procez criminelz s'instruiront par nostredict bailly, n'estoit qu'il fust absent malade recusé ou légitimement empesché, esquelz cas nostredict lieutenant les instruira et s'en feront les jugemens comme des procez civilz et néantmoins appartiendront les proficts de l'instruction d'iceulx à celluy qui les instruira excepté des espices qui se communiqueront comme de procez civilz en cas qu'il y ait partie civile.

FERONT nostredict bailly et lieutenant suivant les ordonnances royaulx nottes desdictes espices fin desdictes sentences, et seront icelles signées de nosdicts bailly et lieutenant ; la taxe des despens desdicts procez tant civilz que criminelz appartiendra à celluy de nostredict bailly ou lieutenant qui aura faict le rapport dudict procès. Que de toutes saisies et arrestz coutumiers et de toutes autres causes sommaires et de police qui se doibvent appoincter et terminer sommairement, sur le champ et hors des audiances la cognoissance et décision en appartiendra privativement a nostredict bailly ; et seront tenus les praticiens eux présenter par-devant nostredict bailly, pour en avoir expédition et en cas que nostredict bailly ny puisse vacquer ou soit absent de son logis les parties se pourvoiront par-devers nostredict lieutenant. Que toutes les ordonnances et publi-

quations qui se feront pour le faict de la justice et de la police se feront par nostredict bailly lequel néantmoins sera tenu de communiquer et prendre l'advis de nostredict lieutenant s'il est présent et en ville ; et sur ce ouy nostre procureur fiscal et en cas que nostredict bailly fut absent malade ou tellement empesché qu'il ny peût vacquer en ce cas lesdictes ordonnances qui requerront célérité et prompte exécution pour le bien de la justice et du publicque seront faictes par ledict lieutenant, nostredict procureur ouy comme dessus. Lequel present reglement, nous avons enjoinct et enjoignons par ces présentes a nostredicts bailly et lieutenant garder et inviolablement observer de point en point et réservé à nous dy pourvoir plus amplement ou dy adjouter on diminuer selon les occurrances qui pourront s'ouffrir et affin que personne n'en puisse prétendre cause d'ignorance, avons ordonné et ordonnons qu'il sera leu et publié en l'auditoire de nostredict baillage ung jour de plaicts ordinaires, et iceulx tenuz en la présence de nostredict bailly et lieutenant et enregistré au greffe d'icelluy nostre baillage pour y avoir recours quand besoing sera, enjoignant très expressément à nostre procureur fiscal de tenir la main à l'entière exécution et observation d'icelluy nostredict reglement et nous advertir diligemment des contraventions qui seront faictes pour y estre par nous pourveu incontinent. En tesmoing dequoy nous avons signé ces présentes de nostre main et icelles faict signer par nostre secrétaire et y mettre le sceel de nos armes. Donné à Reims le dixiesme jour du mois d'aoust mil cinq cens quatre vingt et dix-neuf signé Philippes du Becq, archevesque duc de Reims et sur le reply par le commandement de Monseigneur, D'Orat ».

(Arch. dép. de Reims, liasse G 1).

PIÈCE JUSTIFICATIVE N° 3

« Règlement des officiers du bailliage ducal.

CHARLES-AURICE LE TELLIER, archevêque, duc de Reims, premier pair de France, abbé de l'archimonastère de Saint-Remy de Reims, etc... à nos bailly, lieutenant, et autres officiers de nôtre bailliage de Reims salut ; ayant examiné les pièces et mémoires que vous nous avez respectivement mis entre les mains, touchant les contestations que vous avez pour l'exercice de vos charges, nous avons estimé nécessaire de les terminer par un règlement qui conservât à chacun de vous les fonctions qui lui appartiennent, et vous obligeast en même temps de garder soigneusement les nouvelles ordonnances du roy et d'exécuter les arrestz et règlements de la cour de Parlement, afin que ce bon ordre étant étably dans nôtre bailliage, nos justiciables y trouvassent sans beaucoup de frais une prompte expédition de leurs affaires ; à ces causes nous disons que :

1

S'il arrive quelque conflit de juridiction entre nôtre bailliage et le présidial de Reims ou autres juges, les résolutions de ce qu'il conviendra faire ou juger dans l'occasion, seront prises par l'avis commun de nos bailly et lieutenant.

2

Pourra le lieutenant en nôtre bailliage assister sans frais aux visites, qui se font par nôtre bailly pour la police la veille de Pâques et autres jours, des foires et marchez, et à cette fin sera averti du jour et de l'heure, pour y accom-

pagner, si bon luy semble, nôtre bailly avec nôtre procureur fiscal.

3

Lorsqu'un officier aura esté par nous pourvû tant dans nôtre bailliage, que dans les châtellemies et autres sièges en dépendant, il sera informé de sa vie, mœurs et religion catholique, apostolique et romaine par nôtre bailly ; et l'information faite, l'officier sera examiné en la chambre par nos bailly et lieutenant, et reçu par leur avis commun à jour et heure accoustumée de plaids.

4

Nostre bailly tiendra ses audiences publiques dans notre auditoire les jours de *jeudy et vendredy* depuis *huit* heures du matin jusqu'à midy par chacune semaine, hors lesquelles ne seront baillées aucunes assignations extraordinaires en son hôtel ; pourra néanmoins juger sans frais à une petite audience particulière dans nôtre auditoire les contestations sur les arrestz coûtumiers et autres contestations sommaires.

5

Pourra nôtre bailly recevoir en son hôtel les présentations et affirmations des comptes, sans procéder à aucun examen ; et au cas que les partyes soient d'accord, il en sera passé un appointment, qui sera reçu à l'audience ordinaire, sans que les procureurs puissent s'assembler en la maison du juge pour mettre par forme d'apostille à costé de chaque article les consentemens des partyes ; mais seront tenus de se pourvoir à l'audience pour y obtenir sur l'extrait du dernier article du compte, un exécutoire au profit du comptable, si la dépense est plus forte que recepte, ou de l'orjant (*sic*) si la recepte est plus forte que la dépense.

6

rayé (*sic*). Les reglements faits pour les justices des duchez de Mazarini, La Melleraye et Mayenne par l'arrest du 23^e juil-

let 1676 touchant les sentences d'ordre, seront observez en nôtre bailliage; et ce faisant n'y sera plus donné deux ou plusieurs sentences d'ordre, soit de provision ou autre; mais une seule définitive, par laquelle les créanciers seront colloquez, tant pour leur principal, que pour leurs arrérages et intérêtz, qui seront liquidez par la même sentence.

7

Poura nôtre bailly faire les assemblées des parens en sa maison, y recevoir leurs âvis et y faire les actes de tutèle et curatèle, sauf en cas de contestation, comme d'excuses proposées par un tuteur élu pour être déchargé de sa tutèle, à renvoyer les parties à l'audience.

8

Poura encore led. bailly faire dans sa maison les procès-verbaux de partage, liquidation de fruits, enquestes autres que sommaires, estimation d'héritages, informations, interrogatoires en matière civile, réceptions de cautions, prestations de serment, réceptions de maîtres et jurez, collation de pièces, comparaison de seings et écritures et vérification d'icelles.

9

Les instances appointées, et les procès criminels seront registrez par le greffier, et distribuez entre nôtre bailly et nôtre lieutenant; lesquelz s'assemblent à cet effet de quinzaine en quinzaine, pour faire la distribution, en laquelle led' bailly pourra choisir desd. instances ou procès, et led. lieutenant la 3^e, et celui auquel sera demeuré le choix à la distribution dernière, choisira à la subséquente; de toutes lesquelles distributions sera fait registre par le greffier.

10

Si nôtre lieutenant a commencé en l'absence de nôtre bailly quelques actes de justice, soit enquete, scellé, information ou autre semblable, il sera tenu d'en laisser la continuation à nôtre bailly, lorsqu'il sera de retour; et sera le présent

reglement enregistré au greffe de nôtre bailliage pour être exécuté selon sa forme et teneur ; faisons défense à nos bailly et lieutenant d'y contrevenir. Fait et arrêté en nôtre palais archiepiscopal le juin 1681 ».

«(3 feuillets reliés par un ruban de soie. Arch.
dép. de Reims, liasse G 8).

Vu : le Président de la thèse,

P. PETOT.

Vu : le Doyen,

G. RIPERT.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,

G. GIDEL.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5
SOURCES.....	9

PREMIÈRE PARTIE. — HISTOIRE

CHAPITRE UNIQUE. — <i>Les origines</i>	17
--	----

DEUXIÈME PARTIE. — LE DUCHÉ

CHAPITRE 1. — <i>Le domaine direct</i>	37
Section 1. — Reims et sa banlieue : le ban de l'archevêché.....	37
Section 2. — Les châtelainies et leurs dépendances.....	45
CHAPITRE 2. — <i>Les fiefs</i>	58
Section 1. — Mouvances de la châtelainie de Porte-Mars.....	58
Section 2. — Mouvances de la châtelainie de Sept-Saulx.....	76
Section 3. — Mouvances de la châtelainie de Bétheniville.....	78
Section 4. — Mouvances de la châtelainie d'Attigny.....	82
Section 5. — Mouvances de la châtelainie de Cormicy.....	84
Section 6. — Mouvances de la châtelainie de Chaumazy.....	86

TROISIÈME PARTIE. — PRIVILÈGES ET JUSTICE

CHAPITRE 1. — <i>Privilèges</i>	89
Section 1. — Privilèges divers.....	90
Section 2. — Ordonnances.....	98
CHAPITRE 2. — <i>Justice et police</i>	104
Section 1. — L'échevinage.....	104
Section 2. — Autres juridictions inférieures.....	123
Section 3. — Le bailliage ducal.....	138

QUATRIÈME PARTIE. — ADMINISTRATIONS ET FINANCES

CHAPITRE 1. — <i>Agents</i>	165
Section 1. — Organisation centrale.....	165
Section 2. — Organisation locale.....	168
CHAPITRE 2. — <i>Revenus</i>	173
Section 1. — Sources de revenus.....	173
Section 2. — Baux à ferme.....	185
Section 3. — Revenus et charges.....	190
Pièces justificatives n° 1.....	197
n° 2.....	198
n° 3.....	202
TABLE DES MATIÈRES.....	206





